

L'ASSURANCE-VIE ET LE RISQUE DE GUERRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le Mercredi 13 Juin 1934, à 14 heures

PAR

Eugène GRÉGOIRE

JURY DE LA THÈSE

Président : M. Maurice PICARD, professeur

Suffragants { M. CASSIN, professeur
M. ESMEIN professeur

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

1934

Tous droits réservés

THÈSE POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

L'ASSURANCE-VIE ET LE RISQUE DE GUERRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le Mercredi 13 Juin 1934, à 14 heures

PAR

Eugène GRÉGOIRE

JURY DE LA THÈSE

Président : M. Maurice PICARD, professeur

Suffragants { M. CASSIN, *professeur*
M. ESMEIN *professeur*

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^e et ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

1934

Tous droits réservés



INTRODUCTION

1. — On sait que dans des circonstances normales, la mortalité humaine obéit à des lois exprimées par des tables, permettant de prévoir avec une grande exactitude le nombre de décès qui se produisent annuellement dans une vaste collectivité.

C'est au moyen de ces tables que les entreprises d'assurances sur la vie effectuent les calculs sur lesquels reposent leurs opérations. Ces calculs présentent donc toutes les garanties de précision désirables, aussi longtemps, du moins, que les circonstances demeurent identiques à celles qui existaient au moment où les tables ont été dressées.

Mais il se peut que des événements exceptionnels viennent troubler les lois de la mortalité et fausser les calculs.

Parmi ces événements, la guerre semble le plus redoutable. Aucune des causes d'aggravation de risque énoncées habituellement dans les polices, et que l'assureur écarte totalement ou partiellement, ne saurait lui être comparée : le suicide, le fait du bénéficiaire, les voyages ou séjours lointains, la navigation aérienne, ne peuvent entraîner, pour les compagnies, des pertes considérables. Seule, l'épidémie, qui accompagne d'ailleurs, souvent, la guerre, pourrait être mise en parallèle avec celle-ci ; mais les assureurs la redoutent moins aujourd'hui qu'autrefois, et, depuis longtemps, les polices ne la mentionnent plus.

On conçoit donc que l'assureur cherche à s'affranchir des risques de mort provenant de la guerre, puisque les tables ne tiennent pas compte de ces risques, et que la guerre paraît de nature à déjouer toutes les prévisions concernant la mortalité.

En fait, ce ne sont jamais tous les risques provenant de la guerre qui sont exclus par l'assureur. La guerre exerçant ses ravages surtout parmi les militaires, c'est particulièrement l'aggravation de risque subie par ses assurés mobilisés, que l'assureur redoute. C'est cette aggravation qui est écartée de la police, ou, tout au moins, fait l'objet de dispositions spéciales.

Mais ce serait une erreur de croire que le risque de guerre se limite à cette seule aggravation. Il importe de se faire, de ce risque, une conception plus large et plus conforme à la réalité.

D'abord, la mortalité des mobilisés n'est pas seulement aggravée pendant la période des hostilités ; l'aggravation peut subsister après la guerre. En outre, la mortalité de la population civile peut également s'accroître pendant la guerre et demeurer élevée après les hostilités. C'est donc, en réalité, sur la mortalité de tous les assurés, militaires et civils, et pendant une durée plus étendue que la période des combats, que la guerre peut exercer son influence néfaste.

Enfin, les compagnies font souvent observer que la guerre est un fléau redoutable pour elles, non seulement parce qu'elle accroît la mortalité de leurs assurés, mais aussi et surtout, parce qu'elle leur fait subir des pertes considérables, en raison des conséquences qu'elle entraîne : baisse des valeurs mobilières, baisse de la production, moratoires

en faveur de leurs débiteurs, moratoires en faveur de leurs assurés.

Certes, cette question des effets de la guerre sur la situation économique et financière des compagnies d'assurances sur la vie est capitale, et mériterait d'être plus étudiée qu'elle ne l'a été ; mais nous n'en parlerons qu'incidemment, car elle est distincte de celle qui fait l'objet de notre travail. Nous croyons cependant devoir la signaler, car il convient, dans une étude sur le risque de guerre dans le contrat d'assurance-vie, de tenir compte des difficultés exceptionnelles auxquelles les compagnies ont à faire face pendant la guerre, et de ne pas oublier que les pertes qu'elles subissent du fait de la guerre, sont loin de se limiter aux seules pertes de mortalité.

S'il est normal que l'assureur, par souci de sa propre sécurité, cherche à s'affranchir des risques de guerre, il est naturel que l'assuré demande, au contraire, à être garanti contre eux. L'assuré veut être certain que le capital sera payé quelle que soit la cause de son décès. Il ne saurait donc voir avec satisfaction son acte de prévoyance anéanti en cas de conflit, au moment même de sa mobilisation.

Aussi, en fait, lorsqu'après l'institution du service militaire obligatoire, les assurés sont devenus susceptibles d'être appelés sous les drapeaux, ils se sont préoccupés du sort de leur police en temps de guerre, et certains parmi eux ont manifesté le désir d'être garantis contre le risque de guerre. De sorte que, si le premier soin des assureurs a été d'exclure le risque de guerre, le souci de donner satisfaction à leur clientèle les a conduit à rechercher les moyens de le couvrir lorsque l'assuré demandait à être garanti.

Ces deux problèmes, que les assureurs ont presque constamment dû se poser : celui de l'exclusion du risque de guerre et celui de l'assurance du risque de guerre sont avant tout d'ordre technique.

Le premier a reçu des solutions variables suivant les époques. Elles n'ont pas toujours été satisfaisantes. Il faut en effet trouver une solution qui, non seulement permette à l'assureur d'éviter toute perte de mortalité du fait de la guerre, mais qui, en outre, respecte les droits de l'assuré.

Le deuxième consiste à rechercher si le risque de guerre est assurable, et, dans l'affirmative, comment il doit être couvert, et moyennant quelle prime. C'est le problème le plus délicat, car il est difficile de trouver une solution qui concilie les intérêts des assureurs et des assurés. Bien des solutions ont été proposées, mais l'assurance du risque de guerre reste toujours un grave sujet de préoccupation pour les assureurs.

L'aggravation de risque due à la guerre ne relève pas uniquement de la technique des assurances : l'exclusion du risque de guerre ou, au contraire, sa couverture, soulèvent des problèmes juridiques intéressants. Les clauses d'exclusion du risque de guerre dans les polices, et les conventions passées en vue de couvrir ce risque, ont donné lieu, pendant la dernière guerre, à une jurisprudence nombreuse. D'autre part, les effets des contrats ne couvrant pas le risque de guerre ont fait l'objet de dispositions législatives.

Jusqu'ici nous avons envisagé l'aggravation de risque produite par la guerre dans les contrats d'assurance en cas de décès, c'est-à-dire ceux dans lesquels le capital est payé au décès de l'assuré (1). En ce qui concerne les contrats

(1) Nous donnerons une définition plus exacte des contrats d'assurance en cas de décès et de ceux en cas de vie.

d'assurance en cas de vie, dans lesquels le capital est payé si l'assuré survit à l'échéance du contrat, la guerre, en abrégant la vie des assurés, loin d'aggraver les charges de l'assureur, les diminue. Ce n'est plus au détriment de l'assureur que la guerre rompt l'équilibre du contrat, c'est à son profit.

Il est alors naturel de rechercher comment doivent être réglés les effets des contrats d'assurance en cas de vie pour que, malgré l'antirisque de survie produit par la guerre, l'équilibre du contrat se trouve rétabli. C'est un problème sur lequel les polices sont muettes, mais que le législateur a essayé de résoudre.

Le risque de guerre a fait l'objet d'une littérature assez abondante, mais aucun ouvrage n'envisage l'ensemble des questions d'ordre technique et juridique soulevées par ce risque. Malgré la difficulté de la tâche, nous nous efforcerons de combler cette lacune en utilisant les travaux de nos prédécesseurs (2).

Voici quel sera l'ordre de nos développements :

Dans une partie historique, nous indiquerons les procédés successifs adoptés par les assureurs avant 1914, pour exclure le risque de guerre ou, au contraire, pour le couvrir.

Nous exposerons ensuite les difficultés auxquelles donnèrent lieu, pendant la dernière guerre, cette exclusion ou cette couverture du risque de guerre.

Nous étudierons la loi du 22 juillet 1919 sur les contrats

(2) Nous tenons à citer particulièrement la thèse actuarielle soutenue récemment par M. Bernus, sur *L'assurance du risque de guerre*. Nous devons également beaucoup à la remarquable *Etude de la loi du 22 juillet 1919*, publiée dans le *Moniteur des assurances*, et due à M. Barbet. Enfin, nous avons puisé des renseignements précieux dans l'ouvrage de M. Huber sur *La population de la France pendant la guerre*.

d'assurance sur la vie en temps de guerre, et la jurisprudence qui l'a interprétée.

Nous examinerons ensuite le problème de l'assurance du risque de guerre sous son aspect technique, et nous ferons connaître ses solutions actuelles.

Enfin, avant de conclure, nous étudierons diverses questions qui se rattachent plus ou moins étroitement à l'objet de notre étude ⁽³⁾.

(3) Nous précisons qu'en principe, pour toutes les questions relatives au risque de guerre, nous n'avons fait état que de données concernant la France, et nous n'avons indiqué que les solutions adoptées en France.

En ce qui concerne la jurisprudence, nous croyons avoir cité toutes les décisions relatives au risque de guerre, publiées dans les recueils généraux et spéciaux. Les références à ces recueils, sont rassemblées dans un index chronologique placé à la fin de notre travail.

Nous n'avons pas tenté de faire connaître toutes les clauses relatives au risque de guerre, en vigueur dans toutes les compagnies. C'est donc seulement à titre d'exemple que, sous une formule, nous citons le nom d'une ou plusieurs compagnies l'ayant adopté.

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE

AVANT 1914

2. — Dans l'historique du risque de guerre depuis l'origine du contrat d'assurance-vie jusqu'en 1914, une date importante est celle de l'institution du service militaire obligatoire (1872). Aussi distinguerons-nous deux périodes : avant 1872 ; de 1872 à 1914.

Pendant cette seconde période, furent mis successivement en vigueur trois systèmes principaux de couverture du risque de guerre que nous examinerons : le système « de la surprime fixe » (1877), celui du « fonds commun » (1887), enfin l'assurance « complète » (1896). Deux d'entre eux subsistent encore aujourd'hui : le premier qui a été modifié, et le dernier qui est demeuré à peu près tel qu'il était à l'origine.

Enfin nous indiquerons les clauses des polices et avenants de guerre, à la veille de la guerre mondiale.

SECTION I

AVANT 1872

3. — Dès l'origine des compagnies d'assurance-vie en

France, les risques de guerre sont exclus formellement des polices ⁽¹⁾. La clause est la suivante :

« La police est... nulle, si l'assuré périt dans une guerre ou par suite des blessures qu'il y aura reçues..., à moins que la compagnie n'ait consenti à couvrir ce risque moyennant une augmentation de prime.

« Dans tous les cas de nullité, les primes payées sont acquises à la compagnie » ⁽²⁾.

On voit qu'il y a déchéance, seulement « si l'assuré périt dans une guerre » ⁽³⁾ ; la police est alors « nulle » ou, plus exactement, résiliée purement et simplement. Au contraire, tant que l'assuré est vivant, le contrat produit tous ses effets et les primes sont dues. S'il survit à la guerre, le contrat suit son cours sans aucune formalité, moyennant le versement des primes ordinaires. Cependant, certaines polices subordonnaient cette continuation du contrat, après guerre, au versement de primes majorées ⁽⁴⁾.

La clause que nous venons de citer, très sévère pour l'assuré, fut modifiée par la suite. D'abord, on substitua de bonne heure à la résiliation pure et simple, la résiliation avec remboursement de la valeur de rachat ⁽⁵⁾. En outre,

(1) Dès 1788, date du premier essai d'assurance-vie en France, le contrat de la *Compagnie royale d'assurances* prévoyait l'aggravation de risque causée par la guerre : « L'engagement de la compagnie est suspendu, si l'assuré, avant d'avoir fait de nouvelles conventions avec la compagnie,... va à la guerre ou exerce quelques fonctions militaires » (*Prospectus de l'établissement des assurances sur la vie*, Paris, 1788, p. 67 ; réédité par *La Nationale*, en 1900).

(2) *Ass. gén.*, à l'origine (1819).

(3) Même formule dans les autres compagnies, à l'origine : *Union* (1829), *Nationale* (1830), *Phénix* (1844).

(4) Voici la clause : « Tout assuré qui aura fait un service militaire de deux années en temps de guerre, postérieurement à la date de la police, sera tenu de payer une augmentation d'un cinquième sur la prime, ou de subir une réduction équivalente sur le capital assuré » (*Ass. gén.*).

(5) La clause était la suivante : « La compagnie n'a rien à payer si le contrat a moins de trois ans ; s'il a plus de trois ans, elle tiendra compte aux ayants droit, de la somme qu'elle aurait payée en rachetant le contrat à la veille du décès » (*Phénix*). La formule est analogue aux *Assurances générales*, à *L'Union* ; à *La Nationale* (à partir de 1843).

on tendit à stipuler que cette résiliation se produirait, non plus seulement si l'assuré *décédait* à la guerre, mais dès qu'il *irait* à la guerre, ou encore dès qu'il entrerait en campagne ⁽⁶⁾. Cette dernière modification, d'ailleurs, ne devait se généraliser qu'après 1872.

4. — La déchéance n'a pas lieu, si la compagnie a consenti à couvrir le risque de guerre « moyennant une augmentation de prime » ⁽⁷⁾. On ne saurait donc dire qu'avant 1870, le risque de guerre était écarté « sans convention contraire possible » ⁽⁸⁾; au contraire, les polices françaises ont toujours prévu la possibilité de couvrir le risque de guerre.

En fait, il est vrai, les compagnies françaises ne se préoccupèrent pas de l'assurance de guerre avant l'établissement du service obligatoire en 1872. De sorte que les assurés qui prirent part à la guerre de 1870 furent soumis à la déchéance stipulée dans les conditions générales de leurs polices pour le cas de mort à la guerre ⁽⁹⁾. Il en fut ainsi, en particulier, pour les assurés gardes nationaux, qu'une clause spéciale protégeait bien contre les risques de mort reçue « dans un service d'ordre public », mais non, en général, contre les risques de mort reçue dans une guerre étrangère (V. n° 83) ⁽¹⁰⁾. Et ce fut pour remédier aux effets de cette

(6) Formule de *La Nationale* après 1843: « si l'assuré va à la guerre... l'assurance est nulle ».

(7) *Ass. gén., Union, Urbaine*. Autres formules: moyennant « un supplément de prime » (*Phénix*), « soit... une clause particulière..., soit... une convention additionnelle » (*Nationale*).

(8) Lux, *Le risque de guerre*, M. A., 1899, p. 375. La même affirmation se retrouve dans plusieurs ouvrages.

(9) Nous n'avons pu retrouver d'avenant de guerre antérieur à 1870. Une brochure des compagnies du Comité (*Les surprimes de guerre*, Caen, 1878), affirme nettement: « Pendant la guerre de 1870, cette surprime de 10 % a été demandée à divers assurés militaires et payée par eux ».

(10) V. cependant Douai, 21 févr. 1872, Gousseau c. *Le Phénix*. — La compagnie d'Assurances générales accepta de prendre en charge les sinistres survenus pendant la guerre de 1870 parmi ses assurés gardes nationaux (*La compagnie d'Assurances générales sur la vie*, 1819-1919, Paris, 1920, p. 68).

déchéance que l'on songea à la création d'associations mutuelles qui, d'ailleurs, n'eurent aucun succès (V. n° 84).

SECTION II

DE 1872 A 1914

§ 1. — LE SYSTÈME « DE LA SURPRIME FIXE » (1877).

5. — Après la loi du 27 juillet 1872 rendant le service militaire obligatoire, de nombreux assurés devinrent susceptibles de servir en temps de guerre. La plupart des compagnies pensèrent alors se protéger plus efficacement contre la surmortalité pouvant atteindre leurs assurés pendant et après la guerre, en déclarant le contrat résilié, non plus seulement au décès de l'assuré à la guerre, mais dès son entrée en campagne.

La clause habituelle était la suivante :

« Si l'assuré militaire est appelé à un service de guerre contre une puissance étrangère, l'assurance est de plein droit résiliée au jour de l'entrée en campagne, à moins d'une convention expresse et spéciale.

« Dans le cas de résiliation..., si les primes de trois années n'ont pas été payées, la police est de plein droit sans effet, les primes demeurent acquises à la compagnie.

« Si les primes de trois années au moins ont été acquittées, la compagnie tient compte aux ayants droit de la valeur qu'elle aurait payée si elle avait racheté le contrat la veille... de l'entrée en campagne » ⁽¹¹⁾.

On remarque que dans cette clause, l'expression « guerre

(11) *Ass. gén.*

avec une puissance étrangère » a remplacé le terme « guerre » qui figurait dans les polices antérieures à 1870.

Cependant les compagnies consentaient à couvrir le risque de guerre au moyen d'une « convention expresse et spéciale ». Il est vrai qu'elles n'indiquaient pas les bases de cette convention. Elles auraient voulu ne couvrir les risques de guerre qu'en mutualité ou, tout au moins, attendre la déclaration de guerre pour fixer un taux de surprime. Mais, les assurés désirant être renseignés à l'avance, les compagnies françaises, à l'exemple des compagnies allemandes ⁽¹²⁾, furent amenées à préciser les conditions auxquelles elles consentiraient à couvrir le risque de guerre. Nous allons résumer le système, dit « de la surprime fixe », qui fut adopté en commun par *Les Assurances Générales*, *L'Union* et *La Nationale*, et qui subsiste encore dans son principe.

6. — Lorsque l'assuré demande, en temps de paix, à être couvert contre les risques d'une guerre éventuelle, il intervient une « convention expresse et spéciale » constatée par un « avenant de surprime de guerre ». Aux termes de cet acte, l'assuré doit, pour être couvert contre les risques de guerre, déclarer son entrée en campagne et payer une surprime.

a) L'assuré doit faire cette déclaration dans un délai de

(12) En Allemagne, treize compagnies formant l'Association des compagnies allemandes d'assurance sur la vie, arrêterent en 1874 les conditions d'un système collectif d'assurance du risque de guerre, dont s'inspira beaucoup le système français de 1876-77. Le risque de guerre était couvert moyennant une surprime fixe annuelle de 10, 7 1/2 ou 5 % suivant les catégories. L'excédent éventuel des surprimes devait être remboursé (V. De Serbonnes, *L'assurance en cas de guerre*, M. A. 1874, p. 394 et 1875 pp. 205 et 289).

quinze jours, à partir de son « entrée en campagne » ⁽¹³⁾. Cette déclaration peut être faite « soit par lettre recommandée, soit par dépêche télégraphique, soit, au cas où les communications seraient interrompues, devant un notaire ou un juge de paix ».

b) En outre, l'assuré doit acquitter une surprime *annuelle*, payable d'avance, sans fractionnement, dans le même délai de quinze jours qui lui est imparti pour déclarer son entrée en campagne.

Le paiement est fait aux risques et périls de l'assuré, soit par un envoi direct à la compagnie, soit entre les mains de l'un de ses agents principaux.

D'ailleurs, l'assuré peut faire insérer, dans l'avenant, une clause destinée à lui permettre d'acquitter la surprime au moyen d'un prêt sur police. Sur envoi de la police à la compagnie, le montant de la première surprime annuelle est alors imputé de plein droit, à titre de prêt sur police, jusqu'à concurrence de la valeur de rachat.

Le taux de surprime, emprunté aux compagnies allemandes ⁽¹⁴⁾, varie suivant les catégories. Il est ainsi fixé :

A 10 % du capital assuré par les officiers, sous-officiers et soldats qui, au moment de la guerre, font partie de l'armée active ou de sa réserve, à quelque titre qu'ils servent.

A 7 1/2 % pour les officiers, sous-officiers et soldats qui, au moment de la guerre, font partie de l'armée territoriale

(13) Le point de départ de ce délai est fixé au jour où l'assuré est considéré, pour la solde et les allocations, comme entré en campagne, s'il fait partie de l'armée active ; au jour de la mobilisation, s'il fait partie des autres catégories de l'armée.

(14) Cependant, pour fixer le taux maximum de 10 %, les compagnies déclarent s'être fondées sur l'expérience acquise par les compagnies américaines pendant la guerre de Sécession, par les compagnies allemandes pendant la guerre de 1866 et celle de 1870-71. Le taux des pertes françaises en 1870-71 était mal connu (V. *Les surprimes de guerre*, Caen, 1878).

ou de sa réserve ⁽¹⁵⁾, à quelque titre qu'ils servent, ainsi que les aumôniers, les médecins civils ou militaires et les ambulanciers civils.

A 5 %, pour les personnes qui prennent part à la guerre en qualité de fonctionnaires de l'intendance militaire, officiers d'administration, employés civils des postes, des télégraphes et des chemins de fer ⁽¹⁶⁾.

Dans le cas où la guerre se déroule en pays lointain, cette surprime se cumule avec la surprime de voyage ou de séjour.

Nous venons d'exposer la situation de l'assuré qui a conclu d'avance la convention du risque de guerre. Il faut également prévoir le cas de l'assuré appelé sous les drapeaux avant d'avoir souscrit l'avenant de guerre.

Cet assuré peut encore être garanti contre le risque de guerre moyennant une déclaration et le paiement d'une surprime.

a) L'assuré doit déclarer « qu'il désire être assuré contre le risque de guerre aux tarifs et conditions en vigueur ». Cette déclaration doit être faite dans le même délai et par les mêmes moyens que ceux indiqués plus haut pour la « déclaration d'entrée en campagne ».

b) Le délai pour le paiement, ainsi que les moyens d'acquittement, sont également les mêmes que ceux indiqués

(15) Rappelons que la division de l'armée en armée active et sa réserve, armée territoriale et sa réserve, subsista de 1872 (L. 27 juil.) à 1923 (L. 1^{er} avr.).

(16) « Aucune surprime de guerre n'est due et l'assurance conserve tous ses effets lorsqu'à l'occasion de son service ou autrement, mais sans nomination ni commission préalable, un fonctionnaire civil des chemins de fer, des postes, des télégraphes ou d'une administration quelconque, ou tout autre assuré non militaire vient à être exposé à un risque ou danger provenant de l'état de guerre. »

plus haut pour l'assuré ayant déjà souscrit l'avenant de guerre.

Les règles précédentes furent posées en 1876. Un an plus tard, les compagnies du Comité, renonçant à faire un bénéfice quelconque sur l'assurance du risque de guerre, s'engagèrent à restituer l'excédent éventuel des surprimes de guerre reçues de leurs assurés.

L'excédent serait formé par la différence entre le total des surprimes payées par les assurés couverts contre le risque de guerre et le total des sinistres survenus parmi ces assurés, tant pendant la guerre que pendant un délai d'un an après la promulgation du traité de paix.

Cet excédent, déduction faite des frais, serait réparti entre les assurés survivants, au marc le franc des surprimes payées par chacun d'eux.

7. — Après la fixation des règles précédentes, les conditions générales des polices ne furent pas modifiées. La situation de l'assuré non garanti contre le risque de guerre resta donc régie par la clause adoptée en 1872 et citée plus haut, d'après laquelle, la police était résiliée au jour de l'entrée en campagne de l'assuré, la valeur de rachat étant d'ailleurs remboursée lorsque la police en avait une.

Cependant, les compagnies crurent devoir indiquer que, par « faveur », elles accorderaient à l'assuré survivant la faculté de remettre en vigueur son contrat, moyennant le paiement des primes arriérées intégrales avec intérêts et après examen médical.

On voit que le système de la surprime fixe était sévère, à l'origine, puisque l'assuré devait, pour être couvert contre le risque de guerre, acquitter une surprime annuelle et

de taux élevé. Cette rigueur était à peine atténuée par l'engagement pris par la compagnie de ristourner l'excédent des surprimes.

D'autre part, le contrat de l'assuré qui ne pouvait payer la surprime se trouvait injustement résilié. C'était considérer l'entrée en campagne de l'assuré comme une cause de déchéance véritable.

§ 2. — LE SYSTÈME « DU FONDS COMMUN » (1887).

8. — Après avoir suscité, à son apparition, diverses critiques, le système de la surprime fixe tomba dans l'oubli le plus complet. Assureurs et assurés cessèrent de s'intéresser au risque de guerre.

Mais lorsqu'en 1887, année marquée par de graves incidents de frontière, la guerre apparut imminente, la question du risque de guerre devint un grave sujet de préoccupation pour tous. Les assurés relurent les clauses de leurs polices et provoquèrent des explications. Les assureurs se rappelèrent qu'ils avaient promis de couvrir le risque de guerre à forfait, et plusieurs jugèrent cette promesse imprudente. M. A. de Courcy, administrateur des *Assurances générales*, se livra à une étude approfondie du risque de guerre et parvint à la conclusion qu'il n'était pas assurable, mais accessible seulement à la mutualité ⁽¹⁷⁾.

D'après lui, il était « téméraire, pour les compagnies, de garantir les risques de guerre moyennant un tarif quelconque de surprimes déterminées d'avance, parce que, d'une part, elles sont dans l'impuissance de calculer la sur-

(17) V. De Courcy, *Note sommaire sur l'assurance des risques de guerre*, Paris, 1887. — *Id.*, *Les risques de guerre dans les assurances sur la vie*, Paris (1888).

prime d'une manière tant soit peu approximative, et que, d'autre part, elles sont dans l'impuissance de diviser les risques en évitant les agglomérations désastreuses ». La pratique des assurances maritimes, et des assurances contre l'incendie montrait clairement que le risque de guerre n'était pas assurable à forfait.

Le système de 1877 devait donc être rejeté. Il était, en outre, condamnable, parce que les compagnies ne conservaient que des chances de pertes en promettant de restituer l'excédent des surprimes sur les sinistres, ce qui était « la négation de la notion même de l'assurance ».

D'ailleurs, non seulement ce système « compromettait le crédit des compagnies », mais encore « il ne donnait à la très grande majorité de la clientèle qu'une satisfaction illusoire ». Sans parler des rentiers et des assurés non mobilisables auxquels l'assurance des risques de guerre n'apporte que des dangers, il était certain que les assurés mobilisables eux-mêmes auraient bien de la peine à payer la première surprime et, encore plus, les suivantes ; quant à ceux qui ne pourraient les payer, ils verraient leur contrat « déchiré » par une résiliation injuste.

Pour toutes ces raisons, les compagnies devaient renoncer au système de la surprime fixe, dans la mesure où elles ne se trouvaient pas déjà liées envers leur clientèle par les « imprudentes promesses » de 1877 (17bis).

L'ancien système rejeté, on le remplacerait par un système fondé sur la mutualité. Mais, comment fonctionnerait-il ? Attendrait-on la survenance d'une guerre pour

(17 bis) En raison de la difficulté de savoir si un assuré avait ou non, connu ces promesses, et si, en conséquence, la compagnie était tenue ou non par elles, on décida cependant de les considérer comme « obligatoires envers tous les assurés qui en demanderaient l'application ».

grouper tous ceux qui se trouveraient soumis au risque de guerre en une vaste association mutuelle, comme on avait tenté de le faire pour les gardes nationaux en 1870 ? Formerait-on, au contraire, cette association dès le temps de paix ? Ces procédés n'étaient guère pratiques. Il valait mieux laisser à chaque compagnie le soin de gérer une association mutuelle entre ses propres assurés ⁽¹⁸⁾.

La compagnie d'*Assurances générales* fit siennes les idées de son administrateur et s'efforça de les faire adopter par les autres sociétés. Elle présenta aux réunions du Comité un projet de garantie du risque de guerre qui, après modification, devint le système dit « du fonds commun » ⁽¹⁹⁾.

Le système du fonds commun fut exposé dans une circulaire adressée par les quatre plus anciennes compagnies à leurs agents ⁽²⁰⁾. Nous allons le résumer, en distinguant les dispositions relatives au fonds commun, et celles qui concernent le sort de la police pendant la guerre.

9. — La clause de la police excluant le risque de guerre est modifiée dans un sens favorable à l'assuré. La nouvelle

(18) D'une consultation de M. Ch. Lyon-Caen, il résultait qu'une autorisation gouvernementale n'était nécessaire, ni pour le fonctionnement d'une association mutuelle contre les risques de mort à la guerre (ce point avait été admis en 1870 pour des associations de gardes nationaux, V. n° 84), ni pour la gestion de cette association par une compagnie d'assurance-vie (V. Senès, *L'assurance du risque de guerre*, M. A., 1887, p. 188).

(19) Au cours de ces réunions, différentes méthodes de garantie du risque de guerre furent examinées. On songea notamment à élever simplement le taux de surprime fixé en 1877, mais la crainte de la concurrence des compagnies américaines qui ne demandaient qu'une surprime de 5 %, fit repousser cette idée. La question de savoir si le système de la surprime fixe tenait les compagnies sous la menace d'un désastre n'était pas encore résolue lorsqu'on aborda la discussion du projet de mutualité. Plusieurs directeurs hésitèrent à donner leur acquiescement à ce projet, car il leur paraissait paradoxal de voir une société à primes fixes recommander un système de mutualité, et surtout, ils pensaient que les assurés préféreraient s'adresser aux sociétés leur garantissant un capital fixé à l'avance, en cas de décès à la guerre.

(20) V. le texte de cette circulaire dans M. A. 1887, p. 495.

clause ne stipule plus la résiliation, mais la « suspension » du contrat.

La police est « suspendue de plein droit, du jour où l'assuré est entré en campagne ». « Elle reste en suspens pendant toute la durée de la guerre et pendant un délai de huit mois, à compter de la cessation définitive des hostilités », sauf faculté de remise en vigueur avant l'expiration de ce délai (V. *infra*).

Voici les effets de cette suspension ⁽²¹⁾ :

Lorsque l'assuré vient à décéder pendant la suspension, et pour quelque cause que ce soit, la compagnie verse « la réserve intégrale de la police », calculée au jour du décès et « sans déduction d'aucune sorte », lorsque trois primes annuelles, au moins, ont été payées. Au contraire, si moins de trois primes ont été payées, « la compagnie n'a rien à payer et les primes versées lui restent acquises ».

Lorsque l'assuré survit à la guerre, la remise en vigueur du contrat a lieu « de plein droit », c'est-à-dire sans visite médicale, à l'expiration du délai de huit mois indiqué ci-dessus. Mais, « sans attendre l'expiration dudit délai de huit mois, l'assuré rentré dans ses foyers » peut également faire revivre son contrat après visite médicale favorable.

La remise en vigueur est toujours subordonnée au « paiement préalable de toutes les primes qui auraient pu échoir pendant la suspension de l'assurance, ainsi que des intérêts de retard à 4 % pour les primes qui n'auraient pas été payées à l'échéance ». A défaut de paiement dans le délai de huit mois après la cessation des hostilités, la résiliation

(21) Il n'est pas dit expressément que le paiement des primes est suspendu en même temps que l'obligation de l'assureur; il n'est question de paiement de primes que pour la remise en vigueur.

pure et simple ou la réduction est prononcée, suivant que moins ou plus de trois primes ont été payées.

10. — Un fonds spécial d'assurance en cas de guerre est constitué au moyen de cotisations versées par les adhérents (22). La compagnie n'a d'autre rôle que de gérer et de répartir ce fonds (sauf l'engagement qui résulte pour elle de la garantie du tiers du capital V. *infra*). Elle le gère, d'ailleurs, gratuitement (23).

Pour être admis à participer au fonds commun, il faut remplir deux conditions : « être assuré à la compagnie » et « être appelé à servir dans l'armée française ».

L'adhérent détermine lui-même le montant du capital souscrit, pourvu, toutefois, que ce montant ne dépasse pas le capital assuré en temps de paix, et que, d'autre part, il soit compris entre 1.000 et 100.000 francs.

La cotisation, calculée sur le capital assuré, est *unique*, c'est-à-dire perçue pour toute la durée de la guerre. Le taux en est ainsi fixé (24) :

A 5 % du capital pour les officiers, sous-officiers et soldats qui font partie de l'armée active, de sa réserve ou de l'armée territoriale, à quelque titre qu'ils servent.

A 3 % pour ceux qui font partie de la réserve de l'armée territoriale, ainsi que pour les aumôniers, les médecins civils ou militaires et les ambulanciers.

(22) Ce fonds ne constituant pas une personne morale, les actions doivent être dirigées contre la compagnie.

(23) Les agents recevant une commission, la compagnie fait même une perte.

(24) « L'opinion générale appuyée sur les données rares d'ailleurs et incomplètes, fournies par les précédentes guerres est que ce taux de 5 % serait faible », dit la Circulaire. Cependant les compagnies françaises s'arrêtèrent à ce taux maximum, qui était aussi celui de certaines de leurs concurrentes étrangères.

À 2 % pour les personnes qui prennent part à la guerre en qualité de fonctionnaires de l'intendance, d'officiers d'administration, de payeurs de l'armée et d'employés civils des postes et télégraphes, et des chemins de fer.

Le versement est effectué par l'assuré lui-même ou par toute personne en son nom, soit au siège de la compagnie, soit entre les mains de l'un quelconque de ses agents principaux.

Il n'est valable que s'il est fait dans le délai d'un mois à partir de l'entrée en campagne, et si l'assuré n'est ni décédé, ni blessé, ni entré à l'hôpital ou à l'ambulance au moment du paiement.

L'assurance de guerre est souscrite pour toute la durée des hostilités, augmentée d'un délai de huit mois. « Il y a risque de guerre, au point de vue de l'assurance, à compter du jour où l'assuré militaire est considéré, pour la solde et les allocations, comme entré en campagne. Il y a cessation des hostilités, du jour de la signature d'un armistice général, s'il n'est suivi, dans les huit mois, d'une reprise des hostilités ».

Pour le fonctionnement du fonds commun, il faut distinguer plusieurs cas :

Si la guerre est peu meurtrière, le montant total des sinistres est inférieur au total des cotisations. Le capital assuré est alors versé aux ayants droit des adhérents décédés ; quant à l'excédent des cotisations, il est réparti entre les survivants, au prorata des cotisations.

Si la guerre est moyennement meurtrière, le montant total des sinistres dépasse un peu celui des cotisations. Le capital versé aux ayants droit des adhérents décédés est un peu moindre que le capital assuré, ce dernier étant réduit dans la proportion du total des sinistres au total des cotisations.

Si, enfin, la guerre est très meurtrière, le montant des sinistres dépasse de beaucoup le montant des cotisations. Alors, la compagnie prélève, sur ses propres fonds, la somme nécessaire pour que l'adhérent reçoive le tiers du capital assuré (24).

11. — Le système du fonds commun eut peu de succès (25). Non seulement il ne fut pas adopté par d'autres compagnies que les signataires de la Circulaire de 1887, mais encore, trois, parmi ces dernières, se décidèrent, après une expérience de quelques mois, à reprendre la faculté de garantir le risque de guerre moyennant une surprime fixe. Elles déclaraient ne pas abandonner le système du fonds commun. Elles le jugeaient même préférable, disaient-elles; mais, devant le peu d'empressement des assurés à l'accepter, elles reprenaient leur liberté d'action.

La compagnie d'*Assurances générales* demeura seule à appliquer le système du fonds commun, à l'exclusion de tout autre système (26). Bien mieux, elle supprima dans le système de 1887 ce qui était dérogaire au principe de la mutualité. Elle cessa donc de garantir le tiers du capital assuré. En revanche, pour parer à l'insuffisance éventuelle du montant des cotisations, elle prit, en 1889, une somme d'un million sur ses réserves libres, pour en doter le fonds commun.

Citons encore, parmi les modifications qu'elle apporta

(24) La compagnie s'engageait même à payer, à titre d'acompte, ce tiers, dès la justification du décès.

(25) Certains avaient annoncé qu'il fournirait aux compagnies qui l'adopteraient, « une arme terrible de propagande » (Senès, *op. cit.*).

(26) Elle persistait à considérer comme dangereuse, l'assurance du risque de guerre à forfait. « Il faut une grande force de conviction pour rester persuadé, lorsqu'on est seul de son opinion dans une corporation, qu'on a seul raison. Je suis animé de cette conviction », disait M. de Courcy.

au système de 1887, les deux suivantes : l'adhérent au fonds commun eut la faculté de verser une double cotisation de guerre ; enfin, les nouvelles conditions générales des polices stipulèrent le remboursement de la réserve intégrale, en cas de décès pendant la suspension, même lorsque moins de trois primes auraient été payées.

§ 3. — L'ASSURANCE « COMPLÈTE » (1896).

12. — En 1896, *Le Phénix* émit, sous le nom d'« assurance complète », une police d'assurance mixte avec participation dans les bénéfices et à tarif majoré (27).

Cette police contenait, notamment, les deux innovations suivantes, respectivement relatives au paiement des primes pendant la guerre, et à la garantie du risque de guerre.

1° « Le paiement des primes est obligatoire pendant la durée de la guerre et pendant les huit mois qui suivent la signature de la paix. Les primes qui ne seraient pas payées à l'échéance sont avancées d'office par la compagnie aux mêmes conditions que pour les prêts sur polices ». Grâce à cette « mesure tutélaire » dit-on, les assurés n'ont pas à craindre de voir leur police résiliée malgré leur désir.

2° Le risque de guerre est couvert lorsque la police a six mois de date au jour de la déclaration de guerre, grâce à la formation d'un fonds de guerre.

Celui-ci est constitué au moyen des « parts des bénéfices attribués aux assurés astreints au service militaire, pendant toute la durée du service militaire et pendant les cinq

(27) La majoration était (et est encore) de un neuvième par rapport au tarif usuel.

A son apparition, cette combinaison fut considérée par certains, comme très téméraire (V. De Cluveau, dans *Le Monde économique*, n° du 27 juin 1896 et s.).

années qui suivent leur libération définitive ». Ces parts sont déposées provisoirement au fonds de guerre, et sont payées en même temps que le capital assuré, si toutes les primes ont été payées et s'il n'y a pas eu de guerre. Si la guerre a lieu, ces paiements sont suspendus du jour de la déclaration de guerre jusqu'à l'établissement du compte des sinistres de guerre. En outre, la compagnie dote le fonds de guerre d'une certaine somme prélevée sur sa fortune (à l'origine, un million et demi).

Sont considérés comme sinistres de guerre ceux qui surviennent pendant la durée des hostilités et pendant les huit mois qui suivent la conclusion de la paix.

Les sommes nécessaires au paiement de ces sinistres sont prélevées, par ordre de préférence : sur les réserves des polices sinistrées ; sur les bénéfices réalisés par la catégorie des assurances complètes pendant la guerre ; sur les parts de bénéfices déposées au fonds de guerre et provenant des assurés ayant fait campagne ; sur les parts de bénéfices des autres assurés ; sur la dotation au fonds de guerre ; enfin, sur les autres ressources de la compagnie.

§ 4. — POLICES ET AVENANTS DE GUERRE A LA VEILLE DE LA GUERRE MONDIALE.

13. — Du point de vue de la garantie du risque de guerre, on peut classer les polices en trois groupes :

Un premier groupe comprend celles qui couvrent intégralement le risque de guerre. Ces polices étaient très rares avant 1914. Citons les polices d' « assurance complète », après un délai de six mois ⁽²⁸⁾.

(28) Le système de 1896 avait continué à être pratiqué sans modification notable, par *Le Phénix*; il n'avait, d'ailleurs, pas été adopté par les autres compagnies.

Signalons que les polices de la Caisse nationale d'assurance en cas

Un deuxième groupe est formé par les polices qui restent en vigueur pour partie, pendant la guerre. Pratiquement, il peut arriver qu'une police de ce groupe donne à l'assuré une garantie intégrale, comme celles du premier ; par exemple, lorsqu'il est stipulé que l'assurance reste en vigueur, en temps de guerre, jusqu'à un certain maximum, et que l'assuré souscrit une police d'un montant inférieur à ce maximum.

Avant 1914, la plupart des polices émises par les compagnies étrangères se rattachaient à ce groupe (29).

Enfin, dans un troisième groupe, nous plaçons les polices dont les conditions générales excluent les risques de guerre, celui-ci pouvant toutefois être garanti au moyen d'une convention spéciale. D'ailleurs, cette exclusion est entendue différemment, suivant les polices de ce groupe :

a) les unes n'excluent que les risques de mort due à la guerre et garantissent les risques de mort normale. Ce procédé est analogue à celui qu'emploie l'assureur maritime ou contre l'incendie, pour s'affranchir des risques de guerre. Ces polices étaient très rares en 1914 (30).

b) d'autres sont résiliées dès que l'assuré entre en campagne, la valeur de rachat étant alors remboursée.

de décès, avant le décret du 7 septembre 1914, étant muettes sur les risques de guerre, ceux-ci devaient être considérés comme couverts.

Notons également que quelques compagnies couvraient intégralement le risque de guerre, pour certaines catégories d'assurés. Ainsi, la police de *La Mondiale* stipulait que les assurés qui, au début des hostilités, faisaient partie, en France, de l'armée territoriale ou des services auxiliaires, seraient couverts gratuitement de tous risques de guerre.

(29) Voici la clause d'une de ces compagnies : « la police reste en vigueur jusqu'à concurrence de la moitié du capital assuré seulement, sans que cette garantie puisse dépasser 10.000 francs » (*Ass. gén. de Trieste*).

(30) Citons les polices de la Caisse nat. d'ass. en cas de décès, après le décret du 7 sept. 1914.

Presque toutes les polices de cette catégorie avaient disparu en 1914 ⁽³¹⁾.

c) d'autres, enfin, sont simplement suspendues pendant la guerre.

La grande majorité des polices françaises se rattachait à cette dernière catégorie ⁽³²⁾. Suspension de la police en temps de guerre, sauf souscription d'un avenant de guerre et paiement d'une surprime, tel était en effet le système dominant au moment de la guerre mondiale.

14. — Indiquons brièvement les conditions habituelles des polices et avenants de guerre, en 1914.

La clause type de suspension était la suivante :

« La présente police ne couvre pas les risques de guerre contre une puissance étrangère, ces risques pouvant toutefois faire l'objet d'un contrat distinct souscrit conformément aux conditions arrêtées, pour cette assurance spéciale, par le conseil d'administration, et qui seront en vigueur au moment de la déclaration de guerre.

« Si l'assuré est appelé à prendre part à une guerre contre une puissance étrangère, soit comme combattant, soit dans un des services auxiliaires de l'armée, l'assurance est suspendue, de plein droit, du jour où l'assuré est entré en campagne ; elle reste en suspens pendant toute la durée de la guerre et pendant un délai de huit mois, à compter de la cessation définitive des hostilités.

« Si l'assuré placé dans les conditions de l'article précédent décède, soit dans le cours de la guerre, soit dans le cours du susdit délai de huit mois, sans qu'il y ait à

(31) Citons cependant les polices des compagnies : *Abeille, Patrimoine, France, Mutuelle-vie.*

(32) *Ass. gén., Union, Phénix, Monde, Urbaine, Soleil, Nord.*

distinguer si le décès est la conséquence de la guerre ou s'il est dû à des causes indépendantes de la guerre, l'assurance est annulée ; mais, quel que soit le montant des primes payées, la compagnie verse aux bénéficiaires du contrat le montant intégral de la réserve établie conformément aux prescriptions légales.

« Si l'assuré est vivant à l'expiration du délai de huit mois ci-dessus spécifié, l'assurance rentre en vigueur de plein droit, sans examen médical.

« L'assuré qui, rentré dans ses foyers, se sera soumis à la visite d'un médecin désigné par la compagnie, pourra, si le résultat de la visite est jugé favorable par la compagnie, et en versant, s'il y a lieu, les primes échues avec intérêts de retard, obtenir la remise en vigueur de sa police, sans attendre l'expiration dudit délai de huit mois. »

Retenons que la suspension part « du jour où l'assuré est entré en campagne » et qu'elle prend fin, trois, cinq, ou, le plus souvent, huit mois après « la cessation définitive des hostilités ».

En outre, notons que la réserve est remboursée au décès de l'assuré, même si moins de trois primes ont été payées. D'autres polices, toutefois, ne stipulent que le remboursement de la valeur de rachat.

Enfin, la remise en vigueur est toujours subordonnée au paiement préalable et effectif des primes intégrales du contrat ; des intérêts de retard sont, en outre, le plus souvent exigés.

Les conditions de l'assurance du risque de guerre ne s'étaient pas sensiblement modifiées depuis 1877. (V.

n° 6) (33). Indiquons simplement que le délai, primitivement fixé à quinze jours, pour faire la déclaration d'entrée en campagne et payer la première surprime annuelle, fut porté, par certaines compagnies, à un mois. Ajoutons que la surprime se calculait généralement, non sur le capital entier, mais sur le capital diminué de la valeur de rachat, ou même, de la réserve.

(33) La compagnie d'Assurances générales avait continué à appliquer, comme système unique, celui du « fonds commun ». Nous avons dit que *L'Union*, *La Nationale* et *Le Phénix* avaient déclaré, en 1888, ne pas renoncer au système du fonds commun avec garantie du tiers du capital assuré. Mais le nombre des adhérents y fut toujours minime. Cependant, à *La Nationale*, où, vers 1903, l'on avait paru favoriser le système mutuel, celui-ci put fonctionner pendant la guerre sur une petite échelle (V. *Centenaire de La Nationale*, p. 176).

CHAPITRE II

LA GUERRE DE 1914-1919

15. — La guerre modifia profondément la situation des assureurs et des assurés (1).

D'une part, nous le verrons, le Gouvernement fut conduit à prendre d'importantes mesures en faveur des assureurs (moratorium des assurances) et des assurés (suspension des déchéances).

D'autre part, les contrats des assurés qui prirent part à la guerre, sans s'être couverts contre les risques de guerre, furent suspendus, en vertu des clauses contractuelles elles-mêmes. Nous exposerons les difficultés d'interprétation auxquelles donnèrent lieu ces clauses.

(1) Nous n'examinerons pas la question de l'assurance de sujets ennemis ou par des entreprises ennemies. Indiquons simplement que les sociétés d'assurances ennemies furent mises sous séquestre dès le début de la guerre, les contrats d'assurance-vie en cours continuant toutefois à être gérés par les administrateurs-séquestres nommés par le Ministre du Travail. Ajoutons que les opérations d'assurance avec l'ennemi furent interdites et celles de réassurance, surveillées. Les traités de paix, complétés par des dispositions législatives et réglementaires, ont réglé la liquidation des biens, droits et intérêts des assureurs et réassureurs ennemis opérant en France. Ils ont également réglé le sort des contrats d'assurance et de réassurance passés avant la guerre entre personnes devenues ennemies : tous ces contrats sont résiliés, sauf ceux d'assurance-vie, qui, dans l'intérêt des assurés, sont au contraire maintenus. — V. Wahl, t. IV, 1918, n° 2768 et s. — Hémar, t. I, 1924, n° 259 et 271. — Sumien, 3^e éd. 1931, n° 631 et s. — V. aussi un ouvrage d'avant-guerre : Valéry, *Influence de la guerre sur les assurances sur la vie*, dans Bonolis, *L'assurance sur la vie en droit international privé*, Paris, 1902.

En outre, nous indiquerons les modifications qui furent apportées à l'assurance du risque de guerre par divers accords entre le Gouvernement et les entreprises, ainsi que celles qui résultèrent de la suspension des déchéances dans les contrats. Enfin, nous étudierons un point spécial concernant la portée de l'assurance de guerre.

SECTION I

LE MORATORIUM DES ASSURANCES

16. — Pendant la dernière guerre, les pouvoirs publics ont accordé aux entreprises d'assurance, de capitalisation et d'épargne, des délais pour se libérer. Le régime dont ces entreprises ont bénéficié a été désigné sous le nom de « moratorium des assurances » ⁽²⁾. Il a été établi par une suite de décrets rendus par application de la loi du 5 août 1914 (art. 2) ⁽³⁾.

Le premier moratoire était de 30 jours francs à dater du 1^{er} août 1914 (D. 9 août 1914, art. 5). Les décrets suivants

(2) Il ne faut pas confondre ce moratorium établi en faveur des assureurs par des décrets successifs, avec le régime institué en faveur des assurés, par le décret du 10 août 1914 (art. 5). La confusion, souvent faite, provient, sans doute, de ce que, par une méthode fâcheuse, des dispositions se rattachant à l'article 5 précité, ont été insérées dans les décrets moratoires rendus en faveur des assureurs.

(3) Voici la liste de ces décrets, au nombre de vingt-sept : Décrets des 9 août, 29 août, 27 sept., 27 oct., 27 déc. 1914 ; 23 févr., 24 avr., 26 juin, 28 août, 30 oct., 20 nov. 1915 ; 15 janv., 18 mars, 19 mai, 18 juil., 23 sept., 23 nov. 1916 ; 23 févr., 15 mai, 28 août, 23 nov. 1917 ; 19 févr., 21 mai, 13 août, 19 nov. 1918 ; 23 janv., 25 avr. 1919. — Ces décrets ont été réunis dans une brochure publiée par les soins du Ministère du Travail : *Recueil de documents sur les opérations de réassurances et d'assurances directes du Ministère du Travail*, N° 1, *Le moratorium des assurances pendant les hostilités*, Paris, 1919. — Les dispositions de ces décrets relatives à l'assurance-vie, sont également reproduites dans Dupuich, n° 609 bis.

ont prorogé ce délai par périodes de 30, 60 ou 90 jours jusqu'au 1^{er} août 1919, date d'expiration du dernier délai (D. 25 avril 1919, art. 1^{er}) ; de sorte que le moratorium a duré exactement cinq ans. En fait, les compagnies d'assurance-vie ont renoncé de bonne heure à s'en prévaloir.

Les deux premiers décrets n'obligeaient les compagnies d'assurance-vie à aucun paiement. Elles furent ensuite tenues de payer 10 % du capital assuré, ce paiement ne pouvant, toutefois, s'élever au-dessus de 5.000 francs (D. 27 sept. 1914, art. 2). Ces deux chiffres furent graduellement élevés jusqu'à, respectivement, 50 % et 25.000 francs (D. 26 janv. 1915, art. 1^{er}, et décrets suivants). Quant aux rentes viagères, elles devinrent exigibles, d'abord jusqu'à concurrence de 1.200 francs par an (D. 27 sept. 1914, art. 2), puis en totalité (à partir du D. 29 déc. 1914, art. 1^{er}).

Les sommes moratoriées portaient intérêt de plein droit. Le taux fut d'abord de 3 % (D. 27 sept. 1914, art. 6), puis de 5 % (D. 23 févr. 1915, art. 1^{er}, et décrets suivants).

SECTION II

LA SUSPENSION DES DECHEANCES

17. — Dès le début de la guerre, le Gouvernement se préoccupa de sauvegarder les intérêts matériels des citoyens, des mobilisés surtout. Dans ce but, il fit voter la loi du 5 août 1914, dont l'article 2 portait :

« Pendant la durée de la mobilisation et jusqu'à la cessation des hostilités, le Gouvernement est autorisé à prendre, dans l'intérêt général, par décret en conseil des ministres, toutes les mesures nécessaires pour faciliter

l'exécution ou suspendre les effets des obligations commerciales, pour suspendre toutes prescriptions ou péremptions en matière civile, commerciale et administrative, tous délais impartis pour attaquer, signifier ou exécuter les décisions des tribunaux de l'ordre judiciaire ou administratif.. ».

Rendu en vertu de cette délégation, le décret du 10 août 1914 stipulait, dans son article 5 :

« Pendant le même temps (c'est-à-dire « pendant la durée de la mobilisation et jusqu'à la cessation des hostilités »), cesseront de produire effet les clauses des contrats qui stipulent une déchéance en cas d'inexécution dans un délai ou à une date préfixe, à condition que ces contrats aient été conclus avant le 4 août 1914.

« Un décret déterminera la date à partir de laquelle lesdites clauses reprendront leur effet ».

Cette disposition s'appliquait-elle au contrat d'assurance-vie ?

A s'en tenir à ses seuls termes, on aurait pu répondre négativement : la résiliation stipulée pour le cas de non-paiement de la prime d'un contrat d'assurance-vie ne constitue pas une déchéance proprement dite ⁽⁴⁾.

Mais, le décret du 10 août 1914 fut suivi d'une circulaire du Garde des Sceaux, en date du 12 août 1914, qui déclarait nettement ⁽⁵⁾ :

(4) V. Dupuich, n° 347. — En Belgique, un arrêté royal du 18 août 1914 ayant déclaré inopérantes les clauses de déchéance et de résolution de plein droit pour défaut de paiement, la jurisprudence hésita à faire application de cette disposition à l'assuré sur la vie qui avait omis de payer ses primes. V. dans le sens de la non-applicabilité : Trib. comm. Anvers, 15 mai 1916 (*Pasic.* 1915-16, III, 273 et la note) ; Bruxelles, 3 nov. 1916 (*Ibid.*, 1917, II, 1). *Contra*: Trib. comm. Bruxelles, 20 déc. 1916 (*Pasic.* 1917, III, 67) ; Trib. comm. Liège, 6 avril 1917 (*Ibid.*, 1917, III, 263 et la note).

(5) Le rapporteur à la Chambre des Députés, de la loi du 5 août 1914, précitée, s'était lui-même exprimé ainsi :

« Votre Commission a émis la pensée qu'il ne devait y avoir pendant

« Cette disposition (l'art. 5 du décret du 10 août 1914) s'applique notamment aux contrats d'assurance... Une compagnie d'assurances, par exemple, ne pourra pas déclarer déchu du bénéfice de son contrat l'assuré qui n'aurait pas payé la prime à l'époque convenue... ».

La mise en vigueur du décret du 10 août 1914 (art. 5) apporta une perturbation profonde dans le fonctionnement du contrat d'assurance-vie ⁽⁶⁾.

En effet elle eut pour résultat d'empêcher la compagnie de résilier la police de l'assuré qui ne payait pas sa prime dans le délai voulu. Mais comme le paiement de la prime, en assurance-vie, est essentiellement facultatif ⁽⁷⁾, la compagnie ne pouvait percevoir le prix du risque dont la couverture lui était imposée par le législateur. L'équilibre du contrat se trouvait donc rompu au profit de l'assuré.

Ce régime était plein d'inconvénients. Les compagnies, qui se trouvaient ainsi souvrir sans contre-partie les risques de décès de leurs assurés (de leurs assurés civils et aussi de leurs assurés mobilisés couverts contre le risque

la durée d'application de la loi, ni échéance exigible, ni déchéance forcée. Elle entend par là qu'une compagnie d'assurances, par exemple, ne pourra pas exiger le payement d'une prime, mais qu'elle n'aura pas non plus le pouvoir de déclarer déchu des droits acquis par les versements précédents, celui que la loi autorise à ajourner son échéance ».

(6) En ce qui concerne les autres assurances, l'article 5 précité eut bien pour effet de suspendre les déchéances prévues en cas de non-paiement de la prime ; mais, cette sanction supprimée, l'obligation de payer la prime demeurait (un très court moratoire des primes avait, toutefois, été concédé aux assurés, par mesure transitoire, au début de la guerre). Autrement dit, les assurés restaient toujours tenus au paiement de la prime, comme en régime normal, mais s'ils ne la payaient pas, ils n'en-courraient pas de déchéance. Telle fut, du moins, la solution que dégag-ea la jurisprudence, après certaines hésitations. La situation des entreprises d'assurances diverses était donc moins grave que celles d'assurance-vie.

(7) V. Rapport Giordan, cité *infra*, annexe n° 5382, p. 2055 ; Dupuich, n° 132. On sait que la loi du 13 juillet 1930 (art. 75, al. 1) est venue consacrer le principe du paiement facultatif de la prime ; aucune convention ne pouvant, d'ailleurs, rendre celle-ci obligatoire.

de guerre), se demandaient quand elles seraient payées (V. n° 88).

D'autre part, la situation offrait des inconvénients pour les assurés eux-mêmes, car beaucoup d'entre eux ne payèrent pas leurs primes ; ils se laissèrent garantir sans penser que, plus tard, ils auraient à payer le prix du risque, même si ce prix excédait la valeur de leur contrat.

Si les principes du droit commun avaient été appliqués, le juge aurait eu à apprécier si l'état de guerre avait constitué, aux termes de l'article 1148 C. civ., un cas de force majeure ayant empêché l'assuré de payer ses primes. Le législateur a pensé que l'assuré aurait été, ainsi, insuffisamment protégé, et c'est pourquoi il a eu recours à une disposition aussi exceptionnelle que l'art. 5 précité. Mais alors, il devait aussitôt faire connaître, dans l'intérêt des assureurs et des assurés, comment serait perçu le prix du risque, les règles du paiement des primes dans le contrat d'assurance-vie, ne permettant plus à l'assureur de le recouvrer.

En réalité, le Gouvernement avait été « au plus pressé ». Croyant à un conflit de peu de durée, il avait pris des mesures purement transitoires. La guerre se prolongeant, il devint nécessaire de remédier à la situation où la mise en vigueur de l'art. 5 avait placé les entreprises d'assurance.

18. — Pour rétablir l'équilibre du contrat d'assurance-vie ainsi rompu, il fallait, soit rendre le paiement de la prime obligatoire, soit rétablir la « déchéance » en cas de non-paiement de la prime.

Parmi les décrets que nous allons citer, les uns tendirent bien à rétablir cette « déchéance » (tels que les dé-

crets du 15 décembre 1914 et du 20 novembre 1915 ⁽⁸⁾, les autres, à rendre les primes exigibles (tel que le décret du 18 mars 1916) ; mais, ils n'apportèrent que des solutions partielles à la question soulevée par l'application de l'art. 5. La solution générale de cette question ne fut apportée que très tard par la loi du 22 juillet 1919.

Le premier tempérament au moratorium fut apporté par le décret du 15 décembre 1914 qui, dans son art. 3, portait :

« Le président du Tribunal civil pourra, selon les circonstances, lever en matière civile ou commerciale, la suspension prononcée par l'article 5 du décret du 10 août 1914, des effets des clauses contractuelles stipulant une déchéance en cas d'inexécution dans un délai ou à une date préfixe ».

Cette disposition, d'après l'art. 1^{er}, ne concernait que les non-mobilisés. Théoriquement, elle permettait aux entreprises d'assurances de faire prononcer la « déchéance » des assurés qui ne payaient pas leurs primes. Mais, en fait, elles n'eurent pas recours à cette procédure, car elles auraient dû intenter des poursuites très nombreuses et d'issue incertaine, le président devant juger « selon les circonstances » ⁽⁹⁾.

(8) En outre, certaines dispositions réglementaires instituèrent une sanction autre que la résiliation, en cas de non-paiement de la prime. Ainsi, le décret moratoire du 29 décembre 1914 qui accordait aux assurés ou à leurs ayants droit le droit de toucher une quote-part de leur créance, subordonnait ce droit, en assurance vie, à la condition que « le montant de la prime ait été versé conformément aux prescriptions du contrat ». Cette disposition a été reproduite par les décrets suivants. Toutefois, des dispositions transitoires accordèrent des délais pour l'acquittement des primes.

Pour l'étude des décrets moratoires, voy. : Goury, *Les décrets moratoires pour l'assurance-vie et la capitalisation*, M. A. 1919, pp. 25 et 61. — Germain, *Etude de la loi du 22 juillet 1919...*, M. A. 1919 et 1920.

(9) V. la lettre du Président du Comité-vie, en date du 25 janvier 1915, au Ministre du Travail (*infra*, n° 88).

Le décret du 20 novembre 1915 stipulait, dans son art. 1^{er} :

« En matière d'assurance sur la vie, l'assureur, un mois après l'envoi d'une lettre recommandée restée sans effet... invitant l'assuré à acquitter les primes arrivées à échéance ou à prendre l'engagement de les acquitter, en une ou plusieurs fois, à son gré, dans le délai de deux années après la cessation des hostilités, ne sera responsable, en cas de décès de l'assuré, que jusqu'à concurrence de la valeur acquise à la police, conformément aux conditions du contrat ».

Cette disposition ayant été reproduite, à peu près dans les mêmes termes, par tous les décrets moratoires postérieurs, est restée en vigueur jusqu'au 1^{er} août 1919.

L'expression « valeur acquise » qui y figure a été interprétée différemment par les compagnies : quelques-unes lui ont donné sa signification habituelle de « valeur de rachat », mais la plupart l'ont interprétée dans le sens logique de « valeur de réduction ».

La disposition citée n'était applicable qu'aux « assurés présents sous les drapeaux, ou domiciliés dans les régions envahies, ou retenus en territoire ennemi, ou se trouvant hors de France ou d'Algérie pour service public » (10).

Ce décret fournissait aux compagnies un moyen efficace d'obtenir des assurés, sinon un paiement effectif, du moins un engagement de payer à la fin des hostilités ; aussi fut-il réellement appliqué. Toutefois, il ne réglait pas la question des primes échues pendant la période

(10) Cette disposition fut déclarée inopposable aux assurés des sociétés allemandes (Civ., 16 mars 1926, Duboscq c. *La Victoria de Berlin*, D. H. 1926. 233).

(d'environ 17 mois) antérieure à sa promulgation ; cette question ne fut résolue que par la loi du 22 juillet 1919.

Le décret du 18 mars 1916 visait les assurés non atteints par le décret du 20 novembre 1915 et semblait reconnaître le principe de l'exigibilité des primes arriérées, dans la disposition suivante reproduite par les décrets postérieurs :

« Le recouvrement de leurs primes échues au cours de la période pendant laquelle ils sont restés couverts de leurs risques se fera dans des conditions qui seront déterminées après les hostilités ».

Le décret du 23 janvier 1919 visait aussi les assurés exceptés par le décret du 20 novembre 1915 et semblait reconnaître également le principe de l'exigibilité des primes.

En outre, il stipulait :

« Le paiement de ces primes ne pourra être exigé par voie d'imputation ou autrement que dans les cas de résiliation ou d'expiration du contrat ou de décès de l'assuré ».

La loi du 22 juillet 1919 n'a pas adopté ce mode de règlement.

Enfin, le décret du 25 avril 1919, dernier des décrets moratoires, visait les mêmes assurés que les deux décrets précités. Il donnait un mode de calcul des valeurs de rachat et de réduction que la loi de 1919 n'a pas non plus adopté.

En résumé, les décrets moratoires apportèrent, pour les non-mobilisés, un remède à la situation créée par l'art. 5 précité, seulement 17 mois après le début de la guerre. Mais, cette période de 17 mois elle-même n'était pas envisagée ; en outre, l'engagement à fournir par l'assuré pour éviter la déchéance pouvait paraître insuffisant. Pour les

autres assurés, plus tard encore fut reconnue l'exigibilité des primes arriérées. Ce fut seulement la loi de 1919 qui apporta une solution d'ensemble aux questions nées de l'application de l'art. 5 précité, au contrat d'assurance-vie.

SECTION III

LES CONTRATS SUSPENDUS ⁽¹¹⁾

19. — Les clauses d'exécution du risque de guerre dans les contrats d'assurance-vie, ont donné lieu à de nombreuses difficultés d'interprétation.

En principe cette interprétation échappe au contrôle de la Cour de cassation.

Elle doit être faite *stricto sensu*, la garantie promise en matière d'assurance devant toujours être restreinte aux termes du contrat ⁽¹²⁾.

La plupart de ces clauses stipulaient la suspension de la police en cas de participation de l'assuré à la guerre ⁽¹³⁾. Même lorsqu'elles stipulaient la résiliation, c'est en géné-

(11) Par l'expression abrégée de « contrats suspendus », nous désignons toujours les contrats dont l'effet se trouvait suspendu en vertu d'une clause contractuelle, en cas de participation de l'assuré à la guerre. Nous ne visons donc pas la suspension des échéances, stipulée par le D. 10 août 1914 (art. 5), et à laquelle tous les contrats étaient soumis.

(12) Trib. comm. Alençon, 27 déc. 1915, Barbey c. *Le Phénix*; Trib. civ. Oran, 11 déc. 1916, Le Maire c. *Le Soleil*; Trib. civ. Dijon, 13 mars 1917, Boussard c. *Le Phénix*; comp. Trib. civ. Lyon, 29 mars 1916, B. c. *Le Nord*.

(13) Les polices n'excluant que le risque de guerre proprement dit et continuant à couvrir le risque de mort normale en temps de guerre, ne semblent pas avoir donné lieu à litige. Mais cela tient uniquement à ce qu'elles étaient en nombre infime.

ral le régime de la suspension qui devait s'appliquer, en vertu d'un engagement pris par les compagnies au début de la guerre (V. n° 24) (14).

Pour écarter l'effet de ces clauses de suspension, certains prétendirent vainement qu'elles stipulaient une « déchéance » visée par le décret du 10 août 1914 (art. 5), et qu'elles étaient, par suite, inopérantes (15). En vain, également, d'autres tirèrent argument de ce que la compagnie avait continué à percevoir les primes du contrat, et prétendirent voir dans ce fait une renonciation de sa part à se prévaloir de la suspension (16).

20. — La difficulté la plus grande qui s'est présentée dans l'interprétation des clauses d'exécution du risque de guerre, a consisté à déterminer le commencement de la suspension (17). Nous allons examiner brièvement la juris-

(14) Trib. civ. Gap, 6 févr. 1917, *Tourrès c. La France*; Paris, 31 janv. 1919, *Jolibois c. La France*.

(15) L'assuré a rempli toutes ses obligations; il n'est donc pas possible de soutenir qu'il a encouru une déchéance; la cessation des effets du contrat est due à une suspension librement consentie par lui et non au défaut d'accomplissement d'une des charges lui incombant (Aix, 5 mars 1917, *L'Urbaine c. Germain*). — Dans le même sens : Trib. civ. Blaye, 22 mars 1916, *Mignot c. Le Soleil*.

(16) « Le paiement des primes reste dû; il est seulement suspendu; dès lors l'assuré pouvait ne pas en acquitter le montant et attendre la cessation des hostilités, ce qu'il n'a pas cru devoir faire; ce paiement n'a donc été volontairement effectué qu'en vue de la reprise ultérieure de la police » (Trib. civ. Abbeville, 20 juil. 1916, *Beurrier c. Le Soleil*. — Dans le même sens : Trib. civ. Bordeaux, 27 déc. 1915, *Gauthier c. Ass. gén.* — Au décès de l'assuré ces primes doivent être restituées par la compagnie (V. les deux décisions précitées et Trib. civ. Lyon, 9 juin 1916, *Bonjour c. Le Phénix*).

On ne saurait même considérer comme une renonciation tacite de la compagnie à invoquer la clause de suspension, le fait que cette compagnie avait envoyé à un assuré mobilisé la lettre de mise en demeure prévue par le décret du 20 novembre 1915 (V. n° 18) (Trib. civ. St-Dié, 12 févr. 1920, *Archambaud c. L'Union*).

(17) La fixation de la fin de la suspension a également donné lieu à des difficultés dans un cas spécial que nous indiquerons en étudiant la loi de 1919 (V. n° 41).

D'après la clause-type, la suspension devait prendre fin, sauf faculté

prudence qui s'est formée sur cette question ; elle a d'ailleurs beaucoup perdu de son intérêt depuis la loi du 22 juillet 1919 (18).

Nous avons vu que la clause-type au moment de la guerre mondiale, stipulait :

« Si l'assuré est appelé à prendre part à une guerre contre une puissance étrangère, soit comme combattant, soit dans les services auxiliaires de l'armée, l'assurance est suspendue de plein droit du jour où l'assuré est entré en campagne ».

L'expression « entrée en campagne » a été interprétée différemment par les tribunaux (19). On peut classer les décisions intervenues à ce sujet, en trois groupes d'importance :

1° D'après la plupart des décisions, il y a « entrée en campagne », du jour où l'assuré est mobilisé (20).

de remise en vigueur antérieure, 8 mois après la « cessation définitive des hostilités ». Mais, les compagnies s'étaient engagées, au début de la guerre, à réduire le délai, de 8 à 3 mois (V. n° 24). Ce fut ce délai de 3 mois qu'adopta la loi de 1919. Avant cette loi, la jurisprudence eut à préciser que l'expression précitée de « cessation définitive des hostilités », signifiait la fin de la guerre et non la démobilisation de l'assuré : « Le mot définitif comporte l'idée d'une cessation absolue et non pas d'une cessation purement relative à l'assuré » (Trib. civ. St-Etienne, 5 avr. 1916, Civard c. *L'Union*). — Dans le même sens : Trib. civ. Lyon, 9 juin 1916, Bonjour c. *Le Phénix*).

(18) Cependant, certaines décisions postérieures à la loi de 1919 ont continué à s'appuyer sur les mêmes arguments que la jurisprudence dominante antérieure à cette loi (V. n° 50). En outre les situations de fait d'où sont nés les litiges, sont intéressantes à connaître, même actuellement.

(19) Les auteurs n'étaient pas, non plus, d'accord. V. Lacour, note D. 1916, 2, 161. — Demogue, *Jurispr. franç. en matière de dr. civ.*, dans *Rev. trim. dr. civ.*, 1916 à 1918. — Maria, *Les mobilisés assurés sur la vie et le risque de guerre*, Paris, 1917. — Wahl, *Le droit civil et commercial de la guerre*, t. IV, 1918, n°s 2904 et 2905. — Isoré, *La guerre et la condition privée de la femme*, Thèse Paris, 1919, p. 372 et s. — Crémieu, *Jurisprudence française de la guerre en matière d'assurances* (1914-1919), dans *Rev. trim. dr. civ.*, 1919, p. 594.

(20) Dans ce sens : Lacour, Demogue, Crémieu, *op. cit.* Ont été considérés comme ayant fait campagne et, par suite, exclus de la garantie de leur police : un soldat de la réserve de l'armée territoriale ayant été

Les formules varient un peu suivant les décisions : l'entrée en campagne a lieu à partir de la mobilisation, disent les unes ⁽²¹⁾, à partir de l'incorporation ⁽²²⁾, à l'instant où l'assuré rejoint son corps ⁽²³⁾, d'après d'autres.

2°. A cette jurisprudence, s'oppose celle, peu nombreuse,

employé au service de la garde des voies de communication, et décédé après avoir été renvoyé dans ses foyers (Trib. comm. Alençon, 27 déc. 1915, Barbey c. *Le Phénix*); id., mais décédé de néphrite au cours d'une permission (Aix, 5 mars 1917, Germain c. *L'Urbaine*); id., mais décédé dans ses foyers des suites d'une affection pulmonaire après avoir été réformé (Trib. civ. Dijon, 13 mars 1917, Boussard c. *Le Phénix*); id., mais décédé d'un érysipèle de la face, cinq mois après avoir été renvoyé provisoirement dans ses foyers (Trib. civ. Lyon, 9 juin 1916, et, sur appel, Lyon, 11 mai 1917, Bonjour c. *Le Phénix*); — un officier d'administration décédé après avoir été mobilisé, mais sans avoir pu remplir aucune fonction militaire à raison de son état de maladie préexistant à sa mobilisation (Trib. civ. Bordeaux, 27 déc. 1915, Gauthier c. *Ass. gén.*); — un mobilisé instructeur de recrues, tué dans un accident d'auto (Trib. civ. Oran, 14 févr. 1916, Astruc c. *L'Union*); — un soldat du service auxiliaire mobilisé comme commis ouvrier d'administration pendant douze jours et décédé après avoir été réformé (Trib. civ. Blaye, 22 mars 1916, Mignot c. *Le Soleil*); — un mécanicien mobilisé dans son emploi à la Compagnie des chemins de fer du Nord et mort d'accident (Trib. civ. Abbeville, 20 juil. 1916, Beurrier c. *Le Soleil*); — un officier de territoriale resté à l'arrière, rayé des cadres et décédé de maladie (Trib. civ. Gap, 6 févr. 1917, Tourrès c. *La France*); — un pharmacien mobilisé dans un hospice, puis dans une section d'infirmiers et décédé après avoir été libéré (Trib. civ. Toulouse, 11 févr. 1918, De Fraisse c. *La France*); — un soldat du service auxiliaire affecté à un régiment d'artillerie dont il rejoint le dépôt, immédiatement détaché comme ouvrier auxiliaire dans une usine et mort d'accident (Trib. civ. Lorient, 23 oct. 1917, et, sur appel, Rennes, 23 déc. 1918, Evenou c. *Le Patrimoine*); — un soldat de l'armée active, versé au dépôt le 7 août 1914 et décédé peu après, de suites de maladie, pendant un congé de convalescence (Paris, 31 janv. 1919, Jolibois c. *La France*); — un officier gestionnaire de magasin d'habillement mobilisé à Oran, lieu de sa résidence, et décédé dans son appartement des suites d'une maladie (préexistante à sa mobilisation) (Alger, 17 déc. 1919, *Le Soleil* c. *Le Maire*).

(21) Trib. comm. d'Alençon, 27 déc. 1915, Barbey c. *Le Phénix*; Trib. civ. Blaye, 22 mars 1916, Mignot c. *Le Soleil*; Trib. civ. Dijon, 13 mars 1917, Boussard c. *Le Phénix*.

(22) Trib. civ. Gap, 6 févr. 1917, Tourrès c. *La France*; Trib. civ. Toulouse, 11 févr. 1918, De Fraisse c. *La France*.

(23) Trib. civ. Bordeaux, 27 déc. 1915, Gauthier c. *Ass. gén.*; Trib. civ. Oran, 14 févr. 1916, Astruc c. *L'Union*; Trib. civ. Lyon, 9 juin 1916, Bonjour c. *Le Phénix*; Trib. civ. Abbeville, 20 juil. 1916, Beurrier c. *Le Soleil*; Aix, 5 mars 1917, Germain c. *L'Urbaine*; Rennes, 23 déc. 1918, Evenou c. *Le Patrimoine*; Paris, 31 janv. 1919, Jolibots c. *La France*; Alger, 17 déc. 1919, *Le Maire* c. *Le Soleil*.

d'après laquelle l'entrée en campagne est un fait distinct de la mobilisation et postérieur à celle-ci (24).

D'après certaines de ces décisions, il ne peut y avoir entrée en campagne, que si l'assuré fait partie d'un corps en présence de l'ennemi (25).

3° Enfin, il a été admis qu'un mobilisé ayant toujours conservé ses fonctions habituelles, n'était pas entré en campagne (26).

En résumé, sauf quelques rares décisions divergentes et réserve faite pour le cas spécial que nous venons d'indiquer, la jurisprudence française a assimilé l'entrée en campagne à la mobilisation.

21. — Pour faire remonter l'entrée en campagne au jour de la mobilisation, on s'est appuyé principalement sur deux arguments :

1° Le décret du 27 septembre 1914, dit-on, fixe la date de l'entrée en campagne des militaires, au jour où ils rejoignent les corps, services ou formations auxquels ils sont affectés (27).

(24) Dans ce sens Maria, Isoré, *op. cit.*

A été considéré comme non entré en campagne et, par suite, garanti par sa police, un soldat de la réserve de l'armée territoriale affecté pendant un temps court à la garde d'un sémaphore du littoral et décédé après avoir été renvoyé dans ses foyers (Trib. civ. Narbonne, 12 mai 1915, et, sur appel, Montpellier, 31 janv. 1916, *Le Phénix* c. Carcassonne). — V. aussi : Trib. civ. Marseille, 19 mai 1916, Germain c. *L'Urbaine* ; Trib. civ. Oran, 11 déc. 1916, Le Maire c. *Le Soleil* ; Trib. comm. Seine, 9 oct. 1917, Jolibois c. *La France*

(25) Montpellier, 31 janv. 1916, *Le Phénix* c. Carcassonne ; Trib. comm. Seine, 9 oct. 1917, Jolibois c. *La France*.

(26) Dans ce sens, Lacour, Demogue, *op. cit.*

A été déclaré garanti par sa police un ingénieur-constructeur, mobilisé, mais non équipé, autorisé à coucher chez lui et à organiser son atelier en vue de travailler pour le compte d'un parc d'artillerie, et décédé des suites d'une bronchite (Trib. civ. Lyon, 29 mars 1916, B. c. *Le Nord*).

(27) Trib. civ. Bordeaux, 27 déc. 1915, Gauthier c. Ass. gén., Trib. civ. Oran, 14 févr. 1916, Astruc c. *L'Union* ; Trib. civ. Abbeville, 20 juil. 1916, Beurrier c. *Le Soleil* ; Aix, 5 mars 1917, *L'Urbaine* c. Germain ; Lyon, 11 mai 1917, Bonjour c. *Le Phénix* ; Alger, 17 déc. 1919, Le Maire c. *Le Soleil*.

2° En outre, l'entrée en campagne doit être placée au moment où les risques se trouvent aggravés par la guerre ⁽²⁸⁾. Or, pour apprécier s'il y a aggravation de risques, il faut tenir compte, non seulement des risques de mort par le feu de l'ennemi, mais encore des risques de maladie ou d'accidents de toutes sortes ⁽²⁹⁾. Il convient également, dans cette appréciation, de considérer la situation d'un ensemble d'assurés placés dans le même cas que l'assuré dont il s'agit, et non, la situation particulière dans laquelle celui-ci se trouve au moment du décès ⁽³⁰⁾. L'aggravation des risques, ainsi entendue, se produisant au jour de la mobilisation de l'assuré, c'est en définitive, ce jour qui marque l'entrée en campagne de l'assuré.

D'après cette jurisprudence, la clause d'exclusion du risque de guerre reçoit effet, que l'assuré prenne part à la guerre comme combattant, ou dans les services auxiliaires de l'armée, même si la police n'est pas formelle en ce sens ⁽³¹⁾. Elle reçoit effet quels que soient la fonction ou l'emploi rempli par lui. Elle reçoit effet même si, en fait, il n'a rempli aucune fonction ⁽³²⁾, même s'il n'a été mobi-

(28) Ce point est admis au moins implicitement, par toutes les décisions, y compris celles qui considèrent que l'entrée en campagne est un fait postérieur à la mobilisation.

(29) « Les risques de guerre consistent aussi bien dans les maladies qui viennent atteindre des hommes qui eussent été épargnés s'ils avaient continué leur existence normale, ou dans les accidents qui sont la conséquence de l'état de guerre et qui ne se seraient pas produits si la guerre n'avait pas eu lieu, que dans les blessures qui viennent frapper les hommes de l'avant » (Trib. civ. Oran, 14 févr. 1916, Astruc c. *L'Union*). — Dans le même sens : Trib. comm. Alençon, 27 déc. 1915, Barbey c. *Le Phénix*; Trib. civ. Lyon, 9 juin 1916, Bonjour c. *Le Phénix*; Trib. civ. Abbeville, 20 juil. 1916, Beurrier c. *Le Soleil*; Trib. civ. Gap, 6 févr. 1917, Tourrès c. *La France*; Aix, 5 mars 1917, *L'Urbaine*, c. Germain; Trib. civ. Dijon, 13 mars 1917, Boussard c. *Le Phénix*; Trib. civ. Toulouse, 11 févr. 1918, De Fraisse c. *La France*; Paris, 31 févr. 1919, *La France* c. Jolibois; Alger, 17 déc. 1919, *Le Soleil* c. Le Maire.

(30) V. notamment Alger, 17 déc. 1919, *Le Soleil* c. Le Maire.

(31) Trib. civ. Blaye, 22 mars 1916, Mignot c. *Le Soleil*.

(32) Trib. civ. Bordeaux. 27 déc. 1915, Gauthier c. *Ass. gén.*

lisé qu'un laps de temps très court ⁽³³⁾, s'il a été mobilisé à tort ⁽³⁴⁾, s'il a été mobilisé à l'intérieur et non dans la zone des armées ⁽³⁵⁾, s'il est resté au dépôt ⁽³⁶⁾ ou au lieu de sa résidence ⁽³⁷⁾, s'il a été mobilisé en Algérie et non dans la métropole ⁽³⁸⁾ ; s'il est décédé au lieu de son domicile, au cours d'une permission ou après avoir été renvoyé dans ses foyers ou réformé ; même si la cause de son décès a été non le feu de l'ennemi, mais l'accident ou la maladie, alors même que la police n'exclurait pas formellement ces causes de décès à la guerre, car cette aggravation doit être appréciée pour un ensemble d'assurés placés dans le même cas que lui ⁽³⁹⁾ ; même si la police couvre des risques plus élevés que ceux réellement courus par l'assuré pendant la guerre ⁽⁴⁰⁾.

22. — Les rares décisions qui se refusent à assimiler l'entrée en campagne à la mobilisation repoussent l'argument tiré du décret précité du 27 septembre 1914, parce que ce décret n'a pu entrer dans les prévisions des parties qui ont contracté auparavant ⁽⁴¹⁾, et en outre, parce qu'il n'a pas la portée qu'on lui attribue : « il constitue une fiction juridique en faveur des mobilisés et non une

(33) Trib. civ. Lorient, 23 oct 1917, Evenou c. *Le Patrimoine*.

(34) Trib. civ. Dijon, 13 mars 1917, Boussard c. *Le Phénix*.

(35) Trib. civ. Oran, 14 févr. 1916, Astruc c. *L'Union*; Trib. civ. Abbeville, 20 juil. 1916, Beurrier c. *Le Soleil*; Trib. civ. Gap, 6 févr. 1917, Tourrès c. *La France*; Trib. civ. Dijon, 23 mars 1917, Boussard c. *Le Phénix*.

(36) Paris, 31 janv. 1919, *La France* c. Jolibois.

(37) Alger, 17 déc. 1919, *Le Soleil* c. Le Maire.

(38) Même arrêt (V. n° 83).

(39) Il n'y a donc pas lieu de rechercher s'il a couru en fait des risques moindres qu'en temps de paix, ni s'il a succombé à une maladie antérieure à la guerre (même arrêt).

(40) Trib. civ. Blaye, 22 mars 1916, Mignot c. *Le Soleil*.

(41) Montpellier, 31 janv. 1916, *Le Phénix* c. Carcassonne ; Trib. civ. Oran, 11 déc. 1916, Le Maire c. *Le Soleil*; Trib. comm. Seine, 9 oct. 1917, Jolibois c. *La France*; dans le même sens, Demogue, *op. cit.*, dans *Rev. trim. dr. civ.*, 1916, p. 514.

détermination de fait », le bénéfice de campagne visé par lui, pouvant être accordé sans qu'il y ait entrée en campagne effective, ni même état de guerre ⁽⁴²⁾.

En outre, dit-on, si les compagnies avaient voulu faire remonter au jour de la mobilisation, l'entrée en campagne de l'assuré, elles n'avaient qu'à substituer le terme « mobilisation » à l'expression « entrée en campagne » dans les conditions générales des polices ⁽⁴³⁾.

En réalité, les parties paraissent avoir interprété l'expression « entrée en campagne » dans le sens de la loi du 14 avril 1832 qui n'accorde le bénéfice d'un avancement exceptionnel qu'en temps de guerre, et dans les corps en présence de l'ennemi ⁽⁴⁴⁾.

Et en effet, telle est bien la seule situation qui soit susceptible d'aggraver le risque garanti par le contrat ⁽⁴⁵⁾.

23. — Enfin, dans le cas d'un assuré mobilisé, mais affecté immédiatement à des travaux analogues à ceux auxquels il se livrait habituellement, il a été décidé que la clause de suspension ne recevait pas effet ⁽⁴⁶⁾.

En effet, dit-on, cet assuré n'accomplit pas un « service de guerre », puisqu'il est chargé d'une « mission spéciale » de mobilisation, sans être affecté, ni à un service armé, ni à un service auxiliaire ⁽⁴⁷⁾.

(42) Trib. civ. Oran, 11 déc. 1916, *Le Maire c. Le Soleil*. — Dans ce sens Maria, p. 61; Isoré, p. 392.

(43) Maria, p. 50.

(44) Montpellier, 31 janv. 1916, *Le Phénix c. Carcassonne*; Trib. comm. Seine, 9 oct. 1917, *Jolibois c. La France*.

(45) Mêmes décisions.

(46) En fait, les compagnies ont généralement admis que l'assurance n'était pas suspendue lorsque l'assuré, mobilisé sur place, n'avait en rien changé sa manière de vivre.

(47) Trib. civ. Lyon, 29 mars 1916, *B. c. Le Nord*; Lacour, *op. cit.*

D'autre part, son risque de décès n'est pas aggravé, puisqu'il ne change rien à sa manière ordinaire de vivre ⁽⁴⁸⁾.

Mais il n'en serait pas de même si l'assuré, avant de reprendre ses travaux du temps de paix, était entré en campagne, même un temps très court ⁽⁴⁹⁾, ou bien, s'il était soumis à un travail écrasant et exposé à se rendre à proximité de l'ennemi ⁽⁵⁰⁾.

SECTION IV

L'ASSURANCE DU RISQUE DE GUERRE

§ 1. — MODIFICATION DES CONDITIONS DE L'ASSURANCE DU RISQUE DE GUERRE

24. — Dès la mobilisation, et même auparavant, certaines compagnies avaient spontanément offert à leurs assurés, des facilités pour se couvrir contre le risque de guerre et payer la première surprime ⁽⁵¹⁾.

Cependant, quelques difficultés s'étant élevées entre les assurés mobilisés et les entreprises, le ministre du Travail intervint, à plusieurs reprises, pour demander aux compagnies d'élargir encore ces facilités. Les compagnies furent ainsi amenées à prendre des engagements que des circulaires du ministre du Travail et du ministre de la Guerre portèrent à la connaissance des intéressés.

(48) Même jugement ; Lacour, *op. cit.* ; Demogue, *op. cit.*, dans *Rev. trim. dr. civ.*, 1917, p. 140.

(49) Trib. civ. Lorient, 23 oct. 1917. et, sur appel, Rennes, 23 déc. 1918, Evenou c. *Le Patrimoine*.

(50) Trib. civ. Abbeville, 20 juil. 1916, Beurrier c. *Le Soleil*.

(51) V. *La compagnie d'Assurances générales sur la vie (1819-1919)*, Paris, 1920, p. 72 ; *Centenaire de La Nationale*, Paris, 1930, p. 295.

Un premier accord intervenu entre le ministre du Travail et les compagnies fit l'objet d'une circulaire du ministre du Travail, en date du 24 août 1914 (V. n° 87) ⁽⁵²⁾.

En voici les dispositions essentielles :

1° Des mesures sont prises en faveur des assurés non couverts contre le risque de guerre : les clauses des rares polices stipulant la résiliation sont considérées comme stipulant simplement une suspension temporaire ; en outre, le délai habituel de 8 mois, prévu après la cessation des hostilités pour le retour au régime normal, est réduit à 3 mois.

2° D'autre part, des facilités sont accordées aux assurés qui désirent se garantir contre le risque de guerre, pour souscrire l'avenant et payer la première surprime.

L'avenant peut être souscrit par toute personne y ayant un intérêt direct ou indirect. La forme dans laquelle cet avenant peut être réalisé est très simplifiée. Le délai de souscription est de un mois à partir du jour de la mobilisation, et parfois de quarante jours (Comp. n° 14).

Plusieurs modes de paiement de la première surprime sont prévus, permettant à l'assuré d'éviter un décaissement immédiat.

3° Enfin, les compagnies acceptent de ristourner les excédents éventuels des surprimes. La plupart des avenants stipulaient d'ailleurs cette ristourne (V. n° 6).

La jurisprudence eut à interpréter cette circulaire sur plusieurs points dont l'un, au moins, mérite d'être si-

(52) Lettre du Ministre du Travail aux sociétés (18 août) ; réponse des présidents de leur syndicat et comité (20 août) ; circulaires (Ministre du Travail et Ministre de la Guerre), du 24 août (*J. off.* 26 août). — V. un commentaire de cette dernière circulaire dans Maria, *op. cit.*, p. 20.

gnalé ⁽⁵³⁾. Il a été décidé qu'une compagnie se trouvait liée envers les assurés par les engagements contenus dans la lettre collective des assureurs au ministre du Travail (en date du 29 août 1914) et constatés dans la circulaire du 24 août 1914 ⁽⁵⁴⁾. Comment peut-on expliquer le caractère obligatoire de cette lettre ?

On pourrait dire qu'elle équivaut à une offre faite aux assurés de modifier le contrat, le ministre ayant reçu mandat de la publier. Mais on se heurte à un obstacle, car il faudrait admettre que le silence des assurés équivaut à une acceptation, alors que certainement beaucoup d'entre eux ont ignoré cette offre.

Aussi, devant la difficulté d'expliquer par la théorie contractuelle, le caractère obligatoire de la lettre des compagnies, M. Demogue incline à admettre qu'une compa-

(53) Voici les autres points précisés par la jurisprudence :

1° Les termes de l'engagement collectif des compagnies constaté par la circulaire du 24 août 1914 « sont indivisibles, tant contre la compagnie qui l'a signé, que contre l'assuré qui en demande le bénéfice » (Trib. civ. Gap, 6 févr. 1917, *Tourrés c. La France*).

2° On ne peut prétendre que la suspension de la police est supprimée pendant le délai accordé par cette circulaire pour souscrire l'avenant de guerre, et que l'assuré continue à bénéficier d'une garantie totale sous la seule condition qu'il souscrive cet avenant, car celui-ci, au contraire, n'a d'effet que pour l'avenir (Nancy, 10 déc. 1929, *Le Monde c. Rittemard*).

3° La circulaire du 24 août 1914 vise seulement les mobilisés que leur police n'assure pas contre le risque de guerre et non ceux qui seraient déjà garantis contre le risque de guerre par un contrat antérieur à la déclaration de guerre (Trib. civ. Epinal, 26 nov. 1915, *Pierrat c. L'Abeille*; Paris, 29 oct. 1919, *La France c. D'Angl...*). Dans ce sens : Lacour, note, D. 1916, 2, 166. — V. *infra*, n° 26.

4° Elle ne concerne que les compagnies françaises et ne saurait, par suite, être invoquée par une compagnie étrangère (Aix, 20 déc. 1915, *La New-York c. Imbert*). — Sur les facilités accordées par les compagnies étrangères à leurs assurés voy. Réponse Min. Travail à M. Barabant, député (*J. off.* du 26 mai 1915, Déb. parl., p. 749). — En ce qui concerne les compagnies ennemies, voy. Réponse Min. Travail à M. Gaudin de Villaine, sénateur (*J. off.* du 4 juin 1915, Déb. parl., p. 269).

V. aussi : Trib. civ. Toulouse, 11 mars 1916, *Eydoux c. L'Abeille*.

(54) V. notamment : Trib. civ. Gap, 6 févr. 1917, *Tourrés c. La France*; Paris, 31 janv. 1919, *Jolibois c. La France*.

gnie, « par une manifestation unilatérale de volonté rendue publique de son assentiment, a pu faire une sorte de règlement, modifiant dans un sens favorable à l'assuré, ou sauf protestation de chacun d'eux pour son compte, la situation antérieure » (55).

25. — Au cours de la guerre, d'autres modifications ont été apportées aux conditions de l'assurance du risque de guerre. Elles ont été constatées dans deux circulaires du ministre de la Guerre, en date des 7 mai et 16 août 1915.

Le délai pour la souscription de l'avenant de guerre a été réouvert du 1^{er} mai au 10 juin 1915, sous certaines conditions : demande accompagnée d'un certificat de validité, paiement préalable de la surprime et des primes échues ; montant maximum de la souscription : 10.000 francs par tête assurée (56).

Enfin, les compagnies ont consenti à ne pas percevoir la deuxième surprime annuelle (que d'ailleurs, la plupart des assurés ne pouvaient payer). Quelques sociétés ont subordonné cette faveur au paiement des primes échues ou à l'engagement de les payer (57). Les surprimes suivantes n'ont pas été perçues non plus, de sorte que les compagnies ont fait face aux sinistres de guerre au moyen d'une seule surprime annuelle.

§ 2. — L'AVENANT DE GUERRE ET LE MORATORIUM

26. — Certains assurés avaient souscrit un avenant de guerre dès le temps de paix, en même temps que leur

(55) Demogue, *op. cit.*, *Rev. Trim. dr. civ.*, 1918, p. 115. Comp. Maria, p. 13.

(56) Circulaire Min. Guerre, 7 mai 1915 (*J. off.* du 10).

(57) Circulaire Min. Guerre, 16 août 1915.

police ou postérieurement. Pour être couverts contre le risque de guerre, ils devaient, d'après les clauses habituelles de cet acte, faire une déclaration et payer une surprime, dans un certain délai à partir de leur entrée en campagne (V. n° 6).

Or, nous avons vu que le décret du 10 août 1914 (art. 5) avait suspendu l'effet des clauses des contrats stipulant une déchéance en cas d'inexécution d'une obligation dans un délai ou à une date préfixe, à condition que ces contrats eussent été conclus avant le 4 août 1914 (V. n° 17).

Cette disposition était-elle applicable à l'avenant de guerre ? Autrement dit, l'assuré mobilisé qui avait souscrit un avenant de guerre, avant le 4 août 1914, mais qui n'avait pas payé la surprime, ou même qui n'avait pas fait la déclaration de son entrée en campagne dans le délai prévu, n'en était-il pas moins garanti contre le risque de guerre ?

La question a été controversée en doctrine ⁽⁵⁸⁾ et en jurisprudence.

Dans des circonstances de fait parfois très voisines, le montant du capital assuré a été tantôt accordé et tantôt refusé aux ayants droit ⁽⁵⁹⁾.

(58) V. Lacour, note, D. 1916, 2, 166. — Genthial, *Valeur juridique des avenants de guerre antérieurs à la guerre, en matière d'assurance sur la vie*, J. A., 1916, p. 141. — Demogue, *Jurisprudence...*, dans *Rev. trim. dr. civ.*, 1917-19-20. — Wahl, *op. cit.*, t. IV, 1918, n° 2892. — Isoré, *op. cit.*, p. 415 et s. — Lefort, *L'avenant de guerre, son caractère juridique*, dans *La Semaine*, 27 avril 1919. — Crémieu, *op. cit.*, dans *Rev. trim. dr. civ.*, 1919, p. 598. — *A propos des avenants de guerre*, R. P. A., 1921, p. 370. — Gaudet et Lefort, *L'assurance sur la vie et la Cour de cassation en 1923*, R. P. A., 1924, p. 340.

(59) A. — Grâce à l'article 5 du décret du 10 août 1914, ont été déclarés couverts par leur police : — un assuré ayant souscrit le même jour que sa police (en 1912) un avenant de guerre aux termes duquel il devait faire une déclaration d'entrée en campagne et payer sur surprime dans un délai de quinze jours, et qui portait en outre : « Faute de paiement intégral de la surprime dans ledit délai de quinzaine, l'assurance sera

27. — Pour soutenir que le moratorium est applicable à l'avenant de guerre on s'appuie sur les arguments suivants :

de plein droit annulée ou rachetée », bien que cet assuré ait été mobilisé et soit décédé (nov. 1914) sans avoir fait la déclaration ni payé la surprime (Trib. civ. Epinal, 26 nov. 1915, Pierrat c. *L'Abeille*) ; — un assuré ayant souscrit, trois jours après sa police (en 1908), un avenant de guerre, et tué (en 1916) après avoir rejoint son corps le premier jour de la mobilisation, en laissant mandat à son beau-père de pourvoir aux obligations de son contrat, celui-ci ayant informé la compagnie par lettre (7 août 1914) qu'il avait les pouvoirs nécessaires pour régulariser l'avenant de guerre et déclaré que son gendre avait rejoint son régiment le 1^{er} août 1914, la compagnie s'étant d'ailleurs bornée à accuser réception de cette communication (Trib. civ. Reims, 25 janv. 1918 et, sur appel, Paris, 29 oct. 1919, D'Anglemont de Tassigny c. *La France*) ; — un officier ayant souscrit (en 1911), à un jour d'intervalle, une assurance dotale et un avenant de guerre aux termes duquel il devait faire une déclaration d'entrée en campagne et payer une surprime dans le délai d'un mois et qui portait en outre : « faute de paiement de la première surprime ou des suivantes dans le délai fixé le présent avenant sera de plein droit nul et sans effet », bien que cet assuré, mobilisé au début des hostilités, soit mort (en 1916) sans avoir fait la déclaration ni payé la surprime (Paris, 7 juin 1919, *Le Phénix* c. La Fressange, et, sur pourvoi, Req., 18 déc. 1923) ; — un assuré ayant souscrit (en 1910) une police renfermant la clause de suspension habituelle et en outre la clause manuscrite suivante : « Dans le cas où l'assuré serait appelé à prendre part à une guerre contre une puissance étrangère, l'effet de la présente police serait maintenu à charge par lui d'acquitter la surprime qui serait alors fixée par la compagnie », bien que cet assuré ait été mobilisé (le 2 août 1914) et ait été tué (le 14 août 1914) sans avoir payé la surprime dont la compagnie ne lui avait d'ailleurs pas notifié le taux (Civ., 16 mars 1925, Simonin c. *Le Monde*). — V. en outre : Bordeaux, 24 déc. 1917, *Le Soleil* c. Gizard ; Trib. civ. Marseille, 3 juill. 1915, et, sur appel, Aix, 20 déc. 1915, *New-York* c. Imbert. — V. aussi, dans un sens favorable à l'application de l'article 5 précité : Lacour, Demogue, Isoré, *op. cit.*

B. — Au contraire, ont été déclarés non couverts par leur police : — un assuré ayant souscrit quinze jours après sa police, un avenant de guerre, et qui, mobilisé au début des hostilités, est tué (sept. 1914) sans avoir fait la déclaration de sa situation militaire, ni effectué le paiement de la surprime dans le délai de quinzaine stipulé par l'avenant (Rouen, 20 nov. 1918, *La Mutuelle-vie* c. De Villeneuve-Bargenon) ; — un assuré ayant souscrit avec sa femme une police deux-têtes (en 1913) et, après la déclaration de guerre (le 21 août 1914), un avenant de guerre stipulant une déclaration d'entrée en campagne et le paiement d'une surprime dans le délai d'un mois, et portant en outre que « faute de paiement de la première surprime ou des suivantes dans le délai stipulé ci-dessus, le présent avenant est de plein droit nul et sans effet », cet assuré ayant été mobilisé et tué (en 1915) sans avoir fait la déclaration ni payé la surprime (Trib. civ. Seine, 24 oct. 1923, Degaud c. *La France*) ; — un officier ayant contracté (en 1913) une assurance et qui,

1° L'avenant de guerre est assimilable à tout autre avenant ⁽⁶⁰⁾ ; il ne fait que modifier, compléter la police primitive.

On ne saurait dire que le risque de guerre est un risque nouveau ne pouvant être garanti que par un contrat complètement distinct du contrat primitif. Bien au contraire, l'avenant de guerre a pour simple objet de maintenir la police primitive dans ses effets malgré la survenance d'une guerre ⁽⁶¹⁾. Le nom d'avenant qui lui est donné, sa forme, le terme de surprime, indiquent bien qu'il n'est qu'un contrat accessoire ⁽⁶²⁾.

Comme tout autre avenant, l'avenant de guerre fait donc

mobilisé le premier jour de la guerre, est décédé sans que la surprime stipulée dans l'avenant de guerre (daté des 6 et 21 août 1914) qu'il avait fait souscrire à son père, ait été acquittée, ce dernier ayant refusé d'effectuer le paiement de la surprime, convaincu que le paiement avait cessé d'être obligatoire par l'effet de l'article 5 du décret du 10 août 1914 (Civ., 16 avril 1924, *Le Soleil* c. Gizard). — V. en outre : Nancy, 21 déc. 1921, *Le Monde* c. Simonin. — V. aussi dans le sens de cette jurisprudence ; Genthial, Lefort, Crémieu, *op. cit.*

(60) On sait que d'une façon générale on désigne sous le nom d'avenant « un acte écrit additionnel à une police d'assurance qui constate une modification survenue dans les conditions premières du contrat » (Capitant, *Vocabulaire juridique*, Fasc. I, 1930, v° Avenant). — Dès qu'il est signé, l'avenant se substitue à la police pour les modifications qu'il constate. En assurance-vie, cette règle, admise par la doctrine et la jurisprudence (V. Lefort, t. I, p. 362 ; Dupuich, n° 139), a été formulée surtout à propos de l'avenant d'attribution de bénéfice.

(61) L'avenant de guerre s'applique non à un risque nouveau, mais à un risque de même nature, au même risque peut-on dire, simplement aggravé par l'état de guerre (Bordeaux, 24 déc. 1917, *Le Soleil* c. Gizard). — C'est une convention complémentaire et accessoire qui ne vise pas seulement le risque de guerre, mais tous les risques tels qu'ils sont prévus dans la police générale pendant le temps que l'assuré prend part à la guerre (Trib. civ. Reims, 25 janv. 1918, D'Anglemont de Tassigny c. *La France*). — L'avenant passé le même jour que la police ne fait que compléter l'assurance en l'étendant au cas de guerre (Trib. civ. Epinal, 26 nov. 1915, Pierrat c. *L'Abeille*).

(62) Par sa forme même, l'avenant révèle qu'il fait partie intégrante de la police, et n'est pas une police nouvelle ; la compagnie lui donne, en effet, le numéro de la police outre le sien propre (Trib. civ. Bordeaux, 21 mars 1917, Gizard c. *Le Soleil*). — Pour établir qu'il s'agit d'une convention complémentaire, l'avenant a soin d'employer le terme de surprime qui s'ajoute à la prime stipulée par le contrat principal (Trib. civ. Reims, 25 janv. 1918, D'Angl. c. *La France*).

corps avec la police ⁽⁶³⁾. Par suite, lorsque la police et l'avenant sont souscrits en temps de paix, l'art. 5 précité s'applique ⁽⁶⁴⁾.

2° L'intention des parties, en signant l'avenant, est de s'engager de façon définitive : l'assureur s'engage à maintenir l'assurance en cas de guerre ; l'assuré s'oblige à faire une déclaration et un paiement dans un délai déterminé.

L'assurance du risque de guerre est donc parfaite quand l'avenant est signé par les parties. On ne saurait dire que son existence est subordonnée à une manifestation ultérieure de volonté de l'assuré ⁽⁶⁵⁾.

3° On ne peut objecter que le paiement de la surprime est une condition nécessaire à l'existence de l'assurance du risque de guerre.

Le contrat d'assurance est en réalité un contrat consensuel existant avant tout paiement de prime, dès que les parties sont d'accord sur ses conditions. Le non-paiement de la prime n'est que l'inexécution d'une obligation mise

(63) En cette matière, comme en toute autre, l'avenant à une police d'assurance est une modification à la police qui, une fois signé, fait corps avec la police (Trib. civ. Bordeaux, 21 mars 1917, *Gizard c. Le Soleil*). — « C'est une idée de bon sens que les actes suivant un autre ne peuvent en être isolés sans arbitraire. Un acte est mieux compris si on le rattache à ses précédents », dit M. Demogue (*op. cit.*, *Rev. trim. dr. civ.*, 1920, p. 355).

(64) Si l'avenant était passé après le 4 août 1914, il présenterait le caractère d'un contrat nouveau au sens de cet article 5 qui ne pourrait dès lors s'appliquer (V. Civ., 16 avril 1924, *Le Soleil c. Gizard*).

(65) L'assuré est tenu en cas de guerre à certaines obligations précisées dans l'avenant en des termes excluant toute idée de simple faculté ou d'obligation éventuelle (Paris, 7 juin 1919, et, sur pourvoi, Req., 18 déc. 1923, *Le Phénix c. La Fressange*). Il est à noter que dans cette affaire, l'avenant de guerre portait cependant : « au cas où l'assuré ne pourrait ou ne voudrait pas acquitter le total de la surprime afférente au présent avenant... il aurait la faculté de verser une somme moindre, mais dans ce cas le capital assuré serait abaissé dans une proportion correspondante ».

à la charge de l'assuré et pouvant déterminer la résolution du contrat selon l'art. 1184 C. civ. ⁽⁶⁶⁾.

4° On ne peut non plus soutenir que le législateur a d'autant moins voulu retarder le paiement de la surprime, que la circulaire du 24 août 1914 fixe les délais pour payer la surprime, car cette circulaire ne vise pas les assurés déjà titulaires d'un avenant (V. n° 24).

5° Enfin, on ne peut opposer que l'application du moratorium à l'avenant de guerre aurait pour résultat injuste d'obliger l'assureur à couvrir gratuitement le risque de guerre, puisqu'en cas de décès de l'assuré, il peut retenir la surprime sur le montant du capital assuré ; tandis qu'il conserve contre l'assuré survivant « tous les droits dérivant des contrats » ⁽⁶⁷⁾.

28. — Les compagnies d'assurances, au contraire, ont soutenu que le moratorium ne s'appliquait pas à l'avenant

(66) Trib. civ. Epinal, 26 nov. 1915, Pierrat c. *L'Abeille*, et note Lacour, précitée; Paris, 7 juin 1919, *Le Phénix* c. La Fressange; Paris, 29 oct. 1919, *La France* c. D'Anglemont. — Le paiement de la surprime est si bien considéré comme un effet de l'exécution de l'avenant et non comme une condition essentielle de sa formation, qu'on y fixe pour le paiement de cette surprime un délai pendant lequel le bénéfice de l'assurance est acquis avant tout paiement (Trib. civ. Epinal, 26 mars 1915, Pierrat c. *L'Abeille*; Paris, 7 juin 1919, *Le Phénix* c. La Fressange). — De même, la clause de l'avenant stipulant que faute de paiement de la surprime l'assurance sera de plein droit résiliée, montre que l'assurance du risque de guerre existe avant tout paiement, car on ne peut résilier que ce qui existe (Trib. civ. Epinal, 26 nov. 1915, Pierrat c. *L'Abeille*; Paris, 7 juin 1919, *Le Phénix* c. La Fressange; Paris, 29 oct. 1919, *La France* c. D'Angl.). D'après MM. Gaudet et Lefort (*op. cit.*) le non-paiement de la prime apparaît, en pratique, comme la réalisation d'une condition résolutoire mettant fin à un contrat en cours d'exécution, plutôt que comme la défaillance d'une condition suspensive qui l'empêche de se renouveler. — Enfin, on peut encore moins soutenir que le paiement de la surprime est une condition nécessaire à la formation de l'assurance du risque de guerre, lorsque l'avenant ne reproduit pas la clause de la police aux termes de laquelle le contrat n'a d'existence et d'effet qu'après le paiement de la première prime (Trib. civ. Reims, 25 janv. 1918, D'Angl. c. *Le Phénix*; Paris, 7 juin 1919, *Le Phénix* c. La Fressange).

(67) Trib. civ. Epinal, 26 nov. 1915, Pierrat c. *L'Abeille*; Bordeaux, 24 déc. 1917, *Le Soleil* c. Gizard; Paris, 29 oct. 1919, *La France* c. D'Angl.

de guerre et ont toujours refusé de verser le capital assuré lorsque le titulaire d'un avenant de guerre n'avait pas payé la surprime.

1° L'assurance du risque de guerre, disent-elles, est un contrat complètement distinct de l'assurance primitive.

Le risque de guerre est un risque nouveau, car la police ne le prévoit que pour l'exclure. Lorsque l'assuré est soumis au risque de guerre, la police primitive disparaît en vertu de la clause de suspension ; elle ne peut revivre que grâce à une convention spéciale, à un avenant de guerre. Cet acte refait donc vraiment la police ; aussi, ne saurait-on l'assimiler à l'avenant ordinaire qui, modifiant simplement la police, fait corps avec elle ⁽⁶⁸⁾.

Puisque l'avenant constitue un contrat distinct de la police, « il faut nécessairement que l'assuré acquitte de toute façon la somme spécialement prévue pour le cas de guerre, toute assurance comportant obligatoirement le versement de la première prime et nul moratorium ne pouvant atténuer la rigueur de ce principe » ⁽⁶⁹⁾.

Quant à l'argument tiré de la dénomination d'avenant, pour montrer que l'avenant de guerre n'est qu'un acte accessoire, il n'a pas de valeur, car « un acte juridique se qualifie, non par le titre qui lui est donné, mais par ses éléments légaux ». D'ailleurs, la police prend soin de spécifier que, seule, une « convention expresse et spéciale » permet de couvrir le risque de guerre.

2° D'autre part, l'intention de l'assuré qui souscrit en temps de paix un avenant de guerre, n'est pas de s'engager fermement à payer la surprime, mais simplement de rendre définitive l'offre que lui fait la compagnie de

(68) Trib. civ. Seine, 24 oct. 1923, *Degaud c. La France*.

(69) *Lefort, op. cit.*

couvrir le risque de guerre à des conditions déterminées. Après avoir signé l'avenant, l'assuré conserve sa liberté d'action, il reste libre d'user ou non de la faculté qui lui est offerte de se garantir contre le risque de guerre. L'avenant de guerre constitue donc « un contrat sous condition suspensive, qui ne prend vie que par une manifestation de volonté à l'entrée en campagne de l'assuré » (70). Par suite, il ne suffit pas que cet acte soit antérieur au 4 août 1914 pour que l'art. 5 précité s'applique, car on ne peut parler de déchéance d'un contrat non encore existant.

Toutefois cette thèse ne sembla pas suffisante à ses partisans : en effet, même si l'avenant de guerre ne constituait qu'une promesse d'assurance, l'art. 5 précité lui était applicable, comme il l'était aux promesses de vente. Ils reconnurent donc que cette disposition moratoire avait pour effet de permettre à l'assuré d'accomplir à tout moment, jusqu'à son décès, les formalités de déclaration d'entrée en campagne et de paiement de la surprime par lesquels il manifestait sa volonté d'accepter l'offre de garantie du risque de guerre (71). Mais, ajoutèrent-ils, si l'assuré décède sans avoir manifesté sa volonté, la compagnie n'a pas à payer le capital assuré, sinon le contrat d'assurance perdrait son caractère aléatoire (72).

29. — Que faut-il retenir de cette discussion sur l'application du moratorium à l'avenant de guerre ? Deux points sont, en réalité, à considérer.

1° La première question à résoudre est de savoir si

(70) Genthial. *op. cit.* — V. Rouen, 20 nov. 1918, *La Mutuelle-Vie* c. De Vill.; Trib. civ. Seine, 24 oct. 1923, Degaud c. *La France*.

(71) Rouen, 20 nov. 1918, précité; arrêt rendu conformément à une consultation de M. Planiol.

(72) Rouen, 20 nov. 1918, précité.

l'avenant de guerre constitue une assurance parfaite, ou bien, s'il n'est qu'une promesse d'assurance.

Cette question relève des juges du fond qui ont un pouvoir souverain pour interpréter les clauses de la police et de l'avenant, comme les clauses de toute convention, et rechercher la véritable intention des parties (73).

Ils peuvent donc décider, d'après les termes de ces actes que l'assurance du risque de guerre existe dès la signature de l'avenant, ou bien, au contraire, qu'elle est subordonnée à une nouvelle manifestation de volonté de l'assuré (74).

2° Que l'avenant de guerre constitue une assurance parfaite ou une simple promesse d'assurance, l'art. 5 précité s'applique ; seulement, le résultat est bien différent suivant le cas.

Dans le premier cas, l'assuré reste garanti, même s'il n'a pas déclaré son entrée en campagne, ni payé sa surprime. Dans le deuxième, il n'en est pas de même, la disposition moratoire n'ayant d'autre effet que de permettre à l'assuré de faire, en tout temps, jusqu'à son décès, cette déclaration et ce paiement.

(73) Req., 18 déc. 1923, *Le Phénix* c. La Fressange; Req., 23 mars 1927, *Le Monde* c. Simonin.

(74) Mais les juges du fond ne sauraient, sous prétexte d'interprétation, dénaturer les clauses claires et précises des actes qui leur sont soumis. Ainsi, ils ne pourraient, sans encourir la censure de la Cour suprême, transformer arbitrairement en un contrat conditionnel, une assurance du risque de guerre pure et simple, rédigée en termes clairs (Civ., 16 mars 1925, *Le Monde* c. Simonin). — Il est bon de noter que la Cour de Cassation a considéré que n'avaient pas dépassé leur pouvoir normal d'interprétation, les juges du fond qui avaient décidé qu'un avenant laissant à l'assuré la liberté de fixer le montant de la surprime, constituait une assurance parfaite (Affaire La Fressange c. *Le Phénix*, précitée). Elle n'a pas non plus relevé de dénaturation dans le fait qu'une Cour d'appel avait vu une promesse d'assurance dans la clause habituelle de suspension d'une police d'assurance (Affaire *Le Soleil* c. Gizard, précitée). — Sur le droit d'intervention que se reconnaît la Cour suprême, pour empêcher les juges du fond de dénaturer les contrats, voy. Marty, *La distinction du fait et du droit*, Thèse Toulouse, 1929, n° 143 et s.

De cette jurisprudence des avenants de guerre se dégage une conclusion pratique : c'est que l'avenant doit être rédigé assez clairement pour qu'il n'y ait pas de doute sur le point de savoir si, dans l'intention des parties, il constitue une véritable assurance ou une simple promesse d'assurance (V. n° 70).

§ 3. — ETENDUE DE LA GARANTIE DU RISQUE DE GUERRE

30. — Les risques de guerre couverts par une police ou un avenant comprennent-ils tous les risques de décès, même les risques d'exécution résultant d'une condamnation pour crime militaire ?

Ceux-ci sont certainement exclus lorsque la police renferme une clause stipulant la « nullité » de l'assurance, avec remboursement de la valeur de rachat ou de la réserve, en cas de décès à la suite d'une « condamnation judiciaire », car il importe peu que la juridiction qui prononce la condamnation soit une Cour d'assises ou un Conseil de guerre ⁽⁷⁵⁾. Mais cette clause a été supprimée de beaucoup de polices, comme dépourvue d'utilité pratique ⁽⁷⁶⁾. En fait, la question de l'assuré condamné à mort ne semble pas s'être présentée en dehors du cas suivant.

Un officier couvert contre le risque de guerre par sa police, avait été fusillé pour abandon de poste devant l'ennemi. Sa police était muette sur les risques de mort par suite de condamnation pénale. Deux thèses que nous allons résumer s'opposèrent : celle du tribunal, accordant la garantie à l'assuré ; celle de la cour, la lui refusant ⁽⁷⁷⁾.

(75) Lefort, t. II, p. 587. — Chavegrin, note s. Paris, 10 mars 1924, S. 1924, 2, 97.

(76) Lux, dans M. A., 1889, p. 279. — Dupuich, n° 341.

(77) Trib. civ. Seine, 28 juin 1921, Motte c. *La Mondiale*, infirmé par Paris, 10 mai 1924.

Voici les arguments sur lesquels s'appuie la première thèse.

Un premier argument était tiré des règles concernant la faute dans les assurances terrestres.

En principe, disait-on, la faute de l'assuré est couverte. Il n'est fait exception à cette règle que pour le cas de dol (lorsque l'assuré réalise intentionnellement le risque) ou de faute lourde (lorsque l'assuré accomplit un acte qu'aurait évité un non-assuré).

Si l'on étend ces règles à l'assurance-vie, on voit que le condamné militaire doit être couvert par sa police puisqu'on ne peut relever contre lui, ni dol (ce n'est pas pour favoriser le bénéficiaire qu'il a commis son crime), ni faute lourde (on ne peut démontrer qu'il n'aurait pas accompli son acte s'il n'avait pas été assuré) (78).

L'assureur était libre d'excepter par une clause les risques de condamnation judiciaire, comme d'autres le font. En déclarant qu'il garantit tous les risques de guerre, il montre son intention de couvrir les risques d'exécution pénale (79).

Cette intention est vraisemblable, car le petit nombre d'exécutions militaires au cours de la guerre ne peut fausser les prévisions de l'assureur.

En outre, « ce n'est pas seulement le sort du coupable qui doit être pris en considération, mais plutôt celui de la famille, des bénéficiaires, innocents du crime » (80). Le capital qui devait revenir à ceux-ci profitera injustement à l'assureur si la déchéance est prononcée.

(78) Rien ne démontre que l'assuré ait agi dans le but d'altérer volontairement les conditions du contrat et de procurer ainsi à sa famille le paiement du capital assuré, qui constituerait alors seulement un enrichissement injustifié (Trib. civ. Seine, 28 juin 1921, précité).

(79) *Ibid.*

(80) *Ibid.*

De plus, dit-on, il ne faut pas faire produire au crime militaire et au crime de droit commun des conséquences identiques, car ils diffèrent profondément. Ce dernier, très immoral, est toujours puni très sévèrement. Le crime militaire, au contraire, pouvant provenir d'une simple défaillance de son auteur, est sanctionné par une punition hors de proportion avec la gravité intrinsèque de l'acte ⁽⁸¹⁾.

Enfin, le système qui refuse à l'assuré condamné la garantie de sa police, aboutit à des difficultés lorsque la sentence du Conseil de guerre vient à être révisée. Dans ce cas, il faudrait, en toute justice, supprimer la déchéance prononcée contre l'assuré par les juges civils. Or, aucune voie dans notre procédure ne permet d'obtenir ce résultat ; de sorte que les bénéficiaires ne pourront recevoir le montant de l'assurance même si l'assuré condamné est reconnu innocent ⁽⁸²⁾.

Voici les arguments que l'on a opposés aux précédents :

Les règles concernant la faute ne sont pas les mêmes dans l'assurance-vie et dans les autres assurances. L'assuré sur la vie ne doit aucunement hâter sa mort ; seules, les fautes légères, courantes, lui sont permises. Or, le crime constitue une faute considérable qui, par suite, n'est pas couverte par l'assurance.

L'intérêt social commande de supprimer tout encouragement au crime. Il faut que l'assuré sache qu'un acte criminel anéantirait son acte de prévoyance. Cette considération d'ordre public est tellement forte que si la police couvrait le crime, même purement militaire, par une disposition expresse, l'obligation de l'assureur demeurerait sans effet, par application des art. 1131 et 1133 C. civ. ⁽⁸³⁾.

(82) *Ibid.* — V. Chavegrin, *op. cit.*

(83) Paris, 10 mai 1924, précité. — Chavegrin, *op. cit.*

(81) *Ibid.*

On ne peut objecter que le crime militaire ne présente pas l'immoralité du crime de droit commun, car il a des conséquences beaucoup plus graves et compromet l'existence même d'une nation ⁽⁸⁴⁾.

On ne peut dire non plus, que le crime militaire est si peu fréquent qu'il est entré dans les prévisions de l'assureur ; car, outre que l'assureur ne pourrait aller contre l'ordre public en garantissant le crime, il n'a vraisemblablement pas voulu encourager un acte qui peut avoir pour la nation et pour lui-même de si graves conséquences ⁽⁸⁵⁾.

Enfin, il faut accepter l'anomalie indiquée plus haut, en cas de révision du jugement militaire. On ne pourrait l'éviter qu'en tombant dans les inconvénients autrement graves du système étendant la garantie aux crimes de l'assuré ⁽⁸⁶⁾.

(84) Chavegrin, *op. cit.*

(85) *Ibid.*

(86) *Ibid.*

On a dit (Planiol et Ripert, *Traité pratique de droit civil français*, t. XI, n° 1398, Paris, 1932) que la solution de la Cour de Paris s'accommoderait difficilement de la loi de 1930, car la faute relevée par la Cour à la charge de l'assuré n'est pas intentionnelle au sens probable de l'art. 12 de cette loi (c'est-à-dire commise en vue de rendre exigible la dette de l'assureur). Mais il ne faut pas oublier que la Cour, pour prononcer la déchéance, a également invoqué un argument d'ordre public.

CHAPITRE III

LA LOI DU 22 JUILLET 1919 ⁽¹⁾

31. — La loi du 22 juillet 1919 a été complétée par les décrets du 19 septembre 1919 et du 22 août 1920 ⁽²⁾.

Son objet principal est de réglementer les contrats d'assurance-vie que la guerre et les dispositions moratoires (surtout l'art. 5, D. 10 août 1914) avaient profondément bouleversés. Mais elle n'est pas faite uniquement en vue de la guerre passée ; elle dispose aussi pour l'avenir (V. n° 49).

Elle a pour origine une proposition de loi déposée à la Chambre des députés le 10 février 1916 par M. Nadi (V. n° 89). Cette proposition très sommaire, aux solutions empiriques, était conçue dans un esprit d'hostilité très mar-

(1) V., pour la législation (en dehors des travaux préparatoires cités *infra*) : Germain. *Etude de la loi du 22 juillet 1919*... M. A., 1919-20, étude très approfondie dont nous sommes beaucoup inspiré. — Goury, *Le décret du 19 septembre 1919*, M. A., 1919, p. 513. — V. en outre, les travaux des actuaires du Comité-vie (MM. De la Jaille, Auterbe, Quiquet) parus en annexe aux procès-verbaux du Comité des directeurs (séances 1919-1920) ; la correspondance entre le ministre du travail et diverses compagnies, notamment la réponse du ministre du travail au président du Comité des directeurs, en date du 10 novembre 1919 (V. n° 90). — V., pour la jurisprudence : Gaudet et Lefort, *L'assurance sur la vie et la Cour de cassation en 1921*, R. P. A. 1922, 500 ; ...en 1922, R. P. A. 1923, 522.

(2) L. 22 juil. 1919 (*J. off.*, 26 juil. ; D. 1922, 4, 225 ; S. *Lois annotées de 1925*, p. 1835). — D. 19 sept. 1919 (*J. off.*, 23 sept. ; D. 1922, 4, 230 ; S. *Lois annotées de 1925*, p. 1845). — D. 22 août 1920 (*J. off.*, 3 sept. ; S. *Lois annotées de 1925*, p. 1846).

qué à l'égard des compagnies. En outre, elle ne visait que le passé.

Mais elle fut complètement modifiée et très amplifiée par la Commission d'assurance et de prévoyance sociale de la Chambre des députés (3). Après avoir fait l'objet de plusieurs rapports aux Chambres, elle fut adoptée sans discussion (4).

Nous étudierons successivement l'exigibilité des primes arriérées, les effets des contrats ne garantissant pas le risque de guerre, la résiliation des contrats, le règlement des primes arriérées, les effets des contrats en cas de vie, la portée de la loi. Mais nous ferons précéder cette étude

(3) Au cours de l'élaboration de la loi, les compagnies présentèrent plusieurs observations à la Commission. Elles étaient opposées à toute réglementation, ou plutôt, elles désiraient simplement que fût reconnu le principe de l'exigibilité des primes arriérées. « Réglementer par voie d'autorité la situation des assurés mobilisés, n'est-ce pas faire en quelque sorte injure aux compagnies », disaient certains. « Il serait souverainement injuste de transformer tardivement en contraintes légales, des mesures librement offertes par elles, et de codifier, pour ainsi dire, leurs libéralités ». Il valait mieux « laisser à la compagnie et à l'assuré le soin de résoudre chaque cas au mieux de leurs intérêts respectifs » (Mureyve, *Est-il utile de réglementer législativement les contrats d'assurance sur la vie intéressant les mobilisés?* M. A., 1916, p. 265). — V. aussi: *Observations sur une proposition de loi...*, note des Assurances générales, en annexe au procès-verbal du Comité des directeurs (séance du 24 mars 1916). — Quiquet, *Les contrats suspendus par la mobilisation, Propositions de mesures pour la remise en vigueur*, Paris, 1916. — Comp. Devinck, *Les assurances sur la vie et la guerre, La situation des assurés français, Europe nouvelle*, 26 oct. et 2 nov. 1918.

(4) *Chambre des députés*. — Proposition de loi de M. Nadi et plusieurs de ses collègues; dépôt, le 10 févr. 1916; exposé des motifs (annexe n° 1775, *J. off.* du 27 févr. 1916, p. 149). — Rapport de M. Giordan; dépôt, le 6 avr. 1910; texte (annexe n° 2009, *J. off.* du 5 juil. 1916, p. 870). — Avis de la commission des finances par M. Louppe; dépôt, le 9 nov. 1916; texte (annexe n° 2652, *J. off.* du 1^{er} déc. 1916, p. 1609). — Rapport supplém. de M. Giordan; dépôt, le 6 déc. 1918; texte (annexe n° 5382, *J. off.* du 9 janv. 1919, p. 2051). — 2^e Rapport supplém. de M. Giordan; dépôt, le 26 mars 1919 (3^e séance); texte (annexe n° 5906, *J. off.* du 28 nov. 1919, p. 1089). — Adoption sans discussion, le 11 avr. 1919 (2^e séance) (*J. off.* du 12, déb. parl., p. 1896).

Sénat. — Transmission, le 17 avr. 1919 (annexe n° 196, *J. off.* du 22 juin 1919, p. 306). — Rapport de M. Chastenot; dépôt, le 19 juin 1919; texte (annexe n° 270, *J. off.* du 5 août 1919, p. 352). — Déclaration d'urgence et adoption sans discussion, le 10 juil. 1919 (*J. off.* du 11, déb. parl., p. 1111).

de considérations théoriques indispensables à la compréhension de cette législation.

SECTION I

PRELIMINAIRES

32. — Considérons un contrat d'assurance théorique dans lequel l'assuré paie des primes pures de tout chargement. Admettons que la table de mortalité et le taux de capitalisation qui ont servi de base au calcul des primes soient conformes à la réalité ; que, de plus, la résiliation du contrat donne lieu au remboursement intégral de la réserve mathématique ; qu'en outre, les primes soient annuelles ; et qu'enfin, les décès se produisent en moyenne en milieu d'année.

Plaçons-nous à un anniversaire de la prise d'effet du contrat. Soit y l'âge de l'assuré à cette époque, quelque soit son âge x à l'entrée dans l'assurance. Désignons par V la valeur de la réserve mathématique à l'instant qui précède le paiement de la prime annuelle π . On sait que la réserve mathématique représente l'excès de la valeur probable des engagements de l'assureur sur celle des engagements de l'assuré. Aussitôt après le paiement de la prime, la valeur probable des engagements de l'assuré se trouve diminuée du montant même de cette prime et la réserve devient W_y telle que :

$$(1) \quad W_y = V_y + \pi$$

Soit C le capital assuré au décès, au cours d'une année séparant deux anniversaires consécutifs de prise d'effet

de contrat. S'il y a décès, l'assureur paie le capital C en milieu d'année avec l'hypothèse faite plus haut. Or, à cette époque, la réserve, somme disponible sur le contrat, peut être considérée comme égale à la réserve en fin d'année V_{y+1} escomptée pour une demi-année au taux de capitalisation i . La différence entre ces deux quantités, capital assuré au décès et réserve en fin d'année escomptée, représente vraiment la valeur du risque que la survenance du décès fait courir à l'assureur au cours de l'année considérée. Aussi, nous appellerons *risque* le nombre algébrique défini par la relation :

$$(2) \quad K = C - V_{y+1} (1+i)^{-\frac{1}{2}}$$

D'ailleurs, dans cette étude, nous pourrions, au besoin, prendre pour valeur approchée du risque :

$$(2 \text{ bis}) \quad K = C - W_y$$

ce qui revient à faire l'hypothèse des décès simultanés en début d'année.

Le capital assuré au décès peut être supérieur ou inférieur à l'escompte de la réserve en fin d'année, V_{y+1} ou, avec l'approximation admise, à la réserve en début d'année W_y . Autrement dit, le risque K peut être positif ou négatif. Ceci nous amène à distinguer deux grandes catégories d'assurances : celles en cas de décès et celles en cas de vie.

On appelle assurances en cas de décès, celles pour lesquelles le capital assuré au décès est supérieur à la réserve, c'est-à-dire celles pour lesquelles le risque K est positif. A cette catégorie appartiennent les assurances temporaire, vie entière, mixte, à terme fixe.

Lorsque, au contraire, le capital au décès est inférieur à la réserve, autrement dit lorsque le risque K est négatif, l'assurance est en cas de vie. Telles sont les assurances de capitaux différés avec ou sans contre-assurance.

Un même contrat, d'ailleurs, peut appartenir successivement à ces deux catégories. Ainsi une assurance combinée de date récente appartient aux assurances en cas de décès; elle devient ensuite assurance en cas de vie.

33. — I. ASSURANCES EN CAS DE DÉCÈS. — Soit une assurance en cas de décès, pour laquelle nous envisageons une période d'un an, commençant immédiatement après l'échéance d'une prime et finissant immédiatement avant l'échéance suivante. Considérons la somme qui, par une simple capitalisation financière au taux i , permet d'obtenir exactement la réserve V_{y+1} en fin d'année. Cette somme a pour valeur actuelle : $A = V_{y+1} (1 + i)^{-1}$.

Nous allons comparer les engagements auxquels doit satisfaire la réserve W_y au cours d'une année, et ceux auxquels permet de satisfaire la simple capitalisation de A . Nous écrirons ensuite que la différence entre les valeurs probables de ces engagements est égale à la différence entre W_y et A .

Or, en cas de vie de l'assuré à la fin de l'année, le somme A capitalisée permet de satisfaire aux mêmes engagements que W_y : constituer exactement la réserve V_{y+1} . Au contraire, en cas de décès en cours d'année, au milieu d'année d'après l'hypothèse admise, la somme A fournit seulement par capitalisation une quantité égale à $V_{y+1} (1 + i)^{-\frac{1}{2}}$, alors que la réserve W_y doit permettre de payer un capital C , supérieur à la somme précédente, d'une quantité K . Mais la valeur probable de K est la prime d'une assurance temporaire d'un an : $K \Pi_y^{(1)}$, en désignant par $\Pi_y^{(1)}$ la prime assurant un capital égal à l'unité.

Incidemment l'on voit que W_y permettant de satisfaire à des engagements supérieurs à ceux fournis par A , est

supérieur à A. Autrement dit, la réserve W_y croît moins vite qu'une capitalisation financière. Ce résultat aurait pu être pris comme définition de l'assurance en cas de décès, définition évidemment équivalente à celle que nous avons donnée plus haut.

Après cette remarque, si nous revenons à notre raisonnement, on voit que l'on a :

$$W_y - A = K\Pi_y^{(1)}$$

D'où, en remplaçant A par son expression, la relation importante suivante :

$$(3) \quad W_y = V_{y+1} (1+i)^{-1} + K\Pi_y^{(1)}$$

En définitive, l'assurance en cas de décès, pour l'intervalle considéré, peut se décomposer en deux opérations (5) :

- 1° Une simple capitalisation de la somme $A = V_{y+1}(1+i)^{-1}$;
- 2° Une assurance temporaire d'un an du risque K. La prime $K\Pi_y^{(1)}$ de cette assurance temporaire s'appelle *prime de risque*.

Pour mieux saisir le sens de la relation (3), passons de la réserve d'un contrat isolé à la réserve globale d'un groupe d'assurés, et voyons quel va être l'emploi de cette

(5) On pourrait aussi obtenir une autre décomposition en raisonnant ainsi. La réserve W_y sert à payer le capital C en cas de décès de l'assuré et à constituer la réserve V_{y+1} en cas de vie à la fin de l'année. Elle est donc égale à la somme des valeurs probables de ces deux engagements. Or, celle du premier est $C\Pi_y^{(1)}$; celle du second est $P_y^{(1)}V_{y+1}$ en désignant par $P_y^{(1)}$ la prime assurant un capital égal à un franc, différé de une année. D'où :

$$(4) \quad W_y = C\Pi_y^{(1)} + P_y^{(1)}V_{y+1}$$

L'assurance se trouve ainsi décomposée en deux opérations : une assurance temporaire d'un an et un capital différé d'un an. Les formules (3) et (4) sont évidemment équivalentes ; l'on passe de l'une à l'autre par un calcul simple. Mais, seule la décomposition (3) est commode pour l'étude des problèmes posés par la guerre et envisagés par loi de 1919 (moratorium, suspension des contrats) ; la formule (4), employée habituellement pour le calcul des réserves, pourrait conduire ici (et a conduit) à des erreurs.

réserve. Pour cela, multiplions les deux membres de (3) par l_y , nombre des vivants à l'âge y au début d'année. En observant que l'on a :

$$\Pi_y^{(1)} = q_y (1+i)^{-\frac{1}{2}}$$

$$l_y q_y = d_y$$

q_y étant le taux de mortalité et d_y le nombre des décédés de l'année, il vient :

$$l_y W_y = l_y V_{y+1} (1+i)^{-1} + d_y K (1+i)^{-\frac{1}{2}}$$

Sous cette forme, on voit que la réserve globale en début d'année $l_y W_y$ se décompose en deux parties :

L'une, $l_y V_{y+1} (1+i)^{-1}$ est capitalisée. A chacun des $l_y d_y$ survivants en fin d'année, elle permet de constituer la réserve V_{y+1} ; aux autres, les d_y décédés, elle permet de constituer une portion du capital assuré égale à $V_{y+1} (1+i)^{-\frac{1}{2}}$, avec l'hypothèse des décès en milieu d'année.

L'autre partie de la réserve globale est $d_y K (1+i)^{-\frac{1}{2}}$. Capitalisée, elle permet de garantir aux d_y décédés une somme K en milieu d'année, qui, en définitive, reçoivent, par l'effet des deux opérations, la somme $C_y d_y$.

Ayant ainsi vérifié sur un groupe d'assurés la légitimité de notre décomposition, revenons au contrat isolé. La relation (9) peut se mettre sous la forme suivante, en tenant compte de (1) :

$$\pi = [V_{y+1} (1+i)^{-1} - V_y] + K \Pi_y^{(1)}$$

Nous avons déjà appelé le deuxième terme du second membre la *prime de risque*. Désignons-la par :

$$\pi_r = K \Pi_y^{(1)}$$

Posons de même :

$$\pi_e = V_{y+1} (1+i)^{-1} - V_y$$

π_e s'appelle la *prime d'épargne*. De cette façon nous avons :

$$(5) \quad \pi = \pi_e + \pi_r$$

La prime π se trouve ainsi décomposée en deux parties dont on peut préciser le sens de la façon suivante :

La première partie π_e représente la valeur actuelle de l'accroissement de la réserve V_y au cours d'une année comprise entre les instants qui précèdent immédiatement le paiement de deux primes successives. Si l'on considère le contrat depuis sa prise d'effet, on voit facilement que les primes π_e cumulées et capitalisées permettent au bout d'un nombre quelconque d'années de constituer la réserve. D'où le nom de prime d'épargne donné à cette fraction de la prime du contrat.

Nous avons déjà vu la signification de la deuxième partie π_r . Si un assureur se contentait de constituer à chaque assuré sa réserve au moyen de la prime d'épargne, il devrait verser au réassureur qui garantirait le paiement de l'excès du capital sur la réserve, une somme précisément égale à la prime de risque.

Enfin, mettons la relation (3) sous la forme suivante :

$$(6) \quad V_{y+1} = W_y (1+i) - \pi_r (1+i)$$

Elle s'interprète ainsi : la réserve en fin d'année V_{y+1} d'une assurance en cas de décès s'obtient en capitalisant la réserve en début d'année W_y pendant un an et en retranchant la prime de risque capitalisée également pendant un an.

Si, au lieu de considérer une période d'une année ne comprenant pas d'échéance de prime, on considère une période d'un nombre d'années n , la formule (6) appliquée de proche en proche permet, en tenant compte de (1), de

donner l'énoncé général suivant : la réserve V_{y+n} à la fin d'une période de n années, dans une assurance en cas de décès, s'obtient en capitalisant la réserve W_y au début de la période, en y ajoutant les primes successives du contrat π venant à échéance pendant cette période et capitalisées individuellement ; et, enfin, en retranchant les primes de risque π_r , également capitalisées séparément jusqu'en fin de période. La capitalisation dont il s'agit est évidemment à intérêts composés.

34. — Nous avons supposé jusqu'ici que l'on se trouvait en présence d'un contrat suivant normalement son cours, le capital au décès demeurant celui qui avait été primitivement fixé et les primes continuant à être payées aux échéances. Supposons maintenant que l'assureur et l'assuré conviennent de « transformer » ce contrat en un nouveau contrat libéré du versement des primes, le capital garanti au décès ayant une nouvelle valeur c . Proposons-nous de calculer la réserve H_{y+n} de ce nouveau contrat à la fin de sa n^{me} année d'existence. La réserve V_y servira de base à la transformation : $H_y - V_y$; elle sera la prime unique du nouveau contrat.

Suivant la valeur du nouveau capital c , nous distinguerons trois cas.

Premier cas : le capital primitif continue à être garanti ($c = C$).

Calculons la réserve H_{y+1} du nouveau contrat au bout d'une année seulement d'existence. Une seule prime se trouve donc impayée. Si elle avait été payée, la réserve aurait été V_{y+1} ; comme elle ne l'a pas été, il faut retrancher de cette réserve la prime impayée π capitalisée

pendant un an pour avoir la nouvelle réserve :

$$(7) \quad H_{y+1} = V_{y+1} - \pi (1+i)$$

ou, en tenant compte de (1) et (6) :

$$(8) \quad H_{y+1} = V_y (1+i) - \pi_r (1+i)$$

Etendons les résultats exprimés par les formules (7) et (8) au cas d'une période d'impaiement de primes de n années. On voit que la réserve H_{y+n} à la fin de la n^{me} année d'existence du nouveau contrat peut être calculée par deux méthodes:

Soit en retranchant de la réserve V_{y+n} d'un contrat qui aurait normalement continué, les primes impayées π capitalisées (c'est la généralisation de la formule (7));

Soit en retranchant de la réserve V_y calculée à la veille de l'échéance de la première prime impayée et capitalisée, les primes de risque π_r cumulées et capitalisées (généralisation de (8)).

Deuxième cas. Le nouveau capital garanti au décès est inférieur à l'ancien ($c < C$).

Calculons la nouvelle réserve au bout d'une année d'existence du contrat diminué. Pour cela appliquons la relation (3) successivement au contrat plein et au contrat diminué. Il vient après un calcul simple, en tenant compte de (1):

$$(9) \quad H_{y+1} = V_{y+1} - [\pi - (K - K') \Pi_y^{(1)}] (1+i)$$

en désignant par K' la valeur du risque dans le contrat diminué (6).

On peut également calculer H_{y+1} en fonction de la réserve V_y de l'ancien contrat à la veille de la première prime impayée. Il suffit pour cela d'appliquer au nou-

(6) On obtiendrait une approximation parfois suffisante, en substituant dans cette formule, la différence des capitaux garantis ($C-c$), à la différence des risques ($K-K'$).

veau contrat la formule (3). Il vient :

$$(10) \quad H_{y+1} = V_y (1+i) - K' \Pi_y^{(1)} (1+i)$$

En étendant les résultats exprimés par les formules (9) et (10) au cas d'une période d'impaiement de primes de n années, on voit que la réserve H_{y+n} à la fin de la n^{me} année d'existence du contrat diminué peut s'obtenir de deux façons :

Soit en retranchant la réserve V_{y+n} calculée à la même époque pour un contrat normal, l'excès des primes même époque pour un contrat normal, l'excès des primes π impayées capitalisées, sur les primes du risque non couvert $(K-K')$ capitalisées également (formule (9) généralisée) ;

Soit en retranchant de la réserve V_y , calculée à la veille de la première prime impayée et capitalisée, les primes du risque K' du contrat diminué (formule (10) généralisée).

Troisième cas : le contrat est « suspendu ».

En cas de décès, l'assureur verse seulement la réserve V_y capitalisée. On se trouve dans un cas particulier du précédent: celui où le risque K' du nouveau contrat est nul. La réserve H_{y+1} à la fin de la première année est :

$$(11) \quad H_{y+1} = V_y (1+i)$$

C'est bien ce que devient (10) pour $K' = 0$.

On peut également partir de la formule (9) du cas précédent. Celle-ci se simplifie, puisque K' est nul, et l'on a :

$$H_{y+1} = V_{y+1} - (\pi - K \Pi_y^{(1)}) (1+i)$$

ou, en tenant compte de (5) :

$$(12) \quad H_{y+1} = V_{y+1} - \pi_e (1+i)$$

Les formules (11) et (12) étendues au cas d'un nombre quelconque d'années permettent d'énoncer la règle sui-

vante. Pour obtenir la réserve H_{y+n} au bout de la n^{me} année de suspension d'un contrat, on peut :

Soit en retranchant de la réserve V_{y+n} calculée à la époque sur un contrat normal, les primes d'épargne cumulées et capitalisées ;

Soit simplement capitaliser la réserve V_y à la veille de la première prime impayée jusqu'à la fin de la n^{me} année.

Nous savons calculer, dans les trois cas précédents, la réserve H_{y+n} du contrat transformé au bout de la n^{me} année, en fonction, soit de la réserve V_{y+n} à la même époque, d'un contrat ayant normalement continué (première méthode), soit de la réserve V_y à la veille de la première prime impayée (deuxième méthode).

La réserve H_{y+n} représente la valeur du contrat au bout de n années : c'est elle qui est remise à l'assuré qui résilie son contrat ; c'est elle qui sert de base à une nouvelle transformation. En particulier, si l'assuré désire rétablir le contrat primitif dans tous ses effets pour l'avenir, il doit reconstituer la réserve du contrat primitif V_{y+n} et par conséquent verser à l'assureur la différence $V_{y+n} - H_{y+n}$ différence que nous savons calculer.

Plus spécialement, plaçons-nous dans le cas étudié plus haut du contrat suspendu, mais supposons que l'assuré ait continué à payer ses primes après la suspension. Ces primes n'étant pas dues, doivent être remboursées à l'assuré avec les intérêts, outre la réserve H_{y+n} . Mais, en utilisant la règle donnée au troisième cas, on peut dire aussi que par le paiement des primes π du contrat, l'assuré a reconstitué non seulement la réserve V_{y+n} du contrat plein, mais encore a payé les primes de risque π_r . Donc, en cas de décès ou de résiliation, l'assureur doit la réserve du

contrat plein et les primes de risque cumulées et capitalisées. De même, lorsque l'assuré remet son contrat en vigueur, l'assureur doit lui ristourner ces primes de risque.

35. — II. ASSURANCES EN CAS DE VIE. — Revenons à l'étude d'un contrat suivant normalement son cours, mais supposons qu'il s'agisse d'une assurance en cas de vie : le capital C versé au décès de l'assuré d'âge y est alors inférieur d'une quantité $|K|$ (valeur absolue du risque) à l'escompte pour une demi-année de la réserve en fin d'année V_{y+1} .

Considérons encore une période d'un an comprise entre deux échéances annuelles de prime, et cherchons une relation entre les réserves W_y au commencement de la période (donc immédiatement après le paiement d'une prime) et V_{y+1} en fin de période (donc immédiatement avant le paiement de la prime suivante). Nous suivrons le même raisonnement que pour une assurance en cas de décès.

Soit $A = V_{y+1} (1+i)^{-1}$ la somme qui, capitalisée financièrement pendant cette période, permet d'obtenir exactement la réserve V_{y+1} en fin d'année. Comparons les engagements auxquels doit satisfaire W_y au cours d'une année et ceux auxquels permet de satisfaire la simple capitalisation de A . La différence entre les valeurs probables de ces engagements est celle existant entre W_y et A .

Or, en cas de vie de l'assuré à la fin de l'année, la capitalisation de A permet, par hypothèse, de constituer exactement, comme W_y , la réserve en fin d'année V_{y+1} . Au contraire, en cas de décès, A fournit par capitalisation la somme $V_{y+1} (1+i)^{-\frac{1}{2}}$ avec l'hypothèse des décès simultanés en milieu d'année, alors que l'assureur doit simple-

ment verser le capital c , inférieur à cette somme de la quantité $|K|$. La valeur probable de $|K|$ à verser au décès de l'assuré est la prime d'une assurance temporaire d'un an $|K|\Pi_y^{(1)}$ en désignant par $\Pi_y^{(1)}$ la prime assurant l'unité de capital.

On voit incidemment que W_y est inférieur à A ; autrement dit que la réserve au cours d'une période d'un an comprise entre deux échéances de primes croît plus vite qu'une capitalisation financière ; propriété qui pourrait être prise pour définition de l'assurance en cas de vie.

Revenant à notre raisonnement, on voit que l'on a :

$$A - W_y = |K|\Pi_y^{(1)}$$

c'est-à-dire :

$$(13) \quad W_y = V_{y+1} (1+i)^{-1} - |K|\Pi_y^{(1)}$$

En définitive, l'assurance en cas de vie, pour l'intervalle d'un an considéré résulte de la combinaison de deux opérations (7) :

1° Une simple capitalisation de la somme $A = V_{y+1}(1+i)^{-1}$

2° Une assurance temporaire d'un an portant sur $|K|$ valeur absolue du risque. La prime de cette assurance temporaire $|K|\Pi_y^{(1)}$ porte encore le nom de *prime de risque*.

On voit qu'ici, contrairement à ce qui a lieu pour l'assurance en cas de décès, les effets des deux opérations élémentaires, assurance temporaire et capitalisation, se retranchent au lieu de s'ajouter.

On pourrait, comme nous l'avons fait pour l'assurance en cas de décès, vérifier la légitimité de cette analyse, en passant de la réserve individuelle d'un assuré d'âge y à la réserve globale $l_y W_y$ d'un groupe d'assurés au nombre de

(7) On pourrait effectuer d'autres décompositions : nous en avons indiqué une (V. p. 68, n.) ; on décompose parfois aussi l'assurance en cas de vie en une capitalisation et un capital différé ; mais, l'analyse que nous retenons est la seule qui soit appropriée à notre étude.

l_y . On verrait notamment que chacun des d_y assurés décédés, au lieu de recevoir la réserve V_{y+1} escomptée pour une demi-année à laquelle leur donnerait droit la simple capitalisation de A , ne la reçoivent que déduction faite d'une quantité $|K|$, de sorte qu'en définitive, ils reçoivent bien exactement le capital stipulé C .

Considérons un contrat isolé. La relation (13) peut se mettre sous la forme suivante, en tenant compte de (1) :

$$\pi = [V_{y+1} (1+i)^{-1} V_y] - |K| \Pi_y^{(1)}$$

ou encore :

$$(14) \quad \pi = \pi_e - \pi_r$$

en posant :

$$\begin{aligned} \pi_r &= |K| \Pi_y^{(1)} \\ \pi_e &= V_{y+1} (1+i)^{-1} - V_y \end{aligned}$$

Nous avons appelé π_r la prime de risque ; π_e est la prime d'épargne.

La prime d'épargne π_e a la même signification que dans un contrat en cas de décès : elle représente la valeur actuelle de l'accroissement de la réserve au cours d'une année comprise entre les instants qui précèdent immédiatement deux échéances successives. Les primes d'épargne cumulées et capitalisées depuis la prise d'effet du contrat permettent de constituer la réserve.

Quant à la prime de risque, on peut en donner l'interprétation suivante: si un assureur pouvait faire des opérations d'épargne en même temps que d'assurance en cas de vie, il demanderait aux épargnants un versement annuel π_e pour la constitution d'un certain capital, tandis qu'il consentirait une ristourne égale à π_r à ses assurés, en raison du risque que ceux-ci courent de recevoir moins en cas de décès prématuré.

Enfin, mettons la relation (13) sous la forme suivante :

$$(15) \quad V_{y+1} = W_y (1 + i) + \pi_r (1 + i)$$

et étendons le résultat mis en évidence par cette formule au cas où la période envisagée est, non plus d'une année, mais d'un nombre quelconque d'années. On arrive à l'énoncé suivant : dans une assurance en cas de vie, la réserve à la fin d'une période de n années s'obtient en capitalisant la réserve au début de la période pendant ces n années; en y ajoutant les primes successives du contrat capitalisées jusqu'en fin de période, à mesure qu'elles viennent à échéance; et enfin, en ajoutant les primes de risque cumulées et capitalisées.

36. — Comme pour un contrat en cas de décès on peut rechercher la valeur d'un contrat sur lequel des primes sont impayées.

Nous distinguerons deux cas (correspondant aux premier et troisième cas étudiés pour l'assurance en cas de décès) suivant la valeur du capital assuré pendant la période d'impaiement des primes.

Premier cas : le capital garanti au décès reste le même.

Un raisonnement identique à celui que nous avons fait pour l'assurance en cas de décès, nous permet d'arriver à l'énoncé suivant :

La réserve H_{y+n} à la fin d'une période de n années d'impaiement des primes au cours de laquelle le capital garanti au décès reste celui qui avait été stipulé à l'origine, peut s'obtenir par deux méthodes équivalentes :

Soit en retranchant de la réserve V_{y+n} d'un contrat qui aurait normalement continué les primes π capitalisées année par année jusqu'en fin de période ;

Soit en ajoutant à la réserve V_v calculée à la veille de l'échéance de la première prime impayée, et capitalisée jusqu'en fin de période, les primes de risque π_r capitalisées année par année.

Deuxième cas : contrat « suspendu ».

Le capital garanti au décès est non plus le capital stipulé C , mais la réserve V_v , calculée à la veille de l'échéance de la première prime impayée et capitalisée. La formule (12) reste exacte ; seulement, dans l'assurance en cas de vie, il ne faut pas oublier que la prime d'épargne se compose de la prime du contrat *et* de la prime de risque. Cette formule étendue au cas d'une période d'impaiement de primes de n années conduit à la règle suivante :

Pour obtenir la réserve H_{v+n} du contrat ainsi « suspendu », il faut retrancher de la réserve V_{v+n} d'un contrat ayant normalement continué, les primes d'épargne capitalisées, c'est-à-dire, *outre* les primes π du contrat, les primes de risque π_r .

La réserve H_{v+n} que nous venons de calculer dans les deux cas précédents représente la somme qui doit être remboursée à l'assuré résiliant son contrat ; c'est elle aussi qui sert de base à toute transformation. Si notamment l'assuré veut faire revivre son contrat dans tous ses effets pour l'avenir, il doit verser à l'assureur la différence $V_{v+n} - H_{v+n}$.

Plaçons-nous en particulier dans l'hypothèse de l'assuré en cas de vie dont le contrat a été « suspendu », mais qui a cependant continué à payer ses primes. Il a droit alors à la réserve H_{v+n} et au remboursement des primes. On peut encore dire que, par le paiement de ces primes, l'as-

suré n'est pas parvenu à reconstituer la réserve $V_{\nu+n}$ d'un contrat normal : ce sont les primes d'épargne π_e et non pas seulement les primes π du contrat qu'il aurait dû fournir pour cela. Il lui faut donc encore verser les primes de risque π_r , s'il veut « remettre en vigueur » son contrat, lui faire produire tous ses effets pour l'avenir.

37. — Dans le contrat d'assurance tel qu'il existe réellement, aucune des hypothèses que nous avons admises pour le contrat théorique d'assurance en cas de décès ou de vie, ne se trouve réalisée. Les résultats auxquels nous sommes parvenu doivent donc être modifiés ; nous indiquerons comment, en étudiant les solutions contenues dans la loi de 1919. Ici, nous rappellerons simplement quelques notions essentielles sur la résiliation et la transformation des contrats.

Chargements. — Les primes réellement payées par l'assuré sont des primes commerciales π'' (nous les supposons annuelles), supérieures aux primes pures π du contrat théorique, d'une certaine quantité appelée *changement* :

$$(16) \quad c = \pi'' - \pi$$

On sait que dans le système de chargement dit rationnel, c est considéré comme la somme de trois chargements distincts :

1° Un chargement pour frais d'acquisition. Avec la pratique habituelle en France des commissions escomptées, les frais d'acquisition sont généralement déboursés au moment même de la souscription de la police.

2° Un chargement pour frais d'encaissement ou de recouvrement des primes, s'élevant à une certaine fraction des primes touchées.

3° Un chargement pour frais annuels de gestion ou d'administration. Il doit non seulement faire face aux frais de gestion proprement dits nécessités par la marche de l'entreprise, mais encore parer aux écarts de mortalité et permettre à la compagnie de réaliser un certain bénéfice annuel.

Réserve. — Dans le calcul de la réserve d'un contrat, il convient de se demander si ces chargements entrent en jeu ; autrement dit, si une fraction de ceux-ci doit être « mise en réserve » pour faire face aux engagements futurs.

On montre facilement que pour un contrat à primes annuelles payables pendant toute la durée du contrat, il n'y a pas lieu de tenir compte de ces chargements. Dans ce cas, la réserve est donc calculée à la prime pure.

Au contraire, lorsque la durée du paiement des primes est inférieure à la durée du contrat, on peut encore continuer à faire abstraction des frais d'acquisition, si l'on admet que les commissions doivent être amorties rapidement, mais on est obligé de tenir compte du chargement de gestion. Dans ce cas, la réserve est calculée à la prime d'inventaire, c'est-à-dire à la prime pure simplement chargée des frais de gestion.

Rachat. — La résiliation d'une police fait subir à l'assureur un préjudice difficile à évaluer ; mais il est aisé de calculer le maximum que peut atteindre la valeur de rachat. Ce maximum n'est pas égal à la réserve mathématique du contrat, car il y a lieu d'en retrancher certains chargements qui auraient dû être perçus à l'avenir. On montre facilement que ce maximum S est égal à la réserve mathématique V' calculée à la prime d'inventaire, dimi-

nuée des frais d'acquisition non amortis φ :

$$(17) \quad S = V' - \varphi$$

Le maximum S ainsi défini s'appelle parfois valeur de rachat *théorique*.

Quant à la valeur de rachat *pratique*, c'est-à-dire la véritable valeur au comptant de la police, elle n'est (lorsqu'elle existe) qu'une fraction de ce maximum.

Observons que tout ceci suppose, ce qui est loin d'être exact, que le montant des chargements permet bien de faire exactement face aux frais correspondants. Signalons simplement que les frais réels d'acquisition sont largement supérieurs à ceux prévus par les formules officielles, l'inverse ayant lieu pour les frais d'encaissement.

Réduction. — Pour obtenir la valeur du capital réduit, on retranche de la réserve (calculée à la prime d'inventaire) les frais d'acquisition non amortis. Cet excès S , ou une fraction de celui-ci, est ensuite considéré comme la prime unique d'un contrat ne comportant que des frais de gestion.

Si l'on désigne par C_1 le capital réduit, par S_1 une fraction de la valeur de rachat théorique, et par Π' la prime unique d'inventaire assurant l'unité de capital pour le reste de la durée du contrat, on a :

$$(18) \quad S_1 = C_1 \Pi'$$

S_1 est pris supérieur à la valeur de rachat pratique et peut même atteindre le maximum S .

Le calcul des valeurs de rachat et de réduction ne s'effectue guère, comme nous venons de le dire, au moyen des formules (17) et (18) que dans les assurances vie-entière. Pour les assurances mixtes, à terme fixe et de capitaux différés, on détermine souvent le montant du capital réduit en multipliant le capital primitif par le rapport du

nombre des primes payées au nombre des primes suppléées ⁽⁸⁾.

La valeur de rachat, pour les assurances à terme, est souvent considérée comme la valeur actuelle du capital réduit suppose payable à l'échéance du contrat, le taux d'escompte étant généralement supérieur à celui du tarif.

Transformation des contrats. — Lorsque l'assuré désire substituer à sa police une nouvelle police, la transformation (en supposant qu'elle ne fausse pas les données du pari dans lequel s'est engagé l'assuré) se fait de la façon suivante : on considère la valeur de rachat théorique donnée par la formule (17) comme une prime unique d'inventaire assurant une partie C_1 du nouveau capital C .

Le reste du capital ($C - C_1$) est assuré soit au moyen de la prime commerciale de la nouvelle combinaison, si la transformation comporte des frais d'acquisition; soit, dans le cas contraire, au moyen de la prime d'inventaire augmentée du chargement d'encaissement.

SECTION II

EXIGIBILITE DES PRIMES ARRIEREES

38. — L'art. 8 pose le principe de l'exigibilité des primes arriérées (V. n° 18) en termes généraux et précis :

(8) Telles furent, du moins, les règles adoptées pour les contrats en cours pendant la guerre et soumis à la loi de 1919. Depuis, la loi de 1930 (art. 76, al. 2) est venue imposer comme minimum de l'assurance réduite celle obtenue en employant comme prime unique d'inventaire (V. formule (18) la somme $S_1 = V' - 0.01 C$ où C désigne le capital primitivement assuré. C'est ce minimum qui est généralement accordé à l'assuré, la règle proportionnelle, dans la plupart des cas, ne donnant une valeur supérieure à cette quantité et n'étant, par suite, acceptable, qu'en fin de contrat.

« Lorsque, en raison des dispositions du décret du 10 août 1914, une entreprise d'assurance sur la vie n'a pu, pendant une certaine période, déchoir un assuré en cas de décès qui a cessé d'acquitter ses primes et qu'elle s'est trouvée dans l'obligation de conserver la charge du risque garanti par la police, les primes ou fractions de primes correspondant à ladite période sont exigibles ainsi que leurs intérêts. »

On voit que le champ d'application de cette disposition est très vaste, puisqu'elle s'applique à toutes les assurances en cas de décès, pour toute la période où la compagnie n'a pu « déchoir » l'assuré (9).

Ainsi, les assurés non-mobilisés ayant pris l'engagement visé par le décret du 29 novembre 1915 (V. n° 18) étaient restés couverts par leur police pendant la période s'étendant entre le décret du 10 août 1914 et le décret du 20 novembre 1915. Les primes afférentes à cette période sont donc exigibles en vertu de l'art. 8 L. Ainsi se trouve réparé un oubli fâcheux des décrets moratoires.

Les assurés suivants restent au contraire en dehors du champ d'application de l'art. 8 : les assurés en cas de vie ; les mobilisés dont le contrat renfermait la clause habituelle de suspension et qui ne se sont pas couverts contre le risque de guerre ; les non-mobilisés ayant pris l'engagement visé par le décret du 20 novembre 1915. Pour ces derniers, l'exigibilité des primes résulte de cet engagement et non l'art. 8, ce qui entraîne une différence dans le calcul des sommes dues. (V. *infra*.)

D'après l'art. 8, al. 1 précité, sont dues : « les primes ou fractions de primes... ainsi que leurs intérêts ».

(9) Cette période d'exigibilité doit être calculée en faisant état, non du D. 15 déc. 1914 en fait inappliqué (V. n° 18), mais du D. 20 nov. 1915.

1° L'expression « primes ou fractions de primes » figure dans plusieurs articles (art. 2, art. 5, etc.). Le législateur a voulu que la dette de l'assuré fût proportionnelle à la durée de la couverture (sous réserve de l'application de l'art. 8, al. 2). Cette disposition fait donc échec au principe de l'indivisibilité de la prime ; si ce principe (non essentiel) avait été respecté, ce ne sont pas les primes et les prorata qui seraient dus, mais bien les primes annuelles elles-mêmes échues pendant la période d'exigibilité (10).

En réalité, le calcul de l'arriéré ne se fait pas exactement au prorata de la durée de couverture, car il doit être effectué pour un nombre entier de trimestres (art. 3, al. 2).

2° Les intérêts des primes sont également dus (11). Le taux est celui des décrets moratoires (12). Nous avons dit qu'il avait été fixé à 3 %, puis à 5 % (V. n° 16).

Ce sont des intérêts simples qui sont dus. En assurance-vie, les calculs sont basés sur la capitalisation à intérêts composés ; mais, comme l'arriéré doit être réglé, d'après l'art. 7. dans les deux ans, la différence des résultats donnés par les deux méthodes n'est pas grande (13).

Nous devons faire deux observations concernant l'exigibilité des primes arriérées :

(10) Au contraire, pour les assurés non-mobilisés ayant pris l'engagement visé par le D. 20 nov. 1915, ce sont les primes échues elles-mêmes qui sont dues.

(11) Aucune disposition de la loi ne concerne les intérêts de retard des prêts sur polices. Le non-paiement de ceux-ci n'a entraîné aucune sanction (D. 10 août 1914, art. 5). La loi étant muette, on doit penser qu'ils sont dus à la fin du moratorium sans intérêts de retard (Germain, M. A. 1919, p. 500).

(12) V. *infra*, n° 90, Avis min. 10 nov. 1919, § 2.

(13) Il n'en aurait pas été de même si le règlement avait dû se faire à une époque éloignée, par exemple à la fin du contrat, comme le prescrivait le D. 23 janv. 1919.

Pour l'application de l'art. 8 qui pose le principe de l'exigibilité, il faut se reporter à l'art. 7, qui fixe les modes de règlement de l'arriéré. Or, celui-ci, nous le verrons, méconnaît parfois ce principe même d'exigibilité.

L'art. 8 étant très général, les primes arriérées sont dues même lorsque le règlement d'un contrat fait ressortir une différence en faveur de l'entreprise. Toutefois, au décès de l'assuré, l'entreprise n'a pas d'action pour recouvrer ces primes (art. 8, al. 3) ⁽¹⁴⁾.

SECTION III

EFFETS DES CONTRATS NE GARANTISSANT PAS LE RISQUE DE GUERRE

39. — I. CONTRATS SUSPENDUS. — La situation des assurés non couverts contre le risque de guerre, soit que leur police renferme une clause de suspension, soit qu'elle ne les garantisse que contre le risque de mort normale, est réglée par les cinq premiers articles de la loi ⁽¹⁵⁾.

Occupons-nous d'abord des contrats qui renferment une

(14) Ce cas peut se présenter, par exemple, lorsqu'un assuré mobilisé couvert contre le risque de mort normale seule, meurt victime du risque de guerre.

(15) Aux dispositions concernant les assurés non couverts contre le risque de guerre, il faudrait rattacher celles qui sont relatives aux assurés dont le contrat a été ramené à sa « valeur acquise », « suspendu » par application de l'art. 1^{er} du D. 20 nov. 1915 (V. n° 18). Ce sont les art. 11 et 12.

Indiquons simplement que les ayants droit de l'assuré décédé pendant la période de suspension de son contrat, reçoivent, d'après l'art. 12, la « valeur de rachat » de la police. Or, l'expression « valeur acquise » avait le sens de « valeur de réduction » dans le décret précité; du moins, les compagnies l'avaient généralement entendu ainsi; ce qui était normal,

clause stipulant la suspension de la police en cas de participation de l'assuré à une guerre (3) ⁽¹⁶⁾. Ces contrats font l'objet des art. 1 à 4 de la loi.

L'art. 1^{er} fixe ainsi la durée de la suspension :

1° La suspension court « de la date de la mobilisation générale, ou, si l'assuré n'a été incorporé que postérieurement à cette date, à partir du jour de son incorporation ».

La jurisprudence a eu plusieurs fois l'occasion d'appliquer cette disposition ⁽¹⁷⁾.

2° La suspension cesse « trois mois à compter du jour de la cessation des hostilités, sous réserve de l'application de l'art. 3 » et « sauf convention contraire plus favorable à l'assuré » ⁽¹⁸⁾.

Comparons ces dispositions avec celles des polices en vigueur au moment de la dernière guerre :

1° Ces dernières fixaient le point de départ de la suspension au jour de « l'entrée en campagne » de l'assuré. Cette expression équivoque avait généralement été inter-

puisqu'en temps de paix, le contrat de l'assuré qui cesse de payer ses primes (après trois ans) est réduit et non racheté.

D'après l'art. 11, les primes correspondant à la période de suspension sont « réduites de la portion de ces primes afférente au risque de décès non assuré pendant ladite période de suspension », comme pour les contrats suspendus en vertu de clauses de la police. Seulement ici, le risque porte sur la différence entre le capital plein et la valeur de rachat (V. *infra*, n° 90, Avis min. 10 nov. 1919, § 6).

(16) Peu importe que l'assuré soit, par ailleurs, couvert contre le risque de guerre dans le système mutuel.

(17) Alger, 17 déc. 1919, et, sur pourvoi. Req., 15 févr. 1921, *Le Maire c. Le Soleil*; Civ., 4 juil. 1921, *Bonjour c. Le Phénix*; Civ., 15 nov. 1922, deux espèces: *Jolibois c. La France* et *Le Phénix c. Carcassonne*, affaires précitées.

Si la police stipulait la résiliation au cas d'entrée en campagne de l'assuré, cette stipulation cesserait d'avoir tout effet utile en vertu de l'art. 1^{er}, la suspension devant être prononcée (Trib. civ. Seine, 12 mars 1924, *Bonnefoy c. La Mutuelle-vie*) (V. n° 50).

(18) Pour la guerre mondiale, la date de la cessation des hostilités a été fixée au 24 octobre 1919 (L. 23 oct. 1919).

prétée dans le sens de « mobilisation ». En confirmant cette interprétation, la loi de 1919 met heureusement fin aux controverses que nous avons rapportées (V. n° 20) ⁽¹⁹⁾.

(19) Le point de départ de la suspension se trouve donc nettement fixé par la loi de 1919, car la mobilisation est un fait précis, en général, et facile à prouver. Naturellement, c'est aux juges du fond qu'il appartient de constater si un assuré a été mobilisé ou non, en usant de leur pouvoir souverain pour apprécier les documents et circonstances de la cause. Ils peuvent, notamment s'aider de l'état signalétique relevant les services militaires de l'assuré et en utiliser les renseignements sans qu'on puisse leur reprocher leur incompétence pour interpréter un acte administratif émanant de l'autorité militaire (Req., 17 janv. 1921, *La France c. De Fraisse*).

Signalons, d'après M. Wahl (t. I, 1918, n° 34 et s.) que doivent être considérés comme mobilisés :

Les hommes mobilisés à tort, car la mobilisation, du point de vue du droit privé tout au moins, est un fait ; les militaires de carrière, même si leurs fonctions sont restées étrangères à la guerre, tels que les gendarmes, les soldats de la garde républicaine, les douaniers (il en est différemment des gardiens de la paix et des pompiers car ils relèvent du ministre de l'Intérieur) ; les militaires de l'intérieur, même s'ils sont affectés à un service qui n'est pas proprement militaire (fabrication de munitions, de draps pour la troupe) ou même à une industrie d'intérêt commun ; les hommes mobilisés dans les fonctions qu'ils occupaient, tels que les employés de chemins de fer mobilisés sur place ; les fonctionnaires civils (commissaires de police, etc.) qui, pendant la guerre, sont placés, sans perdre leur qualité, sous les ordres de l'autorité militaire.

Au contraire, ne doivent pas être réputés mobilisés :

Les particuliers prêtant leur concours à la défense sans être appelés au titre militaire (tels que les industriels et ouvriers utilisés pour la fabrication des munitions sans être appelés) ; les employés de chemins de fer restés dans leur emploi sans avoir été mobilisés, bien que les chemins de fer aient été mis pendant la guerre sous la direction de l'autorité militaire (mais il en serait autrement, avons-nous dit, si ces employés avaient été mobilisés dans leurs fonctions) ; le personnel du service du Trésor et des postes aux armées, car il est placé sous les ordres du ministre des Finances, en ce qui concerne le personnel ; le personnel des sociétés d'assistance employé à l'arrière des armées ou dans les hôpitaux de l'intérieur (infirmières, etc.), car il n'a aucune fonction militaire et n'est pas sous les ordres de l'autorité militaire ; les aumôniers militaires, car ils ne sont pas non plus sous les ordres de l'autorité militaire. Ne doivent pas non plus être réputés mobilisés : les hommes qui ont obtenu un sursis d'appel pour cause de maladie ou pour conserver une fonction ; les fonctionnaires non mobilisés immédiatement (L. 21 mars 1905, art. 42 : tableaux A, B, C) ; les soldats qui ne se sont pas encore mis en route, tels que les insoumis.

A quel moment précis un soldat appelé est-il mobilisé ? A l'instant où il se met en route pour rejoindre son corps, d'après M. Wahl, car « dès le moment où le soldat obéit à la convocation, il accomplit le premier acte de discipline qui lui incombe ». Sur ce point, il faut peut-être admettre une nuance entre la « mobilisation » et « l'incorporation ». Ce dernier terme qui figure dans l'art. 1^{er} de la loi de 1919 permettrait, croyons-nous, de ne considérer l'assurance comme suspendue qu'à l'arrivée du soldat à son corps.

2° D'après les clauses des polices, la suspension devait durer jusqu'à l'expiration d'un délai de trois, cinq et, pour la plupart des compagnies, de huit mois, après la cessation des hostilités. Un accord entre le Ministre du Travail et les entreprises avait réduit ce délai à trois mois; c'est également celui qu'adopte la loi de 1919, mais comme délai maximum.

40. — Il résulte de l'art. 3 que le contrat suspendu peut être remis en vigueur suivant l'un des trois modes suivants :

1° Remise en vigueur « de plein droit » (al. 1°). — Si l'assuré est vivant à l'expiration de la période de suspension de son contrat, c'est-à-dire trois mois après la cessation définitive des hostilités, ou au délai fixé par sa police, si celui-ci est inférieur à trois mois, « l'assurance rentre en vigueur de plein droit, sans examen médical ». En réalité, il n'y a pas remise en vigueur « de plein droit », car l'art. 7 (applicable sauf controverse) pose certaines conditions à l'assuré qui veut faire revivre sa police.

2° Remise en vigueur sans visite médicale, avant la cessation des hostilités (al. 2). — « Pour les assurés en cas de décès démobilisés avant la fin des hostilités par application d'une mesure générale ou individuelle, l'assurance reprendra son cours, sauf stipulation du contrat plus favorable à l'assuré, trois mois après l'envoi d'une lettre recommandée, par laquelle l'assuré préviendra l'entreprise d'assurances de sa démobilisation » (20).

3° Remise en vigueur immédiate, après examen médical (al. 3). — « Tout assuré démobilisé pourra obtenir

(20) V. pour l'application rétroactive de cette disposition: Civ., 4 juil. 1921, *Bonjour c. Le Phénix* (v. n° 49).

la remise en vigueur de son contrat immédiatement après sa démobilisation, en produisant une attestation de bonne santé délivrée par un médecin agréé de l'assureur ».

Comparons ces dispositions avec celles des polices. D'après la clause habituelle de suspension, la remise en vigueur avait lieu « de plein droit », c'est-à-dire simplement, sans visite médicale, à l'expiration d'un délai de huit mois (réduit à trois mois par les compagnies) après la cessation définitive des hostilités. De plus, l'assuré « rentré dans ses foyers » pouvait, après s'être soumis à un examen médical, remettre en vigueur son contrat « sans attendre l'expiration dudit délai de huit mois ». Il semble, d'après cette clause, que l'assuré ne pouvait faire revivre sa police avant la cessation définitive des hostilités. Il n'en est pas de même avec la loi de 1919 (art. 3, al. 2 et 3).

D'autre part, la remise en vigueur était, dans tous les cas, subordonnée au paiement effectif et intégral des primes échues avec intérêts de retard. Nous verrons, au contraire, que des facilités sont accordées à l'assuré pour le paiement des primes échues (art. 7) et qu'enfin celles-ci ne sont plus dues intégralement (art. 4) ⁽²¹⁾.

41. — L'assuré qui veut remettre en vigueur son contrat suivant l'un des deux derniers modes prévus à l'art. 3 (al. 2 et 3) doit être « démobilisé » ⁽²²⁾. La démobilisation

(21) Il résulte même de la combinaison des art. 3 (al. 2 et 3) et 7, qu'un assuré peut remettre son contrat en vigueur avant la cessation des hostilités, avant d'avoir pris aucun engagement relatif à ses primes arriérées (V. Germain, M. A., 1919, p. 511).

(22) Il faut considérer comme démobilisé, d'après M. Wahl (*loc. cit.*) : le soldat mis en réforme; le militaire détaché dans une usine et mis en sursis d'appel en vertu de l'art. 6 de la loi du 17 août 1915 (loi Dalbiez), bien que cette solution de droit soit contraire aux faits, l'homme ainsi détaché restant soumis à l'autorité militaire. D'après ce même auteur, le parlementaire qui a quitté le service mili-

est en général un fait facile à constater. Cependant, une difficulté s'est élevée dans un cas spécial.

Il s'agissait d'un député assuré sur la vie, dont la police portait la clause habituelle de suspension en cas d'entrée en campagne. Ce parlementaire, mobilisé au début de la guerre, était décédé à Paris (de grippe infectieuse, en novembre 1918), un an après avoir repris sa place au Parlement.

Le tribunal civil de la Seine admit que les membres mobilisés du Parlement avaient pu, après avoir satisfait à leurs obligations militaires, opter définitivement pour leurs obligations parlementaires ; qu'ainsi, l'assuré avait pu se trouver démobilisé au moment de son décès et placé dans les conditions requises par les dispositions de la loi de 1919 (art. 3, al. 2) sur la remise en vigueur des contrats suspendus ⁽²³⁾.

Mais cette thèse fut repoussée par la Cour de Paris qui refusa de reconnaître qu'un parlementaire pût se démobiliser par un acte de sa seule volonté, et déclara les dispositions visées inapplicables dans l'espèce ⁽²⁴⁾.

Cette dernière opinion nous semble préférable. Notons qu'actuellement encore, la situation militaire, en temps de

taire pour se consacrer à son mandat n'est plus mobilisé ; mais cette opinion est discutable (*V. infra*).

Au contraire, sont encore mobilisés : le militaire détaché temporairement dans une usine sans avoir été mis en sursis d'appel ; le prisonnier, l'évadé ; le soldat renvoyé dans ses foyers jusqu'à une convocation nouvelle ; le blessé ou le malade soigné dans un hôpital, le soldat convalescent.

(23) Trib. civ. Seine, 3 nov. 1922, Ceccaldi c. *Le Phénix* ; concl. subst. conf., *Rec. Gaz. Pal.*, 1923. 1. 86. A vrai dire, pour la remise en vigueur, il fallait, aux termes de la loi de 1919 (art. 3, al. 2), l'envoi d'une lettre recommandée à la compagnie ; mais le jugement dispensait l'assuré de cette formalité, celui-ci étant décédé avant la promulgation de la loi (V. n° 49).

(24) « Les membres du Parlement sont astreints en temps de guerre, comme les autres citoyens, à la même loi militaire ; si, en vue de faciliter l'accomplissement de leur mandat, des congés leur étaient accordés, cette mesure révoquant et essentiellement temporaire, implique par elle-même qu'ils restaient mobilisés, à la disposition de l'autorité militaire » (Paris, 5 avril 1924, même affaire ; concl. av. gén. conf., R. P. A. 1924, 89).

guerre, des parlementaires, n'est définie expressément par aucun texte législatif ⁽²⁵⁾.

42. — Aux termes de l'art. 2. al. 1^o : « Si l'assuré décède au cours de la période de suspension de son assurance..., la société d'assurance remboursera aux ayants droit de l'assuré le montant de la réserve mathématique du contrat, calculée, conformément aux prescriptions légales ⁽²⁶⁾, au jour de la suspension de l'assurance, plus les intérêts de cette réserve jusqu'à la date du remboursement » ⁽²⁷⁾.

Cette disposition est un peu plus avantageuse pour l'assuré que celle qui était contenue habituellement dans les polices : celles-ci stipulaient le remboursement de la réserve au jour de la suspension, accrue de ses intérêts jusqu'au jour du décès, mais non jusqu'à la date de remboursement.

Le régime ainsi institué par la loi de 1919 n'est autre que celui que nous avons étudié pour un contrat theori-

(25) Les lois de recrutement (L. 21 mars 1905, art. 42; L. 1^{er} avr. 1923, art. 52; L. 31 mars 1928, art. 52) disposent qu'au cas de mobilisation, nul ne peut se prévaloir de la fonction ou de l'emploi qu'il occupe pour se soustraire aux obligations de la classe à laquelle il appartient. D'après la plupart des auteurs, de telles dispositions s'appliquent certainement, dans leur généralité, aux parlementaires; par conséquent, ceux-ci doivent être considérés comme soumis aux mêmes obligations militaires que les autres citoyens (Duguit, *Tr. de Dr. const.*, t. IV, 2^e éd., 1924, p. 230; Esmein, *Elém. de Dr. const.*, t. II, 8^e éd., 1928, p. 430; Hauriou, *Précis de Dr. const.*, 2^e éd., 1929, p. 532). D'autres auteurs, au contraire, soutiennent qu'une loi militaire ne saurait régler implicitement le sort des autorités constitutionnelles dans l'état de guerre, et que, par suite, la question des obligations militaires des parlementaires, en temps de guerre, demeure sans solution législative (Barthélemy et Duez, *Tr. de Dr. const.*, 2^e éd., 1933).

Sur la pratique suivie pendant la guerre de 1914-1919, voy. Pierre, *Traité de Dr. pol., élect. et parlam.*, Supplément, 5^e éd., Paris, 1924, n^o 342.

(26) Plus exactement : calculée au moyen du tarif qui a servi de base au calcul des primes.

(27) V. Trib. civ. Seine, 13 nov. 1923, Devé et autres c. Ass. gén. de Trieste; Paris, 5 avril 1924, *Le Phénix* c. Ceccaldi.

que (V. n° 34, troisième cas) lorsque l'assureur et l'assuré se mettent d'accord pour « suspendre » d'une part le paiement des primes, et d'autre part la couverture du risque, à partir d'une certaine date.

Nous avons vu, sur un contrat théorique, que si, cependant, l'assuré avait continué à payer ses primes après la suspension, celles-ci devaient, à son décès, être remboursées avec intérêts. La loi de 1919 prescrit le remboursement de ces primes, mais sans intérêts (art. 2, al. 3) ⁽²⁸⁾.

43. — Nous avons vu également que les primes afférentes à la période de suspension n'étaient pas les primes intégrales du contrat, mais seulement les primes d'épargne, ou, si l'on veut, les primes du contrat diminuées des primes de risque.

Or l'art. 4 pose bien le principe que « les primes des contrats d'assurance en cas de décès correspondant à la période pendant laquelle ces contrats sont suspendus... seront réduites de la portion de ces primes afférente au risque de décès non assuré », mais il n'indique pas comment doit être effectuée cette « réduction » de primes ⁽²⁹⁾.

En l'absence de dispositions dans la loi sur ce point, il semble naturel de recourir à l'art. 3 du décret de 1919 qui définit ainsi « la partie (de la prime) spécialement afférente à la couverture du risque de décès » : « cette partie est égale à la prime unique d'inventaire de l'assurance

(28) « Nous avons cru devoir exonérer les entreprises des intérêts de ces primes à titre de compensation pour les frais qu'elles ont eu à supporter pour en effectuer l'encaissement » (Rapp. suppl. Giordan, annexe n° 5382, p. 2052).

Il peut aussi arriver que l'assuré n'ait pas acquitté toutes les primes échues sur son contrat au jour de la suspension de son contrat, au jour de la suspension de ce contrat. Ce cas est prévu par l'art. 3, al. 2.

(29) Notons en passant que la règle de l'indivisibilité de la prime se trouve encore écartée par cette disposition.

temporaire, pendant la même période, d'un capital égal à l'excès du capital assuré aux termes du contrat sur la réserve mathématique existant au début de ladite période » (30).

En définitive, on voit que l'assuré qui remet son contrat en vigueur, verse les primes ordinaires du contrat échues pendant la période de suspension, diminuées du prix du risque calculée à la prime d'inventaire. Il verse donc les chargements ordinaires, celui de gestion, toutefois, n'étant calculé que sur la réserve et non sur le capital assuré. D'autre part, au décès de l'assuré, la compagnie verse la réserve intégrale, alors que, pour éviter complètement toute perte du fait de la surmortalité de guerre, elle devrait retenir des frais de gestion et surtout les frais d'acquisition non amortis.

44. — II. CONTRATS GARANTISSANT LE RISQUE DE MORT NORMALE SEULE. — Les dispositions de la loi que nous venons d'étudier sont relatives aux contrats suspendus. L'art. 5 concerne l'assuré qui, d'après les clauses de sa police, demeure couvert contre le risque de mort normale seulement (31). D'après cet article, si un tel assuré « décède d'un fait de guerre, l'entreprise remboursera aux ayants droit la réserve mathématique du contrat, calculée au jour du décès... Il sera tenu compte des intérêts jusqu'à la date du règlement ».

Or, nous avons dit que la somme disponible sur un con-

(30) Seulement, il faut remarquer que cette disposition a pour but de définir « la portion des primes... qui vient normalement en accroissement de la réserve mathématique pour une période déterminée » (V. n° 45). Cependant, son application semble ici légitime (Cf. avis min. 10 nov. 1919, § 4; *infra*, n° 90).

(31) V. Rapp. suppl. Giordan, annexe n° 5382, p. 2053. L'art. 5 prévoit le cas où des primes échues sont impayées.

trat n'est pas la réserve intégrale, mais cette réserve diminuée des frais d'acquisition non amortis. La surmortalité de guerre, sous le régime de la loi de 1919, fait donc subir à l'assureur une perte sur le chargement d'acquisition. Cette perte était, d'ailleurs, acceptée par l'assureur, dans les rares polices qui couvraient le risque de mort normale seulement.

En outre, les intérêts de la réserve sont dus, d'après la loi, jusqu'au jour du règlement, alors qu'ils ne l'étaient pas d'après les clauses des polices.

SECTION IV

RESILIATION DES CONTRATS

45. — Nous avons examiné l'hypothèse d'un contrat théorique à la prime pure sur lequel des primes sont impayées (V. n° 34). Nous avons vu que, pour chacun des trois cas que nous avons envisagés, on pouvait calculer la valeur d'un tel contrat, suivant deux procédés équivalents : soit en fonction de la réserve, à la même époque, d'un contrat sur lequel toutes les primes auraient été payées (première méthode), soit en fonction de la réserve calculée à la veille de la première prime impayée (deuxième méthode).

Si, maintenant, on considère un contrat réel à primes brutes, on peut calculer sa valeur de résiliation par l'une des méthodes précédentes, mais il est évident qu'à cause

des chargements, le résultat sera différent suivant la méthode employée (32).

Indiquons successivement comment doivent être calculées les valeurs de rachat et de réduction d'après la loi de 1919. Les dispositions à étudier sont les art. 9 et 10 de la loi complétés par les art. 3 et 4 du décret de 1919 (33).

1. — RACHAT. — Pour le rachat, il faut distinguer les contrats suspendus et les autres.

1° D'après l'art. 9, lorsqu'un contrat a été suspendu par la mobilisation de l'assuré, c'est « le montant de la valeur de rachat au dernier jour de la période correspondant à la dernière prime payée » qui devra être remboursée. En outre, « il sera tenu compte des intérêts jusqu'au jour de la résiliation ». C'est, en somme, l'application de la deuxième méthode à la valeur de rachat. Elle conduit à un résultat assez équitable.

2° L'art. 10 vise les « assurés, mobilisés ou non, restés couverts contre le risque de mort normale » (34). Il établit une distinction assez arbitraire entre les assurés mobilisés pendant un an au moins et les autres : en cas de résiliation, les premiers ont droit à la réserve ; les autres à la valeur de rachat seulement.

a) D'après l'art. 10, al. 2, « si l'assuré a été mobilisé pendant un an au moins, il recevra la réserve mathématique de son contrat à la veille de l'échéance de la première

(32) Dans un contrat où les primes cessent d'être payées, le risque continuant d'être couvert, il est bien certain que la première méthode appliquée à la valeur de rachat calculée à l'époque de la résiliation sur un contrat normal, est celle qui donne le résultat le plus défavorable à l'assuré.

(33) Les art. 9 et 10 s'appliquent aux assurances « en cas de décès », c'est-à-dire, sans doute, non seulement aux assurances dans lequel le capital assuré est supérieur à la réserve, mais encore à celles prévoyant le versement d'une somme quelconque au décès de l'assuré.

(34) Tels sont les assurés dont le contrat n'a pas été suspendu (V. Avis min. 10 nov. 1919, § 1^{er}; *infra*, n° 90).

prime restée impayée, diminuée des primes ou fractions de primes arriérées exigibles en vertu de l'art. 8 ci-dessus, et augmentée de la partie de ces primes ou fractions de primes destinée à accroître la réserve mathématique ». En outre, « il sera tenu compte des intérêts jusqu'au jour de la résiliation » (al. 4) ⁽³⁵⁾. On retrouve dans ce texte la notion de prime d'épargne. Si les primes impayées étaient exigibles intégralement, ce mode de calcul reviendrait à appliquer la première méthode à la réserve d'un contrat ayant normalement continué, car celle-ci serait bien égale à la réserve de la police à la veille de l'échéance de la première prime impayée, augmentée de la partie de ces primes qui viendrait normalement l'accroître.

Cependant, l'art. 3, al. 1^{er}, du décret de 1919, précise que « la portion des primes d'assurances en cas de décès qui vient normalement en accroissement de la réserve mathématique pour une période déterminée, s'obtient en retranchant des primes d'inventaire afférente à la couverture du risque de décès. Cette partie est égale à la prime unique d'inventaire de l'assurance temporaire, pendant la même période, d'un capital égal à l'excès du capital assuré aux termes du contrat sur la réserve mathématique existant au début de ladite période ».

Ce mode de calcul est acceptable. En théorie, toutefois, il faudrait, comme nous l'avons dit, substituer à la prime unique, une série de primes annuelles de risque ; d'autre part, cette prime étant calculée au tarif d'inventaire, les frais de gestion portent sur le capital-risque et non sur le capital assuré.

(35) Toutes les fois qu'il y a lieu de tenir compte de l'exigibilité stipulée à l'art. 8, le calcul de la réserve ou de la valeur de rachat se fait ainsi, que l'assuré résilie son contrat (art. 9 et 10), ou qu'il décède sans avoir droit au capital (art. 2, 5 et 12).

b) Les assurés qui n'ont pas été mobilisés pendant un an au moins ne reçoivent que la valeur de rachat. Le texte (L. art. 10, al. 3 et 4) est le même que pour les assurés mobilisés pendant un an au moins, sauf que la valeur de rachat est substituée à la réserve. En outre, le décret (art. 3, al. 2) précise que « la portion des primes d'assurances en cas de décès qui vient normalement en accroissement de la valeur de rachat, pour une période déterminée, dans les mêmes conditions, s'obtient en multipliant la portion afférente à l'accroissement de la réserve mathématique, définie à l'alinéa précédent, par le rapport de la valeur de rachat à la réserve mathématique correspondante au début de la période considérée. Si, à cette date, le contrat n'est pas encore rachetable, il est fait application de la valeur qui lui serait attribuée si la clause d'annulation pure et simple n'était pas stipulée ».

Ce mode de calcul conduit à une valeur de rachat trop faible. En effet, pour accroître la valeur de rachat, il faut une portion des primes plus forte que pour accroître la réserve, et non plus faible comme le prévoit le décret.

II. — RÉDUCTION. — Les dispositions concernant la réduction sont identiques pour les contrats suspendus et les autres. L'alinéa 5 des art. 9 et 10 porte en effet : « si l'assuré opte pour la réduction de son contrat, le capital garanti par la police réduite sera calculé sur la même base de la valeur nette du contrat ⁽³⁶⁾, déterminée comme il vient d'être dit... ».

En outre, aux termes de l'art. 4, al. 3 du décret de 1919 : « Le capital, ou la rente, garanti par la police réduite est égal au capital, ou à la rente, payable à la même échéance

(36) C'est-à-dire la somme accordée au comptant lorsque l'assuré abandonne son contrat, donc la réserve ou la valeur de rachat, suivant le cas.

et dans les mêmes conditions que le capital, ou la rente, primitivement stipulé au contrat, qu'assure la valeur nette déterminée comme il est dit ci-dessus, considérée comme une prime unique d'inventaire supposée versée à la veille de l'échéance de la première prime ou fraction de prime restée impayée ».

Il faudrait, en réalité, supposer la prime unique versée seulement au moment de la réduction. En outre, c'est la réserve qui devrait être considérée comme prime unique ; lorsque la « valeur nette » ne représente que la valeur de rachat, la valeur de réduction ainsi calculée est trop faible.

SECTION V

REGLEMENT DES PRIMES ARRIEREES

46. — Le règlement des primes arriérées fait l'objet de l'art. 7 de la loi, ainsi conçu :

« Tout assuré ayant été mobilisé ou non, qui aura bénéficié des délais moratoires et qui, dans un délai de deux mois à compter de l'envoi par l'assureur, après la cessation des hostilités, d'une lettre recommandée reproduisant le présent article, n'aura pas acquitté les primes arriérées augmentées de leurs intérêts et réduites, s'il y a lieu ⁽³⁷⁾, conformément à l'art. 4 ou à l'art. 11 de la présente loi, devra, dans le même délai, prendre l'engagement de les acquitter, en une ou plusieurs fois, à son gré, dans les deux années qui suivront la cessation des hostilités, ou

(37) Pour la signification de « s'il y a lieu », voy. avis min. 10 nov. 1919, § 7; *infra*, n° 90.

demander à l'entreprise soit une réduction du capital assuré, moyennant laquelle il sera libéré des primes échues, soit la répartition des primes dues sur toutes les primes restant à échoir, soit une prolongation de la période de paiement des primes. Dans le cas où l'arrangement intervenu entre l'assureur et l'assuré pour l'application de l'un ou l'autre de ces deux derniers modes de règlement ne recevrait pas, du fait de l'assuré, complète et entière exécution, la partie non acquittée des primes arriérées devra être réglée immédiatement par l'assuré, ou, au plus tard, dans le délai de deux années après la cessation des hostilités ⁽³⁸⁾.

« Au cas où la lettre recommandée prévue au paragraphe précédent resterait sans effet, l'assurance sera résiliée de plein droit à l'expiration du délai de deux mois spécifié ci-dessus ».

Cette disposition semble s'appliquer même aux contrats suspendus ⁽³⁹⁾.

L'arriéré est formé par les primes exigibles augmentées de leurs intérêts et « réduites », pour les contrats suspendus, conformément aux art. 4 et 11 de la loi ⁽⁴⁰⁾.

(38) V. avis min. 10 nov. 1919. § 9.

(39) En effet, la « réduction » des primes visée par l'art. 7, ne peut se rapporter qu'aux contrats suspendus. D'ailleurs, si l'on écartait cette disposition, il faudrait appliquer les conditions des polices sur la remise en vigueur, qui sont, nous l'avons vu, plus rigoureuses. Or, l'intention du législateur n'a pas été de traiter les assurés dont le contrat a été suspendu, moins bien que les autres. En fait, l'art. 7 a été appliqué aux contrats suspendus, V. Civ., 18 janv. 1928, *La Foncière c. Thaurin* ; Req., 6 nov. 1928, *Ass. gén. c. Dudon*. — Comp. avis min. 10 nov. 1919, §§ 3 et 4, *infra*, n° 90.

(40) Seuls les intérêts jusqu'à la date du paiement effectif ou de « l'arrangement » paraissent prévus par l'art. 7. Le taux est celui fixé par l'art. 17. Ces intérêts ajoutés aux primes exigibles forment l'arriéré proprement dit, c'est-à-dire la somme à verser par l'assuré qui se libère immédiatement, celle qui sert de base au calcul des transformations prévues par l'art. 7. Au contraire, la loi est muette sur les intérêts de retard de

Au lieu de l'acquitter effectivement, l'assuré peut profiter des modalités prévues par l'art. 7. Celles-ci sont fondées, en principe, sur l'exigibilité des primes arriérées ⁽⁴¹⁾. Le législateur a voulu accorder des facilités à l'assuré pour la libération de sa dette ; il n'a pas entendu lui permettre d'échapper à ses obligations. C'est même pour parer à ce danger et pour répondre à une objection formulée par les entreprises, qu'il a introduit une sanction à l'art. 7 (al. 1^{er}, *in fine*) ⁽⁴²⁾. Après avoir pris l'engagement de payer ses primes arriérées ou accepté de les régler conformément à l'art. 7, un assuré ne saurait donc invoquer le caractère facultatif de la prime pour éviter le paiement de sa dette ⁽⁴³⁾.

ce arriéré lui-même. Il semble qu'ils soient dus, car les travaux préparatoires montrent le souci du législateur de maintenir l'équilibre technique du contrat. Cependant, il a été décidé qu'aucun intérêt de retard n'était dû sur des primes dont le paiement pourra s'effectuer trente ans après l'échéance normale (V. Req., 6 nov. 1928, *Ass. gén. c. Dudon*).

(41) Il en est ainsi, même pour les contrats suspendus, ce qui entraîne une différence entre la résiliation et la remise en vigueur, quant aux chargements dus pendant la suspension.

(42) V. Rapp. supp. Giordan, annexe n° 5382, p. 2055.

Il ne faut pas confondre les deux sanctions prévues par l'art. 7 (al. 1 et 2) ; elles correspondent à deux situations distinctes (V. Civ., 18 janv. 1928, *La Foncière c. Thaurin*). La première vise l'assuré qui n'accepte pas de régler ses primes arriérées suivant l'un des modes prévus par l'art. 7 ; son contrat se trouve résilié après envoi d'une lettre recommandée, dans les conditions fixées par l'art. 7 ; mais il n'en reste pas moins débiteur de l'arriéré en vertu de l'art. 8 (Trib. civ. Marseille, 15 janv. 1921, *Le Gresham c. Biginelli*).

(43) L'engagement de payer les primes arriérées souscrit en conformité de l'art. 7, par un assuré qui veut remettre en vigueur son contrat suspendu, est une promesse de paiement à terme, mais sans réserves, dont le promettant n'est pas libre de se dégager par sa seule volonté ; le paiement des primes arriérées afférentes à la période antérieure à la reprise de l'assurance devient obligatoire après cette reprise (Civ., 18 janv. 1928, *La Foncière c. Thaurin*). — Au cas où un assuré, souscripteur d'un contrat mixte suspendu par la mobilisation, ayant opté pour la prolongation de la période de paiement des primes prévue par l'art. 7 et se trouvant ainsi débiteur de primes après le versement du capital par l'assureur, ne paierait pas les primes réclamées, il appartiendrait à l'assureur de l'y contraindre par toutes voies de droit (Req., 6 nov. 1928, *Ass. gén. c. Dudon*).

Toutefois, le législateur a involontairement fait échec au principe de l'exigibilité des primes arriérées pour l'une des options prévues par l'art. 7. En effet, cet article stipule que l'assuré peut demander à l'entreprise une « réduction du capital assuré moyennant laquelle il sera libéré des primes échues », Grâce à cette disposition, il est facile de voir que l'abandon du contrat après réduction peut, dans certains cas, permettre à l'assuré d'éviter le paiement total de l'arriéré.

47. — Les moyens suivants sont mis à la disposition de l'assuré pour se libérer : engagement d'acquitter les primes arriérées dans les deux années qui suivent la cessation des hostilités ; « réduction » du capital assuré ; répartition des primes dues sur toutes les primes restant à échoir ; enfin, prolongation de la période de paiement des primes.

Mais l'art. 7 n'est pas limitatif, il laisse place à tous accords entre l'assureur et l'assuré (44).

Les options désignées à l'art. 7, sont-elles applicables à toutes les assurances ? D'une part, le texte de l'art. 7 ne porte aucune restriction concernant ces options, mais, d'autre part, il résulte des travaux préparatoires et d'un avis exprimé par le ministre du Travail, qu'elles ne sauraient s'appliquer dans tous les cas (45). Ainsi, la prolongation de la période de paiement des primes ne peut s'effectuer que sur un contrat dans lequel la durée de versement des primes est inférieure à celle du contrat, tel qu'une

(44) Rapp. Chastenet, Sénat, 29 juin 1919, annexe 270, p. 532. Les compagnies auraient voulu faire convertir la dette de l'assuré en un prêt sur police. — En dehors des modalités expressément désignées par l'art. 7, les assurés ont assez fréquemment demandé à se libérer, au moyen d'une prorogation d'échéance, procédé qui servit plus tard de base à une nouvelle forme d'assurance du risque de guerre.

(45) Avis min., 10 nov. 1919, § 8; *infra*, n° 90.

assurance vie entière à primes temporaires, car ce serait dénaturer le contrat d'assurance que de stipuler le paiement des primes après le versement du capital. Cependant, la Cour de cassation a admis, en présence des termes généraux de l'art 7, qu'il n'y avait pas lieu de faire de distinction entre les diverses assurances pour l'application des modalités fixées par l'art. 7 ⁽⁴⁶⁾.

Est-ce à l'assuré de choisir le mode de règlement ? Cette question, évidemment liée à la précédente, s'en distingue. Les termes de l'art. 7 semblent montrer, du moins pour les trois transformations expressément prévues par l'art. 7 ⁽⁴⁷⁾, la nécessité d'une « demande » de l'assuré à l'entreprise et d'un « arrangement » entre eux ; en outre, nous venons de dire que, normalement, les modalités fixées par l'art. 7 ne sont pas applicables à toutes les assurances. En revanche, les travaux préparatoires indiquent qu'on a voulu réserver à l'assuré le choix entre les modes de libération. C'est dans ce dernier sens que s'est prononcée la jurisprudence ⁽⁴⁸⁾.

Comment doivent se calculer les transformations pré-

(46) Il a été décidé que la prolongation de la période de paiement des primes prévue par l'art. 7, s'appliquait à l'assurance mixte comme à toute autre assurance, sans qu'on puisse objecter qu'il est de l'essence même du contrat d'assurance que l'assureur ne paie le capital que lorsqu'il a perçu l'intégralité des primes (Req., 6 nov. 1928, *Ass. gén. c. Dudon*). Il résulte de cet arrêt les conséquences bizarres suivantes : si l'assuré est vivant à l'échéance primitivement fixée, il touchera immédiatement le capital stipulé mais devra payer les primes pendant quatre ans encore ; si, au contraire, il décède auparavant, ses ayants droit toucheront le capital mais devront payer des primes pendant les quatre années suivantes.

(47) Quant à l'engagement de payer les primes prévu par l'art. 7, il a été décidé, à propos d'un assuré désirant remettre en vigueur son contrat, qu'il entraînait la reprise immédiate des effets du contrat d'assurance sans qu'il soit besoin de l'adhésion de l'assureur, les conditions de la reprise se trouvant déterminées pour cette hypothèse, d'une manière impérative, par la loi même (Civ., 18 janv. 1928, *La Foncière c. Thaurin*).

(48) Req., 6 nov. 1928, *Ass. gén. c. Dudon*.

vues par l'art. 7 ? Ni la loi, ni le décret ne répondent à cette question. Cependant, l'art. 7 reposant sur l'exigibilité des primes arriérées, on peut dire que l'assuré est débiteur, à la date du règlement, de l'arriéré, et que le problème consiste à « transformer » suivant les principes actuariels ou financiers, cette dette, en une combinaison équivalente à un paiement effectif. Seulement, il est difficile de dire si cette transformation doit s'effectuer par la méthode viagère ou par la méthode financière ⁽⁴⁹⁾. En fait, c'est surtout le système financier qui a été appliqué.

Signalons qu'ici encore, pour le calcul des options de l'art. 7, la Cour de cassation a donné de cette disposition, une interprétation qui écarte les règles habituelles de l'assurance-vie ⁽⁵⁰⁾.

(49) Voy. avis min., 10 nov. 1919, § 8 (*infra*, n° 90). — Dans le système viager appliqué à la répartition des primes dues sur toutes les primes restant à échoir et à la prolongation de la période de paiement des primes, la dette est éteinte au décès de l'assuré. Au contraire, dans le système financier, les ayants droit de l'assuré décédé prématurément peuvent avoir à payer un reliquat. Le premier système est défavorable à l'entreprise si la mortalité des assurés dépasse les prévisions; cette éventualité est à craindre pour les modalités expressément prévues par l'art. 7, puisque l'assuré peut en bénéficier sans avoir à passer de visite médicale. Les compagnies n'ont donc pas eu tendance à favoriser la méthode viagère. — Au contraire, l'application des méthodes viagère et financière à la « réduction » du capital, aboutit à des conséquences opposées aux précédentes. — Pour le calcul des transformations et la résiliation du contrat après transformation, voy. Germain, M. A. 1920, p. 89.

Indiquons que pour le mutilé de la guerre, il faut tenir compte notamment de la disposition de faveur prévue à l'art. 13 (al. 2) aux termes de laquelle « le capital du nouveau contrat sera déterminé en tenant compte tant de l'intégralité de la réserve mathématique du contrat primitif que du montant à payer dorénavant par l'assuré ».

(50) Il a été décidé que la transformation d'un contrat par prolongation de la période de paiement des primes, ne donnait pas lieu à une augmentation de la prime ancienne, le législateur ayant simplement voulu accorder à l'assuré un délai supplémentaire pour remplir ses obligations (Req., 6 nov. 1928, *Ass. gén. c. Dudon*).

SECTION VI

EFFETS DES CONTRATS EN CAS DE VIE

48. — Dans les assurances en cas de vie, au rebours de ce qui a lieu dans les assurances en cas de décès, la surmortalité de guerre diminue les engagements de l'assureur ; elle est donc pour lui une source de profit. C'est ce résultat que le législateur a voulu éviter ⁽⁵¹⁾.

Pour y parvenir, on pourrait théoriquement employer des procédés analogues à ceux qui permettent à l'assureur d'éviter que la mortalité de guerre ne lui cause une perte ⁽⁵²⁾.

Ainsi, on pourrait adopter un régime analogue à celui des contrats en cas de décès garantissant le risque de mort normale seulement. Autrement dit, on stipulerait que si le décès provient d'une cause indépendante de la guerre, la compagnie paiera le capital assuré au décès (capital inférieur à la réserve, puisqu'il s'agit d'un contrat en cas de vie) et que si, au contraire, le décès est dû à un fait de guerre, elle paiera la somme disponible sur le contrat, c'est-à-dire la réserve diminuée des frais d'acquisition non amortis. On serait ainsi conduit à appliquer aux contrats en cas de vie l'art. 5 qui, toutefois, stipule le remboursement intégral de la réserve, en cas de décès par fait de guerre. Seulement, ce régime serait peu pratique, car il

(51) Rapp. Giordan, annexe n° 2009, p. 873. Le rapporteur évalue à environ 300 mille, le nombre des assurés en cas de vie, dans l'ensemble des compagnies, au moment de la mobilisation.

(52) Théoriquement, les contrats en cas de vie pourraient contenir des clauses tendant à écarter l'anti-risque de survie produit par la guerre ; mais ni avant la loi de 1919, ni depuis, ces clauses n'ont existé.

est souvent difficile de savoir si un décès est dû à un fait de guerre ou à un fait normal.

On pourrait également « suspendre » temporairement le contrat pendant la guerre, le décès survenant pendant la période de suspension, donnant lieu, quelle qu'en soit la cause, au remboursement de la réserve. On serait amené à adapter aux contrats en cas de vie, les art. 1^{er} à 4 relatifs aux contrats en cas de décès suspendus, les primes afférentes à la période de suspension n'étant plus « réduites » mais augmentées du prix du risque. Mais, ce régime ne serait guère acceptable non plus, car l'assuré survivant aurait peine à comprendre que pour remettre son contrat en vigueur, il doit verser, outre les primes échues pendant la suspension, les primes de risque (V. n° 36). Même si tous les assurés en cas de vie mobilisés continuaient à payer leurs primes pendant la période de suspension, l'assureur ne pourrait verser, en cas de décès ou de résiliation, la réserve calculée sur un contrat normal, il ne pourrait remettre en vigueur les contrats des survivants, que s'il recevait en outre les primes de risque correspondant à tous les contrats. Si donc, on veut que les assurés remettant en vigueur leur contrat n'aient pas à payer plus que les primes échues pendant la suspension, il faut stipuler que les primes de risque qui devraient être acquittées par eux, seront retenues sur le total des réserves à payer aux ayants droit des décédés. En définitive, la somme à répartir entre les ayants droit des assurés mobilisés décédés ne sera pas le total des réserves correspondantes calculées comme si les contrats avaient normalement continué ΣV , mais $\Sigma V - \Sigma \pi_r$ en désignant par $\Sigma \pi_r$ le total des primes de risque afférentes aux contrats de

tous les assurés en cas de vie mobilisés. Le taux de répartition sera :

$$(1) \quad k = \frac{\Sigma V - \Sigma \pi_r}{\Sigma V}$$

Les ayants droit de l'assuré décédé ne recevront pas la réserve V (mais la somme kV , diminuée, bien entendu, des primes impayées.

Après ces considérations théoriques, examinons les dispositions théoriques de la loi relatives aux assurances en cas de vie. Il faut distinguer les entreprises privées d'assurance-vie, les Caisses nationales d'assurance en cas de décès et des retraites pour la vieillesse, les sociétés mutuelles à forme tontinière.

I. — ENTREPRISES D'ASSURANCE-VIE. — Le principe de la méthode à suivre, pour les entreprises d'assurance-vie, est fixé par l'art. 6 ; en outre, pour le champ d'application de cette disposition, il y a lieu de se reporter à l'art. 17 de la loi et à l'art. 1^{er} du décret de 1919 ; enfin, l'art. 2 du décret donne quelques règles de calcul.

Si l'on rapproche la solution prévue par l'art. 6 (al. 1 à 3) de celle que nous avons indiquée en dernier lieu, on voit que « le fonds spécial » formé par les réserves mathématiques des assurés en cas de vie mobilisés décédés, est ΣV , et qu'en outre, « la part des réserves mathématiques considérée... comme le résultat de la mortalité normale », part que l'assureur a le droit de prélever sur le fonds spécial avant de le répartir, doit être $\Sigma \pi_r$, avec cette particularité que le capital au décès est nul, le capital-risque étant la réserve elle-même.

Pour les assurances qui comprennent, à côté d'une assu-

rance en cas de vie proprement dite, une contre-assurance ou un capital réservé, le calcul se fait comme pour les assurances purement en cas de vie ; seulement, « la somme à rembourser par l'entreprise d'assurance ne pourra, en aucun cas, être inférieure au total des primes payées » (art. 6, al. 4). Il est vrai qu'en réalité, il est constitué, non un seul « fonds spécial », mais « deux masses séparées, l'une afférente aux assurances sans contre-assurance et l'autre aux assurances avec contre-assurance » (D. 1919, art. 2, al. 2).

Ces dispositions sont critiquables ⁽⁵³⁾. Il eut été plus rationnel d'envisager une solution d'ensemble pour toutes les assurances qui sont vraiment en cas de vie, c'est-à-dire celles dans lesquelles la réserve diminuée des frais d'acquisition non amortis est supérieure au capital stipulé au décès. Dans le système de la loi, d'ailleurs, ces frais ne peuvent être récupérés sur les contrats sinistrés. En outre, la fixation d'un minimum à rembourser dans les contrats avec contre-assurance est techniquement injustifiable. Enfin, la répartition effectuée selon l'art. 6 nécessite l'établissement de longues statistiques. Aussi, en fait, cette disposition n'a pas été appliquée.

On lui a substitué une méthode individuelle calquée sur celle adoptée par la loi pour les Caisses nationales et pour les associations tontinières ⁽⁵⁴⁾. On a remplacé le taux de répartition k par le coefficient k' donné par l'expression

(53) Les compagnies firent observer que les ayants droit dont il est parlé à l'art. 6 ne sauraient être, en ce qui concerne les contrats en cas de vie sans contre-assurance, « que des collatéraux, peut-être même des étrangers (usuriers ou mercantis) dont le souscripteur s'était refusé de son vivant à prendre les intérêts en compte » (V. Rapp. supp. Giordan, annexe n° 5382, p. 2054).

(54) V. *Exécution de l'art. 6...*, étude des actuaires du Comité-vie (déc. 1920), en annexe au procès-verbal des séances du Comité, n° 461. — Ce procédé aurait reçu l'approbation officielle du ministre du Travail (V. *ibid.*).

suivante :

$$(2) \quad k' = \frac{Q_2 - Q_1}{Q_2}$$

dans laquelle Q_1 est le taux de mortalité normale résultant de la table R. F.; Q_2 est le taux de mortalité de guerre des mobilisés tiré d'un tableau dressé par classes, par les soins du ministère de la Guerre (V. n° 62). Ces taux sont relatifs à la durée comprise entre la date de la mobilisation et la fin du troisième mois suivant la cessation des hostilités. Cette méthode, on le voit, est équivalente à la précédente si l'on suppose que les réserves des contrats sinistrés sont avec les réserves des contrats de tous les mobilisés dans un rapport égal au taux de mortalité Q_2 .

Parfois même, au lieu du coefficient ainsi calculé (k'), c'est le coefficient plus élevé (k''), prévu pour les Caisses nationales par l'art. 2 du décret du 22 août 1920, qui a été utilisé (V. *infra*).

II. — CAISSES NATIONALES. — Le législateur a estimé que le procédé collectif prévu pour les entreprises privées n'était pas applicable à la Caisse nationale d'assurance en cas de décès et à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, car ces organismes, surtout le deuxième où les versements sont facultatifs, ne sont pas en mesure d'effectuer le dénombrement de leurs assurés ⁽⁵⁵⁾.

Aussi, l'art. 14 de la loi pose-t-il le principe d'une méthode individuelle. Il résulte de cette disposition que la somme à rembourser aux ayants droit de l'assuré mobilisé décédé, s'obtient en multipliant la réserve par un coefficient (k'') qui logiquement, doit se déduire des taux de mortalité de guerre et normale, par une relation de la

(55) V. Rapp. supp. Giordan, annexe n° 5382.

forme (2). Un tableau des valeurs de ce coefficient par classes de recrutement est donné par l'art. 2 du décret du 22 août 1920 ⁽⁵⁶⁾.

III. — SOCIÉTÉS A FORME TONTINIÈRE. — Ces sociétés sont visées par les art. 15 et 16 de la loi et l'art. 5 du décret de 1919. L'art. 15 est relatif aux associations tontinières venant à expiration plus de trois mois après la cessation des hostilités ; l'art. 16 concerne les autres associations. La méthode est analogue à la précédente ⁽⁵⁷⁾.

SECTION VII

PORTEE DE LA LOI

49. — La loi du 22 juillet 1919 est rétroactive. Son article

(56) De la comparaison des coefficients calculés par classes, au moyen de l'expression (2) par les actuaires du Comité, et de ceux qui sont prévus pour les Caisses nationales, il résulte que ces derniers sont supérieurs aux premiers.

Voici, tel qu'il figure à l'art. 2 du décret du 22 août 1920, le tableau indiquant, pour les Caisses nationales, la quotité (k'') de la réserve mathématique à rembourser aux ayants-droit des déposants.

Classes	Quotités	Classes	Quotités	Classes	Quotités
1887 et antér.	0,56	1898.....	0,75	1909.....	0,91
1888.....	0,48	1899.....	0,79	1910.....	0,91
1889.....	0,01	1900.....	0,86	1911.....	0,91
1890.....	0,13	1901.....	0,87	1912.....	0,92
1891.....	0,21	1902.....	0,88	1913.....	0,92
1892.....	0,33	1903.....	0,89	1914.....	0,93
1893.....	0,52	1904.....	0,89	1915.....	0,93
1894.....	0,54	1905.....	0,89	1916.....	0,87
1895.....	0,57	1906.....	0,89	1917.....	0,84
1896.....	0,61	1907.....	0,89	1918.....	0,80
1897.....	0,69	1908.....	0,90	1919.....	0,37
				1920.....	0,33

(57) Signalons simplement qu'il est tenu compte des frais statutaires dans le calcul de la quote-part à rembourser au décès de l'adhérent tontinier mobilisé; au contraire, nous avons dit que l'art. 6 ne permet pas aux entreprises de retenir les frais d'acquisition non amortis au décès de l'assuré mobilisé.

18 porte qu'elle « produira ses effets à partir du 1^{er} août 1914, sauf en ce qui concerne les polices sinistrées qui ont reçu depuis cette date un règlement définitif, amiable ou judiciaire ». Cette rétroactivité a parfois joué pour l'application de l'art. 1^{er}, al. 1^{er}, fixant le point de départ de la suspension ⁽⁵⁸⁾ et celle de l'art. 3, al. 2, sur la remise en vigueur ⁽⁵⁹⁾.

La loi de 1919 s'appliquerait-elle à une guerre future ? La rédaction en termes généraux de certaines de ses dispositions montre que le législateur s'est soucié de régler, non seulement les situations créées par la guerre de 1914-1919, mais encore celles qui naîtraient d'un conflit futur ⁽⁶⁰⁾. Cependant, d'autres textes ne visent que des situations particulières à la guerre passée ⁽⁶¹⁾. Si donc, une guerre survenait, certaines dispositions de la loi pourraient recevoir effet, d'autres resteraient lettre morte. Mais la distinction entre les unes et les autres n'est pas toujours facile ; il n'est pas sûr, en outre, que les dispositions seules susceptibles de s'appliquer à l'avenir forment un ensemble bien cohérent. Il semble, en particulier, que les six premiers articles de la loi soient applicables dans l'avenir, bien que plusieurs de leurs dispositions aient été écrites

(58) V. les décisions citées au n° 39.

(59) Notons que pour l'application rétroactive de l'art. 3, al. 2, subordonnant la remise en vigueur à l'envoi d'une lettre recommandée, la jurisprudence a dû se montrer très libérale et même, refaire la loi, comme on a dit justement, l'assuré n'ayant pu accomplir une formalité qu'il ignorait forcément (V. Civ., 4 juil. 1921, *Bonjour c. Le Phénix*).

(60) L'art. 1^{er}, par exemple, débute ainsi : « Lorsqu'un assuré... appelé à prendre part à une guerre contre une puissance étrangère... ».

(61) La formule de l'art. 11, par exemple, est la suivante : « Lorsque le contrat d'un assuré... a été suspendu par application de l'art. 1^{er} du décret du 20 novembre 1915... ».

en vue de situations créées par les décrets moratoires de la dernière guerre ⁽⁶²⁾.

Quels assurés peuvent se prévaloir de la loi ? La réponse est donnée par l'art. 18. A quelles guerres s'applique-t-elle ? Certains articles rédigés en termes généraux (notamment les articles 1^{er}, 3, 4, 5, 6) visent expressément le cas d'une « guerre contre une puissance étrangère ». Les cas de guerre civile et d'opérations coloniales semblent donc en dehors du champ d'application de la loi ⁽⁶³⁾.

50. — Les dispositions de la loi de 1919 sont-elles supplétives ou impératives ? Le législateur ne s'est pas formellement expliqué sur ce point, mais il ressort des circonstances qui l'ont amené à intervenir, du but qu'il a poursuivi, que la loi ne peut être qu'impérative. Ce caractère lui a d'ailleurs été reconnu par la jurisprudence ⁽⁶⁴⁾.

(62) Ainsi, l'art. 2, al. 2, prévoit l'hypothèse où des primes sont exigibles en vertu de l'art. 8; ce qui suppose, aux termes mêmes de cet art. 8, que l'assuré a bénéficié du décret du 10 août 1914 (art. 5).

(63) D'ailleurs les polices actuelles ne prévoient généralement la suspension de plein droit que pour le cas de guerre étrangère (V. n° 81). — Le point de savoir si une guerre est civile ou étrangère est une pure question de fait.

(64) La loi du 22 juillet 1919 détermine impérativement les conditions auxquelles les assurances sont suspendues et auxquelles elles sont remises en vigueur (Civ., 4 juil. 1921, *Bonjour c. Le Phénix*). — Elle est impérative et d'ordre public; non seulement elle supplée au silence des polices, mais aussi elle prive de tout effet utile les clauses de celles-ci qui seraient contraires à ses prescriptions (Trib. civ. Seine, 12 mars 1924, *Bonnefoy c. La Mutuelle-vie*).

Cependant, certains tribunaux ne semblent pas avoir saisi le caractère impératif de la loi. Ainsi, la Cour de Chambéry (13 juil. 1921, *L'Union c. Chamiot*) qui d'ailleurs, s'était très justement appuyée sur la loi de 1919 (art. 1^o) pour prononcer la suspension de la police, a illogiquement déclaré que le seul bénéfice acquis aux ayants-droit de l'assuré décédé pendant la suspension, était celui qui résultait des dispositions de la police; ce sont les dispositions de la loi (art. 2) qui devaient s'appliquer. — De même, pour faire coïncider le point de départ de la suspension avec la mobilisation de l'assuré, la Cour d'Alger (17 déc. 1919, *Le Soleil c. Le Maire*) avait cru devoir non seulement s'appuyer sur la loi de 1919 (art. 1^o, al. 1), mais encore reprendre longuement les arguments de la jurisprudence antérieure à cette loi. Sur pourvoi, la Cour de Cassation (Req., 15 févr. 1921) n'a pas manqué de déclarer que ces arguments étaient surabondants et qu'il n'y avait pas lieu de s'y arrêter.

Cependant, le principe du caractère impératif de la loi de 1919 ne va pas sans exceptions. Si l'entreprise ne peut imposer à l'assuré des conditions plus sévères que celles fixées par la loi ⁽⁶⁵⁾, elle peut, sans doute, lui en consentir de meilleures. Les dispositions de la loi, en effet, ne paraissent s'appliquer qu'à défaut de convention contraire plus favorable à l'assuré, comme la loi le prévoit expressément pour certains cas (art. 1^{er}, al. 2 ; art. 3, al. 2). Mais, à ce sujet, on peut faire une double remarque :

Tout d'abord, il est parfois délicat de déterminer si la clause d'une police est plus favorable que les dispositions de la loi. Il arrive souvent que le caractère favorable ou non d'une clause dépend des circonstances ⁽⁶⁶⁾.

En outre, il est au moins une question capitale qui nous paraît réglée par la loi sans clause contraire possible, même insérée en faveur de l'assuré ; nous avons en vue le point de départ de la suspension. Le législateur l'a fixé de façon précise (art. 1^{er}, al. 1), moins pour protéger les seuls assurés, que pour mettre fin à une controverse préjudiciable aux assureurs et aux assurés ⁽⁶⁷⁾.

(65) Ainsi, on ne pourrait stipuler que la police sera résiliée en cas de participation de l'assuré à la guerre (Trib. civ. Seine, 12 mars 1924, Bonnefoy c. *La Mutuelle-vie*; *supra*, n° 39).

(66) Ainsi, la clause suivante : « La police sera suspendue... seulement à partir du jour où l'assuré sera appelé dans la zone des armées » sera plus favorable à l'assuré mobilisé à l'intérieur que les dispositions de la loi de 1919, s'il décède pendant la guerre; il en sera autrement, s'il survit. — On pourrait soutenir, il est vrai, que pour apprécier le caractère avantageux ou non d'une clause, il faut se placer au moment de la souscription du contrat, ou, si l'on veut, rechercher l'effet de cette clause sur l'ensemble même des assurés. Cette opinion nous semble même, plus raisonnable. Si on l'adopte, la clause précitée doit être déclarée plus favorable à l'assuré que la loi de 1919 (art. 1, al. 1).

(67) Aussi, la Cour de cassation n'a pas hésité à déclarer l'art 1, al. 1, applicable, malgré l'existence d'une clause de la police plus favorable à l'assuré (V. Civ., 15 nov. 1922, *Le Phénix* c. Carcassonne). D'après l'interprétation des juges du fond (fondée ou non, peu importe, puisque souveraine), cette clause fixait le point de départ de la suspension, au moment où l'assuré se trouvait dans un corps en présence de l'ennemi. L'ap-

51. — Il est à peine besoin d'insister sur le caractère exceptionnel de la loi de 1919, puisqu'elle est fondée sur l'exigibilité des primes arriérées, alors que dans le contrat d'assurance-vie ordinaire, le paiement des primes est essentiellement facultatif ⁽⁶⁸⁾.

Cependant, il est bon de noter que la jurisprudence a donné de cette loi une interprétation qui tend à accentuer encore ce caractère exceptionnel. Il résulte, en effet, d'un arrêt précité de la Cour de cassation que d'une part, des primes arriérées pourront être payées longtemps après l'échéance normale sans intérêts de retard, et que d'autre part, l'assureur pourra se trouver créancier de primes après avoir versé le capital ⁽⁶⁹⁾.

Nous croyons que cette interprétation qui écarte des principes fondamentaux en assurance-vie, ne s'imposait pas. La volonté du législateur, comme le montrent les travaux préparatoires, a été de respecter les principes de l'assurance-vie, sauf, bien entendu, en ce qui concerne la règle du paiement facultatif de la prime. Mais c'est juste-

plication de cette clause conduisait à déclarer l'assuré garanti par sa police, puisqu'il était demeuré loin de la zone menacée par l'ennemi. Celle de la loi de 1919, au contraire, était fâcheuse pour l'assuré, l'assurance se trouvant suspendue en vertu de l'art. 1, al. 1. Ce n'en est pas moins la disposition légale et non la clause contractuelle, que la Cour suprême a déclaré applicable en l'espèce. — La clause précitée qui place le point de départ de la suspension à l'entrée de l'assuré dans la zone des armées, nous paraît donc inopérante.

(68) La réglementation instituée à cause de la guerre est nécessairement inconciliable avec l'application de certains des principes ordinaires de l'assurance sur la vie; si le paiement des primes arriérées devient obligatoire, c'est parce qu'il ne s'agit plus, comme en matière ordinaire, où l'assuré sur la vie a la faculté de refuser la quittance, de primes payables d'avance, dont le non-paiement a pour corollaire la cessation de l'assurance (Civ., 18 janv. 1928, *La Foncière c. Thaurin*). — V. aussi Req., 6 nov. 1928, *Ass. gén. c. Dudon*.

Nous avons signalé des dérogations à la règle de l'indivisibilité de la prime (*supra*, n° 38 et 43), mais cette règle n'est nullement essentielle, comme le montre la loi du 13 juillet 1930.

(69) V. Req., 6 nov. 1928, *Ass. gén. c. Dudon*.

ment le souci de rétablir l'équilibre du contrat qui a contraint le législateur à abandonner cette règle.

52. — Nous concluons notre étude sur cette législation en disant que la loi de 1919 a eu le mérite d'envisager l'ensemble des difficultés nées de la dernière guerre. Cependant, il faut reconnaître qu'elle n'est pas toujours clairement rédigée, que des points importants ont été oubliés, que les solutions qu'elle a apportées ne sont pas toujours conformes à la technique de l'assurance, et que beaucoup d'entre elles sont préjudiciables soit à l'assureur, soit même à l'assuré.

Enfin, son application à l'avenir ne manquerait pas de soulever des difficultés sur le point de savoir quelles sont, parmi ses dispositions, celles qui devraient recevoir effet dans une guerre future. Aussi, croyons-nous qu'il serait bon de la refaire, en supprimant au besoin toutes les dispositions qui supposent l'existence d'un moratorium, et en ne conservant, après les modifications jugées nécessaires, que celles qui règlent les effets des contrats ne garantissant pas le risque de guerre, spécialement les contrats contenant une clause de suspension.

CHAPITRE VI

LE PROBLÈME DE L'ASSURANCE DU RISQUE DE GUERRE

53. — Ce problème comporte deux questions principales : le risque de guerre est-il assurable ? Dans l'affirmative, quel en est le coût ?

Avant de les examiner, nous rapporterons quelques données statistiques concernant les guerres modernes et surtout la guerre de 1914-1919.

Nous donnerons ensuite quelques renseignements sommaires tirés de l'expérience même des compagnies.

Puis, nous rechercherons le taux de surprime correspondant à la mortalité française dans la dernière guerre.

Enfin, nous aborderons l'étude des deux questions annoncées plus haut.

SECTION I

STATISTIQUES RELATIVES AUX GUERRES

§ 1. — GUERRES ANTÉRIEURES A 1914 ⁽¹⁾.

54. — De 1600 à 1914, la France a connu 148 années de

(1) V. : Leroy-Beaulieu, *Les guerres contemporaines* (1853-1866), *Recherches statistiques sur les pertes d'hommes et de capitaux*, Paris (1868). — Chenu (Dr), *Rapport au Conseil de santé des armées sur les résultats du service médico-chirurgical aux ambulances de Crimée et aux hôpitaux*

guerre (civile ou étrangère) et 166 années de paix. D'après M. Bodart (2), ces chiffres se répartissent ainsi :

Périodes	Années de guerre	Années de paix
xvii ^e siècle	64	36
xviii ^e siècle	52	48
xix ^e siècle	32	68
1900 à 1914	»	14
	148	166

Si l'on tient compte des guerres coloniales, le total des années de guerre l'emporte même sur celui des années de paix. La période la plus pacifique a duré 43 années, car de 1871 à 1914, il n'y eut que des expéditions lointaines ou des luttes coloniales.

De 1614 à 1914 la France a soutenu plus de guerres que toute autre puissance. Elle a pris part aux deux tiers des batailles importantes qui eurent lieu pendant cette pé-

militaires français en Turquie pendant la campagne d'Orient en 1854-1855-1856, Paris, 1865. — Id., Statistique médico-chirurgicale de la campagne d'Italie en 1859 et 1860, Paris, 1869. — Id., Rapport au Conseil de la Société française de secours aux blessés des armées de terre et de mer sur le service médico-chirurgical des ambulances et des hôpitaux pendant la guerre de 1870-1871, Paris, 1874. — Lagneau (Dr), Conséquences démographiques qu'ont eues pour la France les guerres depuis un siècle, Paris, 1892. — Id., De la mortalité due aux guerres depuis un siècle, Annales d'hygiène publique et de médecine légale, Paris, 1894. — Dumas, L'assurance du risque de guerre, Bulletin de l'Association des actuaires suisses, Berne, 1911; ouvrage contenant de précieuses statistiques et une importante bibliographie. — Bodart, Losses of life in modern wars (Austria-Hungary, France), Oxford, 1916. — Dumas and Petersen, Losses of life caused by war, Oxford, 1923 (Part I : Up to 1913).

En ce qui concerne la guerre et les épidémies dans l'armée et la population civile, voy. : Guilhaumon, *La guerre et les épidémies*, Paris (1868). — Laveran, *Traité des maladies et épidémies des armées*, Paris, 1875. — Vacher, *L'épidémie de variole en 1870-1871*, *Gazette médicale de Paris*, 1876. — Prinzing, *Epidemics resulting from wars*, Oxford, 1916; ouvrage contenant une abondante bibliographie.

(2) Bodart, *op. cit.*, p. 75. Tous les chiffres relatifs à la fréquence des guerres passées que nous citons, sont empruntés à cet ouvrage.

riode (3). En outre, pendant ces trois mêmes siècles, elle a subi plus de luttes intestines que toutes les autres nations réunies (V. n° 80). Enfin, de 1830 à 1914, il ne s'est pas passé une seule année sans bataille coloniale.

55. — On ne connaît pas en général le montant des pertes causées à la population française par les pertes antérieures à 1914. On possède seulement, pour les guerres les plus récentes, certains chiffres concernant les pertes des armées (4). Encore, sont-ils peu exacts : même pour la guerre de 1870-1871, il n'a pas été publié de chiffre officiel des pertes de l'armée française.

Nous donnons ci-dessous un tableau des pertes françaises pendant les quatre grandes guerres du second Empire (5) :

Pertes des armées françaises pendant les guerres du second Empire

Guerres	Durée	Effectifs	Pertes	
			Total	%
Crimée (1854-56)	1 an, 11 mois.	309.300	95.600	30,9
Italie (1859)	2 mois et demi	200 000	8.700	4,3
Mexique (1862-67)	5 ans.	35.000	6.700	19,0
Franco-allemande (1870-71) ..	6 mois.	1.400.000 à 1.500.000	140.900	9 à 10

Les statistiques des guerres modernes montraient les résultats suivants :

La durée et la mortalité étaient extrêmement variables ; la proportion des pertes aux effectifs la plus forte avait

(3) En considérant comme batailles importantes celles où plus de 2.000 hommes furent tués, blessés ou prisonniers.

(4) Les estimations sont très imprécises pour les guerres antérieures au second Empire. Les guerres de la Révolution et de l'Empire auraient coûté ensemble, 1.400.000 hommes d'après les uns, 2.500.000 et même davantage d'après les autres (V. notamment : Lagneau, *Conséquences démographiques...*, p. 20).

(5) Chiffres indiqués par Chenu et Lagneau, *op. cit.*; voy. Dumas, *op. cit.*, 1911, p. 79.

été constatée pour l'armée française pendant la guerre de Crimée (30,9 %).

Les pertes étaient plus élevées pour les officiers que pour les hommes de troupe ; plus élevées pour l'infanterie que pour les autres armes.

La proportion du nombre des blessés à celui des tués était de 3 ou 4 ⁽⁶⁾.

La maladie faisait souvent plus de ravages dans l'armée que le feu de l'ennemi ⁽⁷⁾.

La guerre accroissait la mortalité de la population civile frappée souvent plus durement par les épidémies que l'armée elle-même ⁽⁸⁾.

Nous allons voir que la guerre de 1914-1919 n'a pas confirmé tous ces résultats.

§ 2. — LA GUERRE DE 1914-1919 ⁽⁹⁾.

I. — *La mortalité pendant la guerre.*

56. — I. ARMÉE FRANÇAISE. — Voici d'abord quelques données sur les effectifs :

(6) Cependant, pour la guerre de 1870-1871, le chiffre des blessés, d'après Chenu, est un peu supérieur à celui des tués.

(7) « Le pays ne sait pas que le nombre des pertes sur le champ de bataille pendant une guerre de quelque durée, n'est à celui des pertes par maladies étrangères aux coups de l'ennemi que comme 1 est à 7 ou 8 » disait Chenu (*Statistique médico-chirurgicale de la campagne d'Italie en 1859 et 1860*, t. I, p. 3, Paris, 1869).

(8) En France, la guerre et l'épidémie de petite vérole ont fait passer la proportion des décès pour 10.000 habitants, de 235 en 1869, à 284 en 1870 et 351 en 1871. Elle baissait à 220, en 1872.

(9) V. : Marin, *Proposition de résolution tendant à charger la commission de l'armée d'établir et de faire connaître le bilan des pertes en morts et en blessés faits au cours de la guerre par les nations belligérantes*, Ch. des dép., Session de 1920, Séance du 29 mars; Annexe n° 634, *J. off.* 1920 : *Bilan des pertes en morts et blessés de l'armée de terre*; Annexe n° 634, *J. off.* 1922 : *Bilan des pertes faites sur mer*. — Toubert, *Etude statistique des pertes subies par les Français pendant la guerre de 1914-1918*, dans *Archives de médecine et de pharmacie militaires*, Paris, 1920, p. 128. — Boutroux, *Les travaux statistiques relatifs aux mouvements de nos effectifs pendant la guerre*, dans *Journal de la Soc. de statistique de Paris*,

Dans l'armée de terre, 8 millions de Français appartenant à 34 classes (1887 à 1919) et 570.000 indigènes, ont été incorporés au cours de la guerre. Dans l'armée de mer, 215.000 marins ont été mobilisés (dont 156.000 embarqués).

Le chiffre des mobilisés représentait plus de 40 % de la population masculine totale ⁽¹⁰⁾, 60 % de la population masculine dite active (c'est-à-dire exerçant une profession) ⁽¹¹⁾, plus de 80 % du nombre des vivants de l'ensemble des classes mobilisées.

L'effectif, toujours très important, s'est élevé jusqu'à environ 5 millions ⁽¹²⁾. La répartition a été presque constamment d'une classe au front pour trois mobilisées.

Les pertes de l'armée comprennent les pertes définitives en morts et disparus, et aussi, les pertes en blessés, malades et invalides.

Les données relatives à ces pertes ont été recueillies dans

Paris, juin 1921, p. 180. — Ministère de la guerre, *Statistique médicale, Données statistiques relatives à la guerre de 1914-1918*, Paris, 1922. — Dumas and Petersen, *op. cit.*, Oxford, 1923 (Part II: The world war). — Toubert, *Le langage des chiffres et des graphiques*, dans *Archives de médecine et de pharmacie militaire*, Paris, 1923. — Des Lyons de Feuchin, *Rapport fait au nom de la commission de l'armée sur la proposition de résolution de M. Louis Marin... sur le bilan des pertes en morts et blessés par les nations belligérantes*. Ch. des dép., Session de 1924, Doc. parl. Ch. 1924, annexe n° 335, p. 1275. — Ministère de la guerre, *Etudes de statistique chirurgicale, Les blessés hospitalisés à l'intérieur du territoire*, 2 vol., Paris, 1924. — Cadoux, *Nos pertes de guerre, leurs réparations et nos dettes de guerre*, 1° partie : *Evaluation de nos pertes en vies humaines*, dans *Journal de la Soc. de statistique de Paris*, déc. 1925, p. 326. — Bunle, *Mortalité comparée en France et à l'étranger, avant et après la guerre*, dans *Bulletin de la Statistique générale de la France*, 1929, pp. 189 et 220. — Bernard, *La défense de la santé publique pendant la guerre*, Paris (1931). — Huber, *La population de la France pendant la guerre*, Paris (1932), ouvrage capital qui contient de nombreuses statistiques et une abondante bibliographie.

(10) Cette proportion n'a été dépassée que par la Serbie.

(11) Proportion dépassée seulement par l'Allemagne.

(12) V. Doc. n° 633, p. 63.

des documents parlementaires et des études du service de santé militaire ⁽¹³⁾.

Avant d'indiquer les chiffres des pertes, nous allons dire brièvement comment ils ont été obtenus ⁽¹⁴⁾.

A. — *Constatation des pertes.* — On a disposé de deux séries de documents pour constater les pertes. Ce sont, d'une part les actes et procès-verbaux de décès, d'autre part des documents d'ordre purement administratif.

1° *Actes et procès-verbaux de décès.* — Normalement le décès est constaté par un acte authentique dressé par l'officier de l'état-civil, c'est-à-dire le maire de la commune où le décès s'est produit (art. 77 C. civ.). Il en est ainsi, en particulier, pour les décès de militaires. Toutefois, en cas de guerre, et pour les décès de militaires aux armées, la qualité d'officier de l'état civil est accordée à diverses autorités militaires : dans les corps de troupe, à l'officier trésorier, et, dans les formations sanitaires, au gestionnaire (art. 93 et s. C. civ.). L'établissement d'un acte de décès par ces autorités reste subordonné aux conditions rigoureuses fixées par le Code civil. Cependant, certaines simplifications ont été apportées par une loi du 1^{er} juillet 1918 ⁽¹⁵⁾.

Quand l'acte de décès ne peut être établi, parce qu'un des éléments nécessaires à sa validité manque, il est dressé un procès-verbal de décès. Ce procès-verbal, bien que dressé par un officier de l'état civil, n'est pas un acte de l'état civil. Mais il peut servir de base à un jugement déclaratif de décès qui produit tous les effets de l'acte de décès.

(13) V. Proposition Marin; Stat. médicale; Etudes de Stat. chirurg.; *op. cit.*

(14) V. doc. n° 633, p. 37.

(15) Depuis la guerre, d'autres modifications ont été apportées aux dispositions du Code civil.

Enfin, lorsqu'un militaire manque aux appels de son unité sans que son sort puisse être déterminé avec précision, l'officier de l'état civil dresse, après enquête, un acte de disparition. Si cet acte n'est pas infirmé, il peut servir de base à un jugement déclaratif de décès.

2° *Documents d'ordre administratif.* — Les actes et procès-verbaux précédents sont longs à établir. Les documents suivants, d'ordre purement administratif, donnent, au contraire, une information sommaire mais rapide.

Après chaque combat, les corps établissent des états de pertes numériques (destinés au commandement) et des états de pertes nominatifs (adressés directement au service de l'état civil) distincts pour les morts, les disparus, les prisonniers et les blessés.

En outre, les officiers chargés de procéder aux inhumations tiennent des carnets de champ de bataille sur lesquels ils inscrivent les renseignements de nature à permettre l'identification ultérieure des cadavres inhumés.

De plus, chaque fois qu'un militaire entre dans une formation sanitaire ou en sort, les gestionnaires établissent des bulletins d'entrée ou de sortie destinés à renseigner sur le sort du militaire.

Enfin, un autre document intéressant est constitué par la situation administrative destinée à constater l'effectif de chaque unité et par suite ses droits aux diverses prestations. Elle porte une mention très sommaire des mutations et, par suite, des décès.

B. — *Etablissement de la statistique des pertes.* — Antérieurement au 1^{er} janvier 1916, aucun service du ministère ne fut officiellement chargé de centraliser et de contrôler, du point de vue statistique, les renseignements relatifs aux pertes de l'armée.

Ensuite, l'état-major de l'armée (5^e bureau) entreprit un recensement nominatif des pertes antérieures au 1^{er} juillet 1916. Ce recensement fut confié aux dépôts des corps de troupe qui établirent des fiches nominatives. Ces fiches furent centralisées à Paris et dépouillées par le service de la Statistique générale, ce qui permit d'obtenir pour la première fois une statistique détaillée des pertes de l'armée (16).

Enfin, une nouvelle organisation fondée par l'état-major de l'armée (1^{er} bureau) fut substituée à la première, après réunion d'une commission chargée d'étudier l'organisation méthodique des travaux nécessaires pour améliorer la documentation statistique (17).

57. — Voici les chiffres relatifs aux pertes :

I. — *Morts et disparus*. — Le nombre total des morts et disparus de l'armée de terre et de mer est d'environ 1,4 million d'hommes (18).

1^o Répartition des morts et disparus parmi les officiers et soldats français et indigènes. — Cette répartition est donnée par le tableau de la page 125 (19). On voit que les pertes purement françaises ont été d'environ une classe (250.000 hommes) par an.

2^o Pourcentage des pertes au nombre des mobilisés. - .

(16) V. doc. n° 633, p. 40; Boutroux, *op. cit.*

(17) V. doc. n° 633, p. 42, pour les détails de cette organisation et sa comparaison avec les méthodes anglaise et italienne.

(18) V. Huber, *op. cit.*, p. 412. Les pertes de l'armée de terre s'élèvent à 1.357.800 (doc. n° 633, 3^e tableau des pertes, p. 59). Celles de l'armée de mer sont de 11.400 (doc. n° 634, p. 10). En outre, 28.600 officiers et hommes de troupe sont décédés dans les formations sanitaires entre l'armistice et le 1^{er} juin 1919 (doc. n° 633, p. 62). Le total de ces trois chiffres donne : 1.397.800. Si l'on tient compte que beaucoup de militaires sont morts peu après la démobilisation (les gazés notamment), le chiffre de 1,4 millions de morts apparaît comme un minimum.

(19) Ce tableau est tiré de l'ouvrage précité de M. Huber (p. 416).

PROPORTION DES PERTES PARMI LES MOBILISÉS
(nombres en milliers)

	Mobili- sés	Morts	Dispa- rus	Totaux	Morts et dis- parus p ^r 100 mobi- lisés
<i>Officiers :</i>					
Combattants	157,5	32,2	2,6	34,8	22
Services	37,5	1,4		1,4	4
Ensemble	195,0	33,6	2,6	36,2	19
<i>Hommes de troupes français :</i>					
Combattants	6.830,0	981,0	240,0	1.221,0	18
Services	910,0	23,2	1,6	24,8	3
Ensemble	7.740,0	1.004,2	241,6	1.245,8	16
<i>Hommes de troupe indigènes :</i>					
Nord-Africains	294,0	28,2	7,7	35,9	12
Coloniaux	275,0	28,7	6,5	35,2	13
Ensemble	569,0	56,9	14,2	71,1	12
Armée de terre	8.054,0	1.094,7	258,4	1.353,1	16
<i>Officiers de marine</i>	4,0	0,3	0,2	0,5	12
Marins	152,0	6,0	4,9	10,9	7
Marine de guerre	156,0	6,3	5,1	11,4	7

Le total des pertes (1,4 million) représente 16,5 % du nombre des mobilisés (8,5 millions), soit 3,3 % de la population française (39,6 millions).

La proportion des pertes parmi les officiers et soldats

est donnée par le tableau de la page 125 (dernière colonne). Il ressort de ce tableau que la proportion des pertes est de 19 % pour les officiers et de 16 % pour les hommes de troupe français.

3° Progression des pertes au cours de la guerre (20). — La part revenant à chaque année dans l'ensemble des pertes est de : 23 % pour 1914 (5 mois) ; 27 % pour 1915 ; 19 % pour 1916 ; 13 % pour 1917, et 18 % pour 1918 (10 mois). C'est donc surtout au début, que la guerre fut meurtrière.

4° Pourcentage des pertes aux effectifs. — Le total des pertes (1,4 million) qui, nous l'avons vu, est de 16,5 % du nombre des mobilisés au cours de la guerre (8,5 millions), représente plus de 32 % de l'effectif moyen (4,3 millions) (21).

5° Répartition des pertes d'après les causes de décès. — Sur 100 tués, il y a : 51 tués au feu, 17 disparus, présumés tués, 19 morts de blessures et 13 morts de maladie (22). On voit que le rapport des décès éloignés aux décès immédiats est un peu supérieur à 2. On voit aussi que le feu de l'ennemi a causé près de 7 fois plus de décès que les maladies. Ce fait, particulier à la dernière guerre, est sans aucun doute dû au progrès de la science médicale (23).

(20) V. doc. n° 633, p. 74 ; Huber, p. 417.

(21) M. Risser a calculé, pour les hommes réellement mobilisés, un pourcentage moyen des pertes aux effectifs égal à 7 % par année de campagne ; d'où, en tenant compte de la mortalité normale (table P. M.), un coefficient de risque de guerre, annuel égal à 6,1 % (Risser, *Essai de recherche d'un coefficient de risque de guerre*, Bull. trim. Inst. act. fr., 1922, n° 109, p. 74).

(22) V. Huber, p. 420 ; Toubert, *op. cit.*, 1920.

(23) La guerre fut traversée par deux épidémies (V. Toubert, *op. cit.*, 1923).

Une épidémie de fièvre typhoïde se manifesta au début de la guerre

6° Répartition des décédés par âges ou classes. — Cette répartition est importante à connaître pour le calcul du taux de surprime. Nous verrons que les pourcentages de pertes sont très élevés pour les classes jeunes (jusqu'à 29,2 %), mais diminuent pour les classes anciennes et tombent même au-dessous du pourcentage correspondant à la mortalité de la table A. F. (V. n° 62).

7° Répartition des pertes par armes. — Signalons simplement que l'infanterie fut de beaucoup l'arme la plus éprouvée (1 tué sur 4 fantassins mobilisés) (24).

8° Proportion du nombre des tués au nombre des blessés. — Dans l'ensemble de la guerre, il y eut 1 tué pour 4 blessés, proportion voisine de celle observée avant 1914 (25).

II. — *Blessés, malades, invalides.* — Il est plus difficile d'évaluer le nombre des blessés et malades que celui des décédés, à cause des doubles emplois possibles. Ainsi, le nombre d'entrées dans les formations sanitaires a été de 4,2 millions de blessés et de 5,2 millions de malades, chiffres dont le total excède celui des mobilisés.

Le nombre réel des blessés est d'environ 3 millions (26).

(1914 et 1915). Elle détermina 8.000 décès aux armées, mais fut arrêtée rapidement grâce à la vaccination antityphoïdique.

Une épidémie de grippe qui s'étendit sur les nations non-belligérantes, sévit à la fin de la guerre (1918) et fit 12.000 victimes aux armées, atteignant d'ailleurs plus gravement les troupes de l'intérieur que celles du front.

(24) Le pourcentage correspondant à l'aviation est peu élevé en raison de la proportion très faible du personnel vraiment exposé par rapport au personnel non navigant. V. un tableau des pertes par armes (pour les officiers et la troupe) dans le doc. n° 633, p. 66.

(25) Cette proportion n'est vraie que pour l'ensemble, non pour une période de la guerre (Toubert, *op. cit.*, 1923).

(26) Avant 1914, les blessures par balles dominent (les trois quarts des blessures). En 1914-1919, au contraire, les blessures par projectiles d'artillerie l'emportent (près des trois quarts des blessures). A la fin de la guerre, les atteintes par gaz deviennent importantes. (V. Toubert, *op. cit.*, 1920).

On ignore celui des malades ; mais on peut dire qu'il est, relativement au nombre des blessés, moins important que dans les guerres antérieures, résultat dû encore au progrès médical (27).

Enfin, la guerre a fait plus de 1,1 million d'invalides dont plus de la moitié pour blessures et le reste pour maladies. Leur mortalité a dû être forte (surtout celle des gazés).

58. — II. POPULATION CIVILE. — Les faits de guerre, les actes de violence, les bombardements ont fait un certain nombre de victimes parmi la population civile (28), mais, la mortalité de celle-ci a surtout été aggravée par les privations, les souffrances et les épidémies.

MORTALITÉ PENDANT LA GUERRE

(ancien territoire: 87 départements)

Années	Population (en milliers)		Décès (en milliers)		Décès pour 10.000 habitants	
	Totale	Civile	Au Total	Civils	Au total	Popul. civile
1913	39.700		702		176	
1914 (1 ^{er} semestre) ..	39.800		390		196	
1914 (2 ^e semestre) ..	39.500	35.800	700	350	354	195
1914 (année)	39.800	36.200	1.090	740	274	204
1915	38.800	34.200	1.030	720	265	210
1916	38.200	33.900	930	670	243	198
1917	37.600	33.500	820	680	218	203
1918	36.900	33.000	1.070	830	290	251
1919	37.000		710		192	

(27) V. Bernard, *op. cit.*, Avant-propos.

(28) V. Huber, p. 308.

Le tableau de la page 128 indique la proportion annuelle des décès au cours de la guerre ⁽²⁹⁾.

Il montre que la mortalité civile a été modérée de 1914 à 1917 (204 pour 10.000, environ, contre 176 en 1913). Mais, en 1918, l'épidémie de grippe a porté la mortalité civile à 251 pour 10.000, chiffre qui n'avait été atteint que lors de la guerre franco-allemande (284 en 1870 et 351 en 1871) et de la guerre de Crimée (274 en 1854, épidémie de choléra).

Enfin, si l'on considère l'ensemble de la population française (civile et militaire), on voit que le taux de la mortalité générale s'est élevé brusquement en 1914 (274 contre 176 en 1913), a déchu ensuite, mais s'est relevé à 290 en 1918 par suite de l'épidémie de grippe ⁽³⁰⁾.

II. — *La mortalité d'après-guerre.*

59. — Les taux de mortalité des années suivant la guerre sont en légère diminution sur ceux d'avant-guerre, comme le montre le tableau ci-dessous ⁽³¹⁾. On voit que pendant la période 1920-1927, le taux est d'environ 170 pour 10.000 contre 175 en 1913.

MORTALITÉ D'APRÈS-GUERRE
(nouveau territoire: 90 départements)

Années	1913	1919	1920	1921	1922
Populations (en milliers)	41.685	38.700	39.000	39.420	39.420
Décès (en milliers)	731,4	736,5	671,1	693,1	687,6
Décès pour 10.000 habitants.....	175	190	172	177	175
Années	1923	1924	1925	1926	1927
Population (en milliers).....	39.880	40.310	40.610	40.850	40.920
Décès (en milliers)	665,7	678,9	707,8	712,8	675,5
Décès pour 10.000 habitants.....	167	169	174	174	165

(29) V. Huber, tableau p. 694.

(30) V. tableau, page précédente.

(31) V. Huber, tableau p. 694.

En faisant remonter la comparaison jusqu'en 1880, l'amélioration paraît plus sensible, mais il convient, pour rendre les chiffres comparables, de substituer aux taux bruts, des taux calculés pour une population-type ; sinon, la forte proportion des vieillards en France masquerait l'ampleur de la décroissance de la mortalité avec le temps ⁽³²⁾.

Le tableau ci-dessous donne les taux bruts et rectifiés correspondant à plusieurs périodes ⁽³³⁾.

Il montre que la mortalité a baissé en réalité plus que ne le laisserait supposer la comparaison des taux bruts. Cependant la baisse a repris à une allure plus ralentie après la guerre. Cela tient sans doute au grand nombre de blessés, malades et invalides (les gazés surtout), dont la mortalité après-guerre a dû être forte.

MORTALITÉ COMPARÉE AVANT ET APRÈS LA GUERRE

Périodes	Taux de mortalité générale		Indices des taux (base 100 en 1920-22)	
	Bruts	Rectifiés	Bruts	Rectifiés
1877-1881.....	223	205	127	138
1898-1903.....	204	179	116	120
1908-1913.....	184	162	105	109
1920-1922.....	176	149	100	100

En faisant porter la comparaison des périodes d'avant et d'après-guerre, sur les taux de mortalité par âges, on

(32) V. Bunle, *op. cit.* L'auteur a adopté, comme population-type, celle de cinq pays (Allemagne, Angleterre, France, Italie, Suède) au recensement de 1911.

(33) V. *ibid.*, p. 217. En comparant les taux corrigés de 16 pays, l'auteur constate que la France, après comme avant la guerre, se place au dixième rang.

verrait que de 1908-13 à 1920-22, c'est entre 15 et 35 ans, et après 55 ans, que la mortalité a le moins diminué ⁽³⁴⁾.

§ 3. — L'EXPÉRIENCE DES COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

60. — L'expérience des entreprises d'assurances est précieuse au double point de vue que nous avons indiqué au début de notre étude : elle permet de connaître l'influence des guerres passées sur la mortalité des assurés (militaires et civils), ainsi que sur la situation même de ces compagnies.

Pendant la guerre de 1870-1871, les entreprises n'eurent pas à souffrir de l'accroissement de mortalité de leurs assurés militaires, car elles ne couvrirent pas le risque de guerre ⁽³⁵⁾. En revanche, l'épidémie de petite vérole qui accompagna cette guerre les frappa durement ⁽³⁶⁾. En outre, la guerre vint briser l'essor de l'assurance-vie ; il est vrai que les années qui suivirent furent une période prospère pour les compagnies d'assurances ⁽³⁷⁾.

En ce qui concerne l'expérience des compagnies pendant la guerre de 1914-1919, on manque malheureusement de

(34) V. *ibid.*, p. 218 ; Huber, pp. 705 et s.

(35) L'expérience acquise par les compagnies françaises au cours de la guerre de 1870-1871 n'apportait pas d'éléments suffisants à la fixation d'un taux de surprime. L'expérience des compagnies allemandes remontait au contraire aux guerres antérieures à 1870. V. : Adan, *Des effets de la guerre sur le développement des assurances sur la vie*, M. A., 1871 ; article reproduit en 1915, p. 145. — Le Roy, *Notes et documents pour servir à l'étude de l'assurance du risque de guerre*, II : L'expérience des compagnies allemandes pendant la guerre de 1870-1871, M. A., 1887, p. 625.

(36) A la compagnie d'Assurances générales, plus de la moitié des sinistres des années 1870 et 1871, furent causés par l'épidémie (*La Comp. d'Ass. gén. sur la vie*, 1819-1919, Paris, 1920, p. 64). — V. aussi, *Centenaire de La Nationale*, p. 283.

(37) Besso, *Progrès des assurances sur la vie pendant la période de 1859 à 1883*, M. A. 1887, p. 15.

données statistiques. Cependant nous avons pu recueillir certains renseignements relatifs à la mortalité des assurés mobilisés couverts contre le risque de guerre, pour quinze compagnies ⁽³⁸⁾.

Dans l'ensemble de ces quinze compagnies, la proportion des assurés couverts contre le risque de guerre fut de 7 %. Si l'on suppose la moitié des assurés mobilisable, on voit que 14 % des assurés mobilisables furent couverts contre le risque de guerre ⁽³⁹⁾.

La mortalité des assurés mobilisés couverts contre le risque de guerre fut comprise entre 9 et 11 % pour la plupart des quinze compagnies considérées ⁽⁴⁰⁾. La mortalité normale (table A. F.) correspondant à la durée de la guerre étant d'environ 4 %, il semble que le taux de surprime unique résultant de l'expérience des compagnies pendant la dernière guerre soit voisin de 6 % du capital soumis au

(38) Les compagnies observées comprennent quatorze sociétés françaises et une étrangère, prises parmi les sociétés les plus importantes opérant en France.

(39) La proportion observée la plus forte était celle de la compagnie d'Assurances générales : 14 assurés couverts contre le risque de guerre (dans le système de la mutualité) pour 100 assurés mobilisables ou non.

Notons qu'à la proportion moyenne des assurés couverts contre le risque de guerre, correspondait une proportion sensiblement plus forte de capitaux : 11 % contre 7 %.

Pour l'ensemble des compagnies opérant en France, les résultats ont dû être voisins de ceux que nous indiquons. D'après M. Giordan (Rapp., annexe n° 2009), sur 850.000 contrats d'assurance en cas de décès existant au moment de la mobilisation, plus de la moitié, soit plus de 400.000 reposaient sur la tête d'assurés mobilisables; parmi ces assurés, 100.000 au maximum (soit 25 %), auraient payé la surprime de guerre.

(40) Nous n'avons pu obtenir de données précises sur la mortalité des assurés civils pendant la guerre. Elle a dû être élevée, surtout en 1918 et 1919, par suite de l'épidémie de grippe (Comp. Rapp. du Bureau Fédéral..., en 1916, Berne, 1918, § L'épidémie de grippe de l'année 1918). D'autre part, il serait intéressant de suivre la mortalité des assurés démobilisés, de ceux qui ont maintenu ou remis en vigueur leur contrat, et dont les entreprises ont par suite, à redouter l'aggravation de mortalité.

risque. C'est la conclusion à laquelle nous parviendrons par un autre procédé (V. n° 62) (41).

Enfin, du point de vue économique et financier, la guerre eut des conséquences graves pour les entreprises d'assurances sur la vie. La production baissa fortement (42). Beaucoup d'assurés résilièrent leur contrat dès le début de la guerre. Parmi les autres, presque tous ceux dont le contrat n'était pas suspendu, profitèrent du moratorium et ne payèrent pas leurs primes (43). En outre, le paiement des loyers, des coupons, des intérêts, s'effectua avec retard et laissa même un déchet (44). Le portefeuille des compagnies se déprécia fortement. Enfin, les services se trouvèrent désorganisés du fait de la mobilisation du personnel.

La situation devint donc grave. Il est vrai que les entreprises eurent à faire face à de moindres dépenses (exception faite pour les frais de gestion) : les sinistres, les rachats, les commissions diminuèrent d'importance. D'autre part, le gouvernement prit des mesures en faveur des compagnies : il institua un moratorium auquel beaucoup d'entre elles renoncèrent d'ailleurs rapidement, et accorda un délai pour amortir les moins-values du portefeuille (45).

(41) Cependant certaines compagnies ont accusé une perte sur leur assurance de guerre. Or, dans le système de la surprime fixe, le taux moyen ressortait à environ 8 % (nous l'avons vérifié pour une grande compagnie). Ce taux se serait donc montré insuffisant! — A *La Nationale*, sur 7.283 contrats couvrant le risque de guerre, 837 (soit 11,5 %) ont été sinistrés, et le montant des capitaux payés, déduction faite des réserves mathématiques, a dépassé de 2 millions le total des surprimes reçues (V. *Centenaire de La Nationale*, p. 299).

(42) La production des quatre compagnies : *Ass. gén., Union, Nationale* et *Phénix*, tomba de 357 millions en 1913, à 38 en 1915 (V. Dewavrin, *Les grandes compagnies d'assurances terrestres*, *Journal des économistes*, 1918, p. 175).

(43) Pour les quatre compagnies précitées, ces primes arriérées formaient déjà un total de 136 millions, à la fin de 1917 (*Ibid.*).

(44) Pour *L'Union* et *Le Phénix*, le produit des fonds placés baissa de 25,8 millions en 1913 à 21,5 en 1917 (*Ibid.*).

(45) Un arrêté ministériel du 19 mai 1916 accorda un délai de 15 ans.

Enfin, la guerre terminée, la situation s'améliora progressivement : la rentrée des primes arriérées effectuée selon la loi du 22 juillet 1919, ne laissa qu'un faible déchet, le cours des valeurs s'éleva et la production reprit une marche ascendante, entravée toutefois par la baisse du franc ⁽⁴⁶⁾.

SECTION II

RELATION ENTRE LE TAUX DE SURPRIME ET LA MORTALITE DE GUERRE

61. — Aucun des coefficients que nous avons fait connaître, pour la grande guerre, tels que la proportion des pertes au nombre des mobilisés ou aux effectifs, ne représente un taux de surprime. Avant d'indiquer comment on peut calculer celui-ci, nous allons dire quelques mots de la mortalité de guerre et du taux de surprime correspondant.

Considérons un ensemble quelconque d'individus mobilisés. Il lui correspond un taux moyen de mortalité de guerre Q_2 . Désignons par n le nombre de têtes de cet ensemble appartenant à une classe militaire et par q_2 la mortalité de guerre de tous les mobilisés de cette classe. Si les individus de l'ensemble envisagé sont bien répartis entre les diverses formations de l'armée, on a :

$$Q_2 = \frac{\sum n q_2}{\sum n}$$

(46) Pour la période d'après-guerre, voy. De Mirimonde, *L'évolution des assurances en France depuis 1918*, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930, p. 20.

De même, on peut définir un taux moyen de mortalité normale Q_1 , en substituant, dans la formule précédente, aux taux q_2 les taux de mortalité normale q_1 par classe ou âge, pour la même période :

$$Q_1 = \frac{\sum n q_1}{\sum n}$$

$$\text{La différence } Q_2 - Q_1 = \frac{\sum n (q_2 - q_1)}{\sum n}$$

représente le taux moyen de surmortalité de l'ensemble, pour la période de guerre.

Pour le calcul du taux de surprime, l'ensemble à considérer est celui qui est formé par les assurés d'une compagnie couverts contre le risque de guerre. Sa composition par âges, et, par suite, sa mortalité, varient avec l'ancienneté et le développement de la compagnie observée.

L'expérience directe des compagnies permet de connaître la mortalité de cet ensemble, pour les guerres passées (V. n° 60). On peut également la déduire de la mortalité de l'ensemble formé par tous les mobilisés de l'armée française : c'est ce que nous ferons pour la guerre de 1914-1919. Dans le premier ensemble, les têtes âgées dominent ; dans le second, ce sont les têtes jeunes qui sont les plus nombreuses. Or, la guerre éprouve surtout les classes jeunes ; il en résulte que le taux moyen de surmortalité de l'ensemble des mobilisés est bien supérieur à celui des assurés mobilisés couverts contre le risque de guerre. La différence est moins sensible lorsque la comparaison porte sur une compagnie récente ou dont la production s'accroît rapidement.

Considérons une assurance en cas de décès répondant aux conditions théoriques que nous avons définies (V. n°

32). Supposons que, par suite de circonstances quelconques, la mortalité q_y de l'assuré d'âge y se trouve aggravée de Δq_y au cours d'une année. Calculons le supplément de prime S_y que doit verser l'assuré pour que l'assureur puisse faire face au nouveau risque de décès et constituer la réserve V_{y+1} en fin d'année.

Si l'on se reporte à la décomposition de la prime du contrat en prime d'épargne et en prime de risque (V. n° 33), on voit que la surprime S_y est égale à l'accroissement de la prime de risque résultant de la surmortalité :

$$(1) \quad S_y = \Delta q_y (1+i)^{-\frac{1}{2}} K$$

formule dans laquelle, K représente le capital-risque au cours de l'année :

$$(2) \quad K = C - V_{y+1} (1+i)^{-\frac{1}{2}}$$

Si la surmortalité se poursuit pendant un nombre n d'années, l'assuré doit continuer à verser une surprime annuelle calculée, pour chacune des années, comme nous venons de le voir.

Celle-ci peut être remplacée par une surprime unique égale à la valeur probable des surprimes annuelles. On peut aussi calculer directement cette surprime unique en raisonnant sur la période de n années, comme sur une période d'une année. Nous ferons l'hypothèse des décès simultanés en milieu de période, par exemple. Cette hypothèse est moins acceptable que celle des décès en milieu d'année, si n est grand. Nous l'admettrons, cependant.

En désignant par Q_2 le taux de la mortalité aggravée pour toute la période, par Q_1 le taux normal correspon-

dant, la surprime S a pour expression :

$$(3) \quad S = (Q_2 - Q_1) (1 + i)^{-\frac{n}{2}} (C - V_y + \frac{n}{2})$$

ou encore :

$$(4) \quad S = s (C - V_y + \frac{n}{2})$$

en appelant s le taux de surprime correspondant à l'unité de capital-risque :

$$(5) \quad s = (Q_2 - Q_1) (1 + i)^{-\frac{n}{2}}$$

Les formules précédentes s'appliquent en particulier, au cas où l'aggravation de mortalité est la conséquence de la participation de l'assuré à une guerre. On peut calculer, soit un taux de surprime uniforme pour l'ensemble des mobilisés, soit des taux de surprimes correspondant à diverses catégories de mobilisés.

Théoriquement, la division des assurés mobilisés en catégories, permet une meilleure adaptation du taux de surprime au risque. Mais une telle division contient toujours une part d'arbitraire. En outre, si on la pousse trop loin, on fait apparaître pour certaines catégories de mobilisés, des taux prohibitifs. Aussi a-t-on tendance actuellement à fonder les calculs de surprimes sur un taux uniforme, quel que soit l'âge de l'assuré mobilisé, quelle que soit l'arme ou la catégorie à laquelle il appartienne.

Pour obtenir le taux moyen de surprime des mobilisés assurés contre le risque de guerre, dans une guerre déterminée, il faudrait faire la somme de toutes les surprimes calculées par groupes de même âge ou classe militaire, et la diviser par le total des capitaux-risques de l'ensemble. Ce calcul se simplifie si l'on suppose que le capital-risque par tête est, en moyenne, le même à tous les âges. L'approximation ainsi obtenue semble acceptable, car, si, pour

un même contrat, le capital-risque va en diminuant avec le temps, en revanche, c'est à l'âge mûr que l'on souscrit les plus gros capitaux.

Il est alors facile de voir que le taux de surprime uniforme est donné par la formule (5) dans laquelle, la différence $Q_2 - Q_1$ représente le taux moyen de surmortalité de l'ensemble considéré.

En pratique, on prend pour valeur du taux de surprime, le taux même de surmortalité :

$$s = Q_2 - Q_1$$

et l'on calcule la surprime en appliquant ce taux à la différence entre le capital et la réserve au moment de la mobilisation :

$$S = s (C - V_v)$$

Parfois on substitue à la réserve V_v la valeur de rachat à la même époque. Toutes ces approximations font que la surprime est calculée sur un capital supérieur au capital vraiment soumis au risque de guerre.

Pour une même guerre, le taux de surprime moyen d'un ensemble de mobilisés assurés contre le risque de guerre, varie beaucoup avec la répartition par âges, de cet ensemble ; dans une société récente ou en forte progression, il est plus élevé que dans une société ancienne et de production stationnaire.

62. — Appliquons les observations précédentes au calcul des taux de mortalité et de surprime correspondant à la guerre de 1914-1919.

Les éléments permettant d'effectuer ce calcul sont réunis dans le tableau de la page suivante.

La mortalité de guerre q_2 , par classes de recrutement et

SURMORTALITÉ DE GUERRE (1914-1919) (a).

CLASSES	Age moyen à la mobilisation de la classe.	Age moyen au 1 ^{er} août 1919.	Mobilisés ayant réellement servi, au cours de la guerre, dans l'armée de terre.	Pertes définitives au 1 ^{er} août 1919.	Taux de mortalité de guerre, des mobilisés, par classe.	Taux de mortalité normale. (Table A.F.).	Taux de surmortalité de guerre, par classe.	Nombre de têtes masculines observées dans table A.F.
1	2	3	4	5	6	7	8	9
1887 et antérieurs	47 et au dessus	52 et au dessus	58.400	1.800	%	%	%	
1888	46	51	90.000	2.700	3,0	7,1	—4,3	39.266
1889	45	50	156.000	5.250	3,3	6,7	—3,4	44.680
1890	44	49	160.000	5.900	3,7	6,4	—2,7	46.823
1891	43	48	169.000	6.950	4,1	6,1	—2,0	48.900
1892	42	47	214.000	9.700	4,5	5,8	—1,3	50.641
1893	41	46	213.000	13.400	6,3	5,5	0,8	52.055
1894	40	45	224.000	14.650	6,5	5,2	1,3	52.798
1895	39	44	226.000	15.600	6,9	5,0	1,9	53.254
1896	38	43	240.000	17.800	7,4	4,8	2,6	53.355
1897	37	42	242.000	20.950	8,5	4,6	3,9	52.868
1898	36	41	240.000	25.600	10,7	4,4	6,3	51.739
1899	35	40	244.000	29.650	12,2	4,3	7,9	49.933
1900	34	39	237.000	38.700	16,3	4,1	12,2	47.232
1901	33	38	251.000	44.350	17,7	4,0	13,7	43.934
1902	32	37	255.000	47.750	18,7	3,9	14,8	40.058
1903	31	36	254.000	48.850	19,2	3,7	15,5	35.825
1904	30	35	256.000	50.600	19,8	3,6	16,2	31.360
1905	29	34	262.000	51.200	19,5	3,5	16,0	26.561
1906	28	33	256.000	49.850	19,5	3,4	16,1	21.850
1907	27	32	263.000	54.750	20,8	3,3	17,5	17.156
1908	26	31	266.000	59.350	22,3	3,3	19,0	12.884
1909	25	30	273.000	63.000	23,1	3,2	19,9	9.176
1910	24	29	265.000	63.900	24,1	3,1	21,0	6.313
1911	23	28	282.000	68.000	24,1	3,1	21,0	4.431
1912	22	27	279.000	77.200	27,7	3,2	24,5	3.202
1913	21	26	290.000	77.950	26,9	3,3	23,6	2.626
1914	20 1/4	25	292.000	85.200	29,2	3,1	26,1	3.134 (c)
1915	19 1/2	24	279.000	77.700	27,8	3,0	24,8	»
1916	18 3/4	23	292.000	54.050	18,4	3,0	15,4	»
1917	18 1/2	22	297.000	38.950	13,1	2,4	10,7	»
1918	18 3/4	21	257.000	20.600	8,0	1,5	6,5	»
1919	18 3/4	20	229.000	3.600 (b)	1,5	0,8	0,7	»
			7.812.400	1.245.500				944.050

(a) V. doc. n° 633, notamment Tableau II, p. 50 ; Huber, p. 422 ; Bernus, *op. cit.*, tableaux pp. 36 et 38. Le tableau II, doc. n° 633, p. 50, donne la répartition des pertes définitives par classes (morts et disparus non retrouvés dans les prisonniers) de l'armée de terre (contingents européens de France et d'Afrique du Nord) au 1^{er} août 1919. La répartition des pertes par classes n'est qu'approximative (voy. doc. n° 633, p. 49). — (b) Dans ce chiffre, sont compris les 200 tués de la classe 1920. — (c) Nous n'avons pas fait état du nombre très faible de têtes observées d'âge inférieur à 20 ans.

âges, correspondant à la période comprise entre la mobilisation de chaque classe et le 1^{er} août 1919, est indiquée par la colonne 6. La mortalité maxima se note parmi les mobilisés qui avaient 20 ans 1/4 à la déclaration de guerre ; elle dépasse 29 %.

On a supposé la mortalité normale q_1 conforme à la table A. F. (V. col. 7) (47).

La surmortalité $q_2 - q_1$ est très élevée pour les classes jeunes (V. col. 8). Elle décroît pour les classes anciennes jusqu'à tomber au-dessous de la mortalité normale déduite de la table A. F., à partir de 42 ans.

Nous avons représenté graphiquement ces résultats (V. page suivante).

La mortalité de la guerre de l'ensemble des mobilisés est d'environ 16 % (1.245.000 : 7.812.400).

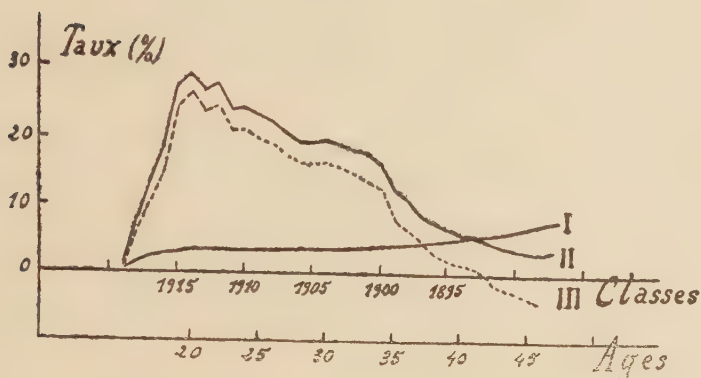
Pour calculer la surmortalité de guerre de l'ensemble des assurés mobilisés d'une compagnie ancienne, on peut prendre comme répartition-type de ces assurés, par âges, celle des têtes masculines observées pour l'établissement de la table A. F. (col. 9) (48). Cette répartition est bien différente de celle de tous les mobilisés (col. 4), comme le montre de façon saisissante le graphique de la page 141, dans lequel le nombre total des têtes de chaque ensemble a été ramené à 10.000 pour rendre les chiffres comparables. Alors que les têtes jeunes dominent parmi

(47) En réalité, la mortalité des assurés, en période normale, est inférieure à celle qu'indique la table A. F. Actuellement, elle n'atteint guère que les deux tiers de celle-ci.

(48) V. *Tables de mortalité du Comité des compagnies d'assurances à primes fixes sur la vie*, Paris, 1895, p. xxiv. M. Bernus (*L'assurance du risque de guerre*, *Bull. trim. Inst. act. fr.*, 1931, n° 144, p. 39) a basé ses calculs successivement sur la répartition indiquée par la table A. F. et sur celle directement observée pour une grande et ancienne compagnie, et a obtenu par ces deux procédés des résultats très voisins.

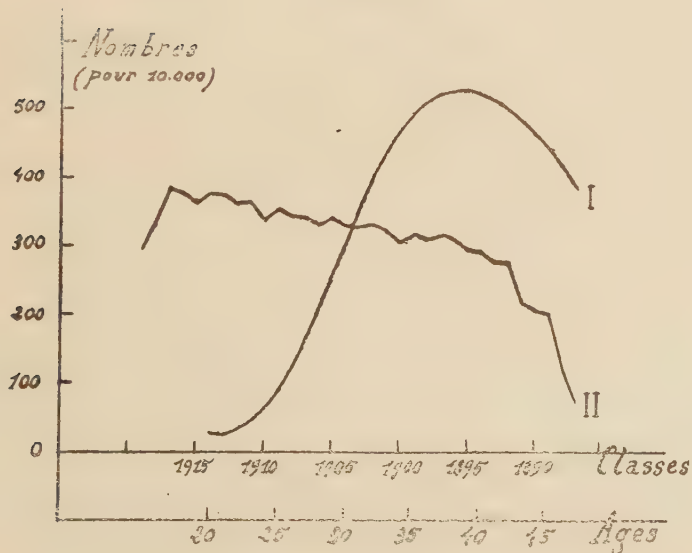
SURMORTALITÉ DE GUERRE (1914-1919)

- I. Mortalité normale (d'après la table A. F.)
 II. Mortalité de guerre.
 III. Surmortalité de guerre.



RÉPARTITION PAR ÂGES DES ASSURÉS
 ET DES MOBILISÉS (GUERRE DE 1914-1919)

- I. Assurés.
 II. Mobilisés.



les mobilisés, c'est vers 38 ans que le nombre des assurés est le plus élevé. Aussi le coefficient de surmortalité des assurés calculé au moyen des éléments du tableau (col. 8 et 9) est nettement inférieur à celui de l'ensemble des mobilisés. Il a pour valeur 5,7 %. Ce résultat est bien corroboré par l'expérience des compagnies pendant la guerre (V. n° 60).

Le taux de surprime correspondant à la mortalité de la guerre de 1914-1919 est donc d'environ 6 ou 6,5 %, semble-t-il, si l'on tient compte de la variation du capital-risque avec l'âge, et en supposant qu'il ne se produise pas une antisélection parmi les assurés couverts contre le risque de guerre ⁽⁴⁹⁾.

Demandons-nous alors, à combien s'élèverait le total des surprimes à payer par tous les assurés mobilisés d'une compagnie, ou, si l'on veut, quelle charge assumerait une compagnie couvrant gratuitement le risque d'une guerre *semblable à la dernière guerre*.

Cette charge serait d'environ 6 % des capitaux-risques afférents aux têtes mobilisées, soit 3 % des capitaux-risques totaux, en admettant que la moitié des assurés seulement soit mobilisable ; soit encore 2 % des capitaux en cours ou 6 % des réserves, si l'on admet que ces réserves représentent le tiers des capitaux en cours ⁽⁵⁰⁾.

Ces résultats ne sont valables que pour une société an-

(49) La répartition par âges des assurés mobilisés couverts contre le risque de guerre, peut différer notablement de celle de tous les assurés mobilisés, couverts ou non contre le risque de guerre. M. Bernus (*op. cit.*, p. 41) a vérifié pour une grande compagnie, que la mortalité des assurés ayant demandé la couverture du risque de guerre en 1914-1919, différerait peu de celle de tous les assurés mobilisés.

(50) Actuellement, pour certaines grandes compagnies dont la production s'est fortement accrue au cours de ces dernières années, les capitaux-risques représentent plus de 80 % des capitaux en cours.

cienne et de production modérément croissante. Dans une société récente les têtes jeunes sont nombreuses ; le taux de surmortalité de guerre des assurés peut être proche de celui de l'ensemble des mobilisés. Si la production ne s'accroît pas trop vite, la répartition par âges se modifie chaque année jusqu'à devenir à peu près fixe ; la surmortalité de l'ensemble est alors celle que nous avons indiquée pour une compagnie ancienne.

Quant au coût du risque de guerre, il est élevé au début, relativement aux capitaux en cours, puisque, d'une part, les têtes étant jeunes, la surmortalité de guerre est forte, et que, d'autre part, les contrats étant récents, les capitaux-risques sont élevés. Mais, de même que la surmortalité de guerre correspondant à l'ensemble diminue jusqu'à être d'environ 6 %, de même la proportion des capitaux-risques aux capitaux en cours baisse jusqu'à n'être plus que de trois quarts ou deux tiers. On arrive alors à une période où le coût de l'assurance du risque de guerre est celui que nous avons indiqué pour une société ancienne ⁽⁵¹⁾.

(51) M. Bernus (*op. cit.*, p. 43) a évalué le coût de l'assurance du risque de guerre pour une compagnie réalisant une production annuelle de 100 millions en assurances mixtes souscrites au tarif minimum légal (4,25 %) pour une durée de 20 ans, en faisant état de la mortalité par classes de la dernière guerre. Lorsque la société a un an d'existence, le coût des sinistres de guerre est de 9 millions (soit 9,4 % des capitaux en cours sur les têtes mobilisées); puis, le coût s'élève jusqu'à 44 millions au bout de 15 ans et demeure à peu près constant (après 19 ans ce coût représente encore 3,7 % des capitaux en cours). Le taux de surprime est de 10,8 % quand la société a un an d'existence; il n'atteint une valeur à peu près fixe, de 5,8 % environ, qu'au bout de 18 ans. Remarquons que dans cet exemple, la production annuelle est supposée constante. Or, si la société est prospère, la production ira en augmentant, et il s'écoulera un temps plus long que celui indiqué, avant que la société puisse être assimilée à une société ancienne au point de vue du coût de l'assurance du risque de guerre et du taux de surprime.

SECTION III

ASSURABILITE DU RISQUE DE GUERRE

§ 1. — LE RISQUE DE GUERRE EST-IL ASSURABLE ?

63. — On a dit que le risque de guerre dans l'assurance-vie était inassurable moyennant un prix fixé d'avance ⁽⁵²⁾. Voici comment on peut résumer les arguments présentés par les partisans de cette opinion :

1° Le risque de guerre n'est pas mesurable. — En premier lieu, dit-on, les statistiques des guerres sont souvent erronées et toujours incomplètes ; la plupart, ne font connaître que le nombre des tués sur le champ de bataille, or ce nombre ne représente qu'une faible portion des morts.

En outre, ces statistiques n'ont aucune autorité pour une guerre future ⁽⁵³⁾. La mortalité changera avec les condi-

(52) V. Oeltzen, *L'assurance sur la vie en cas de guerre* par W. Karup, M. A., 1869, pp. 371 et 409. — Adan, *L'assurance sur la vie et le risque de guerre*, M. A., 1872, p. 49. — Sénès, *L'assurance du risque de guerre*, M. A., 1887, p. 184. — Dormoy, Note, M. A., 1887, p. 190. — A. T., *Le risque de guerre*, M. A., 1887, p. 493. — Circulaire adressée par les compagnies: *La Générale, L'Union, La Nationale* et *Le Phénix*, à leurs représentants, M. A., 1887, p. 493. — De Courcy, dans *Dictionnaire univ. de la Bourse...*, Paris (1887), Chap. Division des risques, *Risques non assurables*. — *Id.*, Note sommaire sur l'assurance des risques de guerre, Paris, 1887. — *Id.*, *Le risque de guerre dans les assurances sur la vie*, Paris, s. d. (1888). — Lux (Dr), *Le risque de guerre*, M. A., 1889, pp. 373 et 446. — De Cluveaux, dans *Le Monde économique*, 1896 (n° du 27 juin et s.).

(53) Telle est aussi l'opinion des mathématiciens : « Qu'il s'agisse en temps de guerre, de l'assurance sur la vie d'un combattant, ou de l'assurance d'un immeuble contre le bombardement ou encore de l'assurance en mer contre le risque de guerre, les statistiques pouvant avoir été établies dans le passé ne peuvent pas donner de renseignements pour l'avenir. Un changement dans les conditions du combat peut modifier complètement le risque, et le calcul des probabilités ne permet pas d'apprécier ce qu'il peut être pour l'avenir » (Lévy (P.), *Calcul des probabilités*, Paris, 1925, n° 39).

tions du combat ; elle pourra même être différente pour deux armées participant à la même guerre. Du reste, dans le passé, la mortalité des guerres a beaucoup varié ; laquelle prendrait-on comme base pour prévoir celle d'une guerre future ? La vérité est que nul ne sait, nul ne peut savoir, même avec une marge du simple au double, ce que seront la mortalité et la durée d'une guerre future. L'assurance, toujours fondée sur l'exacte appréciation des risques, ne saurait donc porter sur le risque de guerre.

2° Le risque de guerre est trop élevé pour être assuré. — Si l'on ne peut mesurer le risque de guerre, on peut du moins affirmer qu'il est très élevé.

En effet, a-t-on dit, l'armée française n'a pas perdu moins de 20 % de son effectif pendant la guerre de 1870 et de 56 % pendant la campagne de Russie ⁽⁵⁴⁾.

D'ailleurs la mortalité des guerres ne peut qu'aller en s'accroissant à mesure que se perfectionnent les armes.

Enfin, la mortalité des militaires ne doit pas seule entrer en compte pour l'évaluation du risque de guerre ; sans parler de l'accroissement de la mortalité dans la population civile, bien d'autres facteurs interviennent pour mettre les compagnies en péril : baisse des valeurs, rachats massifs, moratorium des primes, des loyers, etc.

Le risque de guerre, pour ces raisons encore, est insurable, car il est illusoire de demander une surprime si élevée, que l'assuré serait hors d'état de la payer.

3° Les risques courus par les assurés mobilisés ne sont pas indépendants. — La guerre rassemble des masses énormes d'hommes dont les risques de décès ne peuvent, par suite, être considérés comme distincts. On ne saurait les garantir sans contrevenir au principe de la division

(54) Lux, *op. cit.*, M. A. 1889, p. 380.

des risques, fondamental en matière d'assurance. Par exemple, dit-on, il est évident que la société qui aurait voulu assurer la vie de tous les combattants des guerres impériales, n'aurait pu tenir ses engagements.

4° La pratique des autres assurances montre que le risque de guerre n'est pas assurable moyennant une surprime fixée d'avance ⁽⁵⁵⁾. Ainsi, les assureurs maritimes se sont affranchis des risques de guerre non seulement étrangère, mais même civile, dès que l'état de paix est devenu habituel. Ils n'acceptent de garantir les risques de guerre que moyennant une convention spéciale, et fixent le coût de l'assurance, en s'inspirant des circonstances. Il leur semblerait « extravagant » de fixer à forfait une surprime pour toutes les guerres et pour tous les voyages.

En assurance-incendie, les risques de guerre ont toujours été exclus des polices. Les assureurs n'ont jamais consenti à garantir les risques de guerre car ils sont inassurables, étant solidaires les uns des autres. Toutes les compagnies françaises auraient été ruinées par les incendies de la Commune, si elles avaient seulement consenti à couvrir les risques de guerre civile.

En définitive, l'assureur sur la vie ne doit pas promettre de garantir les risques de guerre moyennant une surprime fixée d'avance, car ces risques sont solidaires entre eux, non mesurables et trop élevés pour être assurés. Les polices des mobilisés doivent donc être résiliées ou au moins suspendues. Quant aux risques de mort à la guerre, ils ne sont accessibles qu'à l'association mutuelle ⁽⁵⁶⁾.

(55) De Courcy, *Le risque de guerre...*, *op. cit.*

(56) On a aussi proposé (sans aucun succès) la création de sociétés créées dès le temps de paix dans le but exclusif de couvrir le risque de guerre (Karup, d'après Oeltzen, *op. cit.*).

64. — Les partisans de l'assurabilité du risque de guerre n'admettent pas ces arguments ⁽⁵⁷⁾.

1° Ils reconnaissent que le risque de guerre n'est pas mesurable exactement, mais ils objectent que beaucoup de risques dont l'intensité est inconnue font l'objet d'une assurance. En assurance sur la vie, même, on a fixé des surprimes pour séjour dans des zones malsaines sans données statistiques suffisantes.

2° Le risque de guerre n'est pas aussi élevé qu'on le prétend. — Il est notamment inexact que le taux des pertes françaises dans la guerre de 1870-1871 ait été de 20 %.

On conçoit d'ailleurs que les pertes de guerre ne puissent excéder un certain taux, car dès qu'une nation a perdu une certaine proportion d'hommes, elle ne peut poursuivre la lutte et demande la paix.

Plusieurs facteurs contribueront en outre à rendre les guerres futures de moins en moins meurtrières : les progrès de la médecine permettront de sauver la vie des blessés et d'écarter les épidémies ; le perfectionnement des armes lui-même est plus favorable à la défense qu'à l'attaque ; de plus, disait-on couramment avant 1914, il est économiquement impossible qu'une guerre moderne dure longtemps et par suite fasse beaucoup de victimes.

D'autre part, la guerre étrangère ne paraît pas, sous le rapport de la mortalité, plus redoutable que d'autres fléaux

(57) V. *Les surprimes de guerre*, Caen, 1878. — *Rapport du Bureau fédéral des assurances... en 1887*, Berne, 1889 ; ...en 1888 (1890) ; ...en 1895 (1897). — Hamon, *Le risque de guerre est-il assurable ?*, dans *L'Assurance moderne*, 17 juil. 1896. — Allaert, *De l'assurance des risques de guerre*, Thèse Paris, 1900. — Dumas, *L'assurance du risque de guerre*, *Bull. de l'Assoc. des act. suisses*, Berne, 1911. — Cren, *Le risque de guerre dans l'assurance sur la vie*, Thèse Paris, 1913. — Guitet-Vauquelin, *Le risque de guerre dans l'assurance sur la vie*, *Revue europ. et col.*, mars 1914.

qui sont compris dans la garantie ordinaire de la police, tels que la guerre civile ou les épidémies ⁽⁵⁸⁾.

Enfin, l'assureur qui exclut les « risques de guerre » continue à couvrir les risques courus par les assurés civils. Cette exclusion ne le met pas non plus à l'abri des fluctuations du taux de placement et du cours des valeurs, qui peuvent lui faire subir des pertes plus grandes que celle résultant de la surmortalité de ses assurés mobilisés.

3° On ne saurait dire que les risques sont solidaires entre eux car la mort frappe au hasard parmi les mobilisés.

4° Ce qui prouve que le risque de guerre est assurable, c'est qu'en fait, il est assuré en France et à l'étranger, par des compagnies dont certaines ont l'expérience de plusieurs guerres.

5° Enfin, le système qui repousse l'assurance du risque de guerre aboutit à la résiliation ou à la suspension de la police. Or, la résiliation est injuste ; la suspension elle-même est inacceptable, car elle est contraire à la tendance moderne vers l'incontestabilité absolue des polices.

65. — Que faut-il penser des deux thèses contraires dont nous venons de résumer les arguments ? Sans reprendre un à un tous ces arguments, voici les observations que l'on peut faire :

1° Il faut reconnaître d'abord, que l'on a en général surestimé le taux de surprime correspondant aux guerres *passées*.

Ce qui frappe, dans la plupart des études sur le risque

(58) D'Avenel, *Le mécanisme de la vie moderne, Les assurances sur la vie, Revue des Deux-Mondes*, 15 sept. 1895 : « La guerre d'Italie, en 1859, occasionna moins de décès que le choléra en 1849. Il ne mourut pas plus de Français dans l'expédition de Crimée en 1854, que durant l'épidémie de 1853. La grande « peste » du XIX^e siècle... en 1832... fut l'auteur d'une hécatombe égale à celle de l'année 1870 ».

de guerre, c'est que, de la proportion des décès au nombre d'hommes mobilisés au cours d'une guerre, ou de la proportion des décès aux effectifs, on fait généralement un taux de surprime. On oublie ainsi que la mortalité de l'ensemble des assurés mobilisés d'une société n'atteint aucune des proportions précédentes, surtout si la société est ancienne ; et, qu'au surplus, ce qui est à considérer pour la fixation de la surprime, c'est la surmortalité de guerre et non la mortalité elle-même.

C'est ainsi que pour la guerre de 1914-1919, la proportion des décès aux effectifs a été de plus de 30 % ; celle des décès parmi les hommes ayant été mobilisés au cours de la guerre, de 16 %, et que, malgré ces chiffres élevés, le taux de surmortalité de l'ensemble des assurés mobilisés ne ressort qu'à environ 6 %, pour toute la durée de la guerre (V. n° 62).

2° Enfin, la question de l'indépendance des risques de guerre demande à être précisée.

On peut considérer le risque de décès à la guerre d'un mobilisable, comme formé des deux suivants : 1° risque de survenance d'une guerre ; 2° la guerre ayant lieu, risque pour le mobilisé d'y succomber ⁽⁵⁹⁾.

Si p_1 et p_2 sont les probabilités correspondant à ces deux derniers risques pour une année, la probabilité annuelle p pour le mobilisable de mourir à la guerre est : $p = p_1 \times p_2$

Ceci posé, on peut envisager l'assurance du risque de guerre de deux façons.

Premier procédé : l'assureur prend en charge le deuxième risque seul. Autrement dit, il s'engage à payer un capi-

(59) Nous supposons qu'il y a certitude pour le mobilisable de prendre part à la guerre si celle-ci éclate ; s'il y avait simplement risque, il faudrait introduire une autre probabilité, mais le raisonnement serait le même.

tal K au décès à la guerre de l'assuré, moyennant une prime $s_2 = p_2 K$ payable annuellement pendant la campagne seulement. Cette opération ressemble aux opérations ordinaires d'assurance, du moins si l'on suppose la probabilité p_2 connue. En effet, si l'assureur groupe un nombre d'assurés suffisant N , bien répartis entre les formations de l'armée, les risques courus par eux sont indépendants les uns des autres. Chaque année, durant la campagne, $p_2 N$ décès se produisent, rendant exigible une somme $p_2 N K$ qui est bien égale au total des primes reçues dans l'année par l'assureur. En fait, comme la probabilité p_2 est inconnue, l'opération est spéculative.

Deuxième procédé : l'assureur prend en charge les deux risques. En d'autres termes, il accepte de payer un capital K au décès à la guerre de l'assuré, moyennant une prime $s = pK = p_1 s_2$ plus faible que la précédente, mais payable annuellement en paix comme en guerre. Cette opération, comme l'a montré M. Poterin du Motel ⁽⁶⁰⁾, constitue un pari pour l'assureur, car les risques courus par les assurés ne sont plus indépendants. Elle revient, en effet, à garantir à *tous* les assurés, le paiement de la prime s_2 si la guerre survient dans l'année, soit au total $s_2 N$. Si, au contraire, la guerre n'a pas lieu dans l'année, elle ne paie rien. Au total, l'assureur réalise un gain, lorsque la guerre n'a lieu qu'après l'époque prévue, une perte lorsqu'elle a lieu auparavant. Mais il est indispensable qu'elle ait toujours disponible, la somme $s_2 N$ qu'elle aurait à payer si la guerre survenait dans l'année.

Ces remarques s'appliquent à l'assurance sur la vie, ie

(60) Poterin du Motel, *Théorie des assurances sur la vie*, Paris, 1899, n° 37. V. aussi Galbrun, *Assurances sur la vie, Calcul des primes*, Paris, 1924, p. 35.

capital K sur lequel porte l'assurance de guerre étant le capital-risque, et la probabilité p_2 représentant la surmortalité de guerre des assurés mobilisés.

En résumé, l'entreprise d'assurance-vie qui garantit le risque de guerre, moyennant une surprime annuelle payable dès le temps de paix (ou gratuitement, ou dans le système de l'assurance complète), fait, en ce qui concerne la couverture de ce risque, un pari et non une opération d'assurance. Elle devrait donc disposer théoriquement, d'un fonds de guerre égal au total des surprimes que percevrait une société ne demandant celles-ci qu'au moment de la mobilisation. Ce fonds serait important, surtout pour une société récente ou en voie de grand développement.

La société qui couvre le risque de guerre moyennant une surprime annuelle ou unique (ou son équivalent : prorogation d'échéance, par exemple), fait elle-même, en raison de l'indétermination qui règne sur la mortalité d'une guerre future, une opération spéculative différant notablement de l'assurance-vie théorique ⁽⁶¹⁾.

Bien qu'en toute logique, il soit impossible de démontrer que le risque de guerre est assurable, notre conclusion est qu'on doit le considérer comme tel, puisque, dans les guerres passées, il a été ou aurait pu être couvert à des taux acceptables.

Peut-être d'ailleurs, trouvera-t-on des combinaisons atténuant le caractère spéculatif de l'assurance de guerre, comme il en a été trouvé, par exemple, pour l'assurance

(61) Les épidémies, les fluctuations du taux de l'argent, les variations de la monnaie, rendent aussi les opérations d'assurance-vie spéculatives. Il est vrai que dans l'assurance du risque de guerre, les compagnies d'assurance-vie ne conservent, au moins théoriquement, que des chances de pertes, puisqu'elles s'engagent à ristourner l'excédent des surprimes.

contre les bombardements, à la fin de la dernière guerre. Mais ici, le problème est bien plus délicat.

Enfin, nous remarquerons que si actuellement une société refusait isolément de couvrir le risque de guerre, persuadée que la prise en charge de ce risque la conduit à la ruine, elle éviterait un danger problématique pour tomber dans un mal certain, car ses opérations ne prendraient aucun développement.

§ 2. — FIXATION DU TAUX DE SURPRIME

66. — Le système de couverture du risque de guerre moyennant une surprime annuelle perçue dès le temps de paix suppose l'estimation de la probabilité de survenance d'une guerre au cours d'une année. On a parfois pris pour valeur de cette probabilité le rapport $\frac{n}{N}$ dans lequel n est le nombre d'années de guerre au cours d'une période de N années ⁽⁶²⁾. Ce procédé d'évaluation est évidemment peu acceptable, car les chances de guerre varient beaucoup d'une époque à l'autre.

Quant aux prévisions concernant la mortalité de guerre ou le taux de surprime correspondant, elles ont été assez variables.

Avant la guerre mondiale (en 1888), le Bureau fédéral des assurances de Berne estimait que le chiffre des pertes dans les guerres futures n'atteindrait pas 10 % et qu'une société pouvant faire face à une perte de 10 % même de

(62) On a ainsi évalué à 0,17 la probabilité annuelle d'une guerre pour la Prusse, ce qui correspond à une guerre tous les six ans (Karup, d'après Oeltzen, *op. cit.*).

la somme assurée en cas de guerre, ne courait aucun danger ⁽⁶³⁾.

D'après M. S. Dumas (en 1911) « une armée qui a vu mourir 7 à 8 % de ses hommes est réduite de moitié, si ce n'est des deux tiers », de sorte que la lutte ne peut continuer. La crise économique résultant de la guerre empêcherait d'ailleurs les pertes d'atteindre un taux aussi élevé. Cependant « une grande société d'assurance devrait se mettre en mesure de couvrir des sinistres s'élevant à 8 ou 10 % des sommes assurées » ⁽⁶⁴⁾.

Rappelons que dans le système de la surprime fixe (1877), le taux *annuel* était de 10, 7 1/2 ou 5 % suivant les catégories, ce qui correspondait à un taux moyen d'environ 8 % ⁽⁶⁵⁾.

Actuellement, l'assurance de guerre est fondée généralement sur un taux de surprime uniforme et *unique*, réellement perçue ou prélevée sur les réserves, égal à 6,5 % du capital-risque ⁽⁶⁶⁾. Ce taux est à peu près celui qui résulte de l'expérience de la guerre mondiale.

67. — Peut-on considérer le risque de guerre comme un risque ordinaire de la police entrant dans les prévisions des parties dès la signature du contrat ? Cette question ne se pose guère en France que depuis la guerre mondiale, plusieurs sociétés nouvelles ayant émis des polices couvrant gratuitement et sans formalité, le risque de guerre.

(63) *Rapp. du Bureau fédéral*, en 1888, Berne, 1890, p. 27.

(64) Dumas, *op. cit.*, pp. 103 et s.

(65) On dit fréquemment que la guerre mondiale a confirmé les prévisions des compagnies relativement au taux de surprime. Cette vérité veut quelque adoucissement : le taux de surprime moyen ressortait à environ 8 % ; et surtout, la surprime étant prévue annuelle, beaucoup d'assurés auraient dû effectuer trois ou quatre paiements. En fait, nous l'avons dit une seule surprime a été perçue.

(66) M. Bernus (*op. cit.*, p. 41) pense aussi que « le taux de surprime unique moyenne pourrait être fixé à 6,5 ou 7 % » du capital soumis au risque.

L'assurance gratuite a, dit-on, le mérite d'être simple ; ce système supprime les contestations que peut faire naître la garantie avec surprime ; il est pour la compagnie qui le pratique, un excellent moyen de réclame auprès des assurés mobilisables (67). De plus, l'expérience de plusieurs compagnies pendant la dernière guerre prouve qu'il est possible et qu'il ne saurait mettre en péril une société, surtout si elle possède un champ d'action international.

On a répondu que l'expérience de la dernière guerre n'était pas probante, très peu d'assurés ayant été couverts contre le risque de guerre gratuitement ; que, d'autre part, les lois de tous les pays exigeant la constitution de réserves, une société ne saurait faire supporter aux assurés d'un pays des pertes importantes subies dans d'autres pays du fait de la guerre. Et l'on conclut en appelant l'attention des assurés et des autorités du Contrôle sur certaines sociétés qui, en promettant la couverture gratuite du risque de guerre, prennent des engagements qu'elles ne seraient pas à même de tenir en cas de guerre (68).

En réalité, on peut répéter ici ce que nous avons dit de la garantie au moyen d'une surprime faible perçue dès le temps de paix : la société qui couvre gratuitement le risque de guerre parie que la guerre n'aura pas lieu ; elle doit donc disposer d'un fonds de guerre d'autant plus important qu'elle est plus récente, pour le cas où elle viendrait à perdre ce pari (V. n° 65). Seulement ici, sa situation est encore moins bonne, puisqu'elle ne peut compter sur aucune surprime pour alimenter son fonds de guerre.

(67) M. S. Dumas estime que « une société très forte peut assurer le risque de guerre sans surprime » ; il considère le risque de guerre « non comme un risque nouveau, mais comme une aggravation que la société doit supporter » (*op. cit.*, p. 119).

(68) Bernus, *op. cit.*, pp. 43 et s. — V. aussi Guillon, *Peut-on assurer gratuitement le risque de guerre ?*, dans le *Journal de l'assureur et de l'assuré*, Paris, nov. 1928.

CHAPITRE V

LA GARANTIE DU RISQUE DE GUERRE DANS LES CONTRATS ACTUELS

68. — On peut diviser les polices actuelles en trois groupes (Comp. n° 13) :

Premier groupe : Polices couvrant intégralement le risque de guerre.

Ce groupe est actuellement important. On rencontre les systèmes suivants :

L'assurance complète, pratiquée par plusieurs compagnies (1) ;

L'assurance gratuite du risque de guerre, pratiquée surtout par de jeunes compagnies françaises depuis la guerre mondiale (2) ;

Le système de la prorogation d'échéance qui a commencé à se répandre vers 1929 et est très employé aujourd'hui (3).

(1) *Ass. gén.; Nationale; Phénix.*

(2) *Lloyd de France* (fondé en 1919; couvre gratuitement le risque de guerre depuis 1927); *Royale* (1929); *Cité* (1929) (après trois mois de durée du contrat); *Mondiale* (après trois ans; auparavant, pour certaines catégories de militaires : réserve, service auxiliaire); *Gresham* (sauf pour les militaires de profession); *Norwich; Utrecht.*

(3) *Ass. gén.; Union; Nationale; Paternelle; Monde; Abeille; Séquanais* (après deux ans); *Caisse nat. d'ass. en cas de décès.* — Le système de la prorogation d'échéance est dû à M. Hochart, actuaire de *La Nationale.*

Deuxième groupe : Polices couvrant partiellement le risque de guerre.

Ces polices restent en vigueur, en cas de mobilisation de l'assuré, jusqu'à concurrence d'une certaine somme ; pour le surplus, elles sont généralement suspendues ⁽⁴⁾.

Troisième groupe : Polices excluant le risque de guerre.

Ce groupe a beaucoup perdu de son importance depuis la guerre.

D'après les clauses, le contrat est suspendu en cas de mobilisation de l'assuré. Les effets de la suspension sont ceux que détermine la loi de 1919 (V. n° 39 et s.), comme prennent d'ailleurs soin de le stipuler, les polices ⁽⁵⁾.

Naturellement, toutes les polices de ce groupe prévoient la possibilité d'une convention spéciale en vue de couvrir le risque de guerre. Cette convention se rattache actuellement, soit au procédé de la surprime fixe ⁽⁶⁾, soit au système de la prorogation d'échéance ⁽⁷⁾. Le système du « fonds commun » a complètement disparu.

(4) En fait, la garantie est souvent intégrale, lorsque le capital couvert en cas de guerre est élevé. Ainsi, *La Hafnia* couvre le risque de guerre jusqu'à 100.000 francs (pour les militaires non professionnels, après deux ans; le risque de mort normale est toujours couvert).

(5) Cependant, certains assureurs acceptent d'insérer une clause, aux termes de laquelle, le contrat est suspendu seulement au moment où l'assuré est appelé dans « la zone des armées ». Cette clause nous semble inopérante (comme contraire à la loi de 1919) et, en tout cas inopportune (le point de départ de la suspension ainsi fixé manquant de précision) (V. n° 50).

(6) *Nationale; Phénix; Patrimoine; Mondiale* (pour les assurés non couverts gratuitement). La plupart des compagnies acceptent d'ailleurs ce mode de couverture du risque de guerre.

Une compagnie (*Ass. gén. de Trieste*), dont la police se rattache au deuxième groupe indiqué plus haut, accepte de couvrir le risque de guerre, moyennant, soit une surprime annuelle faible, perçue dès le temps de paix (0,20 % du capital non couvert gratuitement), soit une surprime unique payable à la souscription du contrat (1 % de ce même capital), soit une surprime unique payable à la mobilisation (2 % de ce capital).

(7) *Urbaine, France, Patrimoine, Victoria de Berlin.*

En définitive, les procédés actuels de garantie du risque de guerre, au moyen d'une convention spéciale ou de la police elle-même, sont : la surprime fixe, l'assurance complète, l'assurance gratuite, la prorogation d'échéance.

Le système de l'*assurance complète* a peu varié depuis son origine (1896). Notons simplement dans la police du *Phénix*, les modifications suivantes aux clauses primitives (V. n° 12) :

La clause rendant obligatoire le paiement des primes pendant la guerre n'était plus compatible avec la loi du 13 juillet 1930 (art. 75). Aussi la police actuelle stipule seulement que l'assuré donne mandat (toujours révocable) à la compagnie, de payer ses primes pendant la guerre, à titre d'avance (V. n° 91).

D'autre part, les sinistres de guerre, c'est-à-dire ceux survenus « pendant les hostilités » (et non plus pendant cette durée et un délai complémentaire de 8 mois) sont couverts, pourvu que la police ait « trois mois de date » (au lieu de six mois).

Ce système, nous l'avons vu, exige la constitution d'un fonds de guerre. Ce fonds est alimenté normalement par les participations aux bénéfices des assurés ; mais celles-ci ne deviennent suffisantes qu'un certain délai après la mise en vigueur du système ; auparavant, une dotation de la compagnie au fonds de guerre doit suppléer à cette insuffisance.

Le système de l'*assurance gratuite du risque de guerre* est très simple. Le risque de guerre est considéré comme un risque ordinaire. Sa garantie ne donne lieu à aucune augmentation de la prime ; celle-ci est calculée au tarif

ordinaire qui est actuellement, le tarif minimum légal ⁽⁸⁾.

Ce système nécessite également, la formation d'un fonds de guerre (V. n° 65).

Enfin, il nous reste à parler des systèmes de la surprime fixe et de la prorogation d'échéance.

§ 1. — SYSTÈME DE LA SURPRIME FIXE

69. — L'« avenant de guerre » qui intervenait lorsqu'un assuré demandait la couverture du risque de guerre, est aujourd'hui remplacé par un acte qui, nous allons le voir, diffère notablement du premier.

Résumons les dispositions de cet acte, en prenant comme type celui qui est en vigueur à *La Nationale* (V. n° 92) ⁽⁹⁾.

1° L'assuré qui désire être garanti contre le risque de guerre doit déclarer « dans le délai de 30 jours de son incorporation, qu'il entend expressément couvrir le risque de guerre ». Cette déclaration peut être faite sous diverses formes : lettre recommandée, etc...

En même temps, il doit faire connaître son affectation et la date de sa mobilisation ⁽¹⁰⁾.

Rappelons que, dans l'ancien avenant, il était simplement question d'une « déclaration d'entrée en campagne » à faire dans un délai de quinze jours (ou parfois d'un mois) à partir de l'entrée en campagne de l'assuré.

(8) Voici la clause en usage au *Lloyd de France*: « La Compagnie couvre, sans déclaration préalable et sans surprime, l'assuré appelé par le service militaire (armée de terre, de mer ou aérienne), soit en temps de paix, soit en temps de guerre ».

(9) Ces dispositions varient peu d'une compagnie à l'autre. Toutefois, celles de telle grande compagnie sont très sévères : la surprime est annuelle, le taux étant de 10 ou 5 % suivant le cas.

(10) En vérité, ce n'est pas l'avenant de guerre lui-même qui prescrit cette déclaration, mais une « feuille annexe » à remplir en cas de mobilisation.

2° En même temps qu'il fait la déclaration prévue, l'assuré doit payer une surprime.

Le paiement est fait aux risques et périls de l'assuré. Au lieu d'effectuer un versement direct, l'assuré peut aussi profiter des facilités accordées par la société (dépôt de valeurs, caution, avance sur police).

Il a également la faculté de ne pas verser la totalité de la surprime ; le capital assuré est alors abaissé en conséquence.

La surprime est unique, c'est-à-dire valable pour toute la durée de la guerre. Le taux est uniformément de 6,5 %. On sait qu'autrefois, la surprime était annuelle et qu'en outre, le taux était de 10, 7 1/2 ou 5 %, suivant les catégories, le taux moyen ressortant d'ailleurs, à 8 % environ.

En principe, le montant de la surprime s'obtient en appliquant ce taux au capital assuré, lorsque la police n'a pas de valeur de rachat, et au capital-risque, dans le cas contraire.

3° Enfin, il est stipulé que l'excédent éventuel des surprimes de guerre sera ristourné aux assurés.

Cet excédent est formé par la différence entre « le total des surprimes acquises à la compagnie et le total des sinistres survenus, tant pendant la guerre que pendant un délai de trois mois à compter de la cessation des hostilités, parmi les assurés qui ont payé lesdites surprimes ». La somme à répartir entre les assurés survivants est cet excédent diminué des frais. Il est précisé que « la répartition, approuvée par le Conseil d'administration, fera loi à l'égard de tous les assurés et nul ne sera admis à la critiquer ».

On voit que dans l'ensemble, les conditions de l'assurance de guerre sont meilleures pour l'assuré qu'autrefois, puisque la surprime est devenue unique et que son taux est

plus accessible. Toutefois, les termes de la clause qui stipule la ristourne de l'excédent des surprimes, demeurent critiquables, puisqu'ils semblent indiquer que la surprime est destinée à faire face, non seulement à la surmortalité de guerre, mais encore à la mortalité normale.

70. — Ce qui frappe dans la rédaction du nouvel avenant de guerre, ce sont les précautions prises par l'assureur pour ne couvrir les risques de guerre, que si, dans le délai prévu à partir de la mobilisation, l'assuré titulaire de cet avenant, demande expressément, à sa mobilisation, la garantie du risque de guerre et paie la surprime.

1° La dénomination d' « avenant de guerre » qui prêtait à des assimilations jugées fâcheuses, a été supprimée. Le titre actuel indique bien que le nouvel acte n'a d'autre but que « la fixation des conditions de l'assurance spéciale du risque de guerre » qui pourra intervenir au moment de la mobilisation de l'assuré. Il est bien spécifié que la garantie du risque de guerre est « purement facultative pour l'assuré, qui pourra la réclamer ou non », et qu' « elle n'aura d'existence et d'effet que par la déclaration formelle de cet assuré... qu'il entend expressément couvrir le risque de guerre ». L'assuré a également la faculté de n'être garanti que partiellement, en payant moins que la surprime prévue. Enfin, le nouvel acte ne porte que la signature de la compagnie.

2° D'autre part, il est stipulé que la déclaration faite par l'assuré au moment de sa mobilisation, pour obtenir la garantie du risque de guerre « n'aura de valeur que si elle est accompagnée du montant de la surprime, et le risque de guerre ne se trouvera effectivement couvert qu'après le paiement de cette surprime ».

Toutes ces précautions sont prises en vue d'un moratorium éventuel tel que celui qui fut institué au début de la dernière guerre. L'assureur veut éviter le retour des difficultés qui se produisirent alors, il veut empêcher qu'un assuré mobilisé, titulaire d'un avenant de guerre, mais décédé sans avoir fait la déclaration et payé la surprime, soit considéré par les tribunaux comme garanti contre le risque de guerre (V. n^{os} 26 et s.).

La nouvelle forme de l'avenant de guerre permettra-t-elle à l'assureur d'atteindre ce but ? Les précautions qu'il a prises seront-elles efficaces ? Pour répondre à cette question, il faut examiner deux points.

1^o En premier lieu, quelle est la portée juridique du nouvel avenant de guerre ? A quel moment naît l'assurance du risque de guerre ?

Selon nous, le nouvel avenant de guerre, dont l'objet est de fixer les conditions de l'assurance du risque de guerre, constitue, pour la compagnie, une offre, une promesse unilatérale d'assurance, valable pour toute la durée du contrat. La prétendue « demande » que l'assuré doit formuler, dans un délai fixé à partir de sa mobilisation, pour obtenir « le maintien en vigueur de son contrat pendant la guerre » n'est, en réalité, qu'une acceptation de cette offre. Au jour de cette acceptation, et à ce jour seulement, l'accord des volontés étant réalisé, la promesse se transforme en assurance ⁽¹¹⁾.

(11) Les compagnies ont tendance à faire de l'assurance du risque de guerre, au moyen d'une surprime fixe, un contrat complètement indépendant de tout acte antérieur. Elles craignent sans doute que l'analyse de l'avenant de guerre en une promesse d'assurance, ne conduise à faire rétroagir l'assurance de guerre à la date de cet avenant. Mais cette crainte ne paraît pas fondée en droit : l'avenant actuel n'engage que l'assureur ; il ne saurait donc être assimilé à un contrat d'assurance sous condition suspensive, dans lequel il y aurait, dès le début, volonté de l'assureur de garantir, volonté de l'assuré d'être garanti, et produisant dès lors, un effet rétroactif.

On ne saurait objecter que le paiement de la surprime est nécessaire à l'existence de l'assurance de guerre, comme le stipule le nouvel avenant. La vérité est que ce contrat d'assurance *existe* dès que l'assuré accepte l'offre de la compagnie ; seulement son *effet* est suspendu jusqu'au paiement de la surprime ⁽¹²⁾.

2° Ceci établi, on conçoit qu'un moratorium puisse proroger le délai imparti à l'assuré pour signifier sa volonté et payer la surprime. Seulement la garantie ne pourra être accordée à l'assuré s'il est décédé sans avoir accepté l'offre de la compagnie, car aucun moratoire ne saurait avoir pour effet de faire perdre au contrat d'assurance-vie son caractère aléatoire.

§ 2. — SYSTÈME DE LA PROROGATION D'ÉCHÉANCE

71. — Dans le système de la surprime fixe, l'assuré doit acquitter une somme élevée au moment même de sa mobilisation. C'est un inconvénient que pallient, dans une certaine mesure, les facilités accordées à l'assuré pour se libérer (avance sur police, etc...). Mais, on peut aussi y remédier par une transformation de contrat analogue à celles qui eurent pour but d'éviter à l'assuré, le paiement effectif et immédiat de ses primes arriérées à la fin de la dernière guerre (V. n° 47).

Le principe est le suivant : on prélève sur la réserve au moment de la mobilisation, une somme égale au montant de la surprime. La réserve ainsi amputée, sert de prime

(12) Comp. avec le contrat d'assurance-vie ordinaire, Dupuich, n° 88. — V. cependant Besson, *La conclusion du contrat d'assurance*, *Rev. gén. ass. terr.*, 1933, p. 37 et s.

unique à un nouveau contrat dont un ou plusieurs éléments diffèrent de l'ancien.

Les transformations les plus simples s'obtiennent en modifiant un seul des éléments du contrat primitif ⁽¹³⁾. On a ainsi les modes suivants :

- 1° Augmentation du montant de la prime annuelle ;
- 2° Prolongation de la période de versement des primes (dans les contrats à primes temporaires) ;
- 3° Prorogation d'échéance (dans les contrats à terme) ;
- 4° Diminution du capital assuré.

L'assuré est libéré du paiement de la surprime, en acceptant, soit une augmentation de ses engagements, dans les deux premiers modes, soit une diminution des engagements de l'assureur, dans les autres.

Les deux premiers procédés ne sont pas utilisés. Le troisième ne l'est guère que dans les contrats vie entière ⁽¹⁴⁾. Nous dirons quelques mots du dernier qui est très répandu.

72. — Dans le système de la prorogation d'échéance, les obligations de l'assuré ne sont pas modifiées : le montant des primes et la durée de la période de versement restent les mêmes. Le montant du capital assuré reste aussi le même ; seule, l'échéance est prorogée d'un certain délai, d'où une diminution des engagements de l'assureur

(13) On pourrait aussi modifier deux éléments ; par exemple, dans les assurances à terme, prolonger la période de versement des primes et proroger l'échéance du contrat.

(14) Avec les notations indiquées *infra*, la diminution D du capital est donnée par la formule :

$$D = \frac{S}{\prod_{x+k}^{(n-k)}}$$

En pratique, les valeurs de D sont tirées d'un tableau, comme pour la prorogation d'échéance. Il est facile de voir que la valeur de réduction se trouve diminuée de la même quantité D que le capital assuré.

compensant l'aggravation de risque qu'il supporte du fait de la participation de l'assuré à la guerre.

Désignons par V_{x+k} la réserve à la fin de la k^{e} année, d'un contrat d'assurance en cas de décès d'un capital de 1 franc souscrit sur une tête d'âge x . Dans le système de la surprime fixe et unique, l'assuré mobilisé à la fin de la k^{e} année aurait à verser immédiatement la somme :

$$(1) \quad S = s (1 - V_{x+k})$$

s étant le taux unitaire de surprime (V. n° 61).

Soit n la durée, en années, du contrat. Pour calculer la prorogation p , on écrit que S représente la différence des primes uniques d'inventaire correspondant à l'ancienne et à la nouvelle combinaison :

$$(2) \quad S = \Pi'_{x+k}^{(n-k)} - \Pi'_{x+k}^{(n-k+p)}$$

Il serait incommode d'utiliser la formule (2) pour calculer la prorogation d'échéance dans chaque cas particulier. Aussi, en pratique, on fait des hypothèses simplificatrices. On admet que dans les assurances à terme fixe, combinée, dotale, la prorogation d'échéance est la même, toutes choses égales d'ailleurs, que dans l'assurance mixte. En outre, une autre hypothèse permet d'éliminer une des trois variables, x , n , et k , dont dépend la prorogation d'échéance. Grâce à ces approximations, un seul tableau à double entrée permet d'obtenir, dans tous les cas, la prorogation cherchée.

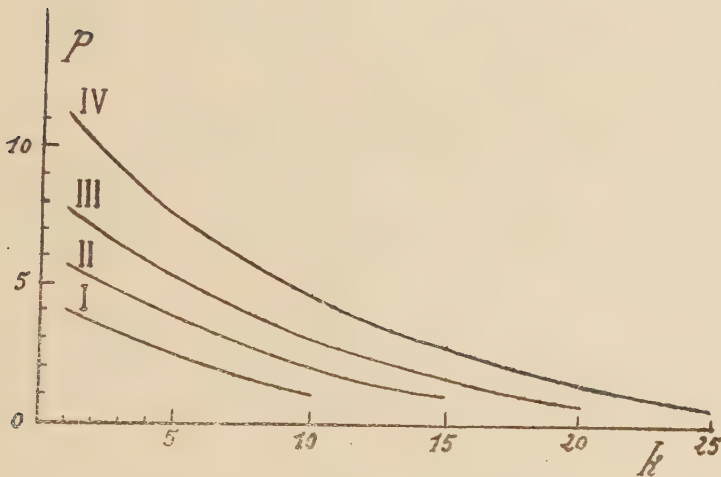
Ainsi, dans un système employé par plusieurs compagnies ⁽¹⁵⁾, basé sur un taux de surprime de 6,5 % et sur le tarif minimum légal (4,25 %), on suppose que l'âge de l'assuré à l'échéance du contrat est uniformément de

(15) *Ass. Gén., Union, Urbaine, Soleil, Patrimoine.*

55 ans : $x+n=55$. On peut alors exprimer la prorogation p en fonction de la durée du contrat n et du nombre k de primes annuelles payées au moment de la mobilisation (V. n° 93 et *infra*, le graphique) : $p=f(n, k)$.

PROROGATION D'ÉCHÉANCE EN CAS DE MOBILISATION

Contrats d'une durée de 15 ans (I), 20 ans (II), 25 ans (III),
30 ans (IV)



D'autres compagnies ⁽¹⁶⁾ utilisent un tableau où la prorogation est donnée en fonction de l'âge à la mobilisation et de l'âge au terme du contrat : $p=f(x+k, x+n)$.

Enfin, l'introduction d'une hypothèse supplémentaire permet de ne plus conserver qu'une variable. C'est ainsi que certaines compagnies ⁽¹⁷⁾ utilisent un tableau donnant

(16) *Nationale, Paternelle.*

(17) *France, Foncière.*

la prorogation en fonction du seul nombre d'années restant à courir au moment de la mobilisation : $p=h(n-k)$.

On peut vérifier sur des cas particuliers que ces tableaux conduisent à des valeurs de prorogation parfois assez différentes.

Les valeurs de réduction et de rachat du contrat prorogé sont calculées en faisant état de la réserve du contrat prorogé, évidemment inférieure à celle du contrat primitif.

Pratiquement, la plupart des compagnies utilisent un tableau donnant, pour des contrats de durées initiales diverses, le « taux de diminution de la valeur de réduction » en fonction de la durée de prorogation correspondant à un contrat de 10.000 francs. La diminution à faire subir à la valeur de réduction d'un contrat de même capital s'obtient alors, en multipliant ce taux par le nombre de primes restant à payer (V. n° 93).

La valeur de rachat du contrat prorogé se déduit de la valeur de réduction ainsi obtenue, par la même opération d'escompte que pour le contrat primitif.

73. — La clause-type des polices garantissant le risque de guerre moyennant une prorogation d'échéance, est la suivante :

« Si l'assuré est mobilisé à l'occasion d'une guerre contre une puissance étrangère, le risque de décès sera couvert sans aucun versement de surprime et dans les conditions suivantes :

« De convention expresse et en l'absence de stipulations contraires, le terme du contrat sera prorogé d'une durée fixée d'après les conditions en vigueur au moment de la

souscription de la police. Il ne sera apporté aucune modification au nombre, au montant et aux échéances des primes stipulées ; seules la valeur de réduction... et la valeur de rachat... seront modifiées d'après la durée de la prolongation » (18).

Deux tableaux indiquant respectivement la prorogation d'échéance et la valeur de réduction sont remis à l'assuré au moment de la souscription de sa police.

Lorsque la police exclut les risques de guerre, l'assurance de guerre est contractée sous forme d' « avenant » contenant une disposition analogue à celle que nous venons de citer.

Outre la clause précitée, les polices ou avenants contiennent parfois d'autres dispositions. Ainsi, il est quelquefois stipulé que l'assuré sera couvert contre le risque de guerre seulement s'il s'est écoulé un certain temps entre la souscription du contrat et la mobilisation de l'assuré. Parfois il est stipulé que l'assuré doit faire une déclaration à sa mobilisation ; qu'il a la faculté de renoncer à la garantie du risque de guerre (19) ; qu'il sera couvert sans prorogation s'il est seulement mobilisé à l'intérieur (20).

(18) *Ass. gén.*

(19) Voici la clause : « Si avant la date de sa mobilisation, l'assuré demande à la compagnie à renoncer aux avantages de ce régime, il en sera fait mention, soit aux conditions particulières ci-contre, soit par avenant. Dans ce cas l'assurance sera suspendue à dater du jour de la mobilisation de l'assuré, et régie par les dispositions de la loi du 22 juillet 1919 ou les textes législatifs ultérieurs (*Ass. gén.*). — *L'Union* accorde à l'assuré un délai de huit jours après la mobilisation pour renoncer.

(20) Une telle stipulation n'est pas contraire à la loi de 1919 dont l'art. 1^o fixe impérativement le point de départ de la suspension, lorsque celle-ci a lieu de plein droit, mais non la date à laquelle la couverture du risque de guerre cesse d'être gratuite. Elle a cependant le défaut d'être imprécise. — Notons que les compagnies couvrent en fait, les risques de décès au cours des opérations marocaines, sans prorogation d'échéance.

On rencontre aussi, mais plus rarement que dans le système de la surprime fixe, une clause par laquelle la compagnie renonce à tout bénéfice sur l'assurance du risque de guerre. La prorogation indiquée par le tableau remis à l'assuré, est alors un délai maximum susceptible d'être réduit si la guerre est peu meurtrière ⁽²¹⁾.

74. — Le système de la prorogation d'échéance dans lequel la surprime se trouve dissimulée, a été bien accueilli par les assurés et a permis aux compagnies de lutter contre les sociétés couvrant gratuitement le risque de guerre.

En revanche, on a critiqué le principe du prélèvement des surprimes sur les réserves, qui est à la base de ce système. Un tel prélèvement, d'après certains, compromettrait la sécurité des compagnies en temps de guerre ⁽²²⁾.

D'autre part, la prorogation indiquée par les tableaux n'est qu'approximative ; elle peut, dans certains cas particuliers, être notablement éloignée de la prorogation correspondant au risque réellement couru par l'assuré. Elle est souvent très forte, de sorte que l'assuré survivant sera conduit à demander une transformation de son contrat. On conçoit d'ailleurs qu'elle ne puisse être faible, puisque le poids de l'assurance de guerre de tous les assurés, ne repose en définitive, que sur ceux qui survivent à l'échéance initiale.

(21) Voici l'une de ces clauses : « Si à la suite de la guerre, il était constaté que les sinistres survenus, tant pendant la guerre que pendant un délai de trois mois à compter de la cessation des hostilités, parmi les assurés garantis contre le risque de guerre, n'atteignaient pas les sinistres prévus, la durée de prorogation figurant au tableau ci-après, serait diminuée en conséquence. Cette diminution de durée approuvée par le Conseil d'administration fera loi à l'égard des intéressés et nul ne sera admis à la critiquer » (*La Nationale*) (Comp. n° 69).

(22) C'est pourquoi *Le Phénix* s'est refusé à adopter ce système, malgré ses avantages immédiats.

CHAPITRE VI

COMPLÉMENTS

75. — Dans ce chapitre complémentaire, nous indiquons d'abord les particularités que présente la question du risque de guerre dans une combinaison assez fréquente : l'assurance mixte sur deux têtes.

Ensuite nous examinerons, toujours pour l'assurance-vie, deux risques voisins du risque de guerre proprement dit : le risque de guerre civile et le risque du service militaire.

Enfin nous consacrerons quelques lignes à une forme d'assurance proche de l'assurance du risque de guerre dans l'assurance-vie : l'assurance militaire contre les risques de guerre.

SECTION I

LE RISQUE DE GUERRE DANS L'ASSURANCE MIXTE SUR DEUX TÊTES

76. — Il est fréquent que deux époux souscrivent conjointement une assurance mixte sur leurs têtes. On sait que par ce contrat, l'assureur s'engage à payer le capital sti-

pulé, soit au décès de l'un quelconque des conjoints, s'il survient pendant la durée du contrat, soit au terme du contrat si les deux époux survivent à cette époque.

Si le mari est mobilisable, la survenance de la guerre en augmentant ses chances de décès aggrave les charges de l'assureur. Il est naturel que celui-ci cherche à écarter cette aggravation. Par quels moyens peut-il parvenir à ce résultat ? Pour plus de simplicité, nous raisonnerons sur un contrat théorique à la prime pure (V. n° 32).

1° Une premier procédé consiste à stipuler que le contrat ne couvre que le risque de mort normale.

L'assureur paie le capital, soit lorsque la femme décède, soit lorsque le mari mobilisé décède de « mort normale ». Au contraire, lorsque le décès du mari mobilisé provient d'un fait de guerre, l'assureur ne paie que la réserve, somme théoriquement disponible sur le contrat.

Bien entendu, les primes doivent continuer à être acquittées intégralement pendant la guerre, les engagements de l'assureur étant restés les mêmes. En outre, la résiliation donne droit au remboursement de la réserve (contrat théorique). Enfin, après la guerre, si les époux sont survivants, le contrat continue comme s'il n'y avait pas eu de guerre.

La garantie des risques de mort normale seulement est donc un premier moyen équitable, permettant à l'assureur d'éviter une aggravation de ses engagements en cas de guerre. Il est très simple théoriquement, mais il pose une question de causalité difficile à résoudre. Aussi est-il peu employé.

2° On pourrait aussi « suspendre » totalement les effets du contrat. Au moment de la mobilisation du mari, la somme disponible sur le contrat est la réserve. Cette réserve est capitalisée financièrement pour le compte des

conjoint. A partir de la mobilisation du mari, il n'y a donc plus lieu à paiement des primes puisqu'il n'y a plus assurance, mais capitalisation. Si l'un *quelconque* des conjoints décède pendant la suspension, et pour quelque cause que ce soit, l'assureur verse la réserve grossie de ses intérêts. En cas de résiliation, c'est également cette somme qui est remboursée. Enfin, en cas de survie des époux à la fin de la guerre, la remise en vigueur du contrat se fait par le paiement, non pas des primes entières cumulées et capitalisées, mais de primes diminuées, calculées en tenant compte du risque non couvert pendant la suspension.

Toutes les considérations théoriques que nous avons développées au sujet de la suspension du contrat sur une tête restent vraies pour la suspension du contrat mixte sur deux têtes. En effet, la décomposition de l'opération d'assurance en une capitalisation et une assurance temporaire portant sur le capital-risque, s'applique au contrat sur les deux têtes que nous étudions. Seulement ici, l'événement à considérer n'est plus le décès de la tête assurée, mais le « décès du groupe », en entendant par cette expression le premier décès de l'un *quelconque* des conjoints.

Si donc on se reporte aux résultats dégagés pour le contrat sur une tête, on voit que les « primes réduites » correspondant à la période de suspension, et que les conjoints survivants doivent verser pour remettre en vigueur leur contrat, ne sont autres que les « primes d'épargne » cumulées et capitalisées.

En définitive, le système de suspension que nous venons de définir est entièrement comparable à celui qui est adopté pour les contrats reposant sur une tête, si l'on considère les conjoints comme formant un groupe s'éteignant au prédécès de l'un d'eux, sans qu'il y ait à distinguer si

c'est le mari mobilisé ou la femme qui est décédé. C'est un système qui permet à l'assureur de s'affranchir des risques de guerre et qui est théoriquement équitable.

3° On pourrait enfin ne suspendre que partiellement les effets du contrat. L'assureur et les conjoints conviendraient que si le mari mobilisé décède, la réserve sera payée à la femme, comme dans le cas précédent, mais qu'en cas de prédécès de la femme, le capital lui-même sera versé au mari mobilisé. Il semble, en effet, naturel, comme l'on dit parfois, de ne suspendre l'assurance que sur la tête du mari mobilisé, et de la laisser en vigueur sur la tête de l'assuré non mobilisé. Ces expressions ne doivent pas être prises à la lettre, car elles pourraient faire croire à l'existence de deux assurances sur une seule tête, juxtaposées: l'une sur la tête du mari seul et indépendante de la mortalité de la femme, l'autre sur la tête de la femme seule et, par conséquent, indépendante de la mortalité du mari. Or, cette analyse est techniquement inexacte.

A quelles conditions la convention que nous venons de définir sera-t-elle équitable? Il est facile de voir que les obligations de l'assureur se composent des deux suivantes:

Au décès de l'un quelconque des conjoints, payer au survivant la réserve calculée au début de la suspension et capitalisée financièrement;

Au cas de prédécès de la femme, verser le complément de la somme précédente au capital total.

Autrement dit, la suspension « partielle » du contrat s'analyse en une suspension « totale » et en une assurance temporaire au décès de la femme et en cas de survie du mari, d'un capital égal au capital-risque (1).

(1) Si la période de guerre est courte, on peut, dans une évaluation du risque, supposer égales, la réserve du contrat plein au moment du décès de la femme, et la réserve au début de la suspension, capitalisée jusqu'à cette même époque.

Il est alors aisé de déterminer les effets de la convention :

Pendant la suspension, l'assureur perçoit les primes de l'assurance temporaire de survie. La résiliation donne lieu au remboursement de la réserve capitalisée jusqu'au jour de la résiliation. La remise en vigueur est subordonnée au paiement par les conjoints survivants, des primes d'épargne du contrat.

On pourrait supposer que les primes de l'assurance temporaire de survie n'ont pas été payées pendant la suspension. Elles devraient alors être cumulées et capitalisées, et retenues sur tous les versements à faire par l'assureur (en cas de décès d'un des conjoints, et en cas de résiliation), ou ajoutées aux versements à faire par les conjoints (en cas de remise en vigueur).

On pourrait supposer au contraire, que les conjoints ont continué à payer les primes mêmes du contrat pendant la suspension partielle. Les excès de ces primes sur celles de l'assurance de survie devraient être capitalisées par l'assureur et ajoutées aux versements qu'il aurait à faire, ou déduits du paiement à effectuer par les conjoints en cas de remise en vigueur.

En résumé, la suspension partielle est un régime équitable ⁽²⁾ permettant à l'assureur d'éviter toute perte de mortalité du fait de la mobilisation du mari.

Tout ce que nous venons de dire est relatif à un contrat théorique. Dans le contrat réel, il faudrait tenir compte des chargements. En particulier, la résiliation donnerait

(2) En réalité, pour calculer la prime de l'assurance de survie, on est obligé de faire une hypothèse sur la mortalité, inconnue, du mari mobilisé.

lieu au remboursement de la valeur de rachat et non de la réserve.

77. — Avant 1914, les polices d'assurance sur deux têtes stipulaient la suspension du contrat en cas de guerre. La clause était rédigée exactement dans les mêmes termes que pour les contrats d'assurance sur une tête :

« Si l'assuré est appelé à prendre part à une guerre... l'assurance est de plein droit suspendue... Si le décès de l'assuré survient... pendant la suspension... la compagnie rembourse la réserve mathématique du contrat... »

Des difficultés se sont élevées sur la portée qu'il convenait d'attribuer à cette clause ⁽³⁾. Quels effets devait produire la suspension ainsi stipulée ?

Un premier point n'est pas douteux : si le mari décède pendant la suspension, la compagnie rembourse la réserve ⁽⁴⁾. Mais *quid* en cas de prédécès de la femme ? Les assurés mobilisés prétendirent avoir droit au capital ; les compagnies offrirent seulement de payer la réserve. La jurisprudence est elle-même divisée ⁽⁵⁾.

L'opinion suivant laquelle le capital est dû en cas de prédécès de la femme pendant la suspension, semble logiquement découler de la jurisprudence de la Cour de cassation, relative aux contrats d'assurance mixte et aux contrats sur deux têtes.

On pourrait, croyons-nous, résumer cette jurisprudence,

(3) En outre, le point de départ de la suspension n'était pas fixé avec précision (V. n° 20).

(4) Trib. civ. Gap, 6 févr. 1917, *Tourrés c. La France*.

(5) Décisions suivant lesquelles le capital doit être versé : Trib. civ. Alais, 22 févr. 1918, *Coignard-Verdier c. Le Phénix*; Douai, 1^o avr. 1924, *Coilliot c. Le Phénix* (motifs). Dans le même sens : Dupuich, note s. Trib. civ. Alais, précité, D. 1919-2-21. — *Contra* : Alger, 1^{er} févr. 1924, *Gandoin c. Le Soleil*.

en disant qu'en présence d'un contrat d'assurance-vie complexe, susceptible de produire des effets différents suivant la survenance de tel ou tel événement, la Cour de cassation considère que les droits des parties doivent être réglés comme si, dès l'origine, le contrat n'avait été passé qu'en vue de l'événement qui s'est effectivement réalisé.

Ainsi, le contrat d'assurance mixte contracté par des époux, est susceptible de produire des effets différents, suivant qu'ils vivent à l'échéance fixée ou décèdent, auparavant; et, dans ce dernier cas, des effets différents aussi (sinon vis-à-vis de l'assureur, dans le contrat normal, du moins au regard des époux) suivant que c'est l'un ou l'autre qui décède.

Plaçons-nous dans le cas où l'un des conjoints décède. D'après la conception que nous venons d'indiquer, non seulement il y a lieu de faire abstraction de l'hypothèse de la survie des époux au terme fixé, mais encore le contrat est censé n'avoir été à l'origine, qu'une assurance sur la tête du prémourant au profit du survivant ⁽⁶⁾.

Plus particulièrement, supposons que la femme décède. Le contrat doit être considéré comme ayant été, dès l'origine, une assurance sur la tête de la femme au profit du mari survivant. Dans cette opération, le mari n'est pas l'assuré mais le bénéficiaire. Il importe donc peu que sa mortalité ait été aggravée par sa mobilisation, et rien ne s'oppose à ce que le capital stipulé lui soit versé.

Cette opinion a suscité des objections.

On a dit que le contrat d'assurance sur deux têtes est essentiellement indivisible et qu'il constitue un tout qui ne

(6) Civ., 28 mars 1877, D. 77-1-241. Il est vrai, ainsi que le fait remarquer M. Dupuich (note précitée), que cet arrêt vise les rapports des ayants droit éventuels entre eux et non au regard de la compagnie.

supporte aucune distinction (7). L'indivisibilité du contrat est d'ailleurs stipulée dans les polices.

A cela on répond que ce contrat « bien que collectif, n'est nullement indivisible; qu'il aurait pu, sans inconvénient, faire l'objet de deux polices individuelles, comportant deux primes distinctes, réservant les mêmes avantages aux deux assurés et n'aggravant pas leurs obligations » (8).

Quant à la clause d'indivisibilité inscrite dans les polices, elle n'a pas la portée qu'on lui attribue. D'une part, elle vise une hypothèse toute différente de celle qui est envisagée ici: elle ne concerne que le cas de survie des époux au terme fixé; d'autre part, elle a trait à une question de forme et non à une question de fond: elle fixe le mode de paiement du capital supposé dû, et ne tranche pas la question de savoir si l'assureur doit ou non le capital stipulé (9).

Pour n'accorder que la réserve au décès de la femme, on a aussi tiré argument de la clause de la police relative au risque de guerre.

Mais on répond que cette clause ne stipule la suspension que « si l'assuré est appelé à un service de guerre ». Or, dans l'opération en laquelle s'analyse, en définitive, le contrat d'assurance, en cas de décès de la femme, le mari n'est pas assuré, mais bénéficiaire (10).

Enfin, on dit parfois qu'en vertu de la loi du 22 juillet

(7) « Il ne se compose point de deux contrats indépendants l'un de l'autre, en ce sens que l'aggravation des risques intéressant l'un d'eux peut être sans effet sur l'autre; ...il constitue, au contraire, un contrat unique et indivisible, de telle sorte que la déchéance encourue par l'un des assurés entraîne la déchéance de l'autre (Alger, 1^{er} févr. 1924, précité).

(8) Douai, 1^{er} avril 1924, précité. Dans le même sens : Trib. civ. Alais, 22 févr. 1918, précité.

(9) Trib. civ. Alais, 22 févr. 1918, précité; Dupuich, note précitée.

(10) Trib. civ. Alais, 22 févr. 1918, précité; Dupuich, note précitée.

1919, c'est toujours la réserve que l'assureur doit payer pendant la suspension, quelque soit celui des époux qui décède. On invoque la disposition suivante: « Si l'assuré décède au cours de la période de suspension... la société... remboursera aux ayants-droit de l'assuré le montant de la réserve... » (art. 2, al. 1).

Mais, si la jurisprudence reste fidèle à son analyse du contrat mixte sur deux têtes, il est probable qu'elle opposera la même réfutation à cet argument qu'à l'objection tirée de la clause de la police relative au risque de guerre. Lorsque la femme décède, le mari est censé n'avoir jamais été assuré; la police n'a donc pas été suspendue, et la disposition de la loi de 1919 que l'on invoque est inapplicable (11).

L'opinion que nous venons d'exposer, nous paraît conforme, avons-nous dit, à la jurisprudence de la Cour de cassation. Mais ce n'est pas à dire que cette jurisprudence nous semble devoir être entièrement approuvée. Elle nous paraît reposer sur une fiction peu acceptable.

Certes, il est commode, pour régler les droits des parties, de supposer qu'en cas de décès de la femme, l'assurance n'a été, dès l'origine, qu'une assurance au décès de la femme au profit du mari. Mais ce n'est là qu'une fiction qui aboutit à une décomposition arbitraire du contrat d'assurance mixte sur deux têtes, car celui-ci n'est pas formé par la juxtaposition de deux contrats indépendants, l'un sur la tête du mari, l'autre sur la tête de la femme; les probabilités de décès et de vie des conjoints s'y trouvent, mêlés, en réalité, de façon complexe.

(11) Il est à remarquer que les décisions précitées de Douai et Alger, et, d'ailleurs, opposées, ne mentionnent pas, sur ce point, la loi de 1919.

Il n'était pas besoin d'avoir recours à cette fiction pour montrer que c'est le capital qui devait être payé au décès de la femme. En stipulant la suspension, l'assureur a simplement voulu se garantir contre les risques de mortalité atteignant l'époux mobilisé. Or, nous avons vu qu'on pouvait suspendre partiellement le contrat et régler ses effets, de façon que l'assureur n'ait pas à souffrir de l'aggravation de mortalité subie par l'époux mobilisé. En l'absence d'une clause formelle de la police, il fallait donc supposer que c'était une suspension partielle des effets du contrat, plutôt qu'une suspension totale, qui était entrée dans la prévision des parties.

L'objection tirée de l'indivisibilité technique du contrat d'assurance mixte sur deux têtes, n'avait pas de valeur, puisque, nous l'avons vu, une décomposition technique, simple et correcte, permet de régler les effets de la suspension partielle du contrat. D'ailleurs, aujourd'hui, les polices de plusieurs compagnies portent qu'au décès de la femme, pendant la suspension, le capital sera payé (V. n° 79).

Enfin, on ne saurait prétendre, avec la fiction adoptée par la jurisprudence, déterminer convenablement les effets du contrat suspendu. On le voit bien, lorsqu'il s'agit de fixer les obligations des assurés pendant la suspension. Sur ce point, les formules ne peuvent qu'être vagues. On déclare qu'il y a lieu de « ventiler la prime globale » et que la compagnie est fondée à réclamer « les parts des primes échues afférentes uniquement à celui des conjoints qui seul a été couvert par l'assurance » (12).

De cette discussion se dégage un enseignement: c'est que

(12) Douai, 1^{er} avril 1924, précité .

les clauses relatives à la suspension des contrats mixtes sur deux têtes doivent être rédigées clairement. L'assureur doit faire connaître si, au décès de la femme, il entend payer le capital ou simplement la réserve. Aucune disposition législative n'entrave sa liberté, sur ce point.

78. — En raison de la généralité de leurs termes, la loi du 22 juillet 1919 et les décrets postérieurs, s'appliquent aux contrats d'assurance sur plusieurs têtes, notamment aux contrats mixtes sur deux têtes.

Ainsi, l'art. 1^{er}, sur le point de départ de la suspension, et l'art. 3, sur la remise en vigueur, s'appliquent sans difficulté. De même, d'après l'art. 2, lorsque le mari mobilisé décède pendant la suspension, la réserve doit être payée⁽¹³⁾. On prétend parfois, qu'il doit en être de même en cas de décès de la femme. Nous avons vu ce qu'il fallait penser de cette affirmation. De toute façon, rien ne s'oppose à ce que, dans ce cas, la police stipule le paiement du capital.

Les art. 4 de la loi et 3 du décret de 1919, sur le calcul de la « réduction » des primes afférentes à la période de suspension, s'appliquent facilement, comme pour les contrats sur une tête, lorsque la suspension est totale, c'est-à-dire lorsque la réserve seule est payée, que ce soit le mari ou la femme qui décède. Mais, avec le système de la suspension partielle (que celui-ci soit expressément prévu par la police ou résulte d'une interprétation du contrat), dans lequel c'est le capital qui est payé au décès de la femme, le calcul fait conformément à l'art. 3 du décret lèserait l'assureur⁽¹⁴⁾.

(13) Trib. civ. Seine, 24 oct. 1923, Degaud c. *La France*.

(14) Notons que dans une espèce où se posait une question de « réduction » de primes, il n'a pas été fait application de la loi de 1919 (V. Douai, 1^{er} avril 1924, précité).

79. — La plupart des polices mixtes sur deux têtes, stipulent la suspension de l'assurance en cas de mobilisation de « l'assuré ». La clause habituelle est la suivante :

« En cas de guerre... l'assuré mobilisé cesse d'être garanti en cas de décès. Le contrat est alors suspendu et son sort est régi par les dispositions de la loi du 22 juillet 1919 »,

Cette clause est imprécise et ne manquerait pas de soulever les mêmes difficultés que les clauses d'avant-guerre. Sans doute, dans l'esprit des compagnies qui l'ont adoptée, ou plutôt conservée, il résulte de la loi de 1919 que, seule, la réserve est due, quel que soit celui des conjoints qui décède pendant la suspension. Mais, nous l'avons vu, cette interprétation de la loi de 1919 est loin de s'imposer. Si donc, l'assureur entend suspendre le contrat « sur la tête de la femme » aussi bien que sur celle du mari, comme on dit un peu incorrectement, il vaut mieux qu'il le déclare expressément.

Quelques rares compagnies stipulent que « l'assurance est suspendue sur la tête du mari mobilisé », mais qu'elle « continue à être en vigueur sur la tête de la femme », et est « régie par les dispositions de la loi du 22 juillet 1919 » (V. n° 91).

Cela signifie certainement que le capital est payé au décès de la femme et que la réserve est payée au décès du mari mobilisé. C'est ce que nous avons appelé le régime de la suspension « partielle » dont l'équilibre exige le paiement des primes d'une certaine assurance temporaire, pendant la suspension. Or les polices sont muettes sur la question des primes. On ne sait quel en est le montant, ni même si elles sont dues pendant la suspension.

Avant 1914, le système de couverture du risque de guerre adopté pour le contrat mixte sur deux têtes, était celui

de la surprime fixe. Les modalités en étaient les mêmes que pour les contrats sur une tête ⁽¹⁵⁾.

Aujourd'hui, outre ce système, on rencontre celui de la prorogation d'échéance, soit au moyen d'une convention spéciale, soit par la police elle-même. L'application du système de la prorogation d'échéance au contrat d'assurance mixte sur deux têtes présente des difficultés: il ne convient guère aux contrats récents, la réserve se trouvant trop faible pendant les premières années, pour qu'on puisse prélever sur elle la surprime. En outre, la prorogation est toujours très élevée. En pratique, d'ailleurs, elle est souvent calculée empiriquement, et est parfois très éloignée de la prorogation théorique.

SECTION II

LE RISQUE DE GUERRE CIVILE DANS L'ASSURANCE-VIE

30. — En France, les guerres civiles ont été fréquentes et parfois très meurtrières ⁽¹⁶⁾.

(15) Le taux de surprime était notamment le même que dans les contrats sur une tête. En principe, il devrait lui être inférieur, la mortalité du groupe formé par les conjoints étant moins affectée par la guerre que celle d'un seul assuré mobilisé.

(16) A l'étranger, la guerre civile la plus meurtrière fut la guerre de Sécession (1861-65) qui, en quatre ans, coûta environ 800.000 hommes aux combattants (Leroy-Beaulieu, *op. cit.*, p. 91). Elle aurait donc causé plus de victimes que la guerre de Crimée parmi toutes les nations bellicérantes. — Signalons que, pendant cette guerre, les sociétés d'assurance-vie américaines couvrirent le risque de guerre moyennant une surprime de 2 à 5 % du capital assuré (Chaufton, *Les assurances...*, t. I, 1884, n° 221, Paris, 2 vol.).

On a évalué à 34, les années de guerre civile en France, au cours des trois siècles ayant précédé la guerre mondiale. D'après un auteur, ce chiffre dépasserait celui des autres pays d'Europe réunis, pour la même période ⁽¹⁷⁾.

La plus meurtrière de toutes les guerres civiles qui se déroulèrent en France, fut l'insurrection de Vendée (1793-96). Elle ne dura pas moins de quatre ans et coûta plusieurs centaines de milliers d'hommes ⁽¹⁸⁾. Les insurrections de 1830, 1848 et 1851, firent au total, plusieurs milliers de victimes. La Commune coûta 17.000 tués.

81. — Nous avons vu qu'avant 1870, une clause fréquente des polices déclarait la compagnie d'assurance-vie « exempte des risques de mort à la guerre » (V. n° 3). En outre, une stipulation garantissait le garde national requis de faire un service d'ordre public (V. n° 83) ⁽¹⁹⁾.

En dehors de ce cas spécial, l'assuré était-il garanti contre les risques d'insurrection? La Cour de Paris eut à se prononcer sur ce point, dans une espèce relative aux événements de la Commune. Elle décida que la clause d'une police d'assurance-vie portant : « La compagnie est exempte... des risques de mort à la guerre ou par suite des blessures qu'on y aura reçues » s'appliquait à la guerre civile comme à toute autre guerre ⁽²⁰⁾.

(17) Bodart, *Losses of life in modern wars*, Oxford, 1916, p. 80.

(18) *Ibid.*, p. 106.

(19) Certains auteurs (notamment Couteau, *Traité...*, t. II, 1881, n° 394, Paris, 2 vol.) affirment que, plus généralement, l'assuré, même non militaire, qui prenait part à la répression d'une émeute ou d'une insurrection, était protégé par une clause formelle des polices. Nous n'avons pas retrouvé de police contenant cette clause.

(20) Paris, 27 juillet 1878, *Le Crédit viager* c. Goupy, et, sur pourvoi, Req., 11 août 1879. Goupy avait souscrit une assurance sur la tête de Syrot. Ce dernier s'engagea pendant la Commune, dans les troupes insurrectionnelles et mourut en combattant dans leurs rangs. A la demande de Goupy réclamant le montant de l'assurance, la compagnie opposait la déchéance résultant de la clause précitée de la police. Ce fut la thèse de la compagnie qu'admit la Cour de Paris, par une interprétation souveraine des termes de la police.

Depuis 1870, la clause d'exemption des polices vise non plus la « guerre », mais la « guerre contre une puissance étrangère » (V. n° 6) ⁽²¹⁾. En outre, comme antérieurement pour le garde national, une disposition garantit le militaire chargé de réprimer une insurrection (V. n° 83).

En présence de ces clauses, il semble qu'actuellement, l'assuré, même non militaire, soit garanti contre les risques de guerre civile, puisque dans la pratique des compagnies françaises, les risques exclus sont limitativement déterminés.

Bien entendu, les juges du fond apprécieraient souverainement si une police couvre les risques de guerre civile ⁽²²⁾, et, en outre, si les événements au milieu desquels l'assuré a trouvé la mort, constituent une guerre civile. Or, la notion de guerre civile est imprécise. Des troubles peuvent revêtir les formes diverses d'attroupements, d'émeutes, de séditions, de soulèvements, d'insurrections, et présenter des caractères de gravité très différents. D'autre part, la guerre civile peut se rapprocher beaucoup de la guerre étrangère lorsque les insurgés organisés en forme d'Etat, ne sont plus considérés comme rebelles, mais comme belligérants.

Enfin, à supposer qu'un assuré soit garanti par sa police contre le risque de guerre civile, peut-on admettre qu'il le soit, même si c'est en qualité d'insurgé qu'il prend part à cette guerre ?

On a dit que l'insurgé, s'étant exposé volontairement au risque, sa situation offrait quelque analogie avec celle de

(21) Actuellement d'ailleurs, beaucoup de polices prévoient le risque de « guerre » ou de « guerre contre une puissance étrangère », non pour l'exclure, mais pour le couvrir.

(22) Req., 11 août 1879, précité.

l'assuré qui s'est suicidé ⁽²³⁾. En réalité, l'intention de se donner la mort fait défaut à l'insurgé. Il reste seulement vrai de dire qu'il s'est exposé volontairement. Mais c'est là, une aggravation de risque dont la couverture n'est nullement contraire à la nature de l'assurance-vie.

En revanche, on pourrait peut-être invoquer un motif d'ordre public pour refuser le montant de l'assurance aux ayants droit de l'insurgé tué en combattant (Comp. n° 30) ⁽²⁴⁾. Mais ce motif ne semble pas décisif; il perdrait, d'ailleurs, toute sa force, dans le cas envisagé plus haut, où les rebelles seraient traités en ennemis et non en criminels.

SECTION III

LES RISQUES DU SERVICE MILITAIRE DANS L'ASSURANCE-VIE

82. — Il est difficile de connaître exactement l'influence du service militaire sur la mortalité ⁽²⁵⁾. En effet, dans l'in-

(23) Fey, *Code des assurances sur la vie*, n° 97, Paris, 1885. Cet argument serait en outre souvent inopérant, le suicide étant généralement couvert (dans les limites fixées par la loi du 13 juillet 1930, art. 62).

(24) Fey, *loc. cit.* Les commentateurs de l'arrêt précité de la Cour de Paris, qui refuse à un insurgé la garantie de sa police, en approuvant généralement la solution en se fondant sur des motifs d'ordre public. Il importe d'observer qu'aucun motif de ce genre n'apparaît dans les décisions relatives à la même affaire.

(25) Sur la mortalité des militaires, voy. : Boudin, *Etude sur l'état sanitaire et la mortalité de l'armée*, Annales d'hygiène publique et de médecine légale, 1846. — Chenu, *De la mortalité dans l'armée et des moyens d'économiser la vie humaine*, Paris, 1870. — Laveran (A.), *Traité des maladies et des épidémies des armées*, Paris, 1875. — Layet, *Hygiène des professions*, Paris, 1875. — Morache, *Traité d'hygiène militaire*, 2° éd., Paris, 1886. — Lagneau, *Mortalité des militaires français dans les colonies*, Paris, 1889. — Laveran (A.), *Traité d'hygiène militaire*, Paris, 1896.

interprétation des statistiques, il faut notamment tenir compte que les observations portent sur un ensemble d'individus sélectionnés par le conseil de révision. D'autre part, bien des militaires ayant contracté une maladie à l'armée sont réformés peu avant leur mort, de sorte que leur décès n'est pas compté comme décès militaire.

Il est certain que la mortalité a été forte autrefois. Même en 1875, A. Laveran concluait que, malgré la sélection opérée à l'entrée au service, on mourait plus à l'armée que dans la population civile.

Aujourd'hui, il ne semble pas que le service militaire puisse aggraver les charges de l'assureur, tout au moins en dehors de certains risques spéciaux : séjour malsain, insurrection, aviation. D'une part, l'état sanitaire de l'armée s'est beaucoup amélioré ⁽²⁶⁾ ; d'autre part, ce qui intéresse les compagnies, ce n'est pas la mortalité de tous les militaires, car, en dehors des officiers et sous-officiers de carrière, elles ne recrutent guère leur clientèle que parmi les militaires des réserves. Or la mortalité de ces derniers ne saurait être affectée par leur brève présence sous les drapeaux, sauf peut-être s'ils se trouvent soumis aux risques particuliers que nous venons d'indiquer, notamment aux risques d'aviation.

83. — Avant 1872 la question des risques du service militaire en temps de paix ne se posait guère que pour les gardes nationaux. En effet, en raison du mode de recrute-

(26) « La mortalité du soldat qui, de 1846 à 1858, était de 16 pour 1000, s'est abaissée progressivement à 10, à 9, à 8 et enfin à 6 pour 1000, chiffre des dernières statistiques » constatait Laveran en 1896 (*op. cit.*), en faisant observer, cependant, que la baisse réelle de mortalité était moins forte que ne le laissaient supposer ces chiffres, le nombre de réformes pour maladies ayant augmenté parallèlement.

ment restreint, alors en vigueur, l'immense majorité de la clientèle des compagnies ne faisait pas de service.

Aussi, à l'origine, les polices étaient muettes sur les risques du service militaire en temps de paix (27).

Mais peu après l'organisation de la garde nationale en 1831, les compagnies durent prendre des mesures pour apaiser les inquiétudes de ceux de leurs clients qui en faisaient partie (28). C'est qu'en effet, la garde nationale, instituée « pour conserver l'ordre et la paix publique », avait eu à réprimer les insurrections des premières années du règne de Louis-Philippe. Les compagnies furent donc amenées à préciser, par une clause spéciale, que la déchéance stipulée dans les polices, pour le cas de mort à la « guerre », ne visait pas l'assuré « requis de faire dans le lieu de son domicile, un service d'ordre public en qualité de garde national ».

Plus tard, cette garantie fut étendue au service accompli dans le département (vers 1855), puis dans la France entière. En outre, la garantie dont bénéficiait la garde nationale sédentaire, fut accordée (en 1868) à la garde nationale mobile et à la garde volontaire.

Quel était le sens de « service d'ordre public » dans la clause précitée? Il résulte d'une décision de jurisprudence relative à un assuré garde national, tué pendant la guerre de 1870, que cette expression devait s'entendre des « émeutes, séditions, associations de malfaiteurs, spécifiées dans l'art. 107 de la loi du 26 juin 1851 sur la garde nationale » ; mais qu'au contraire, les risques de guerre contre une puis-

(27) *Ass. gén., Nationale*. Plus tard, il est stipulé dans les polices : « La compagnie accorde aussi aux assurés autres que les marins ou militaires, la faculté d'aller et séjourner en Algérie » (*Ass. gén., Union, Urbaine*). Au contraire, à *La Nationale*, une clause porte, à partir de 1843, que si l'assuré « devient militaire ou marin, l'assurance est nulle ».

(28) V. *Centenaire de La Nationale*, p. 213.

sance étrangère n'étaient pas garantis par cette clause (V. n° 4) ⁽²⁹⁾.

Après la loi du 27 juillet 1872 qui établissait le service obligatoire pour tous les Français de 20 à 40 ans, il devenait nécessaire de garantir, par une disposition formelle, les risques du service militaire en temps de paix, car, si les assurés étaient rares parmi les militaires du service actif, ils étaient relativement nombreux parmi les militaires des autres catégories ⁽³⁰⁾.

Aussi, moyennant la prime ordinaire du tarif, les risques du service militaire en temps de paix furent couverts malgré l'aggravation de mortalité provoquée par « la vie de garnison, les marches forcées, les bivouacs sur la terre détrempée et les exercices imposés aux réservistes ».

En outre, les risques courus dans la répression des troubles furent également garantis, par une disposition analogue à celle prise antérieurement, en faveur du garde national.

La clause habituelle était la suivante :

« Si l'assuré est ou devient militaire, même par engagement volontaire, la compagnie garantit les risques de tous services militaires en temps de paix en France, ainsi que le risque de mort reçue dans la répression d'un attroupeement, d'une émeute, d'une sédition ou d'une insurrection.

« Les mêmes risques en Algérie et dans les colonies françaises ne sont pas compris dans l'assurance, à moins d'une convention expresse et spéciale » ⁽³¹⁾.

(29) Paris, 20 avril 1877, et, sur pourvoi, Req., 26 nov., 1877, *Demo-*
rieux c. Le Gresham.

(30) On sait que la durée du service fut portée ensuite à 25 ans (loi du 15 juillet 1889), puis à 28 ans (loi du 7 août 1913), qui est encore la durée actuelle.

(31) *Ass. gén.*

Les compagnies modifièrent cette clause, par la suite, dans un sens généralement favorable à l'assuré. Cependant, elles durent tenir compte de l'apparition d'un nouveau risque: l'aviation.

La garantie, accordée au début, pour le service dans la métropole, fut successivement étendue au service en Algérie (vers 1880), en Tunisie (vers 1890), puis plus récemment au Maroc, et enfin, à toutes les colonies et pays sous mandat (V. n° 91). Parallèlement, les polices furent affranchies de toute restriction concernant les voyages et les séjours, après un court délai (six mois, actuellement).

Si l'on avait conservé la clause relative au service militaire dans sa rédaction primitive, les risques d'aviation, dès l'apparition de ce mode de transport, auraient été couverts, puisque cette clause garantissait « les risques de tous services militaires ». Or, les dangers étaient grands pour certaines catégories de militaires; d'autre part, en dehors du service militaire, on n'accordait la garantie qu'aux « simples passagers, sur les lignes commerciales régulières de transports en commun ». Aussi, une disposition fut ajoutée, aux termes de laquelle, la compagnie garantissait sans surprime ni avis préalable, « et en temps de paix seulement, les risques d'aviation et d'aérostation des militaires de réserve, en service commandé, à l'exclusion de ceux qui appartiennent à l'arme de l'aéronautique » (32).

La plupart des polices ont conservé la disposition relative aux risques d'insurrection courus par le militaire. C'est en vertu de celle-ci que les risques de mort reçue au

(32) *Ass. gén., Union, Nationale*. D'autres compagnies ne limitent pas la garantie aux militaires de réserve; certaines n'excluent pas l'arme de l'aéronautique; enfin, plusieurs ne font aucune restriction concernant les risques d'aviation.

cours des opérations marocaines sont couverts par la plupart des compagnies, comme des risques ordinaires.

D'après la clause habituelle, les risques du service militaire sont garantis seulement « en temps de paix ». Or, il se peut qu'un assuré soit mobilisé dans une colonie, tandis que la France est en guerre avec une puissance étrangère. Ne peut-on dire alors, que l'assuré se trouvant en dehors du « territoire déclaré en état de guerre », accomplit un service en temps de paix, et, par suite, échappe à la suspension prévue pour le cas de guerre étrangère ?

La question fut soulevée, lors de la guerre mondiale, au sujet d'un assuré, mobilisé en Algérie. La Cour d'Alger décida qu'il y avait suspension (V. n° 20) ⁽³³⁾. En fait, quelques compagnies se montrèrent libérales, et accordèrent, comme en temps de paix, la garantie aux assurés mobilisés qui prirent part, en 1914-1919, aux opérations de l'Afrique du Nord.

En résumé, les clauses actuelles les plus fréquentes couvrent, comme des risques ordinaires, tous les risques du service militaire en temps de paix (sauf une restriction relative aux risques d'aviation), dans toutes les colonies et protectorats (sauf, au début de l'assurance, une restriction concernant les voyages). De plus, elles garantissent les risques d'insurrection, et, au moins en fait, les risques d'opérations militaires au Maroc.

(33) Alger, 17 décembre 1919, et, sur pourvoi, Req., 15 février 1921, *Le Maire c. Le Soleil*.

SECTION IV

L'ASSURANCE MILITAIRE
CONTRE LES RISQUES DE GUERRE

84. — A l'assurance militaire, on peut rattacher des institutions assez différentes. Certaines sont étrangères à l'assurance-vie ⁽³⁴⁾; d'autres sont prévues seulement pour le temps de paix et ont pour objet la constitution d'un capital en cas de vie. Ces institutions ne peuvent nous intéresser. Nous ne retiendrons que celles ayant pour but (principal ou non) la constitution d'un capital en cas de décès d'un militaire à la guerre. Encore doit-on observer que souvent elles participent plus de l'assistance que de l'assurance ⁽³⁵⁾, souvent aussi, elles sont de véritables assurances sociales avec caractère obligatoire ⁽³⁶⁾ et, par suite, assez éloignées de l'assurance-vie proprement dite.

D'ailleurs, en France, on ne peut citer que des tentatives, des projets d'assurance des militaires contre les risques de guerre (en dehors, bien entendu, de l'assurance sur la vie).

En 1870, plusieurs essais furent tentés pour assurer les gardes nationaux contre les risques de guerre. Les compagnies n'acceptèrent pas, en général, de prendre ces risques en charge; mais, en revanche, elles fondèrent une caisse mutuelle ouverte, non seulement à leurs clients, mais

(34) Par exemple, l'assurance militaire suisse organisée en 1901.

(35) Il en était ainsi de l'assurance des militaires italiens pendant la guerre mondiale, du système Barrès, et, pour partie, du système Lairolle. (V. *infra*).

(36) V. *infra*, le système Lairolle.

encore à tous les gardes nationaux de la Seine qui adhèreraient aux statuts. Le but de cette caisse était d'assurer le paiement d'une somme aux familles des gardes morts à la guerre.

Un projet fut présenté au gouvernement de la Défense nationale qui autorisa par décret la « Société d'assurance mutuelle, en cas de décès, entre les gardes nationaux de la Seine ».

D'après les statuts ⁽³⁷⁾, la société était constituée pour toute la durée de la guerre. Elle pouvait recevoir des libéralités. Chaque sociétaire fixait à son gré, entre certaines limites, le montant de sa souscription. Après la guerre, l'actif devait être réparti entre les familles des décédés, proportionnellement aux mises.

Les adhérents ne furent pas nombreux; il n'y eut qu'un seul sinistre que l'Etat prit, d'ailleurs, à sa charge, et l'on remboursa à chaque souscripteur le montant intégral de sa cotisation ⁽³⁸⁾.

D'autres associations mutuelles du même genre avaient également saisi le gouvernement de la Défense nationale d'une demande d'autorisation. Mais alors celui-ci déclara que de telles sociétés échappaient, à la fois, à l'autorisation préalable et à la surveillance de l'administration ⁽³⁹⁾. Ces caisses ne semble même pas avoir fonctionné ⁽⁴⁰⁾.

(37) V. ces statuts dans Yquem, *L'assurance contre la guerre*, M. A. 1871, p. 448.

(38) V. Yquem, *L'assurance et la guerre*, M. A., 1872, p. 112.

(39) V. les deux articles précités.

(40) Entre la guerre de 1870 et celle de 1914-1919, quelques projets furent élaborés pour assurer les militaires contre les risques de guerre.

Citons un projet de « Caisse militaire pour l'assurance contre les risques de guerre ». (V. « Note de M. Dormoy », M. A., 1887, p. 190) d'après lequel tout Français, même non assuré sur la vie, pouvait s'assurer contre les risques de décès en temps de guerre, en versant à la Caisse, la somme qui lui convenait. Après la guerre, l'actif devait être réparti

Nous citerons enfin, deux propositions de loi, qui, pendant la guerre de 1914-1919, tendirent à organiser en France, un système d'assurance sur la vie des militaires ⁽⁴¹⁾. Ce sont les propositions Barrès et Lairolle.

La proposition Barrès ⁽⁴²⁾ avait pour objet de faire délivrer par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse des polices d'assurances aux mobilisés. Ces polices auraient été libérées de tout versement de primes. Le capital se serait élevé à 1.000 francs pour les combattants et à 500 francs pour les autres mobilisés. Il aurait été payable soit au décès, soit en cas de vie dans les trois mois suivant la cessation des hostilités.

La proposition Lairolle ⁽⁴³⁾ avait pour but d'assurer con-

entre les familles des décédés au prorata des versements. Ce projet ne fut pas adopté en France ; il le fut en Suisse, en 1889, par une compagnie d'assurance-vie, mais sans grand succès.

(41) En Amérique et en Italie, des lois organisèrent l'assurance au décès des militaires, pendant la guerre mondiale. Les deux propositions françaises s'inspirèrent de ces exemples.

En Amérique, l'Etat se fit assureur par l'intermédiaire d'un Bureau d'assurance du risque de guerre. Tout militaire put souscrire une assurance-vie pour un montant fixé entre certaines limites, moyennant des primes mensuelles retenues sur la solde. Le capital assuré était payable par mensualités pendant 20 ans. (V. *L'Opinion*, mars 1918 ; Hémard, t. I, n° 191 ; et surtout *Military and naval insurance and military and naval compensation claims as a result of the world war*, Washington, 1920).

En Italie, l'Institut national des assurances fut autorisé à émettre des polices d'assurance-vie en faveur des militaires des troupes combattantes. Ces polices étaient libérées de tout versement de primes, toutes les dépenses relatives à ces polices étant à la charge du budget. Un capital était payable au décès de l'assuré, un autre capital était payable, soit au décès, soit en cas de vie après 30 ans. (V. le texte de la police dans *Riv. di dir. comm.*, 1917.1.554. V. aussi *L'Opinion*, mars 1918 ; Hémard, t. I, n° 335).

(42) Ch. des dép. Dépôt, le 20 déc. 1917 (2^e séance) ; exposé des motifs (*J. off.*, doc. parl., n° 4106, 1917, p. 2042).

(43) Ch. des dép. Dépôt, le 1^{er} févr. 1918 (*J. off.*, doc. parl., n° 4271, 1918, p. 131) ; rapport Lairolle, 15 févr. 1918 (*J. off.*, doc. parl., n° 4326, 1918, p. 193) ; avis de la commission de l'armée, 7 mars 1918 (*J. off.*, doc. parl., n° 4414, p. 363) ; avis de la commission de la marine de guerre, 26 mars 1918 (*J. off.*, doc. parl., 1918, p. 494) ; discours Lairolle, 24 mai 1918, (*J. off.*, déb. parl., 1918, p. 1539) — Voici le texte de cette proposition (doc. n° 4326) :

Art. 1. — Les surprimés de guerre résultant du décret du 7 septembre

tre les risques de guerre, auprès de la Caisse nationale d'assurance en cas de décès, les militaires des armées de terre et de mer. D'après son auteur, il était facile d'établir un système d'assurance contre les risques de guerre, en adaptant simplement aux besoins de la guerre, des lois déjà existantes, mais inappliquées, relatives au fonctionnement de la Caisse nationale et aux mutualités militaires. Un capital maximum de 1.000 francs aurait été payé au décès, moyennant le versement de primes mensuelles calculées d'après le tarif normal de la Caisse et retenues d'office sur les soldes ou payes, car l'assurance devait être obligatoire. Les surprimes de guerre, seules, auraient été à la charge de l'Etat.

1914 seront à la charge de l'Etat pour les assurances collectives au décès, souscrites par les mutualités militaires et maritimes en vertu de l'article 7 de la loi du 11 janvier 1868.

Art. 2. — L'affiliation auxdites sociétés pour l'assurance collective au décès sera obligatoire pour tous les officiers, sous-officiers et soldats des armées de terre et de mer et la retenue des primes en sera faite d'office sur les soldes, payes ou pécules par les trésoriers de chaque société.

CONCLUSION

85. — Nous terminerons notre étude par quelque observations générales.

L'historique du risque de guerre nous a montré le progrès accompli dans les clauses des polices. Autrefois l'assureur était avant tout, préoccupé de s'affranchir des risques de guerre, mais les droits essentiels de l'assuré n'étaient pas respectés : la guerre était considérée comme une véritable cause de déchéance pour l'assuré qui y participait. Peu à peu les clauses d'exclusion du risque de guerre ont perdu de leur empirisme et de leur sévérité, et l'on peut dire qu'actuellement les intérêts de l'assuré dont le contrat est suspendu en temps de guerre, sont sauvegardés par la loi du 22 juillet 1919.

La suspension du contrat telle qu'elle se trouve réglée par cette loi, permet d'ailleurs, à l'assureur, d'éviter toute perte de mortalité, en ce qui concerne ses assurés mobilisés. Il ne se trouverait vraiment lésé que si la mortalité des assurés remettant en vigueur leur contrat après leur démobilisation, demeurait élevée.

Abstraction faite des répercussions de la guerre sur la situation des compagnies, l'assureur dont les polices portent une clause de suspension, n'est pas, cependant, à l'abri de tous les risques provenant de la guerre, puisque la suspension n'atteint pas les assurés civils, et que, d'autre part, elle n'est prévue que pour le cas de guerre étrangère.

Observons que la suspension de la police, comme moyen d'exclure le risque de guerre, est spéciale à l'assurance-vie. Dans les assurances maritime et contre l'incendie, le risque exclu est vraiment et uniquement le risque de guerre ; de sorte qu'en cas de sinistre, il faut déterminer si celui-ci provient ou non de la guerre, pour savoir si l'indemnité doit être payée. Au contraire, en assurance-vie, nous avons vu que ce sont tous les risques qui sont écartés pendant la période de suspension : le risque de guerre et le risque de mort normale. Aussi est-ce en vain que certains auteurs se sont efforcés de trouver une définition des risques exclus des polices, applicable aussi bien à l'assurance sur la vie qu'aux assurances maritime et contre l'incendie.

L'assurance du risque de guerre s'est également développée dans un sens favorable à l'assuré. Autrefois bien peu d'assurés pouvaient en payer le coût. Il n'en est plus de même actuellement. Le taux de surprime est plus accessible ; de nouveaux modes de perception de cette surprime ont été imaginés. En outre, l'assuré n'a plus besoin de souscrire une convention spéciale pour se couvrir contre le risque de guerre, c'est souvent sa police elle-même qui le garantit contre ce risque. Le risque de guerre n'apparaît plus, aujourd'hui, comme absolument distinct du risque de décès ordinaire, mais comme une simple aggravation de risque, parfois même comme un risque courant.

Dans l'ensemble, cette évolution de l'assurance de guerre est heureuse ; mais il est permis de se demander si, parfois, la concurrence n'a pas poussé les compagnies à prendre, sans précautions des engagements élevés.

Enfin, nous avons vu que les conventions ayant pour but d'exclure ou de couvrir le risque de guerre, ont été la

source de nombreuses difficultés. Il convient de rappeler les causes de ces difficultés pour en éviter le retour.

La principale cause a résidé dans l'imprécision des dispositions contractuelles. Il faut reconnaître que, sur ce point, on a généralement tenu compte de l'expérience de la guerre, et que l'intention des parties est mieux exprimée dans les contrats.

Les mesures moratoires prises en faveur des assurés, pendant la guerre, ont été, aussi, une source de difficultés, dans le contrat d'assurance-vie ordinaire et dans les conventions passées en vue de couvrir le risque de guerre. Beaucoup de leurs fâcheux effets ont été imprévus. Cela nous montre que les mesures moratoires ont une importance considérable et doivent être mûrement étudiées. Nous croyons que l'étude des mesures éventuelles à adopter, en cas de conflit, en faveur des assurés, devrait être abordée dès le temps de paix. Elle présente des difficultés du fait que tous les moratoires s'enchaînent les uns aux autres ; des résultats utiles n'en pourraient pas moins être obtenus.

Enfin, selon nous, la loi du 22 juillet 1919 devrait être refaite, non seulement parce que ses dispositions ne sont ni toujours claires, ni toujours conformes à la technique de l'assurance, mais surtout, parce que s'il survenait un conflit, on ne saurait discerner avec certitude, les dispositions qui doivent vraiment s'appliquer, de celles qui n'ont été édictées qu'en vue de situations spéciales à la dernière guerre.

Vu :
LE DOYEN,
E. ALLIX.

Vu :
LE PRÉSIDENT,
M. PICARD.

Vu et permis d'imprimer

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS,
S. CHARLETY.

APPENDICE

86. — AVENANT DE SURPRIME DE GUERRE EN VIGUEUR EN 1914. (1).

Avenant de surprime de guerre à la police d'assurance n° sur la tête de en date du

Sur la demande de M les conventions expresses et spéciales prévues par des conditions générales de la police sus-énoncée ont été arrêtées de la façon suivante entre l'assuré et la Compagnie.

I. — Fixation et conditions de l'application et du paiement de la surprime de guerre.

Article premier. — Le taux de la surprime exigible en vertu de la convention expresse et spéciale prévue par des conditions générales pour le cas de guerre avec une puissance étrangère, est fixé, dès à présent et d'avance, de la manière suivante, savoir :

1° Pour les officiers, sous-officiers et soldats qui, au moment de la guerre, font partie de l'armée active ou de la réserve de l'armée active, à quelque titre qu'ils servent, à 10 pour 100 du capital pris pour base de ladite surprime ;

2° Pour les officiers, sous-officiers et soldats qui, au moment de la guerre font partie de l'armée territoriale ou de la réserve de cette armée, à quelque titre qu'ils servent, ainsi que pour les aumôniers, les médecins civils et militaires et les ambulanciers civils à 7 1/2 pour 100 du même capital ;

3° Pour les personnes qui prennent part à la guerre en qualité de fonctionnaires de l'intendance militaire, d'officiers d'administration, de payeurs de l'armée et d'employés civils des postes, des télégraphes et des chemins de fer, à 5 pour 100 du même capital.

Art. 2. — Dans le cas où la guerre aurait lieu hors des limites de l'Europe et de l'Algérie, les surprimes fixées par les articles précédents ne comprendraient pas le risque de voyage et de séjour prévu par l'article 7 des Conditions générales.

Art. 3. — Les surprimes de 10 pour 100, 7 1/2 pour 100 et 5 pour 100 fixées par les paragraphes 1, 2 et 3 de l'article premier du présent avenant, sont calculées en prenant pour base le chiffre total du capital assuré lorsqu'il s'agit d'assurances sur la vie entière, d'assurances temporaires, d'assurances de survie et de contre-assurances.

Toutefois, pour les assurances mixtes et à terme fixe, lorsque trois primes annuelles, au moins, auront été payées, la surprime de guerre portera sur le capital assuré, diminué de la valeur de rachat du contrat, calculée au jour de l'exigibilité de la surprime.

Quand il s'agit d'une assurance de rente de survie, la surprime est calculée sur le capital qui serait nécessaire à la constitution immédiate de la rente, à l'âge du bénéficiaire au moment de la guerre.

Art. 4. — Aucune surprime de guerre n'est due, et l'assurance conserve tous ses effets lorsqu'à l'occasion de son service ou autrement, mais sans nomination ni commission préalable, un fonctionnaire ou un employé civil des chemins de fer, des postes, des télégraphes ou d'une administration quelconque, ou tout autre assuré non militaire, vient à être exposé à un risque ou danger provenant de l'état de guerre.

Art. 5. — Les surprimes qui font l'objet du présent avenant sont dues pour l'année entière; elles sont payables en espèces et d'avance sans fractionnement.

(1) La formule reproduite était en usage à *L'Urbaine*, antérieurement à la guerre.

Art. 6. — L'assuré doit faire la déclaration de son entrée en campagne dans la quinzaine, à partir du jour où le corps dont il fait partie est considéré, pour la solde et les allocations, comme étant entré en campagne.

La déclaration prescrite par le paragraphe premier du présent article peut être faite soit par une lettre recommandée, soit par dépêche télégraphique, soit, au cas où les communications seraient interrompues, devant un notaire ou un juge de paix.

Art. 7. — Dans le délai de quinzaine fixé par l'article précédent pour la déclaration d'entrée en campagne ou de mobilisation, la surprime de guerre, calculée sur le montant du capital souscrit doit être acquittée aux risques et périls de l'assuré, soit par un envoi de fonds adressé directement à la Compagnie, ou versé entre les mains de ses agents accrédités, au choix de l'assuré, contre quittance provisoire, et ce sous réserve de ristourne au cas où la somme versée serait supérieure à celle qui résulterait de l'application de l'article 3.

Faute de paiement intégral de la surprime dans ledit délai de quinzaine, l'assurance sera de plein droit suspendue conformément à l'article 10 des Conditions générales.

Néanmoins sur le demande de l'assuré et sur l'envoi de sa police à la Compagnie, le montant de la première surprime annuelle de guerre sera imputé sans autres formalités, pour partie ou pour la totalité, s'il y a lieu, à titre de prêt, au taux d'intérêts adopté pour lesdits prêts et jusqu'à due concurrence, sur la valeur du rachat de la police, déterminée par la Compagnie, conformément à l'article 6 des Conditions générales de la police, et qui sera reconnue disponible à chaque échéance.

Cette clause ne pourra recevoir son application que si trois primes annuelles entières ont été payées.

Art. 8. — Les paiements annuels ultérieurs de cette surprime auront lieu de la même manière chaque année, pendant la durée de la guerre, dans la quinzaine du jour où commencera une autre année.

II. — Restitution éventuelle de l'excédent de la surprime de guerre.

Si, à la suite d'une guerre, le total des surprimes de guerre acquises tant à la Compagnie qu'aux autres Compagnies avec lesquelles elle aurait traité à cet effet, excède le total des pertes résultant des sinistres survenus, soit pendant la guerre, soit pendant une année à partir de la promulgation du traité de paix, parmi les assurés qui ont payé lesdites surprimes, cet excédent, déduction faite des frais, sera réparti entre les assurés vivants à la fin de ladite année, au marc le franc des surprimes payées par chacun d'eux. La répartition approuvée par le Conseil d'administration fait foi à l'égard de tous les assurés et nul n'est admis à la critiquer.

Fait double à Paris

(Signatures de l'assuré et des représentants de la Compagnie).

87. — CIRCULAIRE DU MINISTRE DU TRAVAIL, DU 24 AOÛT 1914.

Presque toutes les assurances sur la vie stipulent que si l'assuré est appelé à prendre part à une guerre contre une puissance étrangère, l'assurance est suspendue de plein droit du jour où le titulaire est entré en campagne, non seulement pendant toute la durée de la guerre, mais encore pendant un délai de huit mois à compter de la cessation définitive des hostilités.

Pour éviter cette suspension de son contrat, l'assuré doit souscrire une nouvelle assurance contre le risque de guerre, en acquittant une surprime payable d'avance, sans fractionnement, dans le délai d'un mois à compter du premier jour de la mobilisation.

Tous les assurés qui ont été dans l'impossibilité de souscrire cette nouvelle assurance seraient, de ce fait, privés du bénéfice de l'assurance huit mois encore après la cessation des hostilités, et cela sans qu'il y ait même à distinguer si le décès est la conséquence de la guerre ou s'il est dû à des causes indépendantes de la guerre.

Cette situation ne pouvait manquer de préoccuper le Gouvernement, et, dans une pensée de sollicitude à l'égard des mobilisés, j'ai demandé aux sociétés d'assurances sur la vie de faciliter à leurs adhérents le moyen de couvrir le risque de guerre.

En réponse à cette demande, les compagnies françaises m'ont adressé, le 20 août, la lettre suivante :

Monsieur le Ministre,

Nous avons l'honneur de vous accuser réception de votre lettre en date du 18 courant.

Permettez-nous, tout d'abord de vous remercier de la bienveillance avec laquelle vous avez bien voulu apprécier nos efforts pour faciliter à tous nos assurés les voies et moyens leur permettant de se couvrir contre le risque de guerre. Bien que notre action n'ait été que toute naturelle, nous vous sommes reconnaissants d'avoir bien voulu la constater. Aujourd'hui, vous nous demandez, dans une préoccupation patriotique, d'élargir encore les facilités que nous avions spontanément offertes à nos assurés et qui nous ont permis, dès les premiers jours, de donner satisfaction à un très grand nombre d'entre eux. Nous nous empressons de vous dire que nous sommes heureux de répondre affirmativement à tous vos désirs et que nous sommes d'accord sur tous les points suivants :

1° Nous rendrons aussi aisée que possible la souscription de l'avenant de guerre : par l'admission à sa souscription de toute personne y ayant un intérêt direct ou indirect; par l'autorisation de réaliser cet avenant dans quelque forme que ce soit, c'est-à-dire qu'en outre des facilités données par les polices elles-mêmes (soit déclaration par lettre recommandée ou par dépêche télégraphique, soit, au cas où les communications seraient interrompues, devant un notaire ou un juge de paix), tout militaire mobilisé qui ne pourra user de ces moyens aura le droit de faire une déclaration écrite à l'autorité militaire en s'engageant à payer ultérieurement la prime correspondante. L'autorité militaire devra nous faire parvenir cet engagement en constatant simplement qu'au moment de cette déclaration le militaire était valide.

Le délai de souscription sous une des formes précédemment acceptées est fixé à un mois à partir du jour de la mobilisation individuelle, et nous pensons, Monsieur le Ministre, répondre à votre désir en portant ce délai à quarante jours pour les assurés déjà mobilisés à la date du 20 août.

2° Nous accordons et accorderons les facilités les plus larges possibles pour le paiement de la surprime, de façon à éviter à l'assuré l'obligation d'un décaissement immédiat. Sur ce point, à titre d'exemple, une imputation sur la valeur de rachat, un chèque dans certaines conditions, le dépôt de valeurs au porteur, seront acceptés par nos compagnies.

3° L'intérêt de retard sera fixé à un taux maximum de 3,50 %.

4° Nous réduisons à trois mois le délai de huit mois postérieur à la cessation définitive des hostilités, tant pour l'arrêté du compte concernant le risque de guerre que pour la suspension partielle du contrat qui n'aura pas acquitté la surprime de l'avenant de guerre.

Nous acceptons la rétroactivité au 2 août 1914 des dispositions des paragraphes 4 et 5 ci-dessus.

En ce qui concerne enfin le paragraphe troisième de votre lettre : « Ristourne des excédents possibles après la guerre », nous l'appliquons d'autant plus volontiers que déjà nos contrats la stipulent expressément; il ne nous serait jamais venu à l'esprit de faire un bénéfice sur une calamité nationale. Nous allons même plus loin, et c'est ainsi que, dans le système d'assurance à forfait du risque de guerre, non seulement nous répartissons entre nos assurés l'excédent si le total des surprimes de guerre dépasse le montant des pertes, mais nous prenons en outre à notre charge la perte, quelle qu'en soit l'importance, si le compte de guerre est déficitaire.

Le Président du Comité et le
Président du Syndicat.

1^{er} P.-S. — Une seule réserve s'impose à nos déclarations, c'est que certains de nos contrats étant réassurés, nous ne pourrions, en ce qui concerne la réduction du délai de huit mois à trois mois, nous engager au delà des pleins conservés par chacune de nos compagnies qu'après entente avec nos réassureurs.

2^e P.-S. — On vous aurait, paraît-il, signalé qu'en cas de non-paiement de surprime de guerre, certaines compagnies se seraient réservé le droit de résilier ou d'annuler leurs contrats. Toutes les compagnies signataires de la présente lettre s'engagent à ne pas profiter de cette faculté au cas où elle existerait dans un quelconque de leurs contrats et à considérer que ces termes veulent dire simplement « suspension temporaire. »

Il résulte de cette lettre :

1^o Que la souscription de la police de guerre est possible, non seulement de la part de l'assuré lui-même, mais encore de la part de toute personne ayant un intérêt direct ou même indirect à l'assurance (femme, parents, héritiers, créanciers, bénéficiaires, etc...). Bien entendu, la souscription sera tenue comme faite toutes les fois qu'un tiers quelconque aura payé la surprime. La souscription peut avoir lieu dans la forme la plus simple : lettre, télégramme, déclaration devant un notaire ou le juge de paix et même devant l'autorité militaire, qui transmettra l'engagement à l'assureur en constatant seulement qu'au moment de cette déclaration le militaire était valide ;

2^o Ce qui était surtout souhaitable, c'est que l'assuré ne fût pas obligé de décaisser immédiatement la surprime.

A défaut de paiement immédiat, la compagnie se contente de l'engagement de l'assuré, pourvu qu'il soit suffisamment garanti : par exemple, par un prélèvement établi sous forme de prêt fait par la société sur la valeur de rachat du contrat ; par un dépôt de titres ; par la remise d'un chèque ou encore par toute autre garantie admise par la société.

Ce sont là les deux points essentiels des dispositions nouvelles relatives au risque de guerre : il fallait, en effet, rendre la souscription du contrat et le paiement de la surprime aussi aisés que possible ;

3^o Les autres modifications consenties par les compagnies, concernant soit le délai d'un mois pendant lequel le contrat d'assurance contre le risque de guerre peut être souscrit, soit le délai de huit mois dont il a été ci-dessus question, ramené à trois mois, ne comportent aucun commentaire.

Il convient de remarquer que les contrats relatifs au risque de guerre souscrits antérieurement au 20 août 1914 profitent également de cette réduction de délai, comme aussi de la réduction du taux de l'intérêt que doit payer l'assuré en cas de retard dans l'acquittement de ses primes après la cessation définitive des hostilités.

4^o Enfin, si les évaluations des risques se révélaient par la suite trop élevées, les sociétés s'engagent à restituer à leurs assurés l'excédent après paiement de tous les sinistres.

J'ajoute, ainsi que l'indique de la façon la plus catégorique la lettre des sociétés, qu'aucune de celles-ci ne se réserve le droit, en cas de non-paiement de la surprime de guerre, de résilier ou d'annuler leurs contrats. Si une clause de ce genre existait dans l'une quelconque de leurs polices, elles se sont formellement engagées à ne pas profiter de cette faculté.

88. — I. — LETTRE CIRCULAIRE DU MINISTRE DU TRAVAIL (13 JANVIER 1915).

Monsieur,

En réponse à votre lettre du 11 janvier, j'ai l'honneur de vous informer qu'à mon sens, et sous réserve de l'interprétation des tribunaux, l'article 5 du décret du 10 août 1914 a seulement pour effet, en matière de police d'assurance, d'enlever à l'assureur le droit de rompre le contrat au préjudice de l'assuré qui n'aurait pas payé sa

prime à l'échéance. Mais précisément, puisque le contrat subsiste, les parties restent tenues de leurs obligations réciproques et je considère, toujours sous la même réserve, que si, d'une part, l'assureur doit payer le montant de l'assurance, l'assuré, d'autre part, assume, puisqu'il a été couvert du risque, l'obligation de payer sa prime, que vous pourrez exiger à la date prévue par l'art. 5, 2^e alinéa du décret précité du 10 août, sans qu'il puisse vous être objecté que le paiement en est facultatif.

Le ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale.

II. — LETTRE DU PRÉSIDENT DU COMITÉ DES DIRECTEURS AU MINISTRE DU TRAVAIL (25 JANVIER 1915).

Monsieur le Ministre,

J'ai bien reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire à la date du 13 janvier courant.

J'en ai donné communication à mes collègues qui vous sont, comme moi, profondément reconnaissants de l'intérêt que vous voulez bien prendre aux graves difficultés que nous rencontrons chaque jour. Nous trouverons, dans l'avis que vous avez bien voulu exprimer et que vous nous autorisez, sans aucun doute, à invoquer, le cas échéant un argument à l'appui des efforts que nous faisons pour obtenir, de nos assurés non mobilisés, le versement des primes; nous espérons que cet argument en décidera quelques-uns.

Nous craignons toutefois, et nous ne devons pas vous le cacher, que le plus grand nombre des assurés ne nous objectent le texte même des polices, lesquelles portent expressément que le paiement des primes est facultatif, et n'en profitent pour demeurer assurés sans payer, ni prendre même l'engagement de le faire après la guerre.

Contre ces résistances, le recours institué par l'art. 3 du décret du 15 décembre ne saurait être efficace. Il n'est pas possible d'appeler devant les présidents des milliers de personnes, il serait plus impossible encore de contester utilement leurs allégations.

Quoi qu'il en soit, nous allons nous efforcer de faire rentrer, par des demandes amiables, le plus grand nombre de primes, et d'éviter ainsi d'avoir à solliciter de nouveau l'intervention de l'Etat. Nous espérons, par ce moyen, parvenir tout au moins à reculer la date à laquelle nous ne pourrions plus nous en dispenser.

Nous devons cependant ne pas vous dissimuler que si la guerre dure encore de longs mois, si surtout l'état du marché financier continue à rendre impossible toute réalisation de quelque importance, nos recettes ne couvrant pas nos dépenses, nos provisions s'épuiseront et des mesures complémentaires de protection s'imposeront dans l'intérêt même des assurés et des rentiers.

Le Président du Comité.

89. — PROPOSITION DE LOI NADI (10 FÉVRIER 1916).

Exposé des motifs.

Messieurs, les pertes effroyables d'existences humaines qu'entraîne la guerre présente, la longueur même des hostilités, laissent prévoir qu'un nombre considérable de contractants de polices d'assurances-vie, tués au service de la nation, morts de leurs blessures, décédés sous les drapeaux par suite de maladies, mutilés de guerre ou placés, du fait de la guerre, dans l'impossibilité d'exécuter les clauses de leurs contrats, se trouveraient profondément lésés si un tel état de fait pouvait être considéré comme un cas ordinaire, prévu et admis, de déchéance.

Il serait, d'autre part, inacceptable qu'au milieu du malheur commun, les compagnies d'assurances fussent fondées à réaliser des bénéfices considérables, par suite de la résiliation pure et simple de la police, sans ristourne des primes antérieurement versées aux ayants-droit de l'assuré.

Le cas de force majeure de la guerre, doit donc être proclamé par le législateur, imposé par lui aux compagnies, et ses conséquences nettement établies.

Dans cet esprit, il nous a paru indispensable de réglementer la question des contrats d'assurances-vie, souscrits par les militaires tués à l'ennemi, morts de blessures de guerre, décédés sous les drapeaux par suite de maladies et d'accidents, par les mutilés de la guerre, par tous les mobilisés ayant bénéficié des moratoires et placés, du fait de la guerre, dans l'impossibilité de remplir leurs obligations d'assurés.

Nous avons donc l'honneur de vous soumettre la proposition de loi suivante :

Proposition de loi

Art. 1. — Pour tout militaire tué à l'ennemi, mort de blessures de guerre, décédé sous les drapeaux par suite de maladies ou d'accidents survenus en service commandé, les contrats d'assurances-vie, signés par lui, sont résiliés de plein droit à partir du jour de décès.

Les primes versées par lui reviendront intégralement à ses héritiers.

Le présent article n'est pas applicable aux contrats qui assurent le risque de guerre.

Art. 2. — Tout assuré, mutilé de guerre, placé de ce fait dans l'impossibilité de remplir ses obligations contractuelles, pourra, sur sa demande, formulée dans les six mois de la promulgation de la présente loi, avec l'assentiment de la compagnie d'assurance, obtenir la substitution à l'ancienne, d'une nouvelle police d'assurances proportionnée à ses ressources. La nouvelle police partira de la même date que l'ancienne. Les versements effectués sur la première seront précomptés sur les versements dus ou à devoir sur le taux du nouveau contrat. En cas de refus par la compagnie d'accorder la modification demandée, celle-ci sera tenue au remboursement des quatre cinquièmes des primes versées.

Art. 3. — Tout assuré, mobilisé, ayant bénéficié des moratoires, et se trouvant dans l'incapacité de se libérer immédiatement, pourra à leur expiration obtenir des compagnies d'assurances-vie, et au choix de l'assuré, soit le paiement des primes dues, y compris les intérêts moratoires et d'amortissement, échelonné également sur les années de versement restant à courir, soit une diminution des avantages assurés par la police correspondant aux dites primes et à leurs intérêts non payés.

90. — LETTRE DU MINISTRE DU TRAVAIL AU PRÉSIDENT DU COMITÉ-VIE (10 NOVEMBRE 1919).

Monsieur le Président,

Par lettre du 27 octobre 1919, vous m'avez adressé une note élaborée par les actuaire du Comité des compagnies d'assurances sur la vie, concernant l'application de la loi du 22 juillet 1919, relative aux contrats d'assurance sur la vie en temps de guerre, et du décret du 19 septembre 1919. Dans cette note sont posées diverses questions d'interprétation, sur lesquelles vous sollicitez l'avis de mon administration.

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-dessous les réponses qui me semblent devoir être faites sur les points examinés par les Actuaires :

1° « Les assurés des compagnies du Comité, lorsque leurs contrats n'ont pas été suspendus, sont-ils restés couverts contre le risque de mort normale ? »

J'estime qu'il convient de répondre à cette question par l'affirmative.

2° « Comment déterminer le taux de l'intérêt applicable dans les divers cas de règlement ? ».

Le taux d'intérêt me paraît fixé d'une manière suffisamment claire par le dernier alinéa de l'art. 17 de la Loi. Sauf stipulation contraire de la Loi, le taux devra être celui qui sert de base au calcul des primes du contrat. Au surplus, pour les contrats non suspendus, il pourra toujours être fait usage du taux prévu par les décrets moratoires. J'ajoute que tout règlement effectué par application de ces décrets, ainsi que toute convention déjà arrêtée entre les parties sous l'empire de leurs dispositions, demeurent valables nonobstant les dispositions différentes de la Loi.

3° « L'art. 7 de la Loi s'applique-t-il aux assurés mobilisés dont

les contrats ont été suspendus pendant toute la durée de la guerre ? »

J'estime qu'il convient de répondre à cette question par la négative, d'accord avec la note, qui établit une distinction légitime entre les assurés mobilisés « suspendus » et ceux qui ont bénéficié des délais moratoires.

4° « Cette catégorie d'assurés peut-elle prétendre aux options que l'art. 7 offre aux assurés débiteurs pour le règlement de leur arriéré ? »

Contrairement à l'opinion émise par les Actuaires, j'estime que l'art. 7 peut aussi bien s'appliquer à ces assurés et qu'une telle interprétation serait la plus conforme à l'intention générale du législateur.

Dans le cas où la remise en vigueur s'opérerait purement et simplement dans les conditions prévues à l'art. 4 de la Loi, il ne m'apparaît pas que les indications de méthode fassent défaut. La Loi et le Décret se bornent, sans doute, à poser des principes, et il n'en peut guère être autrement. Mais le principe de la réduction est nettement précisé, et non pas seulement « par analogie ». L'art. 3 du Décret définit d'autre part, la partie des primes afférente à la couverture du « risque-décès » et en donne le mode de calcul.

Il me semble évident que la méthode applicable à l'art. 4 en découle sans difficulté. Quant au calcul de la prime unique d'inventaire de l'assurance temporaire, il est aisé de la déterminer en harmonie avec les bases mathématiques des primes de chaque contrat, sans qu'il soit indispensable d'en emprunter le taux aux barèmes réglementaires du tarif minimum.

La détermination du capital non couvert, proposée par les Actuaires, ne soulève aucune objection, sous réserve de l'adaptation du principe aux combinaisons spéciales qui exigent une modification à la méthode générale.

En ce qui concerne le rachat et la réduction, il ne me paraît y avoir aucun doute sur le taux de l'intérêt à adopter. L'art. 4 du Décret la fixe de manière explicite, à son deuxième alinéa, et la disposition s'applique aussi bien au rachat qu'à la réduction, puisqu'elle vise « la valeur nette du contrat », préalablement définie.

5° « L'art. 7 de la Loi s'applique-t-il aux assurés non mobilisés dont les contrats ont été suspendus en vertu du décret du 20 novembre 1915 ? »

J'estime que les primes arriérées sont exigibles pour la période comprise entre le début des hostilités et le 31 décembre 1915, que les Actuaires dénomment « période de dix-sept mois » car, pendant cette période, les assurés sont restés couverts contre le risque de décès. Il s'ensuit que l'art. 7 est applicable à cette catégorie d'assurés dans les limites de l'intervalle considéré.

6° « Le capital non couvert dans le cas de suspension susvisé, est-il déterminé par l'excès du capital assuré sur la valeur de rachat ? »

Il convient de répondre affirmativement à cette question, de même qu'il est clair que l'application de l'art. 8 de la Loi, dont il est question à l'art. 12, vise les primes dues pour la « période de dix-sept mois ».

7° « Que faut-il entendre par les mots « s'il y a lieu » à l'art. 7, en ce qui concerne la réduction du montant des primes arriérées dues par les assurés, mobilisés ou non, ayant bénéficié des délais moratoires ? »

Ces mots se rapportent, à n'en pas douter, à des cas particuliers qui peuvent se présenter dans la pratique, comme, par exemple, le cas d'un assuré mobilisé au cours des hostilités, postérieurement au 20 novembre 1915, qui se serait trouvé d'abord dans la situation de suspension du contrat et qui aurait ensuite souscrit l'avenant de l'assurance contre le risque de guerre.

Les mots « s'il y a lieu » expriment simplement la nécessité de tenir compte de ces situations particulières.

8° « Questions soulevées par les trois modes de libération prévus à l'art. 7 ».

Les principes et les règles générales de calcul actuariel suffisent am-

plement pour résoudre les divers problèmes susceptibles de se poser dans l'application. J'estime que mon Administration n'a pas à donner ici de formulaire. La Loi ne contient à cet égard aucune délégation. Il appartient aux Actuaires de résoudre ces questions, qui sont essentiellement du ressort de leur compétence professionnelle.

J'admets qu'en raison de l'exigibilité certaine des primes dues, une entreprise se refuse à répartir, au moyen d'une annuité viagère temporaire, la dette formée par les primes arriérées, sur les échéances ultérieures des primes d'une assurance à terme. Toutefois, je serais loin de blâmer l'assureur qui, interprétant la Loi dans un sens plus favorable aux assurés débiteurs, accepterait une semblable répartition.

De même, en ce qui concerne la prolongation de la période de paiement des primes, je n'élèverais pas d'objection contre un mode de procéder qui, prenant cette option dans un sens plus large, accorderait exceptionnellement une prorogation de la durée même du contrat. Ce ne serait, en réalité, qu'une certaine transformation de contrat. Or, dans la mesure où les transformations sont techniquement correctes, mon Administration, comme vous ne l'ignorez pas, a toujours laissé les assureurs libres de les consentir ou de les refuser, au gré des conventions particulières entre les parties.

D'une manière générale, les options visées à l'art. 7 dépendent évidemment de la nature, des contrats en cause et ne sont pas applicables indifféremment dans tous les cas. Il est clair, par exemple, que la répartition des primes dues sur les primes à échoir ne saurait convenir aux combinaisons à primes viagères, etc.

Le discernement des cas où une option sera acceptable ou non est, je le répète, essentiellement d'ordre actuariel, et les actuaires des compagnies sont, par profession, les mieux placés pour décider des solutions compatibles avec les diverses combinaisons qu'ils peuvent rencontrer.

9° La note déclare que la fin du premier alinéa de l'art. 7 est incompatible avec les modes de libération par annuités ou par prolongation de la période de paiement des primes.

Je n'aperçois pas cette incompatibilité. Dans l'exemple cité, il est évident que la partie non acquittée des primes arriérées deviendrait immédiatement exigible.

10° « D'après quelles règles seront résiliés les contrats dans les cas prévus au deuxième alinéa de l'art. 7 ? »

J'estime que les règles de résiliation spécifiées à l'art. 10 de la Loi peuvent être invoquées dans ce cas. Comme il a été dit plus haut, en effet, les assurés du Comité dont les contrats n'ont pas été suspendus, et dans la mesure où leurs contrats n'ont pas été suspendus, me paraissent rester dans la catégorie des assurés « restés couverts contre le risque de mort normale ».

11° « Sous quel régime les entreprises se trouvent-elles actuellement ? »

Depuis le 24 octobre, c'est-à-dire depuis la cessation des hostilités, la loi du 22 juillet 1919 et le décret du 19 septembre sont en vigueur.

Dans l'intervalle qui s'est écoulé entre le 1^{er} août et le 24 octobre 1919, les décrets moratoires, et notamment celui du 25 avril 1919, me semblent devoir être invoqués en raison même de l'impossibilité où se trouvaient les entreprises d'appliquer alors intégralement la loi du 22 juillet 1919.

Le ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale.

91. — CLAUSES DES POLICES ACTUELLES RELATIVES AU RISQUE DE GUERRE.

I. — Assurance complète avec garantie du risque de guerre (2), Risques de guerre

Art. 9. — En cas de guerre la Compagnie garantit intégralement le paiement des sinistres à tout Assuré mobilisé ou engagé volontaire

(2) La formule qui suit est en usage au *Phénix*.

dans les armées françaises ou dans les armées alliées de la France.

Toutefois, si la police n'a pas trois mois de date, l'assurance est de plein droit suspendue à dater du jour de l'incorporation, à moins d'une convention spéciale et du paiement d'une surprime. L'assurance suspendue est régie par les dispositions du titre premier de la loi du 22 juillet 1919 relative aux contrats d'assurance sur la Vie en temps de guerre.

Art. 10. — Lorsque le risque de guerre est garanti, le contractant donne mandat à la Compagnie de payer en son lieu et place, à dater de l'ouverture des hostilités, les primes à venir au fur et à mesure de leur échéance, à titre d'avance. Cette avance sera faite au taux de 5 % l'an.

Le mandat donné par le contractant est toujours révocable.

Participation aux bénéfices

Fonds de guerre. — Règlement des sinistres de guerre.

Art. 11. — Après trois ans, la police participe aux trois quarts des bénéfices produits par la catégorie d'assurances « Complète avec garantie du risque de guerre ».

La répartition se fait au prorata de la prime nette annuelle; elle ne sera jamais inférieure à 10 % de celle-ci.

Le nombre de répartitions est égal au nombre de primes annuelles entières payées, diminué de trois.

Les polices rachetées perdent tous droits aux participations.

Les polices réduites cessent de participer aux bénéfices.

Les polices réintégrées ne peuvent prétendre aux bénéfices des exercices clos pendant la période de réduction.

Art. 12. — Les parts de bénéfices attribuées aux assurés sont déposées provisoirement à un compte spécial dit « Fonds de guerre », destiné à contribuer éventuellement au règlement des sinistres de guerre; elles seront productives d'intérêts simples au taux de 4 % l'an et payées aux ayants droit avec les intérêts, à l'échéance de la police ou au décès de l'Assuré, sous réserve des dispositions énoncées dans l'article suivant.

Pour le calcul des intérêts, les parts de bénéfices sont considérées comme attribuées chaque année à la date du 1^{er} mai qui suit l'exercice de répartition.

Le Fonds de guerre comprend en outre une dotation spécialement affectée par la Compagnie à la garantie du risque de guerre.

Art. 13. — Les sommes nécessaires au paiement des sinistres survenus pendant la durée des hostilités seront prélevées par ordre de préférence :

1° Sur les réserves mathématiques des polices sinistrées ;

2° Sur les participations de ces polices, et sur leurs intérêts, déposés au Fonds de guerre ;

3° Sur les bénéfices réalisés par la présente catégorie d'assurances pendant les exercices ouverts ou clos depuis la déclaration de guerre jusqu'à la liquidation des comptes de guerre ;

4° Sur les participations et sur les intérêts déposés au Fonds de guerre pour les Assurés non décédés, ce prélèvement étant calculé au prorata des parts déposées ;

5° Sur la dotation spécialement affectée par la Compagnie au Fonds de guerre ;

6° Sur les autres ressources de la Compagnie.

Après chaque guerre, il est établi un compte des parts de bénéfices réservées qui demeurent au crédit de chaque Assuré.

Art. 14. — Les comptes des bénéfices approuvés par l'Assemblée générale des actionnaires font foi à l'égard de tous les Assurés et nul n'est admis à les critiquer.

II. — Assurance mixte sur une tête avec garantie du risque de guerre par prorogation d'échéance (3).

Risques garantis

Art. 3. — La Compagnie garantit tous les risques de mort quelle qu'en

(3) La clause reproduite est en usage aux Assurances générales.

soit la cause, sauf les exceptions prévues par la loi et celles énumérées ci-après :

... Services militaires : Si l'assuré est ou devient militaire, la Compagnie garantit les risques de tous services militaires en temps de paix, en Europe, en Algérie, en Tunisie, au Maroc et tous pays de protectorat ou colonies françaises, y compris le risque de mort reçue dans la répression d'une émeute, d'une sédition ou d'une insurrection, sous réserve de l'application du § 2 des titres Risques de voyage et Aviation ci-dessus.

Risque de guerre.

Art. 4. — Si l'assuré est mobilisé à l'occasion d'une guerre contre une puissance étrangère, le risque de décès sera couvert sans aucun versement de surprime et dans les conditions suivantes :

De convention expresse et en l'absence de stipulations contraires, le terme du contrat sera prorogé d'une durée fixée d'après les conditions en vigueur au moment de la souscription de la police. Il ne sera apporté aucune modification au nombre, au montant et aux échéances des primes stipulées ; seules, la valeur de réduction, fixée par l'article 8, et la valeur de rachat, fixée par l'article 10, seront modifiées d'après la durée de prolongation.

Si, avant la date de sa mobilisation, l'Assuré demande à la Compagnie à renoncer aux avantages de ce régime, il en sera fait mention soit aux conditions particulières ci-contre, soit par avenant et l'assurance sera alors suspendue à dater du jour de la mobilisation de l'assuré. Dans tous les cas, le contrat sera régi par les dispositions de la loi du 22 juillet 1919 ou les textes législatifs ultérieurs.

III. — Assurance mixte sur plusieurs têtes avec suspension partielle du contrat en cas de guerre (4).

Risque de guerre.

Art. 4. — Si l'un quelconque des assurés, tous ou plusieurs d'entre eux est ou sont mobilisés à l'occasion d'une guerre contre une puissance étrangère, l'assurance sera suspendue sur la tête du ou des mobilisés à dater du jour de la mobilisation du ou des assurés. Elle continuera à rester en vigueur sur la ou les têtes non mobilisées et sera régie par la loi du 22 juillet 1919 ou les textes législatifs ultérieurs.

Le risque de guerre pourra toutefois faire l'objet d'un contrat distinct, souscrit conformément aux conditions arrêtées par le Conseil d'Administration.

92. — FORMULE D'AVENANT DE SURPRIME DE GUERRE ACTUEL (5).

I. — Conditions de l'assurance spéciale du risque de guerre applicables éventuellement au contrat de M. n°

Article premier. — Lorsqu'il y aura lieu de souscrire la convention spéciale prévue par l'article 10 des conditions générales de la police, la Compagnie, sur la demande qui en sera faite, dans les conditions ci-après, par le souscripteur de l'assurance, garantira le risque de guerre couru par l'assuré moyennant le paiement d'une surprime calculée et payée comme il sera dit dans les articles suivants.

Art. 2. — Le taux de la surprime destinée à couvrir le risque de guerre sera fixé à 6,50 % du capital, calculé comme il sera dit ci-après sous les articles 4 et suivants.

Art. 3. — La surprime de 6,50 % fixée par l'article 2 ci-dessus sera calculée sur le montant du capital assuré par la police; mais, lorsque la police aura une valeur de rachat, la surprime ne portera plus que sur le capital assuré par la police, diminué de la réserve mathématique du contrat.

(4) Cette clause est en vigueur aux Assurances générales.

(5) La formule reproduite est actuellement en usage à La Nationale.

Art. 4. — Quand il s'agira d'une assurance à terme fixe ou d'une assurance dotale, la surprime sera calculée sur la différence entre le capital assuré et la valeur de réduction de la police (calculée conformément à la police, mais quel que soit le nombre de primes payées), différence escomptée jusqu'à l'échéance du contrat au taux d'intérêt qui a servi de base à l'établissement du tarif.

Art. 5. — Quand il s'agira d'une assurance de rente de survie, la surprime sera calculée sur le capital qui serait nécessaire à la constitution immédiate de la rente à l'âge du bénéficiaire au moment de la guerre.

Art. 6. — La surprime, telle qu'elle est fixée par les articles précédents, sera unique et valable pour toute la durée de la guerre.

Art. 7. — La garantie spéciale prévue par le présent règlement étant purement facultative pour l'assuré, qui pourra à son gré la réclamer ou non, elle n'aura d'existence et d'effet que par la déclaration formelle de cet assuré, ou de son mandataire qualifié, dans le délai de trente jours de son incorporation, qu'il entend expressément couvrir le risque de guerre.

Art. 8. — Cette déclaration pourra être faite, soit par lettre recommandée, soit par une dépêche télégraphique, soit, au cas où les communications seraient interrompues, devant un notaire ou un juge de paix.

Art. 9. — En même temps que sera faite la déclaration prévue par les articles 7 et 8 ci-dessus, la surprime de guerre devra être acquittée, aux risques et périls de l'assuré, soit par un envoi direct à la Société ou un versement à son compte de chèques postaux, soit entre les mains de l'un de ses Agents généraux, au choix de l'assuré, à qui il sera délivré une quittance provisoire.

Art. 10. — Ladite déclaration n'aura, en effet, de valeur que si elle est accompagnée du montant de la surprime, et le risque de guerre ne se trouvera couvert qu'après le paiement de cette surprime.

Art. 11. — Dans le cas où l'assuré ne pourrait ou ne voudrait pas acquitter la totalité de la surprime en conformité des taux et bases de calculs sus-indiqués, il aura la faculté de verser une somme moindre, mais, dans ce cas, le capital assuré par la police sera abaissé dans une proportion correspondante.

Art. 12. — Pour faciliter le paiement de la surprime, la Compagnie pourra accepter, dans le délai ci-dessus indiqué, à défaut d'espèces, le dépôt en garantie de valeurs de Bourse agréées par la Compagnie, ou même la garantie d'une caution notoirement solvable, acceptée par elle.

Art. 13. — Pour accomplir les formalités prévues aux articles 8 et 9, l'assuré pourra employer la feuille ci-annexée; si le contrat a une valeur de rachat, il pourra, au moyen de cette feuille annexe, demander à la Compagnie de compenser le paiement de la surprime par un versement à valoir sur tous paiements ultérieurs de la Compagnie dans les conditions portées dans la feuille annexe.

Ristourne de l'excédent, s'il y a lieu, des surprimes de guerre.

Art. 14. — Si, à la suite de la guerre, le total des surprimes acquises à la Compagnie excédait le total des sinistres survenus, tant pendant la guerre que pendant un délai de trois mois à compter de la cessation des hostilités, parmi les assurés qui ont payé lesdites surprimes, cet excédent, déduction faite des frais, serait réparti entre les assurés vivants à la fin dudit délai, au marc le franc des surprimes payées par chacun d'eux. La répartition, approuvée par le Conseil d'Administration, fera foi à l'égard de tous les assurés, et nul ne sera admis à la critiquer.

Paris, le

(Signature des représentants de la Compagnie).

II. — Feuille à détacher en cas de mobilisation et à envoyer sous pli chargé à la Compagnie avec le montant de la surprime (1^{er} mode de paiement) ou avec la police (2^e mode de paiement), ces deux modes

de paiement pouvant d'ailleurs, au gré de l'assuré, être employés simultanément (6).

Je, soussigné demeurant à, souscripteur à la Compagnie du contrat n° général reposant sur ma tête (ou la tête de) pour un capital de demande à la Compagnie de maintenir ce contrat en vigueur pendant la durée de la guerre dans les conditions fixées par ladite Compagnie pour l'assurance spéciale du risque de guerre, dont un exemplaire m'a été remis et dont je déclare avoir parfaite connaissance.

Je déclare que je prends (ou l'assuré prend) part à la guerre en qualité de faisant partie de la classe et que je suis (ou il est) mobilisé depuis le et incorporé au régiment de

Fait à

Lu et approuvé

(Signature du contractant).

93. — TABLEAUX DE PROROGATION D'ÉCHÉANCE.

TABLEAU N° 4

PROROGATION D'ÉCHÉANCE EN CAS DE MOBILISATION DE L'ASSURÉ

	DURÉE DE L'ASSURANCE																														Nombre de primes annuelles payées au jour de la mobilisation de l'assuré
	15 ans	16 ans	17 ans	18 ans	19 ans	20 ans	21 ans	22 ans	23 ans	24 ans	25 ans	26 ans	27 ans	28 ans	29 ans	30 ans															Nombre de primes annuelles payées au jour de la mobilisation de l'assuré
1	4	1	5	1	5	1	5	1	5	1	5	1	5	1	5	1	5	1	5	1	5	1	5	1	5	1	5	1	5	1	1
2	3	8	3	8	3	8	3	8	3	8	3	8	3	8	3	8	3	8	3	8	3	8	3	8	3	8	3	8	3	8	2
3	3	3	6	3	6	3	6	3	6	3	6	3	6	3	6	3	6	3	6	3	6	3	6	3	6	3	6	3	6	3	3
4	2	10	2	10	2	10	2	10	2	10	2	10	2	10	2	10	2	10	2	10	2	10	2	10	2	10	2	10	2	10	4
5	2	6	2	6	2	6	2	6	2	6	2	6	2	6	2	6	2	6	2	6	2	6	2	6	2	6	2	6	2	6	5
6	2	2	5	2	7	2	10	3	1	3	4	3	7	3	11	4	2	4	6	4	10	5	2	5	7	6	1	5	6	11	6
7	1	10	2	1	2	3	2	10	3	3	6	3	10	4	1	4	5	4	9	5	1	5	5	10	6	4	1	5	5	10	7
8	1	6	1	9	1	11	2	2	5	2	7	2	10	3	1	3	5	3	8	3	11	4	3	4	7	4	11	5	4	5	9
9	1	3	0	4	1	8	1	10	1	2	4	2	6	2	9	3	3	7	3	10	4	2	4	6	4	10	5	3	4	9	8
10	1	1	2	1	5	1	7	1	10	2	3	2	6	2	8	2	11	3	2	6	3	9	4	1	4	5	4	9	10	10	10
11	1	1	1	2	1	4	1	6	1	9	1	11	3	2	5	2	8	2	10	3	2	5	3	8	4	1	4	4	9	11	11
12	1	1	1	1	1	3	1	6	1	8	1	11	2	1	2	4	2	7	2	10	3	1	3	3	7	3	11	4	12	12	12
13	1	1	1	1	1	1	4	1	5	1	8	1	10	2	1	2	3	2	6	3	2	5	3	6	3	9	7	13	13	13	13
14	1	1	1	1	1	1	1	4	1	3	1	6	1	7	1	9	2	1	2	3	2	5	2	8	2	11	3	2	14	14	14
15	1	1	1	1	1	1	1	1	4	1	1	4	1	7	1	9	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2	15	15
16	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	16
17	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	17
18	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	18
19	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	19
20	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	20
21	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	21
22	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	22
23	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	23
24	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	24
25	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	25

(6) Le deuxième mode prévu est l'acquittement de la surprime au moyen d'un prêt sur police.

TABLEAU N° 2

Taux de diminution de la valeur de réduction d'un contrat
à terme prorogé par suite de la mobilisation de l'assuré

CAPITAL 10.000 FRANCS

Durée initiale du contrat	NOMBRE D'ANNÉES DE PROROGATION									
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
15	23	40	56	72						
16	22	38	53	68						
17	21	36	50	64						
18	20	34	48	59						
19	19	32	45	55	64					
20	18	30	42	52	61					
21	17	29	40	49	58					
22	16	27	38	47	55	62				
23	15	26	36	44	52	58				
24	14	24	34	42	49	55				
25	13	23	32	40	46	52	58			
26	12	22	31	38	44	50	55			
27	12	21	29	36	42	48	53	58		
28	11	20	28	35	40	45	50	55		
29	11	19	26	33	38	43	48	52	55	
30	10	18	25	31	36	41	45	50	53	56

La diminution de la valeur de réduction d'un contrat de 10.000 Frs prorogé d'un certain nombre d'années, conformément au tableau N° 1, s'obtient en multipliant le nombre de primes restant à payer par le nombre de Frs correspondant indiqué au tableau N° 2.

EXEMPLE. — Une personne assurée par un contrat de 10.000 Frs, d'une durée initiale de 20 ans est mobilisée après paiement de 10 primes. Conformément au tableau N° 1 du présent avenant l'échéance du contrat est prorogée de 2 ans.

1) Si la réduction du capital assuré est demandée aussitôt, 10 primes restant à payer, la valeur de réduction du contrat sera celle fixée au tableau de réduction annexé à la police, diminuée conformément au tableau N° 2 du présent avenant, de $30 \times 10 = 300$ Frs.

2) Si la réduction du capital assuré est demandée après paiement de 15 primes, 5 primes restant à payer, la valeur de réduction du contrat sera celle fixée au tableau de réduction annexé à la police, diminuée, conformément au tableau N° 2 du présent avenant de $30 \times 5 = 150$ Frs.

VALEUR DE RACHAT. — Les valeurs de rachat seront modifiées en conséquence.

INDEX DES DÉCISIONS DE JURISPRUDENCE

N. B. — Les chiffres renvoient aux numéros et non aux pages

21 févr. 1872	Douai , <i>Le Phénix</i> c. Gousseau, B. M. 2.414 ; J. A. 72.335	4
20 avril 1877	Paris , Demorieux c. <i>Le Gresham</i> , D. 77.2.181; S. 77.2.114; B. M. 1.203; J. A. 77.219. — V. 26 nov. 1877..	83
26 nov. 1877	Req. , Demorieux c. <i>Le Gresham</i> , B. M. 1.203. — V. 20 avr. 1877	83
27 juil. 1878	Paris , <i>Le Crédit viager</i> c. Goupy, D. 80.1.126; S. 78.2.212; B. M. 1.236; J. A. 78.408. — V. 11 août 1879..	81
11 août 1879	Req. , Goupy c. <i>Le Crédit viager</i> , D. 80.1.126; S. 79.1.358; B. M. 1.236; J. A. 79.480. — V. 27 juil. 1878..	81
12 mai 1915	Trib. civ. Narbonne , Carcassonne c. <i>Le Phénix</i> , D. 1916.2.161; Rec. Gaz. Trib. 1915.2.86; J. A. 1916.306; R. P. A. 1915.207. — V. 31 janv. 1916; 15 nov. 1922.	20
26 nov. 1915	Trib. civ. Epinal , Pierrat c. <i>L'Abeille</i> , D. 1916.2.166 et note Lacour; Rec. Gaz. Pal. 1914-2 et 1915.362; J. A. 1916.63; R. P. A. 1919.153	27
20 déc. 1915	Aix , <i>La New-York</i> c. Imbert, J. A. 1919.61	24
27 déc. 1915	Trib. comm. Alençon , Barbey c. <i>Le Phénix</i> , D. 1916.2.161 et note Lacour; S. 1917.2.45; Rec. Gaz. Pal. 1916 et 1917.82; Rec. Gaz. Trib. 1915.2.514 ; J. A. 1916.177; R. P. A. 1916.12	21
27 déc. 1915	Trib. civ. Bordeaux , Gauthier c. <i>Ass. gén.</i> , D. 1916.2.161 et note Lacour; Rec. Gaz. Pal. 1916 et 1917.82; Rec. Gaz. Trib. 1915.2.567; J. A. 1916.213; R. P. A. 1916.179	21
31 janv. 1916	Montpellier , <i>Le Phénix</i> c. Carcassonne, D. 1916.2.161 et note Lacour; Rec. Gaz. Pal. 1916 et 1917.80; Rec. Gaz. Trib. 1915.2.565; J. A. 1916.306; R. P. A. 1916.106. — V. 12 mai 1915; 15 nov. 1922	22
14 févr. 1916	Trib. civ. Oran , Astruc c. <i>L'Union</i> , D. 1916.2.161 et note Lacour; Rec. Gaz. Pal. 1916 et 1917.130; Rec. Gaz. Trib. 1916.2.65; J. A. 1916.314; R. P. A. 1916.174	21
11 mars 1916	Trib. civ. Toulouse , Eydoux c. <i>L'Abeille</i> , J. A. 1916.258; R. P. A. 1916.185	24
22 mars 1916	Trib. civ. Blaye , Mignot c. <i>Le Soleil</i> , R. P. A., 1919.161	21
29 mars 1916	Trib. civ. Lyon , B. c. <i>Le Nord</i> , D. 1916.2.161 et note Lacour; Rec. Gaz. Pal. 1916 et 1917.104; J. A. 1916.479; R. P. A. 1916.181 et note	23
5 avril 1916	Trib. civ. Saint-Etienne , Civard c. <i>L'Union</i> , J. A. 1920.99; R. P. A. 1919.243	20

9 juin 1916	Trib. civ. Lyon, Bonjour c. <i>Le Phénix</i> , Rec. Gaz. Pal. 1921.2.353; R. P. A. 1918.86. — V. 11 mai 1917; 4 juil. 1921	19, 20, 21
20 juil. 1916	Trib. civ. Abbeville, Beurrier c. <i>Le Soleil</i> , Rec. Gaz. Pal. 1916 et 1917.390; Rec. Gaz. Trib. 1916.2.420; J. A. 1917.30; R. P. A. 1917.22	19, 20, 21, 23
11 déc. 1916	Trib. civ. Oran, Le Maire c. <i>Le Soleil</i> , Rec. Gaz. Pal. 1916 et 1917.553; Rec. Gaz. Trib. 1917.2.68; J. A. 1917.181. — V. 17 déc. 1919; 15 févr. 1921	19, 20, 22
6 févr. 1917	Trib. civ. Gap, Tournès c. <i>La France</i> , Rec. Gaz. Pal. 1916 et 1917.994; Rec. Gaz. Trib. 1917.2.564; J. A. 1918.25; R. P. A. 1918.259	19, 20, 21, 24, 77
5 mars 1917	Aix, <i>L'Urbaine</i> c. Germain, Rec. Gaz. Pal. 1916 et 1917.550; Rec. Gaz. Trib. 1917.2.288; J. A. 1917.224; R. P. A. 1917.538	19, 20, 21
13 mars 1917	Trib. civ. Dijon, Boussard c. <i>Le Phénix</i> , Rec. Gaz. Trib. 1917.2.290; J. A. 1917.406; R. P. A. 1918.82	19, 20, 21
21 mars 1917	Trib. civ. Bordeaux, Gizard c. <i>Le Soleil</i> , Rec. Gaz. Pal. 1916 et 1917.591; J. A. 1917.265. — V. 24 déc. 1917; 16 avril 1924	27
11 mai 1917	Lyon, Bonjour c. <i>Le Phénix</i> , Rec. Gaz. Pal. 1921.2.352; Rec. Gaz. Trib. 1917.2.286; J. A. 1917.378; R. P. A. 1918.86. — V. 9 juin 1916; 4 juil. 1921	20, 21
9 oct. 1917	Trib. comm. Seine, Jolibois c. <i>La France</i> , J. A. 1919.220; R. P. A. 1919.85. — V. 31 janv. 1919; 15 nov. 1922	20, 22
23 oct. 1917	Trib. civ. Lorient, Evenou c. <i>Le Patrimoine</i> , R. P. A. 1919.81. — V. 23 déc. 1918	20, 21, 23
24 déc. 1917	Bordeaux, <i>Le Soleil</i> c. Gizard, Rec. Gaz. Pal. 1918 et 1919.1.286; J. A. 1918.341; R. P. A. 1918.341. — V. 21 mars 1917; 16 avril 1924	26, 27
25 janv. 1918	Trib. civ. Reims, D'Anglemont de Tassigny c. <i>La France</i> , Rec. Gaz. Trib. 1920.2.72. — V. 29 oct. 1919. 26, 27	26, 27
11 févr. 1918	Trib. civ. Toulouse, De Fraisse c. <i>La France</i> , J. A. 1918.149; R. P. A. 1918.322. — V. 17 janv. 1921. 20, 21	20, 21
22 févr. 1918	Trib. civ. Alais, Coignard-Verdier c. <i>Le Patrimoine</i> , D. 1919.2.21 et note Dupuich; Rec. Gaz. Pal. 1918 et 1919.1.193; J. A. 1919.135	77
20 nov. 1918	Rouen, <i>La Mutuelle-vie</i> c. De Villeneuve-Bargemon, Rec. Gaz. Pal. 1918 et 1919.1.765; Rec. Gaz. Trib. 1919.2.17; J. A. 1919.132; R. P. A. 1919.157	26, 28
23 déc. 1918	Rennes, Evenou c. <i>Le Patrimoine</i> , J. A. 1919.239; R. P. A. 1919.81. — V. 23 oct. 1917	20, 23
31 janv. 1919	Paris (1 ^{re} Ch.), <i>La France</i> c. Jolibois, S. 1918 et 1919.2.86; Rec. Gaz. Pal. 1918 et 1919.1.812; Rec. Gaz. Trib. 1919.2.125; J. A. 1919.220; R. P. A. 1919.85. — V. 9 oct. 1917; 15 nov. 1922	19, 20, 21, 24
7 juin 1919	Paris (4 ^e Ch.), <i>Le Phénix</i> c. De La Fressange, R. P. A. 1924.1. — V. 18 déc. 1923	26, 27
29 oct. 1919	Paris (1 ^{re} Ch.), <i>La France</i> c. D'Anglemont de Tassigny, Rec. Gaz. Trib. 1920.2.72; J. A. 1920.185. — V. 25 janv. 1918	24, 26, 27
17 déc. 1919	Alger, <i>Le Soleil</i> c. Le Maire, Rec. Gaz. Pal. 1921.310; R. P. A. 1921.97. — V. 11 déc. 1916; 15 févr. 1921. 20, 21, 39, 50, 83	83
12 févr. 1920	Trib. civ. Saint-Dié, Archambaud c. <i>L'Union</i> , J. A. 1922.594; R. P. A. 1920.289	19
15 janv. 1921	Trib. civ. Marseille, <i>Le Gresham</i> c. Biginelli, J. A. 1921.171; R. P. A. 1921.1	46
17 janv. 1921	Req., <i>La France</i> c. De Fraisse, S. 1921.1.340. — V. 11 févr. 1918	39

- 15 févr. 1921 **Req.**, Le Maire c. *Le Soleil*, S. 1921.1.294; Rec. Gaz. Pal. 1921.1.310; J. A. 1921.90; R. P. A. 1921.97. — V. 11 déc. 1916; 17 déc. 1919 39, 50, 83
- 28 juin 1921 **Trib. civ. Seine**, Motte c. *La Mondiale*, S. 1924.2.97 et note Chavegrin; R. P. A. 1922.1 et note Gaudet. — V. 10 mai 1924 30
- 4 juil. 1921 **Civ.**, Bonjour c. *Le Phénix*, D. 1922.1.207; Rec. Gaz. Pal. 1921.2.352; J. A. 1921.549; R. P. A. 1921.297. — V. 9 juin 1916; 11 mai 1917 39, 40, 49
- 13 juil. 1921 **Chambéry**, *L'Union* c. Chamiot, R. P. A. 1921.385 .. 50
- 21 déc. 1921 **Nancy**, *Le Monde* c. Simonin, J. A. 1922.224; R. P. A. 1922.133. — V. 16 mars 1925; 23 mars 1927 26
- 1 févr. 1922 **Alger**, Gandoin c. *Le Soleil*, J. A. 1923.34 77
- 3 nov. 1922 **Trib. civ. Seine**, Ceccaldi c. *Le Phénix*, Rec. Gaz. Pal. 1923.1.86 et concl. subst.; R. P. A. 1922.405. — V. 5 avril 1924 41
- 15 nov. 1922 **Civ.**, Jolibois c. *La France*, D. 1922.1.207; S. 1923.1.146; Rec. Gaz. Pal. 1922.2.715; R. P. A. 1922.413. — V. 9 oct. 1917; 31 janv. 1919 50
- 15 nov. 1922 **Civ.**, *Le Phénix* c. Carcassonne, D. 1922.1.207; S. 1923.1.146; Rec. Gaz. Pal. 1922.2.715; J. A. 1923.167; R. P. A. 1922.411. — V. 12 mai 1915; 31 janv. 1916. 50
- 24 oct. 1923 **Trib. civ. Seine**, Degaud c. *La France*, R. P. A. 1923.413 26, 28, 78
- 13 nov. 1923 **Trib. civ. Seine**, Devé et autres c. *Ass. gén. de Trieste*, Rec. Gaz. Pal. 1923.2.757; Rec. Gaz. Trib. 1924.2.156; J. A. 1924.35; R. P. A. 1923.423 42
- 18 déc. 1923 **Req.**, *Le Phénix* c. De La Fressange, D. H. 1924.146; D. 1924.1.12; Rec. Gaz. Pal. 1924.1.299; Rec. Gaz. Trib. 1924.1.123; J. A. 1924.151; R. P. A. 1924.1. — V. 7 juin 1919 26, 27, 29
- 12 mars 1924 **Trib. civ. Seine**, Bonnefoy c. *La Mutuelle-vie*, R. P. A. 1924.94 39, 50
- 1 avril 1924 **Douai**, Coilliot c. *Le Phénix*, R. P. A. 1924.257 77
- 5 avril 1924 **Paris** (4^e Ch.), *Le Phénix* c. Ceccaldi, Rec. Gaz. Pal. 1924.2.326; Rec. Gaz. Trib. 1924.2.587; J. A. 1926.132; R. P. A. 1924.89 et concl. av. gén. — V. 3 nov. 1922 41, 42
- 16 avril 1924 **Civ.**, *Le Soleil* c. Gizard, D. H. 1924.392; Rec. Gaz. Pal. 1924.2.16; J. A. 1924.242. — V. 21 mars 1917; 24 déc. 1917 26, 27
- 10 mai 1924 **Paris** (4^e Ch.), *La Mondiale* c. Motte, D. H. 1924.479; S. 1924.2.97 et note Chavegrin; Rec. Gaz. Trib. 1924.2.561; J. A. 1927.398; R. P. A. 1924.101. — V. 28 juin 1921 30
- 16 mars 1925 **Civ.**, Simonin c. *Le Monde*, D. H. 1925.309; S. 1925.1.166; Rec. Gaz. Pal. 1925.2.58; J. A. 1925.223; R. P. A. 1925.89. — V. 21 déc. 1921; 23 mars 1927. 26, 29
- 23 mars 1927 **Req.**, *Le Monde* c. Simonin, J. A. 1927.95. — V. 21 déc. 1921; 16 mars 1925 29
- 18 janv. 1928 **Civ.**, *La Foncière* c. Thaurin, S. 1928.1.132; Rec. Gaz. Pal. 1928.1.491; J. A. 1928.115; R. P. A. 1928.5 46, 51
- 6 nov. 1928 **Req.**, *Ass. gén.* c. Dudon, D. H. 1928.590; Rec. Gaz. Pal. 1928.2.866; J. A. 1929.83 46, 47, 51
- 10 déc. 1929 **Nancy**, *Le Monde* c. Ritemard, R. P. A. 1930.101 .. 24

BIBLIOGRAPHIE ⁽¹⁾

I. — TRAVAUX STATISTIQUES, HISTORIQUES, TECHNIQUES

- ADAN. — L'assurance sur la vie et le risque de guerre, M. A., 1872, p. 49.
- ALLAERT (P.). — De l'assurance des risques de guerre. Thèse Paris, Rousseau, 1900.
- AVENEL (G. d'). — Le mécanisme de la vie moderne, Les assurances sur la vie. *Revue des Deux-Mondes*, 1895, p. 368.
- BERNARD (D'). — La défense de la santé publique pendant la guerre. Paris, Les Presses Universitaires (1931). (Publication de la Dotation Carnegie pour la paix internationale).
- BERNUS (P.). — L'assurance du risque de guerre. *Bull. trim. Inst. act. fr.*, mars 1931 (n° 144).
- BODART (G.). — Losses of life in modern wars, Austria-Hungary, France, Oxford, 1916. (Carnegie endowment for international peace).
- BOSREDON. — Histoire de l'assurance sur la vie en France. Thèse Bordeaux, 1900.
- BOUDIN. — Etude sur l'état sanitaire et la mortalité dans l'armée. *Annales d'hygiène publique et de médecine légale*, Paris, 1846.
- ROUTROUX (P.). — Les travaux statistiques relatifs aux mouvements de nos effectifs pendant la guerre. *Journal de la Société de statistique de Paris*, juin 1921.

(1) Conformément au plan que nous nous sommes tracé, nous n'indiquons pas dans cette bibliographie les ouvrages consacrés à l'assurance du risque de guerre à l'étranger. Cependant nous avons cité incidemment plusieurs de ces travaux dans le cours de notre étude. *Addé*: Manes, *Versicherungswörterbuch*, 2^e éd., Berlin, 1924, v° *Kriegslebensversicherung* (Patzig); *id.*, 3^e éd., 1930, *eod.* v° (Riebesell). — Keller (Max), *Die Behandlung des Kriegsrisikos in der Lebensversicherung unter dem Einfluss des Weltkrieges* (*Veröffentlichungen des Deutschen Vereins für Versicherungs - Wissenschaft*, Heft XXXII), Berlin, 1922 ; ouvrage très documenté, contenant une abondante bibliographie.

- BUNLE (H.). — Mortalité comparée en France et à l'étranger avant et après la guerre. *Bulletin de la Statistique générale de la France*, janv.-mars 1929.
- CADOUX (G.). — Nos pertes de guerre, leurs réparations et nos dettes de guerre. *Journal de la Société de statistique de Paris*, 1^{re} partie, déc. 1925.
- CHENU (D^r). — Rapport au Conseil de santé des armées sur les résultats du service médico-chirurgical aux ambulances de Crimée et aux hôpitaux militaires français en Turquie pendant la campagne d'Orient en 1854-1855-1856. Paris, 1865.
- Statistique médico-chirurgicale de la campagne d'Italie en 1859 et 1860. Paris, 1869.
- Rapport au Conseil de la Société française de secours aux blessés des armées de terre et de mer sur le service médico-chirurgical des ambulances et des hôpitaux pendant la guerre de 1870-1871. Paris, 1874.
- COURCY (A. de). — Chapitre : Division des risques, Risques non assurables, dans Dictionnaire universel de la Bourse, de la Banque et des Assurances, publié sous la direction de M. J. Bozérián. Paris (1887), 2 vol.
- Note sommaire sur l'assurance des risques de guerre. Paris, 1887.
- Les risques de guerre dans les assurances sur la vie. Paris (1888).
- CREN (M.). — Le risque de guerre dans l'assurance sur la vie. Thèse Paris, Soc. du Rec. Sirey, 1913.
- DEWAVRIN (M.). — Les grandes compagnies françaises d'assurances terrestres. *Journal des économistes*, nov. 1918.
- DORMOY. — Note, M. A., 1887, p. 190.
- DUMAS (S.). — L'assurance du risque de guerre. *Bull. de l'assoc. des act. suisses*, Berne, 1911, fasc. 6.
- DUMAS (S.) and PETERSEN (K. O.). — Losses of life caused by war. Oxford, 1923. (Carnegie endowment).
- FLEURY (E.). — De la surprime pour les risques surélevés et réserves correspondantes. Documents du cinquième Congrès international d'actuaiers, t. I, Berlin, 1906.
- GALBRUN (H.). — Assurances sur la vie, Calcul des primes. Paris, Gauthier-Villars, 1924, p. 35.
- GUILHAUMON. — La guerre et les épidémies. Paris, Guillaumin et Cie (1868).
- GUILLON (A.). — Peut-on assurer gratuitement le risque de guerre? *Journal de l'Assureur et de l'Assuré*, 5 nov. 1928.
- GUITET-VAUQUELIN (P.). — Le risque de guerre dans les assurances sur la vie. *Revue européenne et coloniale*, mars 1914.

- HAMON (G.). — Histoire générale de l'assurance en France et à l'étranger. Paris, L'Assurance moderne (1895-1896).
- HUBER (M.). — La population de la France pendant la guerre. Paris, Les Presses universitaires (1932). (Dotation Carnegie).
- LAGNEAU (D^r). — Conséquences démographiques qu'ont eues pour la France les guerres depuis un siècle (Extrait du compte rendu de l'Acad. des sc. morales et politiques). Paris, 1892.
- De la mortalité due aux guerres depuis un siècle. *Annales d'hygiène publique et de médecine légale*, 3^e série, t. XXXIV, Paris, 1894.
- LAVERAN (A.). — Traité des maladies et des épidémies des armées. Paris, Masson, 1875.
- LEROY-BEAULIEU (P.). — Les guerres contemporaines (1853-1866), Recherches statistiques sur les pertes d'hommes et de capitaux. Paris, Guillaumin et Cie (1868).
- LÉVY (P.). — Calcul des probabilités. Paris, Gauthier-Villars, 1925, n° 39.
- LUX (D^r). — Le risque de guerre. M. A., juill. et août 1889.
- LYONS DE FEUCHIN (Des). — Rapport sur le bilan des pertes en morts et blessés par les nations belligérantes. Doc. parl. Ch. des dép., 1924, annexe n° 335.
- MARIN (L.). — Proposition de résolution relative au bilan des pertes en morts et en blessés par les nations belligérantes. Doc. parl. Ch. des dép., 1920, annexes n°s 633 et 634.
- NATTAN-LARRIER (P.). — Les assurances sur la vie et le risque de guerre. Paris, La Grande Revue, 1905.
- ØELTZEN. — L'assurance sur la vie en cas de guerre, par W. Karup. M. A., 1869, pp. 371 et 409.
- POTERIN DU MOTEL (H.). — Théorie des assurances sur la vie. Paris, Dulac, 1899, n° 37.
- PRINZING (D^r). — Epidemics resulting from wars. Oxford, 1916. (Carnegie endowment).
- RAZOUS (P.). — Aperçus statistiques sur le risque de guerre et la mortalité de quelques grandes batailles de l'histoire. *Bull. trim. Inst. act. fr.*, Paris, juin 1922 (n° 109).
- RISSE (R.). — Essai de recherche d'un coefficient de risque de guerre. *Bull. trim. Inst. act. fr.*, juin 1922 (n° 109).
- SENÈS (V.). — Les origines des compagnies d'assurances soit à primes, soit mutuelles, fondées en France depuis le XVIII^e siècle jusqu'à nos jours. Paris, Dulac, 1900.
- L'assurance du risque de guerre. M. A., avril 1887.
- SERBONNES (G. de). — L'assurance en cas de guerre. M. A., nov. 1874; juin et août 1875.

TOUBERT (J.). — Etude statistique des pertes subies par les Français pendant la guerre 1914-1918. *Archives de médecine et de pharmacie militaires*, Paris, Lavauzelle, 1920.

— Le langage des chiffres et des graphiques. *Archives de médecine et de pharmacie militaires*, Paris, Lavauzelle, août 1923.

VACHER. — L'épidémie de variole en 1870-71. *Gazette médicale de Paris*, 1876.

YQUEM. — L'assurance contre la guerre. M. A., 1870-71.

— L'assurance et la guerre. M. A., 1872, p. 112.

Circulaire adressée par les compagnies *La Générale, L'Union, La Nationale* et *Le Phénix* à leurs agents. M. A., sept. 1887.

Centenaire de *La Nationale*, 1830-1930. Paris, 1930.

Compagnie d'Assurances générales (La), 1819-1919. Paris, 1920.

Rapport du Bureau fédéral des assurances sur les entreprises privées d'assurances en Suisse, en 1887. Berne, 1889; ...en 1888 (1890); ...en 1895 (1897).

Risque de guerre (Le). M. A., sept. 1887.

Surprimes de guerre (Les), système des trois compagnies *La Générale, La Nationale* et *L'Union*. Caen, 1878.

II. — LÉGISLATION ET JURISPRUDENCE

CHASTENET (G.). — Rapport au Sénat sur la proposition de loi Nadi, le 19 juin 1919. *J. off.*, doc. parl., 1919, annexe n° 270, p. 352.

CHAVEGRIN (E.). — Note s. Paris, 10 mai 1924, S. 1924, 2, 97.

CRÉMIEU. — Jurisprudence française de la guerre en matière d'assurance (1914-1919). *Rev. trim. dr. civ.*, 1919, p. 594.

DEMOGUE (R.). — Jurisprudence, *Rev. trim. dr. civ.*, années 1916 et s.

DESCHAMPS (J.). — L'aggravation du risque en cours d'assurance. Thèse Paris, 1932.

DEVINCK (R.). — Les assurances sur la vie et la guerre, La situation des assurés français. *L'Europe nouvelle*, 26 oct. et 2 nov. 1918.

DUPUICH (P.). — L'assurance-vie. Paris, Dalloz, 1922, n° 346.

GAUDET (M.) et LEFORT (J.). — Les assurances sur la vie et la Cour de cassation en 1921. R. P. A., 1922, 500; ...en 1922, R. P. A., 1923, 522; ...en 1923, R. P. A., 1924, 340.

GENTHIAL (G.). — Valeur juridique des avenants de guerre antérieurs à la guerre, en matière d'assurance sur la vie. J. A., 1916, 141.

- GERMAIN (L.). — Etude de la loi du 22 juillet 1919 relative aux contrats d'assurance sur la vie en temps de guerre. M. A., oct. 1919 à mars 1920.
- GIORDAN. — Rapport à la Chambre des députés sur la proposition de loi Nadi, 6 avril 1916 (*J. off.*, doc. parl., 1916, annexe n° 2009, p. 870).
- Rapport supplémentaire, 6 décembre 1918 (*J. off.*, doc. parl., 1918, annexe n° 5382, p. 2051).
- Deuxième rapport supplémentaire, 26 mars 1919 (*J. off.*, doc. parl., 1919, annexe n° 5906, p. 1089).
- GOURY (H.). — Les décrets moratoires pour l'assurance-vie et la capitalisation. M. A., févr. et mars 1919.
- Le décret du 19 septembre 1919... M. A., nov. 1919.
- HAMON (G.). — Législation et jurisprudence des assurances pendant la guerre. Paris, La Semaine, 1917.
- HÉMARD (J.). — Théorie et pratique des assurances terrestres. Paris, Soc. Rec. Sirey, 1924 et 1925, 2 vol. parus.
- ISORÉ (A.). — La guerre et la condition privée de la femme. Thèse Paris, 1919, p. 372.
- LACHAPELLE (G.). — Le risque de guerre dans les assurances sur la vie. *Revue pol. et parlem.*, nov. 1916.
- LACOUR (L.). — Note s. diverses décisions. D., 1916, 2, 161.
- Note s. Trib. civ Epinal, 26 nov. 1915, D., 1916, 2, 166.
- LEFORT (J.). — L'avenant de guerre, son caractère juridique, *La Semaine*, 27 avril 1919.
- Nouveau traité de l'assurance sur la vie. Paris, Rivière, 1920, 2 vol.
- MARIA (P.). — Les mobilisés assurés sur la vie et le risque de guerre. Paris, Rousseau, 1917.
- MUREYVE (X.). — Est-il utile de réglementer législativement les contrats d'assurance sur la vie intéressant les mobilisés? M. A., juillet 1916.
- QUIQUET (A.). — Les contrats suspendus par la mobilisation, Propositions pour la remise en vigueur. Paris, Imp. Maulde, Doumenç et Cie, 1916.
- SUMIEN (P.). — Traité théorique et pratique des assurances terrestres et de la réassurance. Paris, Dalloz, 3^e éd., 1930.
- WAHL (A.). — Le droit civil et commercial de la guerre, t. I et IV. Paris, Soc. Rec. Sirey, 1918, 4 vol.

Assurance sur la vie (L') et la surprime de guerre. *Le Correspondant*, août 1916.

Correspondance entre le Ministre du Travail (Contrôle des assurances privées) et les Compagnies, relativement à l'application de la loi du 22 juillet 1919.

Etudes diverses sur la loi du 22 juillet 1919, par les actuaires du Comité (en annexe aux Séances du Comité, années 1919 et 1920).

Observations sur une proposition de loi concernant les assurances sur la vie présentée par M. Nadi et ses collègues, note rédigée par la compagnie d'Assurances générales, mars 1916.

REVUES ET RECUEILS DIVERS

L'Assurance moderne.

Bonneville de Marsangy, *Jurisprudence générale des assurances terrestres* (B. M.).

Dalloz, *Recueil hebdomadaire* (D. H.); *Recueil périodique* (D.).

Journal des assurances (J. A.).

Moniteur des assurances (M. A.).

L'Opinion.

Recueil de la Gazette du Palais (Rec. Gaz. Pal.).

Recueil de la Gazette des Tribunaux (Rec. Gaz. Trib.).

Recueil périodique des assurances (R. P. A.).

Répertoires Dalloz, Fuzier-Herman, Pandectes françaises, et suppléments.

Revue trimestrielle de droit civil (Rev. trim. dr. civ.).

La Semaine.

Sirey (S.).

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

N. B. — Le premier chiffre renvoie au numéro, le second à la page.

1. INTRODUCTION	1
-----------------------	---

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE

(Avant 1914)

2. Division	7
-------------------	---

SECTION I. — AVANT 1872.

3. L'exclusion du risque de guerre	7
4. Situation des assurés en cas de guerre	9

SECTION II. — DE 1872 A 1914.

§ 2. — *Le système « de la surprime fixe » (1877).*

5. Modification de la clause relative au risque de guerre	10
6. Exposé du système de la surprime fixe	11
7. Situation de l'assuré non couvert contre le risque de guerre	14

§ 2. — *Le système « du fonds commun » (1887).*

8. Origine du système	15
9. Exposé. La suspension de l'assurance	17
10. Le fonds commun	19
11. Modification du système	21

§ 3. — *L'assurance « complète » (1896).*

12. Exposé	22
------------------	----

§ 4. — *Polices et avenants de guerre
à la veille de la guerre mondiale.*

13.	Classification des polices	23
14.	Les clauses habituelles	25

CHAPITRE II

LA GUERRE DE 1914-1919

15.	Division	29
-----	----------------	----

SECTION I. — LE MORATORIUM DES ASSURANCES.

16.	Les décrets moratoires	30
-----	------------------------------	----

SECTION II. — LA SUSPENSION DES DÉCHÉANCES.

17.	Le décret du 10 août 1914 (art. 5)	31
18.	Tempéraments au moratorium	34

SECTION III. — LES CONTRATS SUSPENDUS.

19.	Interprétation des clauses d'exclusion du risque de guerre	38
20.	Le commencement de la suspension : l'entrée en campagne. Jurisprudence	39
21.	Assimilation de l'entrée en campagne à la mobilisation	42
22.	Opinions divergentes	44
23.	Cas de l'assuré mobilisé ayant conservé ses occupations habituelles	45

SECTION IV. — L'ASSURANCE DU RISQUE DE GUERRE.

§ 1. — *Modifications des conditions de l'assurance du risque de guerre.*

24.	Accords entre les Compagnies et le Gouvernement. La circulaire du 24 août 1914	46
25.	Les circulaires des 7 mai et 16 août 1915	49

§ 2. — *L'avenant de guerre et le moratorium.*

26.	L'avenant de guerre et le décret du 10 août 1914 (art. 5). Jurisprudence	49
27.	Opinion favorable à l'application du moratoire	51
28.	Thèse opposée	54
29.	Conclusion	56

§ 3. — *Etendue de la garantie du risque de guerre.*

30. Jurisprudence : le mobilisé condamné à mort	58
---	----

CHAPITRE III

LA LOI DU 22 JUILLET 1919

31. Objet et origine de la loi. Division	63
--	----

SECTION I. — PRÉLIMINAIRES.

32. Le « risque ». Assurances en cas de décès et assurances en cas de vie	65
33. I. — Assurances en cas de décès. Accroissement des réserves	67
34. Valeur d'un contrat sur lequel des primes sont impayées	71
35. II. — Assurances en cas de vie. Accroissement des réserves	75
36. Cas d'impaiement des primes	78
37. Résiliation et transformation des contrats	80

SECTION II. — EXIGIBILITÉ DES PRIMES.

38. L'art. 8 de la Loi	83
------------------------------	----

SECTION III. — EFFETS DES CONTRATS

NE GARANTISSANT PAS LE RISQUE DE GUERRE.

39. I. — Les contrats suspendus (L. art. 1 à 4). Durée de la suspension	86
40. Remise en vigueur	89
41. Jurisprudence. L'assuré parlementaire	90
42. Obligation de l'assureur au décès de l'assuré survenu pendant la suspension	92
43. « Réduction » des primes afférentes à la période de suspension	93
44. II. — Les contrats couvrant le risque de mort normale seule (L. art. 5)	94

SECTION IV. — RÉILIATION DES CONTRATS.

45. Rachat et réduction	95
-------------------------------	----

SECTION V. — RÈGLEMENT DES PRIMES ARRIÉRÉES.

46. L'art. 7 de la loi	99
47. Options réservées à l'assuré	102

SECTION VI. — EFFETS DES CONTRATS EN CAS DE VIE.

48. L'art. 6 de la loi	105
------------------------------	-----

SECTION VII. — PORTÉE DE LA LOI.

49. Domaine d'application	110
50. Caractère impératif	112
51. Caractère exceptionnel	114
52. Conclusion	115

CHAPITRE IV

LE PROBLEME DE L'ASSURANCE DU RISQUE DE GUERRE

53. Division	117
--------------------	-----

SECTION I. — STATISTIQUES RELATIVES AUX GUERRES.

§ 1. — *Guerres antérieures à 1914.*

54. Fréquence des guerres passées	117
55. Mortalité des guerres	119

§ 2. — *La guerre de 1914-1919.*I. — *La mortalité pendant la guerre.*

56. I. — Pertes de l'armée française. Constatation des pertes et établissement des statistiques	120
57. Chiffres des pertes	124
58. II. — Mortalité de la population civile	128

II. — *La mortalité d'après-guerre.*

59. Variations du taux de mortalité	129
---	-----

§ 3. — *L'expérience des compagnies d'assurances sur la vie*

60. Effets de la guerre sur les entreprises d'assurances sur la vie	131
--	-----

SECTION II. — RELATION ENTRE LE TAUX
DE SURPRIME ET LA MORTALITÉ DE GUERRE.

61. Mortalité de guerre. Taux de surprime	134
62. Taux de surprime correspondant à la guerre de 1914- 1919	138

SECTION III. — ASSURABILITÉ DU RISQUE DE GUERRE.

§ 1. — *Le risque de guerre est-il assurable?*

63. Thèse de l'inaassurabilité	144
64. Thèse opposée	147
65. Conclusion	148

§ 2. — *Fixation d'un taux de surprime.*

66. Taux de surprime proposés	152
67. L'assurance gratuite du risque de guerre	153

CHAPITRE V

LA GARANTIE DU RISQUE DE GUERRE
DANS LES CONTRATS ACTUELS

68. Classification des polices. Systèmes actuels de garantie du risque de guerre	155
---	-----

§ 1. — *Le système de la surprime fixe.*

69. Les conditions de l'assurance de guerre.....	158
70. Portée du nouvel avenant de guerre	160

§ 2. — *Le système de la prorogation d'échéance.*

71. Prélèvement de la surprime sur la réserve	162
72. Détermination de la prorogation d'échéance.....	163
73. Clauses habituelles	166
74. Appréciation de ce système	168

CHAPITRE VI

COMPLEMENTS

75. Division.	169
-----------------------	-----

SECTION I. — LE RISQUE DE GUERRE DANS L'ASSURANCE MIXTE
SUR DEUX TÊTES.

76. Procédés d'exclusion du risque de guerre	169
77. Jurisprudence. Interprétation des clauses de suspension	174
78. Application de la loi du 22 juillet 1919.....	179
79. Le risque de guerre dans les contrats actuels.....	180

**SECTION II. — LE RISQUE DE GUERRE CIVILE
DANS L'ASSURANCE-VIE.**

80. Fréquence et mortalité des guerres civiles passées.....	181
81. Clauses des polices. L'insurgé.....	182

**SECTION III. — LES RISQUES DU SERVICE MILITAIRE
DANS L'ASSURANCE-VIE.**

82. Mortalité des militaires	184
83. Clauses des polices	185

**SECTION IV. — L'ASSURANCE MILITAIRE CONTRE LES RISQUES
DE GUERRE.**

84. Essais et projets d'assurance militaire.....	190
85. CONCLUSION	195

APPENDICE

86. Formule d'avenant de surprime de guerre antérieur à 1914	199
87. Circulaire du ministre du Travail (24 août 1914).....	200
88. Lettre circulaire du ministre du Travail (13 janvier 1915) et lettre du président du Comité-vie au ministre du Travail (25 janvier 1915)	202
89. Proposition de loi Nadi (10 février 1916)	203
90. Réponse du ministre du Travail au président du Comité- vie (10 novembre 1919)	204
91. Clauses des polices actuelles relatives au risque de guerre	206
92. Formule d'avenant de surprime de guerre actuel.....	208
93. Tableaux de prorogation d'échéance	210

INDEX DES DÉCISIONS DE JURISPRUDENCE	213
--	-----

BIBLIOGRAPHIE	217
-------------------------	-----

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES	223
-------------------------------------	-----

